

**gouvernement du Québec  
comptes publics**

année financière terminée le 31 mars 1986

**1985-1986**

volume 1

**états financiers du gouvernement**

X0165269 8





---

# gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1986

Bibliothèque  
Université du Québec UQAT  
Case postale 8000  
425, boul. du Collège  
Rouyn, Québec, Canada  
J9X 5M5

---

# 1985-1986

---

volume 1

## états financiers du gouvernement

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la  
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)



Gouvernement du Québec  
**Ministère des Finances**

REVUE  
DE  
LITTÉRATURE  
FRANÇAISE  
1986

07-2051168



À son Excellence le Lieutenant-gouverneur  
Monsieur J. Gilles Lamontagne  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1986.

Le ministre des Finances,  
Gérard D. Levesque

Québec, décembre 1986

Au Ministre des Finances  
Monsieur Gérard D. Levesque  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1986, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances, par intérim  
Roger Couture, c.a.

Québec, décembre 1986

## TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
INTRODUCTION	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	13
Revenus, dépenses	18
Actif et passif	20
Dette nette	22
Besoins financiers et financement	23
Notes complémentaires	24
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	31
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	
SECTION	
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
Sommaire	
Revenus	
Dépenses	
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Sommaire	
Placements	
Régimes de retraite	
Autres comptes	
FINANCEMENT	3
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	4
INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — IV	



# INTRODUCTION

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1986 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont désormais publiés en trois volumes intitulés comme suit :

**Volume 1 — États financiers du Gouvernement;**

**Volume 2 — Détail des dépenses:**

- Fournisseurs et bénéficiaires;
- Biens en capital;

**Volume 3 — États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables.**

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1986, accompagnés d'un Rapport du Vérificateur général sur ces états. Dans les pages qui suivent, paraissent sous un titre séparé, les observations du Vérificateur général sur les États financiers du gouvernement du Québec.

Ten qu'indiqué aux notes complémentaires 1c, 3b, 4 et 6 des états financiers, ces derniers tiennent compte des redressements requis à certains éléments de l'actif et du passif au 31 mars 1986 et de leur contrepartie à la dette nette, pour la mise en œuvre, à compter de l'année financière 1986-1987, des modifications aux conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor, le 10 juin 1986. Les redressements de ces postes de l'actif, du passif et de la dette nette en permettent une présentation plus appropriée. Les redressements, couvrant les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement présentés à leur valeur de consolidation et les comptes à payer pour les dépenses non pourvues par des crédits au 31 mars 1986 portés au passif, répondent directement à des restrictions du Vérificateur général faites antérieurement à l'égard des conventions comptables en usage jusqu'au 31 mars 1986 de ces postes particuliers.

Quant aux opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1986, leurs résultats ont été établis selon les conventions comptables alors en vigueur, ce qui permet de les comparer aux prévisions budgétaires de l'année 1985-1986. On peut en outre apprécier l'évolution des opérations financières de 1985-1986 par rapport aux périodes correspondantes des années 1984-1985 et antérieures.

Les renseignements nécessaires, pour expliciter l'état des finances en termes de passif et d'actif en fin d'année et les résultats des activités

montrés sous une forme condensée dans les États financiers du Gouvernement, font maintenant l'objet de quatre sections dans le volume 1, soit :

- Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus par ministère et catégorie et aux dépenses par ministère, mission, domaine, secteur, programme, élément de programme et catégorie. Avec ces dépenses sont présentés les crédits budgétaires autorisés de 1985-1986;
- Les opérations non budgétaires regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement et aux opérations effectuées au compte des régimes de retraite. Les variations des éléments de l'actif et du passif à court terme y sont aussi indiquées;
- Les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de financement;
- Les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que des passifs éventuels et des engagements financiers du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le Volume 2 présente le Détail des dépenses et la Liste des fournisseurs et bénéficiaires par ministère et par catégorie. Il contient également la Liste des biens en capital où est maintenant intégré au coût des routes celui des ponts.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement, à l'exception des états non encore disponibles du Fonds renouvelable de la direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement, ce dernier fonds ayant cessé ses opérations le 30 juin 1985 et les services informatiques ayant été pris en charge par la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires.

Les états financiers des fonds spéciaux et des fonds renouvelables sont accompagnés chacun d'un Rapport du Vérificateur général sur ces états.

À la fin du volume 3 apparaît aussi, sous un titre séparé, la Liste des fournisseurs de chaque fonds renouvelable.

Le Contrôleur des finances, par intérim  
Roger Couture, c.a.



**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**  
**ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986**





## CONVENTIONS COMPTABLES

### ÉNONCÉ

A. Les conventions comptables ayant déjà fait l'objet de décisions du Conseil du trésor jusqu'au 31 mars 1986 sont les suivantes:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés selon la base de caisse, à l'exception, lorsqu'ils font l'objet d'une réclamation ou sont estimés avant le 1<sup>er</sup> mai suivant immédiatement la fin de l'année financière en cause, des revenus reliés à un programme à frais partagés avec compensation financière seulement, lesquels sont plutôt comptabilisés selon la base de l'année financière à laquelle la dépense correspondante a été imputée;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1<sup>er</sup> avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1<sup>er</sup> avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférentes aux salaires versés avant le 1<sup>er</sup> avril dans le cadre de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1<sup>er</sup> avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
  - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente la proportion prévue dans cette loi comme contribution de l'employeur par rapport aux cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 31 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 31 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transigent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
  - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes débitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;
- VII — Les escomptes sur la dette obligatoire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres

revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;

- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice;
- XII — À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation.

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées.

B. Le 10 juin 1986, le Conseil du trésor a adopté des modifications aux conventions comptables en usage au gouvernement du Québec. Ainsi, des conventions comptables ci-haut énumérées en vigueur jusqu'au 31 mars 1986 sont modifiées par les suivantes à compter de l'année financière 1986-1987:

- V — Les dépenses sont portées aux comptes de l'année financière au cours de laquelle les ressources sont acquises, qu'elles aient ou non été payées ou facturées; elles comprennent également les transferts dus qui n'appellent aucune contrepartie directe, lesquels correspondent aux sommes dûment acceptées et autorisées par le Gouvernement, malgré les frais effectués par les organismes autonomes chargés de l'exécution des programmes déterminés par le Gouvernement. Le 30 avril est retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer;
- X — Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont comptabilisés à leur valeur de consolidation, méthode en vertu de laquelle on porte aux résultats des opérations la participation dans les revenus et les pertes de ces entreprises, compte tenu des dividendes déclarés.  
Lorsque le déficit accumulé d'une entreprise excède le montant inscrit pour le placement détenu, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de cet excédent est inscrite aux dépenses du Gouvernement.
- XII — Les comptes à recevoir, de même que les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation, suite à l'établissement de provisions pour créances douteuses.  
La variation annuelle de ces provisions est portée aux dépenses alors que les radiations de créances irrécouvrables, déduction faite des recouvrements de créances antérieurement radiées, sont appliquées en réduction de ces provisions.

Les conventions comptables en vigueur jusqu'au 31 mars 1986 sont aussi modifiées par l'addition du paragraphe suivant:

- XIII — Les dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

## CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

À la fin de l'année financière, la valeur des dettes en monnaie étrangère est calculée et présentée en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change alors en vigueur.

L'écart dû à la variation des taux de change est inscrit comme dépense ou revenu à reporter, selon le cas, et il est amorti sur la durée restante de ces dettes.

### EXPOSÉ

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel des précisions apportées par le Contrôleur des finances pour les fins d'une application pratique des conventions comptables en vigueur jusqu'au 31 mars 1986 énoncées à « A » ci-dessus. De plus, on y apporte des précisions concernant les redressements des soldes de certains éléments de l'actif et du passif au 31 mars 1986 dû à la mise en application en l'année 1986-1987 des modifications aux conventions comptables mentionnées en « B » ci-dessus lesquelles entraînent nécessairement ces redressements.

### I — GÉNÉRALITÉS

Le Gouvernement tenait jusqu'au 31 mars 1986 sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comportait trop de difficultés administratives, qu'elle nécessitait un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application était difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

Dans le cadre de l'application des modifications aux conventions comptables, les dépenses du Gouvernement seront désormais comptabilisées, à compter de 1986-1987, selon une base d'exercice véritable. Leur inscription ne sera plus limitée par la disponibilité d'un crédit autorisé par l'Assemblée nationale mais s'alignera plutôt sur les frais réellement dus par le Gouvernement, même si ces derniers doivent faire l'objet d'une estimation en l'absence de pièces justificatives.

### II — REVENUS

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au Fonds des services de santé, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

#### Comptabilisation

##### Revenus autonomes

Sont comptabilisés sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 30 avril inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1<sup>er</sup> avril et qui ont été imputées à une année financière écoulée.

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par

le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1<sup>er</sup> avril.

La contribution des employeurs au Fonds des services de santé est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1<sup>er</sup> avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

#### Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les revenus provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont enregistrés selon les sommes encaissées avant le 1<sup>er</sup> avril et les réclamations et estimations établies, eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

### III — DÉPENSES

Jusqu'au 31 mars 1986, toutes les charges imputées sur les crédits autorisés pour une année financière constituaient des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprenaient les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuaient à même les allocations de ressources financières accordées par le Parlement dans le cadre des lois sur les crédits, des lois particulières et des mandats spéciaux du Gouvernement qui en permettaient le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le Fonds des services de santé.

#### Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables au 31 mars 1986 et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, les dépenses ont été comptabilisées comme suit:

Toutes les charges qui ont été imputées sur les crédits autorisés par l'Assemblée nationale en vertu de lois sur les crédits et de lois particulières ou par des mandats spéciaux du Gouvernement ont été inscrites aux dépenses.

Les livres demeuraient ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1<sup>er</sup> avril.

Les dépenses de transfert ont été comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement était dûment approuvé avant le 1<sup>er</sup> avril et que l'imputation aux dépenses ait été faite au plus tard dans les 30 jours qui suivaient la fin de l'année financière.

Néanmoins, compte tenu de leurs revenus, les frais de fonctionnement des organismes autonomes chargés de l'exécution des programmes déterminés par le Gouvernement et opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, telles les commissions scolaires, les institutions d'enseignement, de santé et les établissements de services sociaux ont été l'objet de subventions du Gouvernement. Ces paiements de transfert ont été établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des organismes concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers. Ils constituaient des dépenses du Gouvernement, lesquelles ont été absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des montants prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement dans le cadre de dispositions législatives pertinentes, nonobstant les frais à subventionner effectués par ces organismes pendant l'année financière du Gouvernement.

Les coûts d'acquisition des biens en capital ont été portés aux dépenses et, de ce fait, ont affecté le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance n'ont pas été reportées; elles ont été comptabilisées comme dépenses de l'année financière et faisaient partie des opérations budgétaires.

### Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts ont été inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en était de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations ont été imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils ont été encourus. Les primes ou les escomptes ont été inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts sauf pour l'escompte d'émission de titres s'apparentant à de l'intérêt lequel a été considéré comme tel et a été capitalisé à la date d'anniversaire de l'emprunt pour atteindre progressivement la valeur nominale à l'échéance. La fluctuation du change étranger a été portée aux revenus ou aux dépenses au moment du remboursement, la substitution ou la renégociation d'un emprunt ne constituant pas un remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition ont été portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement ont été portés en déduction des dépenses.

### Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Les contributions du Gouvernement à ce régime ont été comptabilisées conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (a) de l'énoncé ci-dessus. L'intérêt sur la provision au 31 mars précédent a été comptabilisé depuis 1978-1979.

### Autres régimes de retraite

Les contributions du Gouvernement aux autres régimes de retraite ont été comptabilisées depuis l'année financière 1978-1979 conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (b) de l'énoncé ci-dessus. La dépense a été établie en fonction de la politique budgétaire et sa contrepartie a été portée au crédit du compte des régimes de retraite.

### Radiation des créances irrécouvrables

Les créances radiées au cours d'une année financière ont été portées aux dépenses, sauf celles pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980.

## IV — ACTIF ET PASSIF

Certains éléments de l'actif et du passif au 31 mars 1986 ont fait l'objet de redressements pour la mise en application en 1986-1987 des nouvelles conventions comptables. Ainsi, l'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte de ces redressements ainsi que des autres précisions qui suivent:

### 1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant celles émises par le gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

### 2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1<sup>er</sup> avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le Fonds des services de santé et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1<sup>er</sup> avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances douteuses qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

### 3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont maintenant comptabilisés à leur valeur de consolidation et une provision pour perte sur placements est présentée au passif pour l'excédent des déficits accumulés par rapport au coût de certains placements. La contrepartie des redressements effectués au 31 mars 1986 a été portée à la dette nette.

Les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont maintenant inscrits à leur valeur estimative de réalisation.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

### 4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée du déficit accumulé des opérations budgétaires et de certaines opérations qui y sont portées directement.

### 5. Avances des fonds en fidéicommis

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances en rend compte dans le volume 3 des Comptes publics.

### 6. Compte d'accords de perception fiscale

À ce poste sont comptabilisées la perception de sommes par le Gouvernement pour le compte de la Régie des rentes du Québec, du Fonds spécial olympique, du Fonds de la réforme du cadastre québécois et de diverses municipalités ainsi que les versements effectués à ces organismes relativement à ces sommes perçues.

### 7. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée en fin d'année financière. Au 31 mars 1986, ce poste du passif a fait l'objet d'un redressement par l'addition des comptes à payer pour les dépenses qui n'étaient pas encore pourvues par des crédits à cette date. La contrepartie de ce redressement a été portée à la dette nette.

### 8. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

### 9. Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement. Les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur sont déposées pour le compte de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, depuis l'année financière 1978-1979, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant

## CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

qu'employeur réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

### 10. Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale.

Les dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

Au 31 mars 1986, la valeur des dettes en monnaie étrangère a été calculée et présentée en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change alors en vigueur. L'écart dû à cette variation du taux de change à la fin de l'année financière constitue un redressement aux postes concernés du passif dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

Pour ce qui est des titres émis à un fort taux d'escompte, les dettes sont inscrites à leur valeur de réalisation augmentée, à la date d'anniversaire de l'emprunt, de la capitalisation de l'escompte s'apparentant à de l'intérêt.

### 11. Fonds d'amortissement

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Avant les redressements du 31 mars 1986, celles en monnaie étrangère déjà émises par le Gouvernement étaient inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère étaient inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition. Au 31 mars 1986, la valeur des obligations en monnaie étrangère détenues à ces fonds a également été calculée en monnaie du Canada selon les taux de change alors en vigueur.

## V — PASSIFS ÉVENTUELS

À cette rubrique, on y indique:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;
2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants prévus par lois.

Par contre, cette rubrique ne couvre pas les réclamations en cours contre le Gouvernement et les garanties d'emprunts accordées par la Société de développement industriel du Québec dans le cadre du programme d'urgence d'aide à la PME dont les pertes éventuelles sont assumées par le Gouvernement.

## VI — ENGAGEMENTS FINANCIERS

### Budgétaires

Cette énumération couvre:

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement du principal des emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé, établisse-

ments de services sociaux et par des organismes municipaux et autres;

2. Les engagements du Ministre de l'Éducation pour le remboursement du principal des emprunts contractés par des commissions scolaires et les autorisations d'emprunts données par le Ministre aux commissions scolaires pour des dépenses en capital;
3. Les engagements du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science pour le remboursement du principal des emprunts contractés par des institutions d'enseignement pour des dépenses en capital et les autorisations d'emprunts données par le Ministre à ces institutions pour des dépenses en capital;
4. Les engagements du Ministre de la Santé et des Services sociaux pour le remboursement du principal des emprunts contractés par des institutions de santé et établissements de services sociaux pour des dépenses en capital et les autorisations d'emprunts données par le Ministre à ces institutions et établissements pour des dépenses en capital;
5. Les subventions autorisées par le Gouvernement à des sociétés, organismes municipaux et autres organismes pour des dépenses en capital non reliées au remboursement d'emprunts à long terme ainsi que les engagements envers les organismes municipaux pour des dépenses en capital autorisées dans le cadre du programme d'assainissement des eaux lesquelles feront l'objet d'emprunts à long terme;
6. Les obligations conditionnelles du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements ci-dessus relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas entre autres:

1. Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
2. Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis par des institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
3. Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole du Québec et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
4. Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de cette Société;
5. Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession;
6. Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures.

### Non budgétaires

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déterminé dans une loi ou établi par le Gouvernement en vertu des pouvoirs que lui confère une loi.



*Tableau 4*

## REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>SOMMAIRE</b>		
<b>REVENUS</b>	24 080 778	22 310 027
<b>DÉPENSES</b>	27 222 178	25 542 499
<b>DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES</b>	3 141 400	3 232 472
<b>REVENUS</b>		
<b>Impôts sur le revenu et les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	7 966 328	7 126 889
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 600 799	1 509 481
Impôt des sociétés	1 082 010	996 331
Droits de successions	30 514	45 131
	10 679 651	9 677 832
<b>Taxes à la consommation</b>		
Ventes au détail	3 175 635	2 575 061
Carburants	1 084 069	1 030 444
Tabacs	534 826	373 458
Repas et hôtellerie	327 719	303 393
Autres	126 918	112 434
	5 249 167	4 394 790
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles	283 918	273 277
Boissons alcooliques	70 074	67 238
Ressources naturelles	93 223	96 190
Pari mutuel	26 417	29 729
Autres	84 340	70 894
	557 972	537 328
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services	210 191	226 480
Intérêts	218 240	269 539
Amendes, confiscations et recouvrements	116 309	92 715
	544 740	588 734
<b>Transferts des sociétés d'État</b>		
Société des alcools du Québec	355 000	352 000
Loto-Québec	339 000	240 000
Hydro-Québec		155 837
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	37 000	
	731 000	747 837
<b>Total des revenus autonomes</b>	17 762 530	15 946 521
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Péréquation	2 854 147	3 101 621
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 941 687	1 833 383
Contributions aux programmes de bien-être	1 198 297	1 147 850
Autres programmes	324 117	280 652
	6 318 248	6 363 506
<b>Total des revenus</b>	24 080 778	22 310 027

	1986	1985 (note 9)
<b>DÉPENSES PAR MISSION ET DOMAINE</b>		
<b>MISSION SOCIALE</b>		
Sécurité du revenu	2 778 108	2 559 298
Santé et adaptation sociale	7 627 218	7 307 811
Habitation	329 091	306 720
	<u>10 734 417</u>	<u>10 173 829</u>
<b>MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE</b>		
Éducation	7 680 062	7 097 169
Culture	205 193	179 797
Loisir	183 542	189 153
	<u>8 068 797</u>	<u>7 466 119</u>
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE</b>		
Institutions politiques	780 045	674 705
Gestion administrative centrale	3 805 851	3 643 026
Relations intergouvernementales	66 551	56 793
Protection de la personne et de la propriété	579 980	540 070
	<u>5 232 427</u>	<u>4 914 594</u>
<b>MISSION ÉCONOMIQUE</b>		
Ressources naturelles et industries primaires	1 119 110	1 027 192
Industries secondaires	392 118	371 200
Services	111 080	99 008
Ressources humaines	193 255	164 621
Transports	1 370 974	1 325 936
	<u>3 186 537</u>	<u>2 987 957</u>
<b>Total des dépenses</b> (note 2)	<u>27 222 178</u>	<u>25 542 499</u>

<b>DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET ORGANISME</b>		
Affaires culturelles	183 876	161 950
Affaires municipales	390 894	505 718
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	515 896	461 419
Assemblée nationale	62 862	46 285
Commerce extérieur et Développement technologique	25 136	18 196
Communautés culturelles et Immigration	49 993	45 552
Communications	227 974	207 043
Conseil exécutif	54 611	41 959
Conseil du trésor	16 032	12 745
Éducation	4 730 472	4 281 395
Énergie et Ressources	360 389	349 076
Enseignement supérieur et Science	2 300 802	2 191 462
Environnement	170 016	141 548
Finances	2 826 133	2 506 965
Habitation et Protection du consommateur	370 232	345 380
Industrie et Commerce	326 129	326 776
Justice	834 801	707 026
Loisir, Chasse et Pêche	225 155	226 081
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	2 872 668	2 615 887
Organismes relevant des ministres délégué(e)s:		
Au Développement et à la Voie des régions	46 765	52 810
Aux Relations avec les citoyens	37 173	32 414
À la Condition féminine	73 394	56 307
À l'Administration	844 749	767 268
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	62 315	38 628
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 608 331	1 456 510
Régie des installations olympiques	2 614	6 902
Relations internationales	59 553	51 285
Revenu	247 852	231 209
Santé et Services sociaux	5 911 557	5 765 297
Tourisme	75 573	68 518
Transports	1 676 706	1 630 598
Travail	31 525	42 136
Travaux publics et Approvisionnement		150 154
<b>Total des dépenses</b> (note 2)	<u>27 222 178</u>	<u>25 542 499</u>

**ACTIF ET PASSIF****au 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	1986	1985 (note 9)
<b>ACTIF</b>		
Espèces en banque	69 759	66 807
Placements temporaires	495 000	479 920
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	30 949	69 203
Comptes à recevoir	1 993 051	1 839 064
Intérêts courus	14 076	18 249
	<u>2 602 835</u>	<u>2 473 243</u>
Placements -- actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec (note 3)	8 383 121	7 074 050
Municipalités et organismes municipaux	68 145	69 569
Particuliers, sociétés et autres	148 290	145 663
	<u>8 599 556</u>	<u>7 289 282</u>
Autres éléments d'actif	<u>2 210</u>	<u>2 210</u>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>11 204 601</b>	<b>9 764 735</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>25 007 619</b>	<b>20 284 730</b>
	<u><u>36 212 220</u></u>	<u><u>30 049 465</u></u>

Le contrôleur des finances, par intérim  
Roger Couture, c.a.

Le sous-ministre des Finances,  
Robert Normand

Québec, le 4 décembre 1986



	1986	1985 (note 9)
<b>PASSIF</b>		
Chèques en circulation	351 011	312 961
Avarices des fonds en fidéicomis	56 343	54 380
Compte d'accords de perception fiscale	232 420	193 900
Comptes à payer (note 4)	2 482 646	1 125 289
Intérêts courus	1 096 704	1 011 502
	<u>4 219 124</u>	<u>2 698 032</u>
Provision pour perte sur placements en actions (note 3)	<u>363 283</u>	
Compte des régimes de retraite (note 5)	<u>7 997 852</u>	<u>6 728 865</u>
Bons du trésor	1 635 000	1 405 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 6)	19 801 096	17 433 850
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 6)	2 195 865	1 783 718
	<u>23 631 961</u>	<u>20 622 568</u>
 TOTAL DU PASSIF	 <u>36 212 220</u>	 <u>30 049 465</u>

Passifs éventuels et engagements financiers (note 7)

**DETTE NETTE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	1986	1985 (note 9)
Solde au début	20 284 730	17 457 851
Déficit des opérations budgétaires	3 141 400	3 232 472
Montant porté à la provision pour créances douteuses	88 898	122 392
Cession de biens à la Société des établissements de plein air du Québec (note 3)	(25 100)	
Cession de biens à la Société immobilière du Québec		(527 985)
Solde avant redressements	<u>23 489 928</u>	<u>20 284 730</u>
Redressements de certains éléments de l'actif et du passif:		
Placements en actions dans les entreprises du Gouvernement (note 3)	(1 099 177)	
Comptes à payer (note 4)	1 310 211	
Emprunts en devises étrangères (note 6)	1 306 657	
	<u>1 517 691</u>	
Solde redressé à la fin	<u><u>25 007 619</u></u>	<u><u>20 284 730</u></u>

## BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1986		1985	
<b>BESOINS FINANCIERS</b>				
Déficit des opérations budgétaires		3 141 400		3 232 472
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite				
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(1 548 268)		(1 416 634)	
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(170 930)		(175 335)	
	(1 719 198)		(1 591 969)	
Pensions et autres paiements	450 211	(1 268 987)	408 507	(1 183 462)
Augmentation (Diminution) des placements				
Entreprises du gouvernement du Québec	(175 841)		180 980	
Municipalités et organismes municipaux	(1 424)		(1 580)	
Particuliers, sociétés et autres	7 391	(169 874)	(7 574)	171 826
Augmentation des autres éléments d'actif (1)		193 046		117 680
Augmentation des autres éléments de passif (1)		(210 881)		(336 515)
Besoins financiers nets		<u>1 684 704</u>		<u>2 002 001</u>
<b>FINANCEMENT</b>				
Emprunts effectués	2 992 557		3 281 015	
Emprunts remboursés	<u>1 289 821</u>	1 702 736	<u>1 068 019</u>	2 212 996
Augmentation de l'encaisse (2)		(18 032)		(210 995)
		<u>1 684 704</u>		<u>2 002 001</u>

L'état ci-dessus exclut les opérations portées directement à la dette nette et la contrepartie des redressements de certains éléments de l'actif et du passif.

(1) Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et dépôts en circulation, les comptes à recevoir et les intérêts courus; les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

(2) L'encaisse comprend les espèces en banque et les placements temporaires.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1 — CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Entité comptable du gouvernement du Québec

Les états financiers du gouvernement du Québec comprennent les comptes du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé. À ces comptes sont généralement inscrites toutes les opérations financières des ministères listés à l'annexe I et celles des organismes, y compris l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne, figurant à cette même annexe, pour autant que les dépenses de fonctionnement de ces organismes et leurs paiements sont faits directement sur le Fonds consolidé du revenu ou sur le Fonds des services de santé et dont les revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ces fonds, sauf la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des installations olympiques.

#### b) Énoncé et exposé

L'énoncé apparaissant à la page 13 énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor jusqu'au 31 mars 1986 ainsi que les modifications à ces conventions apportées par le Conseil du trésor le 10 juin 1986.

L'exposé du Contrôleur des finances qui suit apporte des précisions pour les fins de l'application pratique des conventions comptables en vigueur jusqu'au 31 mars 1986 ainsi que sur les redressements effectués à certains éléments de l'actif et du passif à cette même date.

#### c) Redressements des comptes et modifications des conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été dressés, dans un premier temps, en appliquant les conventions comptables en vigueur au 31 mars 1986 et, dans un deuxième temps, en effectuant les redressements requis à certains éléments de l'actif et du passif au 31 mars 1986, avec leur contrepartie à la dette nette, pour mettre en oeuvre à compter de l'année financière 1986-1987 les modifications aux conventions comptables adoptées par le Conseil du trésor le 10 juin 1986.

Ces redressements avec contrepartie à la dette nette ont été approuvés par le Conseil du trésor à cette même date. Ils couvrent les éléments de l'actif et du passif de la façon suivante :

- Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement présentés à leur valeur de consolidation;
- Les comptes à payer pour des dépenses non pourvues par des crédits au 31 mars 1986 inscrits au passif;
- Les emprunts en devises étrangères présentés selon les taux de change en vigueur au 31 mars 1986.

L'incidence financière de ces redressements aux postes de l'actif et du passif est indiquée dans des notes complémentaires qui suivent.

Quant aux opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1986, les modifications aux conventions comptables ne leur ont pas été appliquées et par conséquent, les résultats de ces opérations ont été établis selon les conventions comptables en vigueur au 31 mars 1986.

### 2 — DÉPENSES EN CAPITAL

#### a) Du gouvernement du Québec

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1985-1986 et s'élevant à 563,4 millions de dollars (575,9 millions de dollars en 1984-1985) ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

#### b) Contributions du Gouvernement aux dépenses en capital des personnes, corporations, entreprises du gouvernement, commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé et établissements de services sociaux

À la page 1-7 apparaissent les paiements de transfert au montant de 20 383,0 millions de dollars (19 192,8 millions de dollars en 1984-1985) à des personnes, corporations, entreprises du Gouvernement, commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé et établisse-

ments de services sociaux. Ce montant inclut les contributions du Gouvernement de 713,6 millions de dollars pour leurs dépenses en capital.

### 3 — PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

#### a) Transfert de biens meubles et immeubles à la Société des établissements de plein air du Québec

En vertu de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., c. S-13.01) la Société est devenue propriétaire des biens meubles et immeubles faisant partie du domaine public énumérés à l'annexe I de cette Loi. La Société a assumé les obligations et a acquis les droits du Gouvernement concernant ces biens meubles et immeubles. Il comprend des biens immeubles au montant de 24,1 millions de dollars et des biens meubles de 1,0 million de dollars.

Le règlement de ce transfert a été effectué le 8 juin 1985 par l'émission de 251 000 actions intégralement acquittées de la Société au montant de 25,1 millions de dollars.

Selon les dispositions de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, la valeur des actions données en considération de ce transfert de 25,1 millions de dollars a réduit la dette nette du Gouvernement du même montant.

#### b) Inscription des placements en actions dans les entreprises du Gouvernement à la valeur de consolidation et d'une provision pour perte sur placements

Selon les conventions comptables en usage jusqu'à la fin de 1985-1986, les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement étaient inscrits au coût, sauf dans le cas d'Hydro-Québec où le montant représentait celui des réserves accumulées de cette Société au 31 décembre 1980. Ces placements sont maintenant comptabilisés à leur valeur de consolidation.

Ainsi, au 31 mars 1986, ces placements sont redressés avec contrepartie à la dette nette pour mettre en oeuvre cette modification aux conventions comptables s'appliquant à l'année financière 1986-1987. Le compte « Provision pour perte sur placements en actions » présenté au passif est l'excédent des déficits accumulés par rapport aux montants de certains placements inscrits au coût.

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont donc augmentés de 1 525,6 millions de dollars, soit de 6 182,4 à 7 708,0 millions de dollars, tels que détaillés à l'annexe 2. Un montant de 426,4 millions de dollars représentant l'excédent des déficits de certaines entreprises sur le coût est également indiqué à cette annexe. De ce montant, 63,1 millions de dollars est d'abord appliqué en réduction des avances (Sidbec 61,3 millions de dollars et Société nationale de l'amiante 1,8 millions de dollars) et le solde de 363,3 millions de dollars apparaît au passif sous le titre « Provision pour perte sur placements en actions ». Ces redressements de 1 099,2 millions de dollars diminuent la dette nette d'autant.

#### c) Inscription à la valeur estimative de réalisation des prêts et avances dans les entreprises du Gouvernement

Selon les conventions comptables en usage jusqu'à la fin de 1985-1986, les prêts et avances dans les entreprises du Gouvernement étaient inscrits au coût. Ces prêts et avances sont maintenant comptabilisés à leur valeur estimative de réalisation.

### 4 — COMPTES À PAYER

La pratique comptable ayant prévalu jusqu'au 31 mars 1986 était à l'effet que seules les charges imputées sur un crédit autorisé sont inscrites aux dépenses et aux comptes à payer en autant que les pièces justificatives soient reçues avant le 30 avril et qu'il y ait disponibilité de crédits. Cependant, au 31 mars 1986, ce poste du passif a fait l'objet d'un redressement par l'addition des comptes à payer pour les dépenses qui n'étaient pas pourvues par des crédits à cette date. Ainsi, un montant de 1 310,2 millions de dollars est porté aux comptes à payer avec contrepartie à la dette nette dont le détail figure à l'annexe 3.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

### 5 -- COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Ce passif est composé d'un montant de 4 906,1 millions de dollars pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 3 091,8 millions de dollars pour les autres régimes. Au 31 mars 1985, les soldes se chiffraient respectivement à 4 182,6 millions de dollars et 2 546,3 millions de dollars.

#### a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 4 906,1 millions de dollars ne comprend pas 1 856,2 millions de dollars pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

En effet, les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 1 029,7 millions de dollars au 31 décembre 1985 et cette estimation provisoire est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1984 dont le montant s'élevait à 929,7 millions de dollars à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours de l'année 1985.

Les obligations représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime, soit le 1<sup>er</sup> juillet 1973, sont estimées à 826,5 millions de dollars au 31 mars 1986.

#### b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1986, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 3 091,8 millions de dollars (2 546,3 millions de dollars en 1985).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de l'Assemblée nationale et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement.

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, dont l'année financière correspond à l'année civile, a effectué une estimation provisoire, en utilisant les mêmes méthodes qu'au cours des années antérieures. Elle a estimé le passif envers ces régimes à 13 853,6 millions de dollars au 31 décembre 1985 basé sur leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1984, laquelle s'élevait à 12 376,1 millions de dollars.

### 6 -- OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS FONDS D'AMORTISSEMENT

#### a) Emprunts en devises étrangères

Se on les conventions comptables en vigueur en 1985-1986, les dettes à long terme en monnaie étrangères étaient inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

Les dettes en monnaie étrangère sont maintenant converties en fin d'année financière en équivalent canadien au taux de change alors en vigueur. La conversion de ces emprunts augmente la dette à long terme de 1 306,7 millions de dollars et la dette nette d'un montant équivalent.

#### b) Tableaux des échéances et des monnaies

Les échéances des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement sont présentées dans le tableau suivant:

Années d'échéances	Devises converties en dollars canadiens aux cours en vigueur au 31 mars <sup>(1)</sup>	Devises converties en dollars canadiens aux cours en vigueur lors de la réalisation ou de l'acceptation des dettes
	1986	1985
(en millions de dollars)		
1985-1986		1 025,9
1986-1987	930,4	788,8
1987-1988	1 216,6	1 159,5
1988-1989	1 146,3	1 050,9
1989-1990	1 551,4	1 349,7
1990-1991	1 133,6	1 199,5
	5 978,3	6 574,3
1991 — 1996	9 511,2	7 890,0
1996 — 2001	3 457,9	2 582,2
2001 — 2006	2 277,3	1 775,9
2006 — 2011	226,1	30,3
2011 et plus	546,2	364,9
	21 997,0	19 217,6 <sup>(2)</sup>

Pour plus de détail des échéances, voir page 4-50.

Monnaies	Devises converties en dollars canadiens aux cours en vigueur au 31 mars <sup>(1)</sup>	Devises converties en dollars canadiens aux cours en vigueur lors de la réalisation ou de l'acceptation des dettes
	1986	1985
(en millions de dollars)		
En monnaie du Canada	14 294,8	13 681,8
En monnaie des États-Unis		
- Dollars des États-Unis	4 848,1	3 687,1
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne		
- Deutsche Marks	943,4	630,7
En monnaie de la France		
- Francs français	5,6	9,5
En monnaie du Japon		
- Yens	1 088,1	567,1
En monnaie de la Suisse		
- Francs suisses	358,0	183,3
En monnaie du Royaume-Uni		
- Livres sterling	299,5	284,4
En monnaie des Pays-Bas		
- Florins	41,2	45,6
En unités de comptes européennes - U.C.E.	52,8	70,4
En unités monétaires européennes - E.C.U.	65,5	57,7
	21 997,0 <sup>(3)</sup>	19 217,6 <sup>(2)</sup>

(1) En considérant aussi les contrats d'échange de devises.

(2) Si les obligations et autres emprunts en devises étrangères avaient été convertis en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1985, et considérant les contrats d'échange de devises, ces dettes auraient augmenté de 587,2 millions de dollars.

(3) Cette dette à long terme est ainsi passée de 19 217,6 millions de dollars au 31 mars 1985 à 21 997,0 millions de dollars au 31 mars 1986. L'écart de 2 779,4 millions de dollars représente l'augmentation de 1 306,7 millions de dollars mentionnée à (a) ci-dessus et l'excédent net de 1 472,7 millions de dollars des emprunts effectués sur ceux remboursés (excluant 230,0 millions de dollars pour les bons du trésor).

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

### 7 — PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 23 557,6 millions de dollars au 31 mars 1986 (22 086,3 millions de dollars en 1985; montant redressé), dont 21 388,3 millions de dollars se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 10 678,4 millions de dollars à cette date (9 733,0 millions de dollars en 1985; montant redressé). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

### 8 — ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détenait 500 000 actions de la Raffinerie de sucre du Québec. La Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, sanctionnée le 19 juin 1986 (Lois de 1986, c. 60), autorise le Ministre des Finances à verser à la Raffinerie de sucre du Québec, un montant que détermine le Gouvernement pour l'acquisition d'actions entièrement acquittées de son capital social. Afin de rembourser la dette à long terme de la Raffinerie de sucre du Québec, le Ministre des Finances a souscrit, en 1986-1987, un montant additionnel de 52,6 millions de dollars pour 526 000 actions de la Raffinerie de sucre du Québec.

Le 18 septembre 1986, pour donner suite au protocole d'entente intervenu entre le Gouvernement et Sucre Lantic Ltée le 10 mars 1986, le Gouvernement cédait la totalité des actions de la Raffinerie de sucre du Québec à Sucre Lantic Ltée.

En considération de cette vente, l'acheteur a payé comptant 2,3 millions de dollars et a remis un billet à ordre de 40,0 millions de dollars échéant à compter de 1993 et garanti par une hypothèque. Il versera en outre des sommes additionnelles lors de la détermination finale de la valeur du fonds de roulement et au moment de la vente de la machinerie et de l'équipement. Une option d'achat des terrains et bâtisses, pour une somme nominale, a également été consentie en faveur du Gouvernement.

Le placement du Gouvernement calculé à la valeur de consolidation de 14,5 millions de dollars a été radié lors de la cession des actions et la contrepartie de cette radiation a été portée à la dette nette selon les dispositions de l'article 18 de la Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec. En outre, une perte pouvant atteindre 10,0 millions de dollars est susceptible d'être réalisée au cours de 1986-1987.

### 9 — CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de l'année financière terminée le 31 mars 1985 ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes et de leurs programmes et services dans la présentation des données financières de 1986. Ces reclassements n'ont aucun effet sur le déficit des opérations budgétaires et la dette nette tels que déjà rapportés.

Les chiffres comparatifs de 1985 de l'état de l'actif et du passif n'ont pas été modifiés pour tenir compte des redressements effectués le 31 mars 1986 dont il est question à la note complémentaire 1 c.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

## MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

## ANNEXE 1

---

Affaires culturelles	Industrie et Commerce
Commission des biens culturels	Société de développement industriel du Québec
Régie du cinéma	Société du parc industriel du centre du Québec
Affaires municipales	Justice
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Comité de la protection de la jeunesse
Commission municipale du Québec	Commission de police du Québec
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Commission de refonte des lois et des règlements
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Commission des droits et libertés de la personne du Québec
Office du crédit agricole du Québec	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des assurances agricoles du Québec	Protection civile du Québec
Régie des grains du Québec	Régie des permis d'alcool du Québec
Régie des marchés agricoles du Québec	Tribunal de l'expropriation
Assemblée nationale	Loisir, Chasse et Pêche
Commerce extérieur et Développement technologique	Régie de la sécurité dans les sports
Communautés culturelles et Immigration	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Commission d'appel de francisation des entreprises	Commission des affaires sociales
Commission de protection de la langue française	Organismes relevant des ministres délégué(e)s:
Commission de toponymie	Au Développement et à la Voie des régions
Conseil de la langue française	Office de planification et de développement du Québec
Office de la langue française	Aux Relations avec les citoyens
Communications	Office des personnes handicapées du Québec
Commission d'accès à l'information	À la Condition féminine
Régie des services publics	Conseil du statut de la femme
Conseil exécutif	Office des services de garde à l'enfance
Conseil du trésor	À l'Administration
Éducation	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la fonction publique	Service des achats du gouvernement du Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Office des ressources humaines	Directeur général des élections — Commission de la représentation
Énergie et Ressources	Protecteur du citoyen
Régie de l'électricité et du gaz	Vérificateur général
Enseignement supérieur et Science	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Conseil de la science et de la technologie	Régie des installations olympiques
Conseil des collèges	Relations internationales
Conseil des universités	Revenu
Office des professions du Québec	Régie des loteries et courses du Québec
Environnement	Santé et Services sociaux
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Conseil des affaires sociales et de la famille
Conseil consultatif de l'environnement et des réserves écologiques	Tourisme
Finances	Transports
Commission des valeurs mobilières du Québec	Commission des transports
Inspecteur général des institutions financières	Travail
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Habitation et Protection du consommateur	Conseil des services essentiels
Office de la protection du consommateur	
Régie des entreprises de construction du Québec	
Régie du logement	
Société d'habitation du Québec	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
À LA VALEUR DE CONSOLIDATION AU 31 MARS 1986****ANNEXE 2**

(en milliers de dollars)

	Au coût	Excédents, réserves ou déficits accumulés	Valeur de consolidation	Provision pour perte sur placements en actions
Hydro-Québec	4 374 109 (1)	2 346 000 (7)	6 720 109	
Loto-Québec	170	5 601	5 771	
Madripêche Inc.	6 467	(1 621)(6-7)	4 846	
Raffinerie de sucre du Québec	50 000	(35 525)	14 475	
Sidbec	582 000	(883 828)(2-7)		301 828
Société de cartographie du Québec	3 000	(3 512)		512
Société de développement autochtone de la Baie James	3 500	729 (7)	4 229	
Société de développement de la Baie James	60 000	(68 661)(7)		8 661
Société de développement des industries de la culture et des communications	18 500	(1 337)	17 163	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR	78 000	7 385	85 385	
Société des alcools du Québec	30 000	1 884	31 884	
Société des établissements de plein air du Québec	27 375	(7)	27 375	
Société des traversiers du Québec	1 500	335	1 835	
Société générale de financement du Québec	323 768	89 519 (3-7)	413 287	
Société immobilière du Québec	80 001	(6 880)	73 121	
Société nationale de l'amiante	130 069	(245 444)		115 375
Société québécoise des transports	43 680	(35 122)(4-7)	8 558	
Société québécoise d'exploitation minière — SOQUEM	110 600	(42 884)	67 716	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA	55 800	5 504	61 304	
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	203 900	(43 835)	160 065	
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	1	8 097 (5)	8 098	
Société inter-port de Québec	1	2 772	2 773	
	<u>6 182 441</u>	<u>1 099 177</u>	<u>7 707 994</u>	<u>426 376</u>

(en milliers de dollars)

- (1) Au montant de ses réserves au 31 décembre 1980.
- (2) Le déficit de 838 496 a été augmenté de 17 666 représentant une prime versée lors de l'acquisition de capital actions et de 27 666 représentant la non considération d'une subvention à recevoir.
- (3) Le surplus de 85 788 a été diminué de 2 224 représentant une prime versée lors de l'acquisition de capital actions et a été augmenté de 5 955 représentant la différence entre la valeur nominale et le prix payé pour des actions acquises par le Gouvernement.
- (4) Le déficit de 21 622 a été augmenté de 13 500 représentant la non considération d'une subvention à recevoir.
- (5) Le chiffre provient d'états non vérifiés.
- (6) Le déficit de 3 686 de Madripêche Inc. a été augmenté à 5 602 pour tenir compte d'une dette envers le Gouvernement non indiquée aux états financiers de cette entreprise. Ainsi, la part du Gouvernement de 3 445 dans le déficit accumulé de l'entreprise a été révisée à 1 621 pour tenir compte de l'avoir net de la Société québécoise des pêches de 1 824 dans Madripêche Inc. non considéré par cette Société, filiale de Soquia.

- (7) Les montants des excédents, réserves ou déficits accumulés de ces entreprises sont ceux du 31 décembre 1985. Si les données non vérifiées d'Hydro-Québec, Sidbec et de la Société générale de financement au 31 mars 1986 avaient été prises en considération, la valeur de consolidation de ces placements à cette date serait respectivement augmentée de 216 000, 6 000 et 8 200.

Quant aux données non vérifiées au 31 mars 1986 de Madripêche Inc., de la Société de développement autochtone de la Baie James, de la Société de développement de la Baie James et de la Société québécoise des transports, elles n'étaient pas disponibles.

Pour ce qui est de la Société des établissements de plein air du Québec, son premier exercice s'est terminé le 31 mai 1986.



# NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

## COMPTES À PAYER POUR DES DÉPENSES NON POURVUES PAR DES CRÉDITS

### AU 31 MARS 1986

### ANNEXE 3

(en milliers de dollars)

#### Pour des frais de fonctionnement et de capital effectués au 31 mars 1986

	1986
Marchandises livrées et services rendus	22 239
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1 <sup>er</sup> avril	23 440
Solde dû sur les biens achetés à terme et sur les contrats de location-acquisition	12 210
	57 889

#### Pour des subventions (paiements de transfert) afférentes à des frais effectués au 31 mars 1986

Commissions scolaires et institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles

	Année 1985-1986 (1)	Années antérieures (1)	
Institutions de santé et établissements de services sociaux (2)	180 437	273 545	180 437 273 545
			453 982
Commissions scolaires			
Fonctionnement	39 723	524 158 (4) 29 258	39 723 524 158 29 258
			593 139
Transport (3)	59 575		59 575
Collèges d'enseignement général et professionnel	3 594	11 808	15 402
Universités (3)	66 577		66 577
Institutions privées d'enseignement	528		528
	350 434	838 769	1 189 203
Commissions de transport pour les frais de fonctionnement			30 391 (5)
Divers organismes et personnes			32 728
			63 119
			1 310 211 (6)

(en milliers de dollars)

(1) Des institutions subventionnées.

(2) La consolidation des déficits accumulés des institutions de santé et établissements de services sociaux au 31 mars 1986 a été autorisée par le Conseil du trésor.

(3) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais effectués par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

(4) Solde pour l'année scolaire 1984-1985.

(5) Pour le solde du déficit d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M.

(6) Ce montant exclut 104 représentant un compte interministériel. Un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale en novembre 1986 prévoit le paiement de ces dépenses à même le Fonds consolidé du revenu pour un montant de 1 306 017. Quant au solde de 4 298, il est déjà pourvu en crédits selon les dispositions de lois particulières.

(en milliers de dollars)

	1986	1985 (redressé)
<b>EMPRUNTS GARANTIS</b>		
Hydro-Québec	21 388 318	19 873 434
Régie des installations olympiques	663 028	667 159
Sidbec	516 284	578 883
Société générale de financement du Québec	131 346	30 074
Société québécoise d'assainissement des eaux	52 550	16 294
Autres entreprises du gouvernement du Québec	294 626	267 865
Prêts aux étudiants	769 079	638 221
Municipalités, particuliers et sociétés	15 055	14 337
	23 830 286	22 086 267
Moins:		
Montant inscrit au passif – Provision pour perte sur placements en actions (Sidbec 240 560 et autres entreprises du gouvernement du Québec 32 161)	272 721	
	23 557 565	22 086 267
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS</b>		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	3 445 255	3 386 312
Institutions de santé et établissements de services sociaux	1 180 058	1 045 218
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	976 261	916 791
Assainissement des eaux	1 270 619	735 801
Sociétés d'État et divers organismes	79 832	71 707
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires, des institutions de santé et des établissements de services sociaux pour des dépenses en capital	779 235	558 997
Pour des dépenses en capital		
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	399 026	282 765
Assainissement des eaux	1 938 124	2 068 294
Divers organismes et sociétés	129 457	194 001
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	95 393	51 809
Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	299 991	365 000
	10 593 251	9 676 695
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	85 100	56 350
	10 678 351	9 733 045

**AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS****Cautionnement par la Société générale  
de financement du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. les-quelles s'élevaient au 31 mars 1986 à 131,0 millions de dollars (139,5 millions de dollars en 1985).

**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers**

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequels doit s'effectuer d'abord de même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions de dollars.

Au 31 mars 1986, l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 1985) et le solde en principal des prêts consentis à 1 550,7 millions de dollars (1 462,5 millions de dollars en 1985).

Au cours de l'exercice, le Fonds a déboursé 15 millions de dollars des 76 millions de dollars qu'il estimait devoir rembourser aux prêteurs au 31 mars 1985. Selon une analyse des prêts assurés au 31 mars 1986 en défaut depuis un an, le montant estimé des pertes que le

**AUTRE ENGAGEMENT****Aluminerie de Bécancour**

En 1984, la Société générale de financement du Québec (S.G.F.) par l'intermédiaire d'Albecour, société en commandite, dont l'unique associé commanditaire est la Société générale d'aluminerie Inc., s'est engagée à participer au projet d'implantation d'une aluminerie à Bécancour dans une proportion de 24,95 % en propriété indivise avec la société Pechiney Québec Inc. (50,1 %) et la société Alumax Québec Inc. (24,95%).

Le coût total du projet, estimé à 1,1 milliard de dollars, sera supporté par chaque propriétaire au prorata de sa participation et, dans le cas de la S.G.F., sera financé à même le produit de souscriptions d'actions par son actionnaire, le gouvernement du Québec, au montant maximum global de 150 millions de dollars et par un emprunt bancaire pouvant totaliser 215 millions de dollars en monnaie des États-Unis, garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet. Après cette date, cette garantie prendra fin en autant que la compagnie rencontrera certaines exigences financières.

Au 31 mars 1986, le gouvernement du Québec a souscrit et payé 58,8 millions de dollars sur cet engagement de 150 millions de dollars laissant un solde de 91,2 millions de dollars à souscrire au cours des prochaines années financières.

La garantie du Gouvernement sur l'emprunt bancaire est de 94,0 millions de dollars en monnaie des États-Unis (équivalent canadien 131,3 millions de dollars) au 31 mars 1986 et est incluse aux emprunts garantis

# RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1986. Ces états comprennent :

- l'état des revenus et dépenses;
- l'état de l'actif et du passif;
- l'état de la dette nette; et
- l'état des besoins financiers et financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent la situation financière du gouvernement au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables dont il est fait mention à la note complémentaire 1 et, à l'exception des changements dans les méthodes de comptabilisation de certains postes de l'état de l'actif et du passif, dont il est question aux notes complémentaires 1, 3, 4 et 6, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Cependant, malgré les redressements apportés à certains postes de l'actif et du passif, je formule dans les paragraphes qui suivent des restrictions à l'égard de certaines de ces conventions comptables. À mon avis, ainsi que je l'expose dans ces restrictions, ces conventions comptables ne conviennent pas à une présentation fidèle de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses du gouvernement.

## a. CONVENTIONS COMPTABLES NON APPROPRIÉES POUR UNE PRÉSENTATION FIDÈLE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

### — Dépenses non comptabilisées

En vertu des conventions comptables en vigueur au 31 mars 1986, les dépenses effectuées non pourvues par des crédits n'étaient pas inscrites à l'état des revenus et dépenses. Ces dépenses comprenaient celles effectuées directement par le gouvernement au 31 mars ainsi que des dépenses de transfert courues afférentes à des frais de fonctionnement effectués au 31 mars par les commissions scolaires, les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux. Le redressement des comptes à payer pour les dépenses effectuées non pourvues par des crédits au 31 mars 1986 a été porté directement à la dette nette à cette même date, sans transiter par l'état des revenus et dépenses.

Cette façon de procéder a eu pour effet de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 de 174,9 millions \$ (31 mars 1985: 345,9 millions \$).

### — Participation dans les placements en actions dans les entreprises du gouvernement

La convention comptable en vigueur au 31 mars 1986 ne tenait pas compte pour établir les revenus et les dépenses du gouvernement de l'année financière, des baisses durables de valeur dans les placements dans les entreprises du gouvernement ou des revenus ou pertes de participation dans ces entreprises. À mon avis, cette convention comptable n'était pas appropriée parce que la variation dans la participation du gouvernement dans ses entreprises n'était pas portée aux opérations du gouvernement.

La participation accumulée du gouvernement dans les revenus et les pertes de ces entreprises au 31 mars 1986, compte tenu des dividendes déclarés, a été portée directement à la dette nette à cette même date, sans transiter par l'état des revenus et dépenses.

Cette façon de procéder a eu pour effet de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 de 30,1 millions \$ (31 mars 1985: 328,1 millions \$).

### — Variation annuelle de la provision pour créances douteuses

À mon avis, la convention comptable en vigueur au 31 mars 1986 qui stipulait que la variation annuelle de la provision pour créances douteuses était portée à la dette nette, n'était pas appropriée. Cette variation annuelle est une dépense d'opération qui doit être présentée à l'état des revenus et dépenses.

L'effet de cette convention comptable non appropriée a été de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 d'un montant de 88,9 millions \$ (31 mars 1985: 122,4 millions \$).

Incidence sur l'état des revenus et dépenses  
de conventions comptables non appropriées  
(millions \$)

	Dépenses et déficit des opérations budgétaires de l'année financière	
	1985-1986	1984-1985
Dépenses non comptabilisées	174,9	345,9
Participation dans les placements en actions dans les entreprises du gouvernement	30,1	328,1
Variation annuelle de la provision pour créances douteuses	88,9	122,4
Redressement requis pour une présentation adéquate	293,9	796,4
— Montant à ajouter		

## b. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Le gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois, dans la note complémentaire 5, des renseignements quant à ses obligations globales. Toutes les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver inscrites au passif dans les états financiers eux-mêmes et non de les présenter seulement dans une note complémentaire comme c'est le cas actuellement.

### — Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Comme mentionné à la note complémentaire 5, le passif de 4 906,1 millions \$ à l'égard de ce régime ne comprend pas 1 856,2 millions \$ pour d'autres obligations du gouvernement envers ce régime.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription aux livres de ces autres obligations du gouvernement envers ce régime.

### — Autres régimes de retraite

Comme mentionné également à la note complémentaire 5, le passif de 3 091,8 millions \$ à l'égard de ces autres régimes ne comprend pas 10 761,8 millions \$ pour compléter les obligations du gouvernement envers ces régimes.

À mon avis, la convention comptable concernant ces autres régimes de retraite ne devrait pas se définir par une référence à une politique budgétaire. Des mesures devraient être prises pour inscrire aux livres l'ensemble des obligations du gouvernement envers ces autres régimes.

Incidence sur les états financiers des obligations  
non inscrites des régimes de retraite  
(millions \$)

	Dépenses et déficit de l'année financière 1985-1986	Dette nette au 31 mars 1986	Compte des régimes de retraite au 31 mars 1986
RREGOP	329,3	1 856,2	1 856,2
Autres régimes de retraite	932,0	10 761,8	10 761,8
Redressement requis pour une présentation adéquate	1 261,3	12 618,0	12 618,0
— Montant à ajouter			

## c. PERTE SUR CHANGE ÉTRANGER

L'écart de 1 306 millions \$ au 31 mars 1986 dû à la variation du taux de change des dettes en monnaie étrangère a été inscrit à cette même date au passif et sa contrepartie à la dette nette. À mon avis, cet écart aurait dû être inscrit à l'actif comme frais reportés puisqu'il représente une perte non réalisée sur change étranger.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)**  
**SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

---

L'amortissement annuel de cette perte reportée aurait dû débiter à compter du moment où des écarts importants furent constatés et ce, en utilisant la convention comptable qui a été adoptée à cette fin.

L'effet de ne pas avoir appliqué cette convention comptable à l'année financière en cours, a été de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 d'un montant d'environ 130 millions \$ (montant estimatif basé sur une durée moyenne restante des dettes de 10 ans).

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,  
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 8 décembre 1986

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL  
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986**



# OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986

## INTRODUCTION

J'ai mentionné dans l'introduction de la section III de la Première partie. Remarques générales, de mon Rapport à l'Assemblée nationale de l'année financière terminée le 31 mars 1986, un changement important dans la présentation de l'information financière du gouvernement. À compter de 1985-1986, il a été convenu avec le ministère des Finances que le volume I des Comptes publics présenterait désormais mes observations sur les états financiers du gouvernement à la suite de mon rapport sur ces états.

Par conséquent, contrairement aux années antérieures, je n'ai pas présenté cette année dans la partie de mon Rapport à l'Assemblée nationale portant sur les résultats de notre vérification, les observations sur les états financiers du gouvernement du Québec ni, en annexe de ce Rapport, les états financiers du gouvernement de l'année financière terminée à cette date et mon rapport à leur égard.

### a. MANDAT

L'article 38 de la Loi sur le vérificateur général se lit comme suit :

« 38. Dans son rapport sur les états financiers annuels du gouvernement, le vérificateur général :

- 1° indique si, à son avis, ces états présentent fidèlement la situation financière du gouvernement, les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière selon les règles ou conventions comptables énoncées aux états financiers et si ces règles ou conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente ;
- 2° formule toute restriction qu'il juge pertinente, en expose les motifs et, dans la mesure du possible, indique l'effet de la déficience sur les états financiers ;
- 3° fait tout autre commentaire qu'il juge approprié. »

En conformité avec cet article, j'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1986 :

- l'état des revenus et dépenses ;
- l'état de l'actif et du passif ;
- l'état de la dette nette ; et
- l'état des besoins financiers et financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent, les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Dans la section qui précède, on retrouve avec les états financiers annuels du gouvernement, mon rapport sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que j'ai vérifiés ainsi que la portée et la nature de ma vérification.

Ce paragraphe de délimitation de mon travail de vérification est suivi d'un énoncé d'opinion dans lequel le mot « fidèlement » a été volontairement omis puisque certaines conventions comptables, appliquées aux états financiers de l'année financière se terminant le 31 mars 1986, ne conviennent pas à une présentation fidèle de l'actif et du passif, des revenus et des dépenses du gouvernement.

Ainsi, mon rapport du vérificateur sur les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1986 inclut des restrictions à l'égard des conventions comptables appliquées à certains éléments de l'état des revenus et des dépenses, au compte des régimes de retraite et au mode de comptabilisation de la perte sur change étranger.

### b. CONVENTIONS COMPTABLES NON APPROPRIÉES POUR UNE PRÉSENTATION FIDÈLE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Dans mon rapport du vérificateur sur les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1985, j'ai formulé des restrictions à l'égard de certaines conventions comptables ne convenant pas à une présentation fidèle des revenus et des dépenses. J'ai alors signalé que certaines dépenses effectuées directement par le gouvernement ainsi

que des dépenses de transfert, afférentes à des frais de fonctionnement effectués au 31 mars, n'étaient pas inscrites, que la convention comptable relative aux placements dans les entreprises du gouvernement ne tenait pas compte des baisses durables de valeur et que la variation annuelle de la provision pour créances douteuses devrait être présentée comme dépense et non pas portée directement à la dette nette.

Puisque les conventions comptables appliquées aux revenus et dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1986 sont identiques à celles appliquées aux revenus et dépenses de l'année financière antérieure, je réitère les observations formulées dans mon Rapport à l'Assemblée nationale de l'année financière terminée le 31 mars 1985.

#### i. Dépenses non comptabilisées

Des dépenses de 174,9 millions \$ n'ont pas été présentées à l'état des revenus et des dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1986.

Comme le mentionne la note complémentaire 4 des états financiers du gouvernement, le poste comptes à payer à l'état de l'actif et du passif a fait l'objet d'un redressement au 31 mars 1986 par l'addition des comptes à payer pour des dépenses qui n'étaient pas pourvues par des crédits à cette date, avec contrepartie portée à la dette nette. Cette façon de procéder a eu pour effet de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 de 174,9 millions \$ (1985 : 345,9 millions \$). Ce montant de 174,9 millions \$ représente l'accroissement des comptes à payer et des frais courus non inscrits de 1 135,3 millions \$ au 31 mars 1985 à 1 310,2 millions \$ au 31 mars 1986.

#### ii. Participation dans les placements en actions dans les entreprises du gouvernement

Dans mon rapport du vérificateur sur les états financiers du gouvernement de l'année financière terminée le 31 mars 1985, j'ai formulé une restriction concernant des baisses durables de valeur constatées dans les placements en actions dans les entreprises du gouvernement. Ces baisses durables de valeur sont dues notamment à des pertes nettes importantes accumulées sur de nombreuses années et à l'incapacité de l'entreprise de faire face à ses obligations par elle-même. Dans ces circonstances, la valeur comptable de ces placements devait être réduite.

Cependant, selon la nouvelle convention comptable à être appliquée aux opérations du gouvernement à compter de 1986-1987, les placements en actions dans les entreprises du gouvernement seront comptabilisés à leur valeur de consolidation. Selon cette méthode, la participation dans les revenus et les pertes de ces entreprises, compte tenu des dividendes déclarés, sera portée annuellement aux résultats des opérations du gouvernement.

Le redressement des placements en actions dans les entreprises du gouvernement au 31 mars 1986, a été crédité, à la dette nette, sans transiter par l'état des revenus et dépenses.

Cette façon de comptabiliser ce redressement a eu pour effet de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1986 de 30,1 millions \$ (1985 : 328,1 millions \$).

#### iii. Variation annuelle de la provision pour créances douteuses

Depuis 1980-1981, suite à une modification aux conventions comptables, la variation annuelle de la provision pour créances douteuses, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée directement à la dette nette. Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses, sauf ceux pour lesquels une provision a été établie au 31 mars 1980.

En comptabilité d'exercice, lorsqu'on estime que des créances seront irrécouvrables, on doit recourir à une provision pour créances douteuses. En vertu du principe du rapprochement des revenus et des dépenses, l'augmentation annuelle de cette provision doit être incluse aux dépenses de l'année courante ; le résultat des opérations en est affecté d'autant. Au gouvernement du Québec, la plus grande partie des créances irrécouvrables est constituée de cotisations aux contribuables et de comptes aux mandataires, lesquels sont enregistrés aux livres comme comptes à recevoir et comme revenus au moment de leur émission.

## OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

### SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

#### DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986

Comme l'expérience prouve que les radiations de créances irrécouvrables se font plusieurs années après l'établissement de la provision, la convention comptable a pour effet de reporter une dépense de l'année courante aux années futures.

La convention comptable concernant l'inscription de la variation annuelle de la provision pour créances douteuses en vigueur depuis l'année financière 1980-1981 n'est pas appropriée. Le gouvernement devrait inscrire aux dépenses budgétaires de l'année et non pas à la dette nette la variation annuelle de la provision pour créances douteuses. L'inscription à la dette nette de cette variation a eu pour effet de sous-évaluer les dépenses ainsi que le déficit des opérations budgétaires de l'année 1985-1986 d'un montant de 88,9 millions \$ (1984-1985: 122,4 millions \$).

#### c. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

J'ai mentionné dans mon Rapport de l'année dernière qu'une distinction doit être faite entre la comptabilisation des coûts des différents régimes de retraite et leur mode de financement immédiat ou futur. Tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés sur la base d'exercice, la quote-part du gouvernement du coût de ces régimes devant être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits par le nombre d'années de participation. Le fait de suivre la méthode de comptabilité d'exercice ne signifie pas pour autant que les obligations des régimes doivent être capitalisées, c'est-à-dire qu'il faille détenir des placements équivalents aux obligations des régimes. La décision de capitaliser ou non les obligations des régimes est une question de politique financière et non de comptabilité.

Selon certains auteurs, le passif actuariel des régimes de retraite n'a pas à être capitalisé en détenant des placements pour un montant équivalent quand il s'agit d'un gouvernement qui a des pouvoirs de taxation importants; le fait d'inscrire le passif actuariel à l'état de l'actif et du passif revient à les considérer comme des régimes de retraite capitalisés. Le gouvernement, au lieu d'emprunter du public, emprunte des régimes de retraite qu'il administre.

Les obligations du gouvernement envers ses régimes de retraite constituent un passif réel au 31 mars 1986 pour des services rendus par les employés dans différents programmes du gouvernement avant cette date et ne devraient pas être imputées aux opérations des années futures.

Le gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois, dans la note complémentaire 5 des états financiers, des renseignements quant à ses obligations globales. Toutes les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver inscrites au passif dans les états financiers eux-mêmes et non pas de les présenter seulement dans une note complémentaire comme c'est le cas actuellement.

#### i. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Comme mentionné à la note complémentaire 5 des états financiers, le passif de 4 906,1 millions \$ à l'égard de ce régime ne comprend pas 1 856,2 millions \$ pour d'autres obligations du gouvernement envers ce régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

Le passif comptabilisé à l'égard du RREGOP ne tient pas compte en effet des obligations du gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime ni des obligations découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales; ces obligations sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 1 029,7 millions \$ au 31 décembre 1985. Il ne comprend pas non plus les intérêts non comptabilisés au 31 mars 1986 s'élevant à 826,5 millions \$ qui représentent l'insuffisance de la contribution du gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement de ce régime.

Des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription aux livres de ces autres obligations du gouvernement envers ce régime.

#### ii. Autres régimes de retraite

Comme mentionné également à la note complémentaire 5 des états financiers, les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du gouvernement. Les conventions comptables en vertu desquelles sont comptabilisées ces obligations stipulent que: «la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement».

La politique budgétaire détermine que:

«À compter de l'année financière 1979-1980, les contributions du gouvernement aux régimes de retraite autres que le R.R.E.G.O.P. et qui sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances sont établies comme suit:

- Pour le service courant: 140% du total des cotisations reçues des participants et, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1982, 100% dans le cas du régime de retraite des fonctionnaires et du régime de retraite des enseignants;
- Pour le service antérieur: amortissement, sur une période de 50 ans, des déficits actuariels estimés sur la base des évaluations les plus récentes effectuées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et disponibles au cours de l'année financière.

À compter de l'année financière 1980-1981, le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent de chacun des régimes de retraite porte intérêt au taux appliqué par la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les dépôts à son fonds général pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière en cause du gouvernement.»

Les montants imputés aux dépenses de l'année financière 1985-1986 selon cette politique budgétaire sont les suivants:

	1985-1986 (millions \$)
Service courant de l'année	164,0
Service antérieur	360,3
Intérêt sur le solde créditeur au 31 mars précédent	267,1
	<u>791,4</u>

La Commission a estimé le passif envers ces régimes à 13 853,6 millions \$ au 31 décembre 1985. Le passif était de 12 376,1 millions \$ au 31 décembre 1984 selon ses évaluations actuarielles.

Entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 1985, le passif a augmenté de 1 477,5 millions \$. Par contre, l'inscription de l'augmentation nette de ce passif de l'année financière terminée le 31 mars 1986 n'a été que de 545,5 millions \$ (791,4 millions \$ imputés aux dépenses plus 170,1 millions \$ de cotisations des participants et de contributions de certains organismes, moins 416,0 millions \$ de pensions et autres paiements). La contribution d'employeur inscrite pour 1985-1986 est donc nettement insuffisante.

Au 31 mars 1986, le montant inscrit à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 3 091,8 millions \$. Par rapport au passif estimé de 13 853,6 millions \$ au 31 décembre 1985, le passif non inscrit aux livres est de 10 761,8 millions \$.

La convention comptable concernant ces autres régimes de retraite ne devrait pas se définir par une référence à une politique budgétaire. Les coûts afférents aux services courant et antérieur doivent être comptabilisés d'une façon telle que le passif réel soit présenté dans les états financiers et que ces coûts soient inclus dans les dépenses annuelles du gouvernement sur une base qui se rapproche de la réalité.



**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)**  
**SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**  
**DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986**

Incidence sur les états financiers  
des obligations non inscrites  
des régimes de retraite  
(millions \$)

	Dépenses et déficit de l'année financière 1985-1986	Dette nette au 31 mars 1986	Compte des régimes de retraite au 31 mars 1986
RREGOP	329,3	1 856,2	1 856,2
Autres régimes de retraite	932,0	10 761,8	10 761,8
Redressement requis pour une présen- tation adéquate			
— Montant à ajouter	1 261,3	12 618,0	12 618,0

**d. PERTE SUR CHANGE ÉTRANGER**

L'imputation de la perte non réalisée sur change étranger à la dette nette ne respecte pas la convention comptable adoptée à cette fin par le Conseil du trésor le 10 juin 1986 et applicable à compter de l'année financière 1986-1987.

La convention comptable concernant les dettes en monnaie étrangère se lit comme suit:

« Les dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

À la fin de l'année financière, la valeur des dettes en monnaie étrangère est calculée et présentée en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change alors en vigueur.

L'écart dû à la variation des taux de change est inscrit comme dépense ou revenu à reporter, selon le cas, et il est amorti sur la durée restante de ces dettes. »

Les dettes en monnaie étrangère ont été converties au 31 mars 1986 en équivalent canadien aux taux de change alors en vigueur. La conversion de ces emprunts a augmenté la dette à long terme de 1 306,7 millions \$ avec contrepartie à la dette nette.

Cet écart dû à la variation des taux de change est une perte d'opération non réalisée; cette perte se réalisera lors des paiements, aux dates d'échéance, des dettes en monnaie étrangère.

L'augmentation de l'écart sur la perte non réalisée due aux taux de change a été de 719,5 millions \$ au cours de l'année financière 1985-1986. L'écart était de 587,2 millions \$ au 31 mars 1985.

L'amortissement annuel de la perte reportée aurait dû débiter à compter du moment où des écarts importants furent constatés et ce, en utilisant la convention comptable qui a été adoptée à cette fin.

Si l'intention du gouvernement était d'amortir l'écart dû à la variation des taux de change sur la durée restante des dettes en monnaie étrangère, il aurait été plus approprié de l'amortir à compter de la présente année financière. En n'amortissant pas l'écart constaté au 31 mars 1986 sur une période estimée à 10 ans, les dépenses ainsi que le déficit des opérations budgétaires de l'année financière 1985-1986 ont été diminués d'environ 130,7 millions \$ (1984-1985: 58,7 millions \$).

De plus, si l'écart devait demeurer au même montant le 31 mars 1987, le fait d'imputer cette perte non réalisée de 1 306,7 millions \$ à la dette nette revient à diminuer dans l'avenir la dépense annuelle pour change étranger, et plus particulièrement, à diminuer la dépense de 1986-1987 d'environ 130 millions \$ tout en diminuant d'autant le déficit annuel des opérations budgétaires de l'année financière 1986-1987.

**e. DIVERS COMMENTAIRES**

**i. Modifications aux conventions comptables applicables à l'année financière 1986-1987 et redressements de certains comptes de l'actif et du passif au 31 mars 1986**

Le Conseil du trésor a adopté le 10 juin 1986 (C.T. 161312) des modifications aux conventions comptables conformément aux lignes directrices émises par le ministre des Finances.

Les conventions comptables modifiées s'appliqueront aux opérations de l'année financière commençant le 1<sup>er</sup> avril 1986. Certains postes de l'actif et du passif au 31 mars 1986 ont fait l'objet de redressements pour la mise en application en 1986-1987 de ces nouvelles conventions comptables.

Bien qu'il ne soit pas fait allusion de façon formelle et claire par une note complémentaire spécifique que des modifications aux conventions comptables ont été effectuées pour la préparation de l'état de l'actif et du passif, les redressements effectués au 31 mars 1986 à certains postes de l'actif et du passif constituent effectivement des modifications aux conventions comptables qui étaient alors en vigueur au 31 mars 1985.

Le lecteur des états financiers demeure dans l'incertitude quant à savoir si les modifications aux conventions comptables adoptées le 10 juin 1986, ont été appliquées à tous les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1986. Ce n'est pas procéder selon une pratique comptable généralement reconnue que de redresser des postes de l'actif et du passif en fin d'année financière selon de nouvelles conventions comptables et de n'appliquer celles-ci aux revenus et dépenses qu'à compter de l'année financière subséquente.

**ii. Comptes à payer non inscrits au 31 mars 1986**

Le gouvernement n'a pas inscrit toutes les dépenses effectuées au cours de l'année financière 1985-1986 malgré un redressement de 1 310,2 millions \$ apporté aux comptes à payer pour des dépenses non pourvues par des crédits avec contrepartie à la dette nette. Le détail de ce redressement figure à l'annexe 3.

Des dépenses auraient dû être inscrites aux opérations de 1985-1986 et aux comptes à payer à la fin de cette année financière pour des transferts dus qui n'appellent aucune contrepartie directe, lesquels correspondent aux sommes dûment acceptées et autorisées par le gouvernement.

Lorsque le gouvernement accepte et autorise qu'une dépense soit effectuée par un agent du gouvernement (organisme ou personne subventionnée) et que cette dépense a effectivement eu lieu, la subvention correspondante devrait être considérée due et être inscrite comme telle dans les comptes à payer du gouvernement à la fin de l'année financière.

Les dépenses non inscrites au 31 mars 1986 que nous avons relevées à la suite de nos travaux de vérification consistent en des paiements de transfert afférents à des frais effectués par les bénéficiaires suivants:

	(millions \$)
Institutions privées d'enseignement	23,0
Collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEPs)	50,4
Universités	14,5
	87,9 <sup>(1)</sup>
Corvée-Habitation	18,3 <sup>(2)</sup>
Pétromont Inc.	11,7 <sup>(3)</sup>
	117,9

<sup>(1)</sup> Ces dépenses à payer proviennent de la différence dans les calculs entre des frais effectués par les institutions durant les années financières du gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits de ces mêmes années financières du gouvernement.

<sup>(2)</sup> Montant dû devant être comptabilisé aux états financiers du gouvernement sur la base des dépenses de subventions accordées par cette corporation.

<sup>(3)</sup> Correspond au montant de la subvention approuvée selon les clauses de l'entente de janvier 1985 laquelle a été établie selon les états financiers non vérifiés au 31 mars 1986 de la société subventionnée. Ces états financiers étaient disponibles au 30 avril 1986.

## OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

### SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

### DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1986

#### iii. Passif éventuel non inscrit — Réclamations en cours contre le gouvernement

Les conventions comptables mentionnent que les réclamations en cours contre le gouvernement ne sont pas comprises dans les passifs éventuels, ainsi leur montant n'est pas déclaré comme éventualité. Une modification aux conventions comptables s'impose et les réclamations contre le gouvernement qui constituent des passifs éventuels devraient être rapportées aux états financiers.

#### iv. Présentation de l'information financière

Dans mon Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1986, j'ai formulé dans la section III de la Première partie portant sur des remarques générales, des commentaires et des recommandations sur la présentation de l'information financière du gouvernement. Mes remarques traitaient notamment des sujets suivants:

- Intégralité des états financiers du gouvernement;
- Publication des conventions comptables; et
- Délai de présentation des états financiers.

Dans les paragraphes qui suivent, je résume chacun de ces sujets.

##### — Intégralité des états financiers du gouvernement

Comme mentionné à la note complémentaire 1, les états financiers du gouvernement du Québec englobent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé, où sont comptabilisées les opérations de l'administration gouvernementale. Les opérations financières du Fonds consolidé du revenu incluent en plus de celles des ministères, celles des organismes, y compris l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne, qui apparaissent à l'annexe 1 de cette note complémentaire et dont les revenus ou les frais d'administration y sont crédités ou imputés en tout ou en partie; toutefois, cette annexe exclut les organismes et les entreprises du gouvernement qui bénéficient de subventions à même ces fonds, sauf la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des installations olympiques.

Cependant, les états financiers du gouvernement ne présentent pas un compte rendu complet de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont il est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités des organismes et des entreprises du gouvernement.

Ces organismes et ces entreprises ont été mis sur pied pour servir les objectifs du gouvernement. Il devrait en être tenu compte dans la présentation des états financiers, et il ne serait pas exagéré d'entrevoir la consolidation des états financiers de certaines de ces entités.

Dans la classification des organismes et des entreprises du gouvernement d'après leur nature et leur objet, on devrait considérer les groupes suivants:

- Les organismes et les entreprises du gouvernement pour lesquels on reconnaît des activités à caractère commercial (sociétés d'État): la majorité de leur financement provient de services rendus et leur autonomie financière est reconnue;
- Les organismes effectuant des activités à caractère gouvernemental: leurs revenus dépendent largement des sommes versées en subventions par le gouvernement ou encore, ce dernier assume leurs frais d'administration;

— Les fonds en fiducie administrés par des organismes du gouvernement comprenant les fonds d'assurance et les fonds de régimes de retraite dans lesquels on retrouve les éléments d'actif détenus pour le compte de tiers (employés, employeurs ou usagers);

— Les fonds spéciaux qui consistent en une affectation de fonds à des fins particulières;

— Les fonds renouvelables, constitués à même le Fonds consolidé du revenu, qui visent à acquitter certaines dépenses encourues pour la réalisation d'une activité à même les recettes provenant de cette même activité.

Le traitement comptable à accorder à ces divers fonds ou entités du gouvernement dépend de leur nature et de leur objet. Parmi les traitements comptables à envisager, il y a la consolidation ou le cumul, ainsi que l'enregistrement à la valeur de consolidation ou simplement la comptabilisation au coût.

Le gouvernement, en modifiant sa convention comptable sur l'enregistrement de la valeur de ses placements en actions dans les entreprises du gouvernement, règle une partie de la question de l'intégralité de ses états financiers. Cependant, ces états financiers ne prennent pas en compte les opérations à caractère gouvernemental des organismes et des entreprises du gouvernement ainsi que des différents fonds (spéciaux, renouvelables et en fiducie).

Depuis quelques années, certaines provinces ont commencé à présenter une information financière globale de leurs activités dans leurs états financiers annuels. Leur approche vise à s'assurer que les états financiers reflètent davantage les avoirs détenus et les obligations dont le gouvernement se rend responsable.

##### — Publication des conventions comptables

Dans mon Rapport à l'Assemblée nationale, j'ai mentionné que le gouvernement devrait améliorer la publication de ses conventions comptables.

Cette année, davantage que les années antérieures, les conventions comptables publiées par le gouvernement sont confuses et trop élaborées. En effet, l'énoncé des décisions du Conseil du trésor applicables jusqu'au 31 mars 1986 ainsi que de celles du 10 juin 1986 qui s'appliquent à certains postes de l'actif et du passif au 31 mars 1986 et l'exposé du contrôleur des finances qui suit n'ont rien pour faciliter la compréhension ni pour contribuer à une publication claire et succincte des conventions comptables du gouvernement.

##### — Délai de présentation des états financiers

Puisque les renseignements contenus dans les états financiers sont pour les utilisateurs une source de référence pour effectuer des évaluations et porter des jugements sur les activités et la gestion financière du gouvernement, les états financiers doivent être dressés dès que possible après la fin de l'exercice et publiés aussitôt leur préparation terminée.

Cette année encore, les états financiers du gouvernement ont été émis plus de huit mois après la fin de l'année financière.

# SECTION 1

## OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

### TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
<b>Sommaire des opérations budgétaires</b>	<b>1-2</b>
<b>Revenus</b>	
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Détail des revenus par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-36
<b>Dépenses</b>	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandats spéciaux	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Crédits, dépenses et variations, par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-30
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-32
<b>Détail des crédits autorisés et dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie</b>	
Affaires culturelles	1-66
Affaires municipales	1-70
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-76
Assemblée nationale	1-84
Commerce extérieur et Développement technologique	1-88
Communautés culturelles et Immigration	1-90
Communications	1-92
Conseil exécutif	1-96
Conseil du trésor	1-102
Éducation	1-104
Énergie et Ressources	1-110
Enseignement supérieur et Science	1-118
Environnement	1-124
Finances	1-128
Habitation et Protection du consommateur	1-134
Industrie et Commerce	1-138
Justice	1-142
Loisir, Chasse et Pêche	1-152
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1-156
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	1-162
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	1-164
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	1-166
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	1-168
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1-170
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-172
Régie des installations olympiques	1-174
Relations internationales	1-176
Revenu	1-178
Santé et Services sociaux	1-182
Tourisme	1-190
Transports	1-192
Travail	1-198
<b>Sommaire des crédits et dépenses de transfert par ministère</b>	<b>1-202</b>

1-2

**OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

**SOMMAIRE**

Revenus	+ 24 080 778
Dépenses	- 27 222 178

**DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES****- 3 141 400**

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et  
le signe (+) signifie une source de financement

**SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1 1-36	Affaires culturelles			209
2 1-36	Affaires municipales			408
3 1-37	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			137
4 1-38	Assemblée nationale			
5 1-39	Commerce extérieur et Développement technologique			
6 1-39	Communautés culturelles et Immigration			
7 1-40	Communications			1 138
8 1-40	Conseil exécutif			
9 1-41	Conseil du trésor			
10 1-42	Éducation			
11 1-42	Énergie et Ressources			101 320
12 1-44	Enseignement supérieur et Science			
13 1-45	Environnement			73
14 1-46	Finances	1 600 799		12 766
15 1-51	Habitation et Protection du consommateur			20 795
16 1-52	Industrie et Commerce			121
17 1-53	Justice			8 553
18 1-54	Loisir, Chasse et Pêche			17 047
19 1-56	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			168
20 1-56	Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions			
21 1-57	Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens			
22 1-57	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine			2
23 1-57	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration			
24 1-58	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
25 1-58	Relations internationales			
26 1-59	Revenu	9 078 852	5 249 167	107 305
27 1-61	Santé et Services sociaux			290
28 1-62	Tourisme			1 179
29 1-62	Transports			286 461
30 1-63	Travail			
31 1-64	Travaux publics et Approvisionnement			
		<b>10 679 651</b>	<b>5 249 167</b>	<b>557 972</b>

Revenus divers	Transferts des sociétés d'Etat	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires		
				1985-1986	1984-1985	
656		865	62	927	1 367	1
1 674		2 082		2 082	2 168	2
5 961		6 098	12 419	18 517	17 419	3
912		912		912	768	4
78		78		78	635	5
128		128	1 178	1 306	1 286	6
2 681		3 819	10	3 829	5 633	7
4 897		4 897	59 898	64 795	41 995	8
3 122		3 122		3 122	3 065	9
3 542		3 542	44 857	48 399	31 472	10
32 880		134 200		134 200	122 740	11
7 866		7 866	18 335	26 201	12 302	12
1 512		1 585	4 446	6 031	6 259	13
72 471	731 000	2 417 036	5 904 862	8 321 898	8 334 123	14
2 637		23 432	97 196	120 628	122 800	15
3 132		3 253		3 253	3 101	16
87 831		96 384	21 527	117 911	96 597	17
9 211		26 258	1 125	27 383	37 338	18
40 459		40 627	134 171	174 798	177 525	19
212		212		212	95	20
2 320		2 320		2 320	48	21
59		61		61	4	22
9 430		9 430		9 430	8 039	23
123		123		123	74	24
335		335	722	1 057	2 028	25
181 295		14 616 619		14 616 619	12 889 261	26
34 082		34 372	3 208	37 580	8 387	27
2 142		3 321		3 321	3 017	28
33 068		319 529	14 232	333 761	372 461	29
24		24		24	33	30
					7 987	31
<b>544 740</b>	<b>731 000</b>	<b>17 762 530</b>	<b>6 318 248</b>	<b>24 080 778</b>	<b>22 310 027</b>	

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
1 1-66	Affaires culturelles	163 387	3 583	20 214
2 1-70	Affaires municipales	685 416	1 124	(264 693)
3 1-76	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	524 781	25 226	17 636
4 1-84	Assemblée nationale	56 903	12 287(3)	(1)
5 1-88	Commerce extérieur et Développement technologique	24 368		5 669
6 1-90	Communautés culturelles et Immigration	46 035	410	6 110
7 1-92	Communications	212 489	8 527	18 772
8 1-96	Conseil exécutif	47 105	2 682	7 633
9 1-102	Conseil du trésor	16 831		1 558
10 1-104	Éducation	4 765 285	4 220	28 673
11 1-110	Énergie et Ressources	353 074	4 513	29 259
12 1-118	Enseignement supérieur et Science	2 327 122	509	26 686
13 1-124	Environnement	166 236	2 300	8 089
14 1-128	Finances	2 901 064	40 337	(132 580)
15 1-134	Habitation et Protection du consommateur	393 275		8 245
16 1-138	Industrie et Commerce	312 950	25 000	16 798
17 1-142	Justice	716 330	32 954	96 386
18 1-152	Loisir, Chasse et Pêche	207 561	9 125	18 663
19 1-156	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 870 067	82 124(c)	(29 746)
20 1-162	Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	32 391	12 000	11 615
21 1-164	Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	36 949		551
22 1-166	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	75 349		602
23 1-168	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	871 019		2 624
24 1-170	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41 569(2)	28 832	614
25 1-172	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 576 590(1)		
26 1-174	Régie des installations olympiques	5 030		
27 1-176	Relations internationales	54 109	4 539(c)	3 124
28 1-178	Revenu	244 036	4 100	19 561
29 1-182	Santé et Services sociaux	5 941 312(1)	20 961	38 680
30 1-190	Tourisme	69 156	6 885	4 325
31 1-192	Transports	1 674 943	11 000	32 123
32 1-198	Travail	27 114	2 774	2 810
33 1-000	Travaux publics et Approvisionnement			
		<u>27 439 846</u>	<u>346 012</u>	<u>0</u>
	Crédits votés	20 527 174(a)	243 312(b)(c)	0
	Crédits permanents	<u>6 912 672(1)(2)</u>	<u>100 700(3)</u>	<u>0</u>
		<u><b>27 439 846</b></u>	<u><b>346 012</b></u>	<u><b>0</b></u>

(a) Crédits initiaux autorisés par: Loi no 1 sur les crédits, 1985-1986 du 19 mars 1985,  
L.Q., 1985, c. 1,  
Loi no 2 sur les crédits, 1985-1986 du 27 mars 1985,  
L.Q., 1985, c. 2,  
Loi no 3 sur les crédits, 1985-1986 du 28 mai 1985,  
L.Q., 1985, c. 7.

177 549 500 \$

5 298 163 717

15 051 460 783

20 527 174 000 \$

(b) Crédits supplémentaires autorisés par: Loi no 4 sur les crédits, 1985-1986 du  
18 juin 1985, L.Q., 1985, c. 10,  
Loi no 5 sur les crédits, 1985-1986 du  
19 décembre 1985, L.Q., 1985, c. 42.

49 500 000 \$

137 062 000

186 562 000

(c) Mandats spéciaux: du 25 novembre 1985 au ministère des Relations internationales (décret 2384-85 du  
20 novembre 1985),  
du 10 décembre 1985 au ministère des Relations internationales (décret 2582-85 du  
4 décembre 1985),  
du 20 février 1986 au ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu (décret 158-86 du  
19 février 1986).

700 000

50 000

58 000 000

58 750 000245 312 000 \$

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES		
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
=	(-)	(-)	+	(-)	=		
187 184	601	4 000	1 300	7	183 876	161 950	1
421 847	46	31 191	291	7	390 894	421 968	2
567 643	5 642	45 616	1 168	1 657	515 896	461 419	3
69 189	1 605	4 524		198	62 862	46 285	4
30 037	82	4 672		147	25 136	18 196	5
52 555	109	2 410		43	49 993	45 552	6
239 788	1 486	7 381		2 947	227 974	207 043	7
57 420	330	2 342	29	166	54 611	41 959	8
18 389		2 350		7	16 032	12 745	9
4 798 178	6 528	61 236	180	122	4 730 472	4 281 395	10
386 846	1 116	23 674	2 207	3 874	360 389	349 076	11
2 354 317	22	52 245	16 018	17 266	2 300 802	2 191 462	12
176 625	998	5 589		22	170 016	141 548	13
2 808 821	808	44 115	62 268	33	2 826 133	2 506 965	14
401 520	45	31 423	198	18	370 232	345 380	15
354 748	325	19 603	1 583	10 274	326 129	326 776	16
845 670	1 165	13 361	4 085	428	834 801	707 026	17
235 349	1 100	9 061	7	40	225 155	226 081	18
2 922 445	40	51 925	2 239	51	2 872 668	2 615 887	19
56 006	7 715	1 524		2	46 765	52 810	20
37 500	138	149		40	37 173	32 414	21
75 951	68	2 484		5	73 394	56 307	22
873 643	16	30 864	1 990	4	844 749	767 268	23
71 015	3	8 753	60	4	62 315	38 628	24
1 576 590		7 037	38 778		1 608 331(1)	1 456 510	25
5 030		2 416			2 614	6 902	26
61 772	117	985		1 117	59 553	51 285	27
267 697	831	19 417	566	163	247 852	231 209	28
6 000 953	10 017	110 112	30 754	21	5 911 557(1)	5 765 297	29
80 366		4 095		698	75 573	68 518	30
1 718 066	800	39 800	84	844	1 676 706	1 630 598	31
32 698	75	1 974	883	7	31 525	42 136	32
						233 904	33
27 785 858	41 828	646 328	164 688	40 212	27 222 178	25 542 499	
20 772 486	41 378	506 267		39 119	20 185 722	18 868 145	
7 013 372	450	140 061	164 688	1 093	7 036 456	6 674 354	
27 785 858	41 828	646 328	164 688	40 212	27 222 178	25 542 499	

- (1) Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 1 598 000 000 \$ aux crédits initiaux et 1 600 799 380 \$ de contributions réelles pour lesquelles les dépenses se répartissent également au programme «Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques» au ministère de la Santé et Services sociaux et au programme «Régime d'assurance-maladie» à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.
- (2) Y compris 31 234 600 \$ de crédits permanents en vertu de la Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2 pour le programme «Administration du système électoral» alors qu'une prévision de 23 884 600 \$ apparaissant sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblée nationale.
- (3) Y compris 5 230 200 \$ de crédits autorisés en vertu de la Loi de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 pour les fins de l'élément 03 «Indemnités et allocations des députés», de l'élément 04 «Services de recherches des partis» et de l'élément 05 «Personnel des députés» du programme 1 «Secrétariat général».

**MANDATS SPÉCIAUX (1)****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en millier de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
<b>Relations internationales</b>		
Mandat spécial numéro 1 du 25 novembre 1985 (décret 2384-85 du 20 novembre 1985) autorisé en raison des sommes requises d'urgence pour les fins du Fonds permanent d'aide internationale.		
Programme 1 - Affaires internationales		
Élément 2 - Relations et coopération internationales	700	700
Mandat spécial numéro 2 au 10 décembre 1985 (décret 2582-85 du 4 décembre 1985) autorisé en raison des sommes requises d'urgence pour les fins du Fonds permanent d'aide internationale.		
Programme 1 - Affaires internationales		
Élément 2 - Relations et coopération internationales	50	49
	750	749
<b>Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu</b>		
Mandat spécial numéro 3 du 20 février 1986 (décret 158-86 du 19 février 1986) autorisé en raison de la nécessité urgente de défrayer les dépenses de l'aide sociale.		
Programme 6 - Prestations d'aide sociale	58 000	54 721
	<b>58 750</b>	<b>55 470</b>

(1) Émis en conformité avec l'article 41 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).



**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS						1984-1985 (3)
	Personnes	Fonction- nement	Capital	SERVICE DE LA DETTE		1985-1986	
				Principal	Intérêts		
Entreprises		345 214	227 383		84 407	657 004	631 162
Institutions de santé et établisse- ments de services sociaux		5 716 175	36 077	15 737	115 220	5 883 209	5 663 444
Commissions scolaires et institutions d'enseignement		6 614 431	23 608	163 301	376 261	7 177 601	6 620 382
Municipalités		749 292	118 218	61 321	184 549	1 113 380	1 084 528
Organismes sans but lucratif		432 845	40 062	661	231	473 799	370 247
Personnes	4 700 146					4 700 146	4 331 338
Entreprises et organismes d'État		334 815	20 926	6 265	15 820	377 826 (1)	491 674
TOTAL	<b>4 700 146</b>	<b>14 192 772</b>	<b>466 274</b>	<b>247 285</b>	<b>776 488</b>	<b>20 382 965 (2)</b>	<b>19 192 775</b>
<b>Répartition par ministère et organisme</b>							
Affaires culturelles	4 037	98 126	15 475	6 419	4 003	128 060	106 541
Affaires municipales	4	316 701	38 451	3 143	1 601	359 900	479 378
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 520	186 081	64 328		81 796	342 725	303 519
Assemblée nationale	5	75				80	
Commerce extérieur et Développement technologique	266	8 367	168			8 801	5 050
Communautés culturelles et Immigration	96	4 216				4 312	7 135
Communications	20	66 929	964	250	734	68 897	65 649
Conseil exécutif	181	9 934				10 115	6 321
Éducation	86	4 085 293	20 876	137 600	221 540	4 465 395	4 028 955
Énergie et Ressources	37	27 769	87 992		2 611	118 409	130 739
Enseignement supérieur et Science	332 149	1 749 225	2 053	25 701	154 721	2 263 849	2 160 619
Environnement		6 813	203	12 263	78 247	97 526	76 122
Finances		141 171				141 171	26 455
Habitation et Protection du consommateur	128 057	151 587	9 518			289 162	273 416
Industrie et Commerce		199 898	75 249			275 147	278 130
Justice	55 566	39 700	3 108			98 374	82 913
Loisir, Chasse et Pêche	266	50 588	27 291	50	50	78 245	78 432
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 538 292	133 457	3 213			2 674 962	2 446 519
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions		5 036	31 764			36 800	43 871
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	8 817	18 895	2 223			29 935	27 096
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	31 235	30 119	5 557			66 911	51 195
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration		508 754				508 754	463 734
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		1 124				1 124	1 095
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 561 020	43 530	1 447	277	2 057	1 608 331	1 456 510
Régie des installations olympiques		2 614				2 614	6 902
Relations internationales	3 353	11 323	594			15 270	15 535
Revenu	22 637	6				22 643	25 539
Santé et Services sociaux	3 491	5 682 760	36 077	15 737	115 220	5 853 285	5 712 836
Tourisme		20 089	2 409		9 306	31 804	35 756
Transports	11	581 964	37 314	45 845	104 602	769 736	732 158
Travail		10 628				10 628	26 089
Travaux publics et Approvisionnement							38 566
	4 700 146	14 192 772	466 274	247 285	776 488	20 382 965	19 192 775

**TOTAL:** des paiements pour des  
dépenses en capital et  
pour le remboursement du  
principal des emprunts  
pour des dépenses en  
capital.

713 559

(1) Y compris un montant de 2 802 000 \$ versé pour le Fonds de la réforme du cadastre québécois (Fonds spécial).

(2) Sommaire des crédits et dépenses par ministère et organisme, par catégorie de bénéficiaires et par objet apparaît aux pages 1-202 à 1-218.

(3) Les montants par bénéficiaires et par ministères et organismes ont été redressés pour fins de comparaison.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION ÉCONOMIQUE</b>				
<b>Domaine: ressources naturelles et industries primaires</b>				
<b>Secteur: agriculture</b>				
Planification, recherche et enseignement	1-76	41 983		504
Financement agricole	1-76	96 265		925
Permanents		34 869		
Aide à la production agricole	1-78	112 259	6 500	4 145
Permanents		6 667		
Assurances agricoles	1-78	95 912	18 726	1 331
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-78	45 838		221
Permanents		60		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-80	1 616		93
Gestion du territoire agricole	1-80	31 602		1 001
Permanents		950		
Gestion interne et soutien	1-80	16 262		9 270
Permanents				
Régie des grains	1-80	1 347		96
Total du secteur		485 630	25 226	17 586
<b>Secteur: forêts</b>				
Connaissance de la forêt	1-110	8 650		35
Amélioration de la forêt	1-110	110 001		5 060
Protection de la forêt	1-110	36 041		20
Utilisation de la forêt	1-110	30 819		567
Gestion interne et soutien	1-112	23 328		12 145
Permanents				
Financement forestier	1-112	1 988		6
Permanents		1 811		
Développement de l'industrie forestière	1-112	28 403	3 000	9 548
Total du secteur		241 041	3 000	27 381
<b>Secteur: mines</b>				
Exploration géologique et minérale	1-114	18 532		303
Industrie minérale et administration minière	1-114	53 942		122
Permanents				
Recherche minérale, analyses et essais	1-114	7 903		32
Total du secteur		80 377		457
<b>Secteur: eau</b>				
Aide financière à la construction				
de réseaux d'aqueduc et d'égouts	1-72	51 627		
Planification, recherche et prévention	1-124	8 314		34
Gestion du milieu aquatique	1-124	130 512	2 300	1 688
Gestion des milieux atmosphérique et terrestre	1-124	14 186		779
Gestion interne et soutien	1-124	11 510		5 583
Permanents				
Organismes-conseils	1-126	1 714		5
Total du secteur		217 863	2 300	8 089

(1) La variation provient d'une augmentation des contributions gouvernementales au «Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles» principalement pour les régimes des producteurs de viande de boucherie, de porcelets, de porcs à l'engraissement et de maïs-grains pour des montants respectifs de 5,5, 4,0, 5,3 et 7,0 millions de dollars.

(2) Y compris en 1985-1986 des frais d'environ 270,0 millions de dollars payés à la Société immobilière du Québec pour la location des édifices gouvernementaux par les programmes concernés, alors qu'en 1984-1985 apparaissent des montants de 69,0 millions de dollars pour le programme «Allocation d'espace et d'équipement», de 39,7 millions de dollars pour le programme «Exploitation des immeubles» et de 122,2 millions de dollars pour le programme «Société immobilière du Québec» suite au transfert des droits et obligations du ministère des Travaux publics et Approvisionnements à la Société immobilière du Québec le 1<sup>er</sup> octobre 1984. Les chiffres de 1984-1985 n'ont pas été redressés pour fins de comparaison.

(3) Le programme de modernisation des pâtes et papiers est terminé depuis le 31 mars 1984 et les derniers versements comprenant des ajustements ont été effectués au cours de l'année financière 1985-1986; ce qui explique la diminution dans les dépenses.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
42 487		1 338		6	41 143	39 087
97 190	15	18 155		1	79 019	74 783
34 869		15 198			19 671	15 074
122 904	127	1 824		27	120 926	107 257
6 667			741		7 408	6 686
115 969		14		4	115 951(1)	89 896
46 059		2 437		55	43 567	41 874
60		1	200	200	59	60
1 709		36			1 673	1 491
32 603		766		7	31 830	30 118
950		950				
25 532		265		54	25 213(2)	14 991
			227		227	175
1 443		198			1 245	1 114
528 442	142	41 182	1 168	354	487 932	422 606
8 685	10	281		1	8 393	7 371
115 061		9 913		304	104 844	90 397
36 061		1 783		1	34 277	30 792
31 386	59	1 300		2	30 025	33 000
35 473	79	500		26	34 868(2)	22 002
			28		28	79
1 994		55			1 939	1 676
1 811		266	220		1 765	1 741
40 951	592	1 874		3 503	34 982(3)	49 118
271 422	740	15 972	248	3 837	251 121	236 176
18 835	42	1 377		3	17 413	15 847
54 064	153	2 890			51 021	46 110
			1 959		1 959	
7 935	29	499		1	7 406	7 489
80 834	224	4 766	1 959	4	77 799	69 446
51 627		2 951			48 676	51 229
8 348	53	427			7 868	6 952
134 500	945	3 944		7	129 604	109 557
14 965		634		3	14 328	12 002
17 093		287		11	16 795(2)	11 360
						42
1 719		297		1	1 421	1 635
228 252	998	8 540		22	218 692	192 777

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION ÉCONOMIQUE (suite)</b>				
<b>Secteur: énergie</b>				
Régie de l'électricité et du gaz	1-114	1 329		358
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-116	9 856	1 513	583
Total du secteur		11 185	1 513	941
<b>Secteur: pêches maritimes</b>				
Développement des pêches maritimes	1-82	39 151		50
Total du secteur		39 151		50
<b>Secteur: faune</b>				
Gestion des ressources fauniques Permanents	1-154	43 986	425	340
Total du secteur		43 986	425	340
Total du domaine		1 119 233	32 464	54 844
<b>Domaine: industries secondaires</b>				
<b>Secteur: industries secondaires</b>				
Développement des relations économiques et commerciales avec l'extérieur Permanents	1-88	24 368		5 669
Science et technologie Permanents	1-120	56 718		(973)
Statistiques, prévisions socio-économiques et recherche d'ensemble	1-132	8 166		7
Soutien technique et professionnel au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs Permanents	1-138	32 435		3 131 6
Soutien financier au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs Permanents	1-138	188 057	25 000	13 657
Soutien aux sociétés et organismes d'État Permanents	1-138	75 155 17 303		4
Total du secteur		402 202	25 000	21 501
Total du domaine		402 202	25 000	21 501
<b>Domaine: services</b>				
<b>Secteur: tourisme</b>				
Promotion et développement de l'industrie touristique Permanents	1-190	69 156	6 885	4 331 (6)
Total du secteur		69 156	6 885	4 325

(4) La diminution est due aux facteurs suivants: l'abandon du programme «Énergain» et la non-recurrence d'une subvention accordée à Gaz Métropolitain Inc. dans le cadre du programme d'accélération des investissements privés.

(5) La variation provient d'une diminution de l'aide financière accordée dans le cadre du programme de modernisation des usines de transformation des produits marins.

(6) La variation provient de l'implantation des centres de recherche appliquée et de l'expansion du programme de création d'emplois scientifiques en milieu industriel pour des montants respectifs de 7,4 et 6,9 millions de dollars.

(7) Y compris 23,7 millions de dollars versés à la Société de développement industriel du Québec pour la compensation à l'égard des prêts consentis sans intérêt ou à des taux inférieurs à ceux du marché et 7,2 millions de dollars d'accroissement de l'aide financière à Pétromont Inc.

(8) La subvention à Sidbec a diminué de 34,2 millions de dollars en 1985-1986 comparativement à 1984-1985.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
1 687		210			1 477	1 307
11 952	29	2 021		4	9 898(4)	22 237
13 639	29	2 231		4	11 375	23 544
39 201	5 500	4 434		1 303	27 964(5)	38 813
39 201	5 500	4 434		1 303	27 964	38 813
44 751	500			24	44 227	43 789 41
44 751	500			24	44 227	43 830
1 206 541	8 133	77 125	3 375	5 548	1 119 110	1 027 192
30 037	82	4 672		147	25 136	18 157 39
55 745		13 313		9 500	32 932(6)	18 573 28
8 173	159	93			7 921	7 627
35 566 6	325	1 954	1	26	33 261 7	33 958
226 714		15 369	1 385	10 248	201 097(7)	167 619
75 159		2 280	197		1 385	1 560
17 303					72 879(8)	103 795
448 703	566	37 681	1 583	19 921	17 500	19 844
448 703	566	37 681	1 583	19 921	392 118	371 200
4 331		110			4 221	66 798
76 035		3 985		698	71 352	1 720
80 366		4 095		698	75 573	68 518

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
 Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION ÉCONOMIQUE (suite)</b>				
<b>Secteur: marché financier</b>				
Inspecteur général des institutions financières Permanents	1-132	16 182		1 840
Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières Permanents	1-132	4 230 133		460
Total du secteur		20 545		2 300
<b>Secteur: communications</b>				
Politiques et développement des communications	1-94	9 960		454
Régie des services publics	1-94	2 249		342
Commission d'accès à l'information	1-94	2 907		182
Total du secteur		15 116		978
Total du domaine		104 817	6 885	7 603
<b>Domaine: ressources humaines</b>				
<b>Secteur: immigration</b>				
Communautés culturelles et immigration Permanents	1-90	25 634	410	3 784
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	1-90	550		
Total du secteur		26 184	410	3 784
<b>Secteur: relations et conditions de travail</b>				
Relations et normes du travail Permanents	1-198	7 966 150	796	753
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-198	5 418		
Conseil des services essentiels Permanents	1-198	1 376	625	131
Direction et gestion interne Permanents	1-200	7 429 420	886 467	1 926
Total du secteur		22 759	2 774	2 810
<b>Secteur: main-d'oeuvre et emploi</b>				
Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	1-160	102 455		550
Protection et développement de l'emploi Permanents	1-160	145 963	12 769	(118 598)
Aide financière relative aux activités de placement de l'Office de la construction du Québec	1-200	4 355		
Total du secteur		252 773	12 769	(118 048)
Total du domaine		301 716	15 953	(111 454)
<b>Domaine: transports</b>				
<b>Secteur: transports terrestres</b>				
Systèmes de transports terrestres Permanents	1-192	407 262 400		410
Commission des transports du Québec	1-192	9 045		1 155
Construction du réseau routier	1-192	392 930		1 670
Conservation du réseau routier	1-194	429 441		24 926
Gestion interne et soutien Permanents	1-194	55 491	10 000	3 348
Total du secteur		1 294 569	10 000	31 509
<b>Secteur: transports maritime et aérien</b>				
Transports maritime et aérien Permanents	1-196	64 176	1 000	560
Total du secteur		64 176	1 000	560
Total du domaine		1 358 745	11 000	32 069
<b>Total de la mission</b>		<b>3 286 713</b>	<b>91 302</b>	<b>4 563</b>

(2) Voir page 1-8.

(9) La diminution de la dépense est occasionnée par la cessation, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985, de l'aide financière accordée à la Commission de la santé et de la sécurité au travail en matière d'inspection, de formation, d'information et de recherche.

(10) L'augmentation est attribuable aux sommes versées aux Commissions de formation professionnelle suite à leur renforcement dans cha-

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
18 022		1 132		7	16 883	14 376 54
4 690		212		2	4 476	3 768
133		33			100	110
22 845		1 377		9	21 459	18 308
10 414	7	239		1	10 167	8 974
2 591		501			2 090	1 842
3 089		1 282		16	1 791	1 366
16 094	7	2 022		17	14 048	12 182
119 305	7	7 494		724	111 080	99 008
29 828	109	1 440		29	28 250	27 700 5
550		124			426	
30 378	109	1 564		29	28 676	27 705
9 515	75	1 073		1	8 366	6 897
150		93			57	280
5 418					5 418(9)	20 361
131					131	
2 001		535			1 466	1 133
10 241		273		6	9 962(2)	6 926
887			883		1 770	1 020
28 343	75	1 974	883	7	27 170	36 617
103 005		2 809			100 196(10)	37 386
40 134		7 339			32 795(11)	57 174
			63		63	220
4 355					4 355	5 519
147 494		10 148	63		137 409	100 299
206 215	184	13 686	946	36	193 255	164 621
407 672		6 382		5	401 285	373 229
400			69		469	356
10 200		603		1	9 596	8 871
394 600	800	10 398		191	383 211	399 496
454 367		1 601		50	452 716	433 727
68 839		6 343		23	62 473	56 089
			15		15	39
1 336 078	800	25 327	84	270	1 309 765	1 271 807
65 736		4 526		1	61 209	54 049 80
65 736		4 526		1	61 209	54 129
1 401 814	800	29 853	84	271	1 370 974	1 325 936
3 382 578	9 690	165 839	5 988	26 500	3 186 537	2 987 957

(11) La diminution est due à une forte baisse des sommes versées à certains projets de création d'emploi notamment «Chantier-Québec», «Retour au travail prêt» et «Bon d'emploi plus».

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
**Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE</b>				
<b>Domaine: éducation</b>				
<b>Secteur: enseignement</b>				
Enseignement privé	1-106	245 116		10
Permanents		35 282		
Enseignement primaire et secondaire public	1-106	3 977 743		20 166
Permanents		222 298		
Éducation populaire	1-106	12 340		
Enseignement collégial	1-120	788 793		8 052
Permanents		37 326		
Enseignement universitaire	1-120	1 106 215		10 131
Permanents		1 334		
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	1-122	31 856		53
Régime de retraite des enseignants	1-168			
Permanents		524 403		
Total du secteur		6 982 706		38 412
<b>Secteur: administration et services</b>				
Société de radio-télévision du Québec	1-94	60 984		
Administration	1-104	97 269	4 220	5 835
Permanents				
Conseil supérieur de l'éducation	1-104	1 881		192
Administration	1-118	22 266	509	9 099
Permanents				
Consultation	1-118	3 773		93
Aide financière aux étudiants	1-118	275 955		
Permanents				
Transport scolaire	1-194	301 362		6
Total du secteur		763 490	4 729	15 225
Total du domaine		7 746 196	4 729	53 637
<b>Domaine: culture</b>				
<b>Secteur: arts, lettres et biens culturels</b>				
Organismes-conseils et gestion interne	1-66	9 611	315	11 400
Permanents		2 196		
Développement culturel	1-66	59 407	2 100	8 221
Institutions nationales	1-66	21 817		235
Soutien et promotion des arts, lettres et musées	1-68	57 903	1 168	358
Permanents		12 453		
Charte de la langue française	1-90	19 851		2 326
Total du secteur		183 238	3 583	22 540
Total du domaine		183 238	3 583	22 540



Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
245 126		361			244 765	228 117
35 282		6 898			28 384	25 870
3 997 909	5 385	30 639			3 961 885	3 568 671
222 298		15 955			206 343	188 066
12 340	364	305			11 671	9 866
796 845		22 960			773 885	796 790
37 326			14 852		52 178	47 556
1 116 346		11 319			1 105 027	1 024 265
1 334			514		1 848	1 685
31 909					31 909	31 758
524 403		24 523			499 880	458 034
7 021 118	5 749	112 960	15 366		6 917 775	6 380 678
60 984					60 984	57 755
107 324	779	1 710		16	104 819	94 911
2 073		43		1	2 029	6
31 874	18	718		26	31 112	1 941
3 866		216	2		2	29 674
275 955		3 152		1	3 649	3 213
301 368		7 391	650	7 739	265 064	235 193
783 444	797	13 230	652	7 783	650	206
7 804 562	6 546	126 190	16 018	7 783	293 977	293 592
21 326	417	422		5	762 286	716 491
2 196			3		7 680 061	7 097 169
69 728	179	2 380		1	2 199	21 623
22 052	5	545		1	67 168	1 996
59 429		653			21 501	55 635
12 453			1 297		58 776	19 948
22 177		846		14	13 750	52 802
209 361	601	4 846	1 300	21	21 317	9 946
209 361	601	4 846	1 300	21	205 193	17 847
					205 193	179 797
					205 193	179 797

1-16

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)</b>				
<b>Domaine: loisir</b>				
<b>Secteur: loisir</b>				
Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-152	28 541		4 970
Promotion du loisir socio-culturel	1-152	11 419		75
Plein air, parcs et réserves	1-152	68 910	8 700	5 047
Permanents				
Promotion de l'activité physique et du sport	1-152	14 391		
Gestion interne et soutien	1-154	37 688		8 026
Permanents				
Régie de la sécurité dans les sports	1-154	2 626		205
Régie des installations olympiques	1-174	5 030		
Total du secteur		168 605	8 700	18 323
Total du domaine		168 605	8 700	18 323
<b>Total de la mission</b>		<b>8 098 039</b>	<b>17 012</b>	<b>94 500</b>

(2) Voir page 1-8.

(12) La variation est attribuable au transfert d'activités à la Société des établissements de plein air du Québec.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
33 511		1 396			32 115	34 288
11 494		192			11 302	13 131
82 657	175	5 893		6	76 583(12)	86 111
14 391		51			14 340	14 059
45 714	425	1 046	7	10	44 233(2)	32 489
2 831		483			7	60
5 030		2 416			2 348	2 112
					2 614	6 902
195 628	600	11 477	7	16	183 542	189 153
195 628	600	11 477	7	16	183 542	189 153
8 209 551	7 747	142 513	17 325	7 820	8 068 796	7 466 119

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION SOCIALE</b>				
<b>Domaine: sécurité du revenu</b>				
<b>Secteur: régimes de sécurité du revenu</b>				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-150			
Permanents		12 187	3 000	
Allocations familiales	1-156			
Permanents		202 265		
Allocations de maternité	1-158	10 242		
Prestations d'aide sociale	1-158	2 092 018	68 000	48 000
Permanents				
Assistance-maladie	1-158	138 414		
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-158	12 859		
Supplément au revenu de travail	1-178	26 025		
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-178			
Permanents		305		
Total du secteur		2 494 315	71 000	48 000
<b>Secteur: administration et services</b>				
Direction et gestion	1-156	124 457	1 355	39 597
Permanents				
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	1-156	36 091		
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-156	5 303		705
Total du secteur		165 851	1 355	40 302
Total du domaine		2 660 166	72 355	88 302
<b>Domaine: santé et adaptation sociale</b>				
<b>Secteur: prévention et amélioration</b>				
Services des centres locaux de services communautaires	1-182	363 253		2 477
Permanents		21 613		
Soutien des organismes bénévoles	1-182	19 984	4 198	245
Total du secteur		404 850	4 198	2 722
<b>Secteur: recouvrement de la santé</b>				
Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques	1-182	2 549 775		16 289
Permanents		1 013 182		
Régime d'assurance-maladie	1-172			
Permanents		1 576 590		
Total du secteur		5 139 547		16 289
<b>Secteur: réadaptation sociale</b>				
Services des centres de services sociaux	1-184	239 955		754
Permanents		15 961		
Services des centres d'accueil d'hébergement et des centres hospitaliers de soins de longue durée	1-184	900 397		4 857
Permanents		68 681		
Services des centres de réadaptation	1-184	550 559	380	2 267
Permanents		35 652		
Office des personnes handicapées du Québec	1-164, 1-188	36 949	1 700	551
Total du secteur		1 848 154	2 080	8 429

(2) Voir page 1-8.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres  (-)				
=			+	(-)	=	
15 187			670		15 857	12 662
202 265		1 955	1 598		201 908	199 950
10 242		958			9 284	9 334
2 208 018		31 267	578		2 176 751	2 010 581
138 414					578	433
12 859		822			138 414	118 814
26 025	831	2 875			12 037	11 619
					22 319	25 074
305			13		318	455
2 613 315	831	37 877	2 859		2 577 466	2 388 922
165 409	13	5 565		51	159 780(2)	129 980 46
36 091		875			35 216	36 020
6 008	27	335			5 646	4 330
207 508	40	6 775		51	200 642	170 376
2 820 823	871	44 652	2 859	51	2 778 108	2 559 298
365 730		128			365 602	341 409
21 613		6 662			14 951	13 026
24 427					24 427	18 325
411 770		6 790			404 980	372 760
2 566 064	253	39 241			2 526 570	2 557 888
1 013 182			30 740		1 043 922	985 643
1 576 590		7 037	38 778		1 608 331	1 456 510
5 155 836	253	46 278	69 518		5 178 823	5 000 041
240 709	1 042	1 667			238 000	223 616
15 961		5 717			10 244	8 699
905 254	8 355	30 709			866 190	851 685
68 681		6 862			61 819	56 592
553 206	367	559			552 280	536 512
35 652		14 067			21 585	19 443
39 200	138	1 357		40	37 665	32 414
1 858 663	9 902	60 938		40	1 787 783	1 728 961

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION SOCIALE (suite)</b>				
<b>Secteur: administration et services</b>				
Coordination de la recherche	1-186	22 228	1 619	107
Coordination régionale et nationale	1-186	84 709	11 873	6 252
Permanents		2 364		
Direction et gestion	1-188	52 999	506	5 432
Permanents			685	
Office des services de garde à l'enfance	1-166	72 412		148
Total du secteur		234 712	14 683	11 939
Total du domaine		7 627 263	20 961	39 379
<b>Domaine: habitation</b>				
<b>Secteur: habitation</b>				
Administration	1-134	3 545		2 416
Permanents				
Société d'habitation du Québec	1-134	337 192		2 490
Permanents		1 740		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-134	10 982		1 735
Total du secteur		353 459		6 641
Total du domaine		353 459		6 641
<b>Total de la mission</b>		<b>10 640 888</b>	<b>93 316</b>	<b>134 322</b>

(13) L'augmentation provient d'un projet de développement en vue d'accroître l'aide financière aux parents et aux garderies.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
23 954					23 954	21 358
102 834		1 600			101 234	76 942
2 364		349			2 015	1 698
58 937		1 097		21	57 819	52 431
685		246	14		453	30
72 560	68	2 333		2	70 157(13)	53 590
261 334	68	5 625	14	23	255 632	206 049
7 687 603	10 223	119 631	69 532	63	7 627 218	7 307 811
5 961		482			5 479	3 106
339 682	28	28 869		13	310 772*	145
1 740		416	9		1 333	292 125
12 717		1 209		1	11 507	1 631
360 100	28	30 976	9	14	329 091	9 713
360 100	28	30 976	9	14	329 091	306 720
10 868 526	11 122	195 259	72 400	128	10 734 417	10 173 829

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE</b>				
<b>Domaine: institutions politiques</b>				
<b>Secteur: assemblée nationale</b>				
Secrétariat général	1-84	173		
Permanents		29 989	5 230	3
Services législatifs	1-84	2 007		2
Permanents		4 994		
Information	1-84	1 755		6
Permanents		5 119		
Gestion interne et soutien	1-86	6 461		
Permanents		6 044	7 057	
Bureau de l'Assemblée nationale	1-86	289		(9)
Permanents		72		(3)
Protecteur du citoyen	1-170	1 936		326
Permanents				
Vérificateur général	1-170	8 398		288
Permanents			832	
Administration du système électoral	1-170			
Permanents		31 235	28 000	
Total du secteur		98 472	41 119	613
<b>Secteur: direction du gouvernement</b>				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-96	395		2
Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	1-96	33 075	1 592	6 328
Permanents		1 035		
Promotion des droits des femmes	1-98	1 949	500	162
Relations avec les citoyens	1-98	1 353		4
Permanents				
Réforme électorale	1-98	908		(35)
Emploi et concertation	1-98	1 590		1 061
Total du secteur		40 305	2 092	7 522
<b>Secteur: institutions judiciaires</b>				
Formulation de jugements	1-142	9 022		57
Permanents		18 091	1 540	
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-142	68 163	200	1 219
Enquêtes sur les décès et les incendies	1-142	1 945	1 090	132
Protection des droits et libertés de la personne	1-142	7 631	1 438	2 041
Aide aux justiciables	1-144	63 076		
Administration	1-144	36 523		69 474
Permanents		235		
Total du secteur		204 686	4 268	72 923

(2) Voir page 1-8.

(14) L'augmentation est attribuable principalement aux coûts d'amélioration et d'entretien-réparation aux édifices parlementaires.

(15) La variation s'explique par la tenue d'une élection provinciale le 2 décembre 1985 y compris le recensement à cette fin.

(16) La variation provient principalement des sommes versées dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

(17) La variation résulte de la création de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles suite à l'adoption du projet de loi 42 (L.Q., 1985, c. 6).



Crédits autorisés	VARIATION		Dépassements aux crédits permanents	Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés				1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
173		5			168	156
35 222		1 931		155	33 136	26 695
2 009	955	347			707	413
4 994	145	303			4 546	4 627
1 761	125	258			1 378	1 292
5 119	280	558			4 281	4 423
6 461	75	938		43	5 405	6 081
13 101	25	1			13 075(14)	2 381
280		114			166	217
69		69				
2 262		9			2 253	1 791
			60		60	50
8 686	3	186		2	8 495	7 247
832		337			495	
59 235		8 221		2	51 012(15)	29 540
140 204	1 608	13 277	60	202	125 177	84 913
397		3			394	543
40 995	228	497		8	40 262(16)	29 890
1 035			29		1 064	1 027
2 611	8	583		2	2 018	1 794
1 357	15	215			1 127	1 040
						35
873	12	404		1	456	604
2 651	13	345		1	2 292	1 518
49 919	276	2 047	29	12	47 613	36 451
9 079		319			8 760	7 990
19 631			1 830	25	21 436	19 315
69 582		1 305		72	68 205	65 837
3 167		218		1	2 948	1 896
11 110		767		8	10 335(17)	6 132
63 076		580			62 496	59 288
105 997	500	3 325		14	102 158(2)	28 999
235			15		250	322
281 877	500	6 514	1 845	120	276 588	189 779

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)</b>				
<b>Secteur: gestion municipale</b>				
Aménagement du territoire municipal	1-70	40 976		1 000
Aide et surveillance administratives et financières	1-70	23 328	700	1 362
Évaluation foncière	1-70	255 892		806
Permanents				
Administration générale	1-72	8 196		2 274
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-72	13 740		20
Total du secteur		342 132	700	5 462
Total du domaine		685 595	48 179	86 520
<b>Domaine: gestion administrative centrale</b>				
<b>Secteur: administration du personnel</b>				
Commission de la fonction publique	1-106	1 927		218
Office des ressources humaines	1-106	19 399		2 252
Permanents				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-108	148 430		
Permanents		3 600		
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1-168	22 930		1 305
Permanents		316 556		
Total du secteur		512 842		3 775
<b>Secteur: administration financière</b>				
Gestion budgétaires et politique administrative	1-102	16 831		1 558
Permanents				
Études des politiques économiques et fiscales	1-128	2 861		29
Gestion de la trésorerie et de la dette publique	1-128	5 779		141 780
Permanents		2 518 800	34 454	
Comptabilité gouvernementale	1-128	23 119		156
Fonds de suppléance	1-130	316 073	5 500	(280 105)
Gestion interne et soutien	1-130	5 721	383	3 253
Permanents				
Administration fiscale	1-178	160 357	4 100	19 551
Permanents		54 142		
Total du secteur		3 103 683	44 437	(113 778)

(2) Voir page 1-8.

(18) L'augmentation provient de la mise en application du programme d'aide à la revitalisation des centres-villes et des secteurs centraux.

(19) La diminution est due à la cessation de programmes de subventions tels que: «Formule de transfert minimum», «Programme d'initiative municipale pour l'emploi (PRIME)» et «Compensation pour les taxes d'affaire de P.M.E.».

(20) Y compris 17,5 millions de dollars en 1985-1986 (49,8 millions de dollars en 1984-1985) pour la compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement. Ces frais sont désormais à la charge de la Société immobilière du Québec qui en tient compte dans le coût des loyers aux ministères et organismes.

(21) Y compris des subventions de 141,2 millions de dollars en 1985-1986 (26,3 millions de dollars en 1984-1985) versées aux organismes des réseaux des affaires sociales et de l'éducation pour le remboursement du principal et de l'intérêt sur leurs emprunts à terme pour des dépenses de fonctionnement.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
41 976		11 532			30 444(18)	22 682
25 390		2 953		1	22 436(19)	37 312
256 698		2 322		1	254 375(20)	285 062
			291		291	
10 470	46	643		5	9 776	6 644
13 760		415			13 345	11 862
348 294	46	17 865	291	7	330 667	363 562
820 294	2 430	39 703	2 225	341	780 045	674 705
2 145		401			1 744	1 573
21 651		2 222		105	19 324	6 260
						9 574
148 430		2 702			145 728	
3 600			180		3 780	146 540
24 235	7	589		3	23 636(2)	18 085
316 556		5 220	1 990		313 326	285 289
516 617	7	11 134	2 170	108	507 538	467 321
18 389		2 350		7	16 032	9 232
2 890		26			2 864	3 513
147 559		786		2	146 771(21)	2 510
2 553 254			62 267	13	2 615 508	31 621
23 275	649	194		3	22 429	2 420 867
41 468		41 468				21 684
9 357		171		6	9 180	4 348
			1		1	
184 008		5 077		162	178 769	155 795
54 142		11 257	517		43 402	46 848
3 034 342	649	61 329	62 785	193	3 034 956	2 696 418

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)</b>				
<b>Secteur: services de soutien</b>				
Exécution des obligations des ministères et organismes envers la Société immobilière du Québec	1-74	284 221		(270 178)
Société immobilière du Québec				
Permanents				
Gestion interne et soutien	1-92	27 798	2 241	9 837
Permanents				
Information et publications gouvernementales	1-92	27 436	1 521	6 311
Bureau central de l'informatique	1-92	22 072		154
Télécommunications gouvernementales	1-92	59 083	4 765	1 492
Services juridiques du gouvernement	1-146	15 270		182
Affaires législatives	1-146	6 042		125
Service des achats du gouvernement	1-168	7 130		1 319
Transport aérien gouvernemental	1-196	14 836		48
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-000			
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-000			
Gestion interne et soutien	1-000			
Permanents				
Total du secteur		463 888	8 527	(250 710)
<b>Secteur: statistiques, planification et coordination</b>				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-72	5 626	424	
Connaissance géographique du territoire	1-112	13 677		443
Permanents				
Office de planification et de développement du Québec	1-162	8 791		2 049
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	1-162	23 600	12 000	9 566
Total du secteur		51 694	12 424	12 058
Total du domaine		4 132 107	65 388	(348 655)
<b>Domaine: relations intergouvernementales</b>				
<b>Secteur: relations intergouvernementales</b>				
Affaires intergouvernementales canadiennes	1-100	6 800	590	111
Affaires internationales	1-176	44 125	4 261	996
Office Franco-Québécois pour la jeunesse	1-176	1 910		
Gestion interne et soutien	1-176	8 074	278	2 128
Total du secteur		60 909	5 129	3 235
Total du domaine		60 909	5 129	3 235

(2) Voir page 1-8.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
14 043		10 043			4 000	
39 876		794		520	38 562(2)	122 235 (2)
35 268	238	3 052		2 408	29 570	27 573
22 226	142	495		1	21 588	27
65 340	1 099	1 018		1	63 222	31 246
15 452		471		12	14 969	19 377
6 167		729		1	5 437	58 883
8 449	9	532		1	7 907	14 369
14 884		2 556		573	11 755	5 146
						5 860
						11 070
						69 043 (2)
						36 (2)
						39 714 (2)
						2 874 (2)
						2 (2)
221 705	1 488	19 690		3 517	197 010	407 455
6 050		124			5 926	5 488
14 120	80	355		28	13 657	13 497
						37
10 840		394		2	10 444	8 769
45 166	7 715	1 130			36 321	44 041
76 176	7 795	2 003		30	66 348	71 832
3 848 840	9 939	94 156	64 955	3 848	3 805 852	3 643 026
7 501	54	295		154	6 998	5 508
49 382	117	664		1 115	47 486	42 116
1 910					1 910	2 017
10 480		321		2	10 157	7 152
69 273	171	1 280		1 271	66 551	56 793
69 273	171	1 280		1 271	66 551	56 793

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,  
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**  
Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
<b>MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)</b>				
<b>Domaine: protection de la personne et de la propriété</b>				
<b>Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique</b>				
Gestion des terres publiques	1-114	6 794		37
Organisation et réglementation des professions	1-122	2 886		231
Protection du consommateur	1-136	10 215		955
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-136	4 319		539
Enregistrement officiel	1-144	13 698		74
Contrôle des permis d'alcool	1-144	3 531		846
Conseil du statut de la femme	1-166	2 937		454
Contrôle des jeux de hasard et des courses Permanents	1-180	3 204 3		10
Total du secteur		47 587		3 146
<b>Secteur: contentieux</b>				
Affaires criminelles et pénales Permanents	1-146	18 187 1 094		48
Total du secteur		19 281		48
<b>Secteur: sécurité publique</b>				
Sécurité-incendie	1-72	1 810		23
Sécurité dans les bâtiments et dans les lieux publics Permanents	1-136	25 282		110
Sécurité publique Permanents	1-148	23 511 2 536	675	1 324
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-148	3 235		562
Sûreté du Québec	1-148	308 779	10 283	16 291
Protection civile Permanents	1-148	3 585	628 11 925	900
Total du secteur		368 738	23 511	19 210
<b>Secteur: institutions pénales</b>				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-146	99 989	2 175	3 111
Total du secteur		99 989	2 175	3 111
Total du domaine		535 595	25 686	25 515
<b>Total de la mission</b>		<b>5 414 206</b>	<b>144 382</b>	<b>(233 385)</b>
<b>TOTAL DES MISSIONS</b>		<b>27 439 846</b>	<b>346 012</b>	<b>0</b>
Votés		20 527 174	245 312	0
Permanents		6 912 672	100 700	0
		<b>27 439 846</b>	<b>346 012</b>	<b>0</b>

(2) Voir page 1-8.

(22) L'augmentation est due à des indemnités de 7,7 millions de dollars en 1985-1986 (2,1 millions de dollars en 1984-1985) versées aux corporations municipales des régions du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord lors du sinistre survenu les 7 et 8 décembre 1983.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1985-1986	1984-1985
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
6 831	43	350		1	6 437	6 376
3 117	4	567			2 546	2 521
11 170	17	91		2	11 060	9 609
4 858		161			4 697	3 968
13 772		299		8	13 465	13 230
4 377		9		5	4 363	3 411
3 391		151		3	3 237	2 717
3 214		206		1	3 007	3 035
3		2	36		37	2
50 733	64	1 836	36	20	48 849	44 869
18 235		587		4	17 644	16 864
1 094			297		1 391	892
19 329		587	297	4	19 035	17 756
1 833		208			1 625	1 689
25 392		195		2	25 195	25 065
			189		189	18
25 510		956		11	24 543	22 024
2 536		414			2 122	2 296
3 797		201			3 596	3 031
335 353	640	2 505		189	332 019(2)	312 612
5 113	25	267		8	4 813	4 311
11 925			1 273		13 198(22)	6 988
411 459	665	4 746	1 462	210	407 300	378 034
105 275		409		70	104 796	99 411
105 275		409		70	104 796	99 411
586 796	729	7 578	1 795	304	579 980	540 070
5 325 203	13 269	142 717	68 975	5 764	5 232 428	4 914 594
27 785 858	41 828	646 328	164 688	40 212	27 222 178	25 542 499
20 772 486	41 378	506 267		39 119	20 185 722	18 868 145
7 013 372	450	140 061	164 688	1 093	7 036 456	6 674 354
27 785 858	41 828	646 328	164 688	40 212	27 222 178	25 542 499

## LISTE ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

## DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1985-1986 AUX PAGES V ET VI

## LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

## Titre complet

## Titre abrégé

1 - Traitements, salaires et allocations	Traitements
2 - Autres rémunérations	Autres rémunérations
3 - Services de transport et de communication	Communications
4 - Services professionnels, administratifs et autres	Services
5 - Entretien et réparations	Entretien
6 - Loyers	Loyers
7 - Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8 - Matériel et équipement	Équipement
9 - Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)	Immobilisations
10 - Dépenses de transfert	Transfert
11 - Autres dépenses	Autres dépenses
12 - Service de la dette	Service de la dette

## DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

**1 — Traitements, salaires et allocations**

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

**2 — Autres rémunérations**

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

**3 — Services de transport et de communication**

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

**4 — Services professionnels, administratifs et autres**

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

**5 — Entretien et réparations**

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

**6 — Loyers**

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

**7 — Fournitures et approvisionnements**

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

**8 — Matériel et équipement**

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

**9 — Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)**

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers. Cependant, toute modification d'un bien immobilier existant, inférieure à 25 000 \$, est exclue.

**10 — Dépenses de transfert**

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au gouvernement, ni des achats.

**11 — Autres dépenses**

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

**12 — Service de la dette**

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement.



---

**LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**


---

**Titre**


---

Fonctionnement — Personnel  
 Fonctionnement — Autres dépenses  
 Capital — Personnel  
 Capital — Autres dépenses  
 Dépenses de transfert

---

**DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**
**Fonctionnement — Personnel**

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 «Traitements, salaires et allocations» et 2 «Autres rémunérations».

**Fonctionnement — Autres dépenses**

Cette super-catégorie comprend les catégories 3 «Services de transport et de communication», 4 «Services professionnels, administratifs et autres», 5 «Entretien et réparations», 6 «Loyers», 7 «Fournitures et approvisionnements», 8 «Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est inférieur à 1 000 \$», 11 «Autres dépenses» et 12 «Service de la dette». À l'exception de la catégorie 12 «Service de la dette», elle représente des dépenses courantes en biens et services du gouvernement.

**Capital — Personnel**

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 «Traitements, salaires et allocations» et 2 «Autres rémunérations».

**Capital — Autres dépenses**

Cette catégorie comprend principalement les catégories 8 «Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est supérieur à 1 000 \$» et 9 «Terrains, immeubles et travaux de génie» (immobilisations). Elle inclut également les catégories 3 «Services de transport et de communication», 4 «Services professionnels, administratifs et autres», 6 «Loyers», 7 «Fournitures et approvisionnements» et 11 «Autres dépenses» pour les travaux de construction ou de rénovation exécutés en régie.

**Dépenses de transfert**

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

**PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES**

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ou de fonds locaux ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		— Personnel			— Autres dépenses		
		Traitements	Autres rémuné- rations	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien
1 Affaires culturelles	F	28 731	5 713	34 444	2 041	3 851	778
	C					8	
2 Affaires municipales	F	19 898	2 601	22 499	1 704	1 931	116
	C						
3 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	98 369	18 535	116 904	9 911	14 871	2 367
	C					238	
4 Assemblée nationale	F	36 521	3 471	39 992	3 254	2 238	2 823
	C						
5 Commerce extérieur et Développement technologique	F	8 253	369	8 622	3 301	2 089	45
	C						
6 Communautés culturelles et Immigration	F	27 325	5 898	33 223	1 505	3 763	220
	C						
7 Communications	F	39 570	5 366	44 936	80 162	5 567	2 569
	C						
8 Conseil exécutif	F	19 556	4 836	24 392	3 454	6 330	353
	C						
9 Conseil du trésor	F	10 480	636	11 116	400	1 266	145
	C						
10 Éducation	F	197 202	20 648	217 850	6 902	15 601	1 402
	C						
11 Énergie et Ressources	F	76 521	36 412	112 933	8 928	45 586	2 672
	C	23	748	771	108	375	
12 Enseignement supérieur et Science	F	21 158	3 726	24 884	1 088	4 040	113
	C						
13 Environnement	F	35 145	5 909	41 054	3 480	4 405	661
	C		261	261	109	758	
14 Finances	F	51 576	2 681	54 257	2 039	8 437	423
	C						
15 Habitation et Protection du consommateur	F	53 294	6 328	59 622	3 912	5 744	357
	C						
16 Industrie et Commerce	F	29 008	2 948	31 956	3 485	2 161	698
	C						
17 Justice	F	514 556	23 007	537 563	16 882	34 167	7 419
	C						
18 Loisir, Chasse et Pêche	F	66 377	24 481	90 858	6 703	10 327	2 810
	C		425	425	36	1 367	
19 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	F	92 074	35 137	127 211	7 168	37 664	1 937
	C						
20 Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	F	4 736	2 739	7 475	417	251	28
	C						
21 Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les Citoyens	F	3 313	1 980	5 293	449	390	7
	C						
22 Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	F	3 788	956	4 744	493	424	16
	C						
23 Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	F	329 038	862	329 900	593	1 235	129
	C						
24 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	F	13 384	1 149	14 533	839	1 731	249
	C						
25 Régie de l'assurance-maladie du Québec	F						
	C						
26 Régie des installations olympiques	F						
	C						
27 Relations internationales	F	17 721	933	18 654	8 107	7 450	638
	C						
28 Revenu	F	113 268	19 110	132 378	10 636	12 547	2 288
	C						
29 Santé et Services sociaux	F	38 812	1 938	40 750	3 391	5 432	324
	C						
30 Tourisme	F	13 049	5 051	18 100	10 530	3 822	1 844
	C						

Fonctionnement et Capital							Transfert		Total	
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses	Total — Personnel et — Autres dépenses			
1 F	10 742	1 602	476		404	19 894	54 338	128 060	182 398	1
C			682	511	277	1 478	1 478		1 478	
2 F	3 425	811	102		22	8 111	30 610	359 900	390 510	2
C			384			384	384		384	
3 F	12 789	8 363	1 346		1 014	50 661	167 565	342 725	510 290	3
C			3 199	2 168	1	5 606	5 606		5 606	
4 F	3 319	2 341	346		39	14 360	54 352	80	54 432	4
C			1 252	7 178		8 430	8 430		8 430	
5 F	1 269	244	190		143	7 281	15 903	8 801	24 704	5
C			432			432	432		432	
6 F	5 232	845	251		119	11 935	45 158	4 312	49 470	6
C			523			523	523		523	
7 F	15 830	2 519	1 369		348	108 364	153 300	68 897	222 197	7
C			5 249	528		5 777	5 777		5 777	
8 F	5 686	1 177	1 124		39	17 163	41 555	10 115	51 670	8
C			1 046	1 895		2 941	2 941		2 941	
9 F	1 996	458	181		59	4 505	15 621		15 621	9
C			411			411	411		411	
10 F	17 481	2 977	824		598	45 785	263 635	4 465 395	4 729 030	10
C			1 442			1 442	1 442		1 442	
11 F	20 506	22 045	9 442		2 259	111 438	224 371	118 409	342 780	11
C	2 165	896	6 958	6 274	62	16 838	17 609		17 609	
12 F	4 555	550	246		918	11 510	36 394	2 263 849	2 300 243	12
C			559			559	559		559	
13 F	5 798	2 654	498		155	17 651	58 705	97 526	156 231	13
C	145	132	1 993	10 312	75	13 524	13 785		13 785	
14 F	5 407	1 875	379		2 610 943*	2 629 503	2 683 760	141 171	2 824 931	14
C			1 202			1 202	1 202		1 202	
15 F	7 985	1 691	389		378	20 456	80 078	289 162	369 240	15
C			992			992	992		992	
16 F	4 035	1 252	192		6 655	18 478	50 434	275 147	325 581	16
C			548			548	548		548	
17 F	99 063	22 277	2 813		3 211	185 832	723 395	98 374	821 769	17
C			13 032			13 032	13 032		13 032	
18 F	8 085	10 705	1 169		366	40 165	131 023	78 245	209 268	18
C	461	390	4 169	8 389	650	15 462	15 887		15 887	
19 F	14 796	2 911	2 157		2 487	69 120	196 331	2 674 962	2 871 293	19
C			1 375			1 375	1 375		1 375	
20 F	1 364	144	55		91	2 350	9 825	36 800	46 625	20
C			140			140	140		140	
21 F	567	232	137		24	1 806	7 099	29 935	37 034	21
C			139			139	139		139	
22 F	511	151	83		7	1 685	6 429	66 911	73 340	22
C			54			54	54		54	
23 F	2 552	618	167		387	5 681	335 581	508 754	844 335	23
C			414			414	414		414	
24 F	1 152	410	72		41 494	45 947	60 480	1 124	61 604	24
C			684	27		711	711		711	
25 F								1 608 331	1 608 331	25
C										
26 F								2 614	2 614	26
C										
27 F	5 243	1 085	457		2 261	25 241	43 895	15 270	59 165	27
C			329	59		388	388		388	
28 F	22 678	6 416	930		35 159	90 654	223 032	22 643	245 675	28
C			2 177			2 177	2 177		2 177	
29 F	5 258	1 883	424		126	16 838	57 588	5 853 285	5 910 873	29
C			684			684	684		684	
30 F	4 079	3 856	309		285	24 725	42 825	31 804	74 629	30
C			744	200		944	944		944	

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		— Personnel			— Autres dépenses		
		Traitements	Autres rémuné- rations	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien
31 Transports	F	154 376	38 799	193 175	6 717	14 631	78 351
	C	61 069	19 285	80 354	7 080	18 195	
32 Travail	F	12 602	961	13 563	1 387	2 767	46
	C						
	F	2 129 701	283 180	2 412 881	209 878	260 718	111 828
	C	61 092	20 719	81 811	7 333	20 941	
		<b>2 190 793</b>	<b>303 899</b>	<b>2 494 692</b>	<b>217 211</b>	<b>281 659</b>	<b>111 828</b>

F — Super-catégorie: Fonctionnement

C — Super-catégorie: Capital

\* Inclut, au ministère des Finances,  
2 610 701 311 \$ pour le service de la dette.

Fonctionnement et Capital							Transfert		
							Total — Personnel et — Autres dépenses	Total	
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses			
31 F	42 143	104 194	2 206		614	248 856	442 031	769 736	1 211 767 31
C	15 188	38 498	18 676	282 979	3 969	384 585	464 939		464 939
32 F	2 133	344	214		61	6 952	20 515	10 628	31 143 32
C			382			382	382		382
F	335 679	206 630	27 548		2 710 666	3 862 947	6 275 828	20 382 965	26 658 793
C	17 959	39 916	69 871	320 520	5 034	481 574	563 385		563 385
	<b>353 638</b>	<b>246 546</b>	<b>97 419</b>	<b>320 520</b>	<b>2 715 700</b>	<b>4 344 521</b>	<b>6 839 213</b>	<b>20 382 965</b>	<b>27 222 178</b>

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>AFFAIRES CULTURELLES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Examen de films et de publicité cinématographique	209	212
	<u>209</u>	<u>212</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	78	44
Location de terrains et bâtisses	422	401
Divers	44	18
	<u>544</u>	<u>463</u>
Intérêts		
Divers	1	
	<u>1</u>	<u></u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	57	23
Divers	53	57
	<u>110</u>	<u>80</u>
	<u>656</u>	<u>544</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>865</u>	<u>756</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	62	611
	<u>62</u>	<u>611</u>
	<u>927</u>	<u>1 367</u>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres droits et permis		
Révision évaluation foncière	408	568
	<u>408</u>	<u>568</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	3	(16)
	<u>3</u>	<u>(16)</u>

	1985-1986	1984-1985
Intérêts		
Obligations et billets	1 139	1 208
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	489	404
Divers	43	4
	532	408
	1 674	1 600
<b>Revenus autonomes</b>	<b>2 082</b>	<b>2 168</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Divers	21	22
Autres		
Pêche commerciale	29	62
Divers	87	86
	116	148
	137	170
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	70	71
Animaux	111	133
Produits de la ferme	275	251
Spermes	74	76
Terrains et bâtisses	216	258
Location de terrains et bâtisses	266	298
Triage des produits marins	631	569
Location d'entrepôts frigorifiques	1 025	1 566
Cale de halage	153	115
Recouvrements de tiers	111	280
Constitution de titres	256	70
Autres aides à l'agriculteur	390	483
Enquête et audition	92	82
Divers	191	150
	3 861	4 402
Intérêts		
Prêts	160	131
Comptes à recevoir	60	63
Prêts aux pêcheurs	735	559
Divers	21	6
	976	759

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	53	38
Divers	2	1
	<u>55</u>	<u>39</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	139	279
Subventions d'années antérieures	569	475
Salaires — accidents de travail	276	181
Divers	85	44
	<u>1 069</u>	<u>979</u>
	<u>5 961</u>	<u>6 179</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>6 098</u>	<u>6 349</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Assurance-récolte	11 879	10 668
Main-d'oeuvre agricole	513	378
Divers	27	24
	<u>12 419</u>	<u>11 070</u>
	<u>18 517</u>	<u>17 419</u>
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Projets de lois publics	192	11
Projets de lois privés	64	44
Restaurant Le Parlementaire	415	520
Restaurant le Mini-Débat	79	71
Divers	93	51
	<u>843</u>	<u>697</u>
Intérêts		
Divers	1	1
Recouvrements		
Salaires — accidents de travail	52	49
Divers	16	21
	<u>68</u>	<u>70</u>
	<u>912</u>	<u>768</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>912</u>	<u>768</u>



	1985-1986	1984-1985
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	21	3
Intérêts		
Divers	11	1
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	14	598
Divers	32	33
	46	631
	78	635
<b>Revenus autonomes</b>	78	635
<b>COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	55	24
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	57	51
Divers	16	17
	73	68
	128	92
<b>Revenus autonomes</b>	128	92
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	1 153	1 163
Divers	25	31
	1 178	1 194
	1 306	1 386

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1985-1986	1984-1985
<b>COMMUNICATIONS</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	1 137	1 060
Divers	1	5
	<u>1 138</u>	<u>1 065</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Fonds renouvelable des publications gouvernementales:		
Revenu net	361	323
Fonds renouvelable de la reprographie:		
Stocks et équipement cédés au Fonds	(262)	1 211
Services de soutien	1 217	2 643
Revenu net	162	43
Fonds renouvelable de l'entretien des machines de bureau:		
Services de soutien	146	
Revenu net	8	
Stocks et équipements cédés au Fonds	227	
Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
Revenu net	456	
Divers	105	105
	<u>2 420</u>	<u>4 325</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	84	47
Services informatiques	106	127
Divers	71	69
	<u>261</u>	<u>243</u>
	<u>2 681</u>	<u>4 568</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>3 819</u>	<u>5 633</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Divers	10	
	<u>10</u>	
	<u>3 829</u>	<u>5 633</u>
<b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	169	406
Divers	15	1
	<u>184</u>	<u>407</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 613	4 697
Divers	26	35
	<u>4 639</u>	<u>4 732</u>

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
Recouvrements		
Autres dépenses	29	210
Divers	45	41
	74	251
	4 897	5 390
<b>Revenus autonomes</b>	<b>4 897</b>	<b>5 390</b>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Développement des transports	2 029(1)	
Infrastructures industrielles	7 218	9 652
Développement minéral	5 983(1)	
Développement de l'agriculture		1 021
Développement touristique	930	3 710
Société interport de Québec	770	626
Entente sur le Nord québécois	11 490	13 200
Développement industriel	11 115(1)	
Développement forestier	20 363(1)	8 396
	59 898	36 605
	64 795	41 995
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Absences pour activités syndicales	2 999	2 950
Divers	10	7
	3 009	2 957
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	116	108
Divers	(3)	
	113	108
<b>Revenus autonomes</b>	<b>3 122</b>	<b>3 065</b>

(1) La variation provient de nouvelles ententes signées avec le gouvernement du Canada en 1985 dans le cadre du développement économique régional.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>ÉDUCATION</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Matériel didactique	359	632
Production d'émissions		220
Location de l'ordinateur		(233)
Location de services de personnel	2 902(2)	12
Traitement électronique des données	125	
Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement:		
Services de soutien		6 015
Revenu net	(736)	1 121
Divers	37	83
	<u>2 687</u>	<u>7 850</u>
Intérêts		
Divers	3	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	203	115
Subventions d'années antérieures	612	195
Divers	37	65
	<u>852</u>	<u>375</u>
	<u>3 542</u>	<u>8 225</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>3 542</u>	<u>8 225</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	5 202	4 994
Formation dans les pénitenciers fédéraux	918	850
Enseignement aux enfants indiens	34 829(3)	16 519
Formation de compétences professionnelles	3 879(4)	884
Divers	29	
	<u>44 857</u>	<u>23 247</u>
	<u>48 399</u>	<u>31 472</u>
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	19 086	20 739
Forêts domaniales	18 895	18 437
Terrains vacants	1 201	913
Réserves et autres	382	394
Divers	12	25
	<u>39 576</u>	<u>40 508</u>

(2) Y compris un montant de 2 893 000 \$ perçu de la Société de la gestion du réseau informatique des commissions scolaires pour le prêt de personnel pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1985 au 2 janvier 1986.

(3) La variation provient d'une augmentation des contributions du gouvernement fédéral suite à un accroissement des dépenses d'immobilisations effectuées dans le Nord-Québécois.

(4) La variation résulte de contributions du gouvernement du Canada depuis octobre 1984 pour des immobilisations dans le cadre de la formation professionnelle des adultes.

	1985-1986	1984-1985
Ressources minières		
Exploitation minière	11 684 (5)	17 463
Lots de villages miniers	54	117
Mise en valeur	1 472	1 222
Exploitation par baux miniers	40	226
Exploitation par concessions minières	54	48
Prospecteurs	373	97
Divers	6	6
	<u>13 683</u>	<u>19 179</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 329	2 499
Énergie électrique produite	30 601	30 789
Emmagasinement de l'eau	601	608
	<u>33 531</u>	<u>33 896</u>
Autres		
Sable et gravier	811	686
Recherche du pétrole et du gaz naturel	43	80
Vente de gaz naturel	52	
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique, vapeur et gaz	12 191 (6)	5 878
Détaillants	582	551
Transport de produits pétroliers	55	57
Grossistes et détaillants	301	283
Vente de lubrifiant	401	367
Divers	94	104
	<u>14 530</u>	<u>8 006</u>
	<u>101 320</u>	<u>101 589</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	238	232
Matériel et fournitures	53	66
Bois	53	189
Ventes de terres de l'État	1 635	1 990
Terrains et bâtisses	17 272 (7)	14
Location de territoires affermés	1 983	2 284
Location de parcs à déchets	161	96
Location d'autres terrains et bâtisses	3 593	3 871
Frais d'acquisition et de location de terrains	483	450
Location de services de personnel	34	159
Enregistrement	495	613
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	1 556	1 404
Inventaires et aménagements forestiers	1 216	1 231
Arpentages de terrains	187	226
Analyse et traitement de minerais	745	549
Fonds renouvelable du Service de la cartographie (Revenu net)	482	337
Divers	228	203
	<u>30 414</u>	<u>13 914</u>

(5) La variation provient d'un changement de taux qui est fixe à 18% alors qu'en 1984-1985, il était progressif en fonction du niveau de profit de l'exploitant et du remplacement de l'exemption de 250 000 \$ par un crédit d'impôt de 90 000 \$ qui peut être reporté.

(6) La variation provient d'un accroissement des redevances suite à une plus grande utilisation du gaz naturel.

(7) Y compris un montant de 17 206 000 \$ pour la vente du barrage «Hart-Jaune» à Hydro-Québec acquis de la Compagnie minière Québec-Cartier et de la Compagnie d'électricité Hart-Jaune au cours de l'année financière 1985-1986.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	1985-1986	1984-1985
<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)</b>		
Intérêts		
Comptes de banque	41	69
Autres revenus à percevoir	683	1 531
Droits sur les profits d'exploitation minière	(201)(8)	3 058
Prêts à des compagnies minières	111	88
Divers	38	19
	<u>672</u>	<u>4 765</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	419	286
Infractions à diverses lois	125	35
	<u>544</u>	<u>321</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	662	125
Subventions d'années antérieures	423	61
Salaires — accidents de travail	165	175
	<u>1 250</u>	<u>361</u>
	<u>32 880</u>	<u>19 361</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>134 200</u>	<u>120 950</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Économie d'énergie		1 790
		<u>1 790</u>
	<u>134 200</u>	<u>122 740</u>
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ET SCIENCE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers (Prêts de services d'enseignants)	(73)	360
Cours	1 339	1 108
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants:		
Revenu net	271	526
Divers	43	7
	<u>1 580</u>	<u>2 001</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	1 853	1 543
Divers	1	
	<u>1 854</u>	<u>1 543</u>

(8) Des cotisations moins élevées pour des revenus d'années antérieures auprès des compagnies minières expliquent cette variation.

	1985-1986	1984-1985
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	182	6
Bourses d'études	4 204	3 293
Divers	46	2
	4 432	3 301
	7 866	6 845
<b>Revenus autonomes</b>	7 866	6 845
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Formation dans les pénitenciers fédéraux	520	382
Recyclage des employés de la garde côtière	(64)	64
Formation de compétences professionnelles	17 879 (4)	5 011
	18 335	5 457
	26 201	12 302
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Ressources hydrauliques		
Flottage	59	79
Divers	9	11
	68	90
Autres		
Divers	5	
	73	90
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	61	45
Recouvrements de tiers	26	70
Inventaires des eaux	211	134
Amélioration du régime des eaux	138	696
Analyse de l'eau potable	291	204
Location de lots de grève et à eau profonde	423	382
Divers	63	93
	1 213	1 624
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	141	253
Interventions d'urgence	107	
Divers	51	23
	299	276
	1 512	1 900
<b>Revenus autonomes</b>	1 585	1 990

(4) Voir note 4 page 1-42.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>ENVIRONNEMENT (suite)</b>		
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Assainissement des eaux	126	53
Inventaire de la qualité des eaux	142	178
Inventaire des eaux de surface	1 104	670
Régularisation des eaux de la région de Montréal	25	50
Réseaux climatologiques au Québec	371	568
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	79	59
Cartographie des plaines d'inondation	(86)	246
Construction d'ouvrages contre les inondations	2 685	2 445
	<u>4 446</u>	<u>4 269</u>
	<u>6 031</u>	<u>6 259</u>
<b>FINANCES</b>		
<b>Impôts sur le revenu et les biens</b>		
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 600 799	1 509 481
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	786	746
Constitution d'autres compagnies	4 272	2 833
Courtage immobilier	812	815
Rapport annuel des compagnies	6 165	5 384
Agents de réclamation	85	77
Prospectus	583	306
Divers	63	46
	<u>12 766</u>	<u>10 207</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	64	60
Photocopies de documents	51	49
Soutien à la Régie de l'assurance-dépôts	352	345
Inspection et vérification des compagnies de fiducie	442	403
Inspection et vérification des compagnies d'assurance	4 139	3 981
Frais d'inspection des institutions de dépôts	60	12
Divers	27	36
	<u>5 135</u>	<u>4 886</u>
<b>Intérêts</b>		
Comptes de banques	2 874	2 093
Placements temporaires	14 132	14 480
Prêts	41 586 (A)	45 560
Compte du gouvernement du Canada	187	185
Gain sur fluctuation de change	3 329	1 369
Intérêts remis par l'Office du crédit agricole	253	2 320
Primes sur émissions d'obligations	3 782	1 040
Divers	32	45
	<u>66 175</u>	<u>67 092</u>



	1985-1986	1984-1985
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	846	655
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	166	114
Taxe de vente fédérale	135	130
Divers	14	31
	315	275
	72 471	72 908
<b>Transferts des sociétés d'États</b>		
Société des alcools		
Dividendes	355 000	352 000
Loto-Québec		
Dividendes	339 000	240 000
Hydro-Québec		
Dividendes		155 837
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		
Dividendes	37 000	
	731 000	747 837
<b>Revenus autonomes</b>	2 417 036	2 340 433
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Péréquation	2 854 147 (B)	3 101 621
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 941 687 (C)	1 833 383
Contributions aux programmes de bien-être	1 198 297 (D)	1 147 850
Autres programmes	(89 269)(E)	(89 164)
	5 904 862 (F)	5 993 690
	8 321 898	8 334 123
<b>A) Intérêts sur prêts:</b>		
(en milliers de dollars)		
Fonds de la réforme du cadastre québécois	120	
Madelipêche Inc.	55	82
Office du crédit agricole du Québec		
— Financement agricole	14 132	15 262
— Financement forestier	1 419	1 644
Régie des assurances-agricoles du Québec		3 356
Sidbec	6 262	4 744
Société de développement des coopératives	548	670
Société de récupération d'exploitation et de développement forestiers du Québec	184	
Société des établissements de plein air du Québec	1	
Société d'habitation du Québec	11 613	12 430
Société du parc des expositions agro-alimentaires	189	
Société du parc industriel du centre du Québec	3 471	3 593
Société générale de financement du Québec	1 538	1 538
Société immobilière du Québec	1 506	2 010
Société nationale de l'amiante	205	231
Société québécoise des transports	343	
	41 586	45 560

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>FINANCES (suite)</b>		
<b>B) Péréquation :</b>		
(en milliers de dollars)		
1985-1986	2 854 147	
1984-1985		3 073 968
1983-1984		27 653
	<u>2 854 147</u>	<u>3 101 621</u>
<b>C) Autres transferts liés aux accords fiscaux:</b>		
(en milliers de dollars)		
Services de santé assurés (a)	1 125 246	1 097 047
Assurance-hospitalisation		
Transfert fiscal et compensation financière		
1983-1984	44 797	
1982-1983	5 402	
1981-1982		1 481
	<u>50 199</u>	<u>1 481</u>
Assurance-maladie		
1983-1984	15 423	
1982-1983	1 860	
1981-1982		510
	<u>17 283</u>	<u>510</u>
Enseignement post-secondaire		
Transfert fiscal et compensation financière		
1985-1986	461 342	
1984-1985		453 554
1983-1984		26 736
1982-1983	(170)	3 606
1981-1982		942
1970-1977 (compensation financière seulement)		(21 213)(b)
	<u>461 172</u>	<u>463 625</u>
Programmes complémentaires de santé		
Compensation financière seulement		
1985-1986	279 064	
1984-1985		261 330
1983-1984	586	
1982-1983	316	
1981-1982		217
	<u>279 966</u>	<u>261 547</u>

	1985-1986	1984-1985
Péréquation-réciprocité fiscale	7 820	9 134
Part de l'impôt sur les profits non distribués	1	39
	1 941 687	1 833 383

(a) Y compris une déduction pour les frais modérateurs au montant de 6 139 000 \$ en 1985-1986 et de 7 893 000 \$ en 1984-1985, conformément à la Loi canadienne sur la santé.

(b) Un ajustement de 21 212 633 \$ en 1984-1985 suite au calcul final de la contribution fédérale pour les années financières 1970-1971 à 1976-1977.

#### D) Contributions aux programmes de bien-être:

(en milliers de dollars)

Transfert fiscal et compensation financière:

1985-1986 (a)	1 198 297	
1984-1985		1 136 224
1983-1984 (abattement fiscal)		10 045
1981-1982 (abattement fiscal)		1 580
	1 198 297	1 147 849

(a) Y compris un rajustement final au montant de 9 103 097 \$ pour les années financières 1973-1974 (3 991 543 \$) et 1974-1975 (5 111 554 \$).

#### E) Autres programmes:

(en milliers de dollars)

Allocations aux jeunes (abattement fiscal)

1985-1986	(244 467)	
1984-1985	(7 023)	(219 159)
1983-1984		6 027
	(251 490)	(213 132)

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>FINANCES (suite)</b>		
Bilinguisme		
Année civile		
1985	77 063	
1984		78 249
1982	(1 688)	
1981	(41)	(1 769)
1979	325	
	<hr/> 75 659	<hr/> 76 480
Régime canadien de prêts aux étudiants	<hr/> 55 096	<hr/> 42 885
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	<hr/> 26 863 (9)	<hr/>
Subside basé sur la population	<hr/> 4 603	<hr/> 4 603
	<hr/> (89 269)	<hr/> (89 164)
<b>F) La contribution financière du gouvernement du Canada est diminuée de l'abattement fiscal consenti au Québec depuis 1965, et qui représente les montants suivants pour 1985-1986 et 1984-1985:</b>		
(en milliers de dollars)		
Autres transferts liés aux accords fiscaux		
— services de santé		
assurés et enseignement		
postsecondaire (8,5 points d'impôts sur le revenu des particuliers)		
	<hr/> Abattement fiscal	
1985-1986	703 691	
1984-1985		630 799
1983-1984	- 21 542	- 10 184
1982-1983	- 2 313	- 1 093
	<hr/> 679 836	<hr/> 619 522
Contributions aux programmes de bien-être, (5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
1985-1986	407 445	
1984-1985		365 265
1983-1984		- 10 045
1981-1982		- 1 581
	<hr/> 407 445	<hr/> 353 639

(9) Ce montant est composé de 21 000 000 \$ et 11 900 000 \$ pour les années d'imposition 1984 et 1985 ainsi qu'une diminution de 6 037 000 \$ pour des ajustements des années 1982 à 1985.

	1985-1986	1984-1985
<b>Autres programmes — allocations aux jeunes</b> <b>(3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)</b>		
1985-1986	244 467	
1984-1985	7 023	219 159
1983-1984		-- 6 027
	<u>251 490</u>	<u>213 132</u>

Un signe (–) signifie une baisse de la valeur du transfert fiscal et par conséquent un réajustement à la hausse du transfert financier.

## **HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

### **Droits et permis**

Autres		
Révision de loyer	848	807
Installation de gaz	107	
Courtage immobilier	723	791
Vendeurs itinérants	152	207
Ventes de gaz naturel	1 081	45
Installations électriques	9 766	8 632
Installations de machines fixes	769	696
Mécaniciens de machines fixes	146	237
Entrepreneurs de construction	6 888	6 663
Agents de voyage	124	111
Divers	191	66
	<u>20 795</u>	<u>18 255</u>

### **Revenus divers**

Ventes de biens et services		
Aide technique et soutien — S.H.Q.	2 333	1 390
Divers	28	9
	<u>2 361</u>	<u>1 399</u>
Intérêts		
Comptes de banque	143	77
Divers	2	2
	<u>145</u>	<u>79</u>
Amendes et confiscations		
Divers	42	69

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	<u>1985-1986</u>	<u>1984-1985</u>
<b>HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (suite)</b>		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures		52
Salaires — accidents de travail	51	71
Divers	38	53
	<u>89</u>	<u>176</u>
	<u>2 637</u>	<u>1 723</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>23 432</u>	<u>19 978</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Supplément au loyer	1 987	1 628
Rénovation urbaine		143
Déficits d'exploitation de logements	91 516	95 278
Compensation d'intérêts — Déficits d'exploitation de logements	3 567	5 773
Compensation d'intérêts — supplément au loyer	111	
Divers	15	
	<u>97 196</u>	<u>102 822</u>
	<u>120 628</u>	<u>122 800</u>
<b>INDUSTRIE ET COMMERCE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Divers	3	4
Autres		
Remboursement	95	93
Divers	23	15
	<u>118</u>	<u>108</u>
	<u>121</u>	<u>112</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Cale sèche	96	70
Recouvrements de tiers	134	9
Divers	19	45
	<u>249</u>	<u>124</u>
Intérêts		
Prêts	1 888	2 315

	1985-1986	1984-1985
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	163	29
Subventions d'années antérieures	831	501
Divers	1	20
	995	550
	3 132	2 989
<b>Revenus autonomes</b>	3 253	3 101
<b>JUSTICE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Détailants	8 129	7 877
Autres		
Agences d'investigation ou de sécurité	218	241
Assermentation	143	142
Divers	63	60
	424	443
	8 553	8 320
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	268	348
Certificats de naissance, mariage et décès	545	652
Disposition de surplus	112	
Location de chambres et pension	4 642	4 001
Location de services de personnel	57	6
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	205	305
Absence pour activités syndicales	227	268
Soins aux détenus	401	377
Recouvrements de tiers	84	115
Enregistrement de droits	19 942	16 549
Actes judiciaires	12 702	12 297
Actes juridiques	2 639	2 724
Administration pour le gouvernement du Canada:		
Permis de port d'armes	1 001	351
Exploitation d'entreprises d'armes à feu	84	84
Divers	43	11
	42 952	38 088
Intérêts		
Divers	1	

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>JUSTICE (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	26 587	22 467
Infractions au Code criminel	8 638	9 615
Infractions à la Loi de la régie des permis d'alcool	67	117
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	411	521
Infractions à diverses lois	4 522	4 096
Divers	1	8
	<u>40 226</u>	<u>36 824</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	3 238	411
Salaires — accidents de travail	1 410	1 182
Divers	4	13
	<u>4 652</u>	<u>1 606</u>
	<u>87 831</u>	<u>76 518</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>96 384</u>	<u>84 838</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Indemnisation — victimes d'actes criminels	657	655
Aide juridique	14 777 (10)	7 042
Protection civile	3 201 (11)	1 249
Conseillers juridiques auprès des autochtones	392	274
Jeunes contrevenants	2 500	2 500
Divers		39
	<u>21 527</u>	<u>11 759</u>
	<u>117 911</u>	<u>96 597</u>
<b>LOISIR, CHASSE ET PÊCHE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Commerce de fourrures	397	308
Exploitation de commerce de fourrures	82	88
Chasse sportive	8 179	8 202
Pêche sportive	6 042	5 062
Pourvoyeur de chasse ou de pêche	111	61
Ligne de trappe	88	58
Droits de pêche journaliers	1 558 (12)	
Droits de chasse journaliers	544 (12)	
Divers	46	27
	<u>17 047</u>	<u>13 806</u>

(10) Une nouvelle entente intervenue en 1985-1986 tenant compte des jeunes contrevenants apporte des revenus de 11 845 260 \$ pour 1985-1986 et des ajustements de 2 932 193 \$ pour les années 1981-1982 à 1984-1985.

(11) La quote-part du gouvernement fédéral est basée sur les dépenses effectuées par le gouvernement du Québec qui ont doublé en 1985-1986 suite aux sinistres survenus les 7 et 8 décembre 1983 dans les régions du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

(12) La variation provient d'une reclassification des sous-sous-catégories de revenus. En 1984-1985, le tout était regroupé sous le titre «Parcs et terrains de camping».



	1985-1986	1984-1985
<b>Revenus divers</b>		
Vente de biens et services		
Certificats de chasseurs	357 (13)	2 367
Matériel et fournitures	52	
Véhicules usagés	51	
Locations de terrains et bâtisses	92	65
Location d'espaces de stationnement	626 (12)	
Location de territoires de chasse et pêche	460	293
Location d'embarcations	595 (12)	
Location de chalets	2 214 (12)	
Location de services de personnel	107 (12)	
Parcs et terrains de camping	1 309 (12) (14)	7 964
Aquarium	179	194
Jardin zoologique	351	295
Mont-Ste-Anne		542
Île-d'Anticosti	365 (14)	2 510
Établissements	851 (14)	2 776
Concessions	326 (12)	
Frais d'inscription aux tirages au sort	588	270
Fonds renouvelable du Parc du Mont-Ste-Anne :		
Services de soutien		3 962
Revenu net	(209)	422
Divers	59	18
	<u>8 373</u>	<u>21 678</u>
Intérêts		
Divers	<u>20</u>	<u>16</u>
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse	82	63
Divers	<u>8</u>	<u>2</u>
	<u>90</u>	<u>65</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	254	1 164
Subventions d'années antérieures	110	260
Salaires — accidents de travail	354	340
Divers	<u>10</u>	<u>9</u>
	<u>728</u>	<u>1 773</u>
	<u>9 211</u>	<u>23 532</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>26 258</u>	<u>37 338</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Amélioration de la condition physique et développement du sport amateur	<u>1 125</u>	
	<u>1 125</u>	
	<u>27 383</u>	<u>37 338</u>

(12) Voir page 1-54.

(13) Tous les renouvellements de certificats de chasseurs effectués en 1984-1985 sont valides jusqu'au 31 mars 1989.

(14) La diminution est due au transfert le 8 juin 1985, à la Société des établissements de plein air du Québec, de neuf terrains de camping, de l'Île d'Anticosti et d'autres établissements.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1985-1986	1984-1985
<b>MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Autres techniciens	168	131
	168	131
<b>Revenus divers</b>		
Vente de biens et services		
Aide sociale — R.R.Q.	9 336	10 620
Aide sociale — Pension alimentaire	2 320	1 953
Recouvrements de tiers	(40)	60
Divers	12	3
	11 628	12 636
Intérêts		
Prêts	261	60
Recouvrement d'aide sociale	2 932	3 056
	3 193	3 116
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	33	87
Subventions d'années antérieures	619	395
Aide sociale	24 629	19 216
Allocations familiales	313	269
Divers	44	19
	25 638	19 986
	40 459	35 738
<b>Revenus autonomes</b>	40 627	35 869
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	134 171	141 656
	134 171	141 656
	174 798	177 525
<b>ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VOIRIE DES RÉGIONS</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Intérêts		
Divers	22	28
Recouvrements		
Subvention d'années antérieures	175	66
Divers	15	1
	190	67
	212	95
<b>Revenus autonomes</b>	212	95

	1985-1986	1984-1985
<b>ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	2 311	10
Divers	9	38
	<u>2 320</u>	<u>48</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>2 320</u>	<u>48</u>
<b>ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Divers	2	
	<u>2</u>	
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers		2
Recouvrements		
Divers	59	2
	<u>59</u>	<u>4</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>61</u>	<u>4</u>
<b>ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION</b>		
<b>Revenu divers</b>		
Ventes de biens et services		
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	543	611
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement <sup>(a)</sup> :		
Services de soutien	1 299	1 231
Revenu net	323	414
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques:		
Produit de la vente d'équipements informatiques propriété des ministères et organismes non relocalisés	275	36
Équipements mis à la disposition du Fonds		120
Service de soutien	85	45
Revenu net	1 427	568
Disposition de biens meubles excédentaires	2 420	2 650
Divers	42	33
	<u>6 414</u>	<u>5 708</u>
Intérêts		
Divers	2	2

(a) Antérieurement «Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec.»

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1985-1986	1984-1985
<b>ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION (suite)</b>		
Amendes et confiscations		
Divers	3	6
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 008	2 319
Divers	3	4
	3 011	2 323
	9 430	8 039
<b>Revenus autonomes</b>	9 430	8 039
<b>PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	101	57
Intérêts		
Divers	12	
Amendes et confiscations		
Divers		1
Recouvrements		
Divers	10	16
	123	74
<b>Revenus autonomes</b>	123	74
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	7	1
Intérêts		
Divers	9	10
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	70	170
Autres dépenses	36	94
Subventions d'années antérieures	206	
Divers	7	5
	319	269
	335	280
<b>Revenus autonomes</b>	335	280

	1985-1986	1984-1985
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Coopération internationale	722	1 748
	722	1 748
	1 057	2 028
<b>REVENU</b>		
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	7 966 328	7 126 889
Impôt des sociétés (A)	1 082 010	996 331
Droits de successions	30 514	45 131
	9 078 852	8 168 351
<b>Taxes à la consommation</b>		
Ventes au détail	3 175 635 (15)	2 575 061
Carburants	1 084 069	1 030 444
Tabacs	534 826 (16)	373 458
Repas et hôtellerie	327 719	303 393
Télécommunications	118 634	104 828
Publicité	8 284	7 606
	5 249 167	4 394 790
<b>Droits et permis</b>		
Ventes de bière par les détaillants	38 059	38 730
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	23 863	20 594
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	6 365	2 517
Pari mutuel	26 417	29 729
Contenants non consignés	(19)	3 560
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	2 478	2 087
Appareils d'amusement	7 387	7 621
Loteries et courses	2 523	2 888
Autres		
Loi des licences	36	56
Transferts de terrains	196	503
	107 305	108 285
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	3 204	3 037
Perception R.R.Q.	20 953	18 836
Décisions anticipées	72	
Divers	15	2
	24 244	21 875

(15) La loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1986, c. 16) prévoit une taxe de 9% sur les primes d'assurances à compter du 24 avril 1985 en tenant compte des exemptions qui y sont mentionnées.

(16) L'augmentation des revenus est attribuable à la hausse de 55 % à 60 % de la taxe sur le tabac et sur le prix moyen du paquet de 25 cigarettes.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>REVENU (suite)</b>		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	72 405 (17)	125 215
Impôt des sociétés	42 224	42 267
Droits de successions	2 457	1 270
Ventes au détail	13 783	10 840
Carburants	1 288	348
Tabacs	168	(46)
Repas et hôtellerie	4 017	3 102
Profits d'exploitation forestière	548	472
Appareils d'amusement	92	24
Loteries et courses	208	78
Transferts de terrains	188	105
Divers	38	5
	<u>137 416</u>	<u>183 680</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	19 209	11 911
Divers	43	48
	<u>19 252</u>	<u>11 959</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	156	160
Subventions d'années antérieures	179	134
Divers	48	27
	<u>383</u>	<u>321</u>
	<u>181 295</u>	<u>217 835</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>14 616 619</u>	<u>12 889 261</u>

**Notes**

Les remboursements suivants  
ont été déduits des revenus  
(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
Impôt sur le revenu des particuliers (B) (C)	1 130 182 (18)	1 231 309
Impôt des sociétés (A) (D)	133 589	123 084
Successions	4 534	4 965
Ventes au détail	29 134	37 636
Carburants	32 029	27 673
Tabacs	3 076	3 195
Repas et hôtellerie	354	1 028
Télécommunications	136	142
Publicité	1	
Profits d'exploitation forestière	245	3 079
Concours publicitaires	148	116
Appareils d'amusement	52	58
Loteries et courses	212	261
Autres permis de la loi des licences		84
Transferts de terrains	54	54
Contenants non consignés	23	72
Intérêts — impôt sur le revenu des particuliers	<u>13 732 (17)</u>	
	<u>1 347 501</u>	<u>1 432 756</u>

(17) La variation est attribuable à une baisse du taux de 14% à 12%, à la comptabilisation, pour la première fois en 1984-1985, des intérêts courus pour un montant de 28 000 000 \$ et à un remboursement d'intérêts à la Régie des rentes du Québec de 13 732 000 \$ que celle-ci avait payés en mars 1979 suite à une réclamation pour les années 1966 à 1979.

(18) Y compris 1 000 000 \$ en 1985-1986 pour l'année civile 1985 alors qu'en 1984-1985 une somme de 34 700 000 \$ était versée pour l'année civile 1984 pour les allocations de disponibilité.

	1985-1986	1984-1985
(A) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et place d'affaires.		
(B) Y compris pour le remboursement d'impôt foncier 129 624 086 \$ en 1985-1986 (1984-1985 = 132 955 834 \$).		
(C) Y compris pour le remboursement d'allocations de disponibilité 110 344 900 \$ en 1985-1986 (1984-1985 = 163 988 300 \$). (18)		
(D) Y compris pour le fonds de relance industrielle 820 089 \$ en 1985-1986 (1984-1985 = 667 929 \$).		
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	290	298
	<u>290</u>	<u>298</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités — internes	2 165	1 730
Tierces responsabilités — externes	154	133
Assurance-hospitalisation — étrangers	177	133
Tierces responsabilités — R.A.A.Q.	30 000 (19)	
Divers	7	34
	<u>32 503</u>	<u>2 030</u>
Intérêts		
Divers	1	2
	<u>1</u>	<u>2</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	986	744
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau de la santé et des services sociaux	496	102
Taxe de vente fédérale	71	28
Divers	25	39
	<u>1 578</u>	<u>913</u>
	<u>34 082</u>	<u>2 945</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>34 372</u>	<u>3 243</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Formation professionnelle et adaptation au travail	66	
Immobilisations — Centre hospitalier Côte-des-Neiges	3 142	5 144
	<u>3 208</u>	<u>5 144</u>
	<u>37 580</u>	<u>8 387</u>

(18) Voir page 1-60.

(19) Montant inscrit à titre de remboursements par la Régie de l'assurance automobile du Québec du coût des services de santé occasionnés par les accidents d'automobiles, suite à la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile sanctionnée le 19 juin 1986 (L.Q., 1986, c. 28).

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>TOURISME</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Hôtels et restaurants	1 179	965
	<u>1 179</u>	<u>965</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Institut du tourisme et de		
l'hôtellerie du Québec	2 121	2 052
Divers	13	
	<u>2 134</u>	<u>2 052</u>
Recouvrements		
Divers	8	
	<u>2 142</u>	<u>2 052</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>3 321</u>	<u>3 017</u>
<b>TRANSPORTS</b>		
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	254 238	241 656
Conducteurs et chauffeurs	21 241	23 196
Transport commercial public	8 032	8 037
École de conduite	55	28
Garage et commerçant	331	338
	<u>283 897</u>	<u>273 255</u>
Autres		
Taxi — région de Montréal	2 564 (20)	
	<u>286 461</u>	<u>273 255</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	2	68
Plans et devis	80	75
Extraits de dossiers	291	254
Rapports d'accidents	212	226
Matériel et fournitures	364	562
Gaz et huile	367	239
Location de machinerie et d'équipement	220	479
Avions	3	79
Locations d'installations électriques	58	
Terrains et bâtisses	6 097	6 243
Location de terrains et bâtisses	1 106	1 150
Péage — Autoroutes	15 861 (21)	60 271
Construction du réseau routier	2 115 (22)	(1)
Conservation des chaussées	51	38
Inspection mécanique	53	56
Frais de débarcadère	297	
Divers	61	25
	<u>27 238</u>	<u>69 764</u>

(20) Les revenus des permis de taxi apparaissent sous la catégorie «Droits et permis» en 1985-1986 alors qu'en 1984-1985 un montant de 2 100 000 \$ était compris dans la sous-catégorie «Recouvrements de dépenses d'années antérieures».

(21) La variation résulte de l'abolition progressive du péage sur les autoroutes terminée en septembre 1985.

(22) Montant réclamé à la ville de Laval pour la construction de voies de raccordement.



	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
Intérêts		
Comptes à recevoir	15	137
Divers	45	13
	<u>60</u>	<u>150</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	3	90
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	995 (20)	3 091
Dépenses sous forme d'indemnités	3 386	2 483
Salaires — accidents de travail	1 334	1 166
Divers	52	18
	<u>5 767</u>	<u>6 758</u>
	<u>33 068</u>	<u>76 762</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>319 529</u>	<u>350 017</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Caisse des passages à niveau	258	32
Réseau routier de l'Outaouais	3 969	6 778
Aide au transport urbain	2 244 (23)	7 116
Transport maritime — Côte-Nord	2 965	2 869
Entretien de chemins fédéraux	89	133
Transport aérien	2 985	2 405
Trains de banlieue	1 722	3 111
	<u>14 232</u>	<u>22 444</u>
	<u>333 761</u>	<u>372 461</u>
<b>TRAVAIL</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	18	31
Recouvrements		
Divers	6	2
	<u>24</u>	<u>33</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>24</u>	<u>33</u>

(20) Voir page 1-62.

(23) Le programme est terminé depuis le 31 mars 1984, mais il a été prolongé afin d'achever les travaux en cours.

**DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT</b>		
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses		495 (24)
Location de terrains et bâtisses		2 225 (24)
Location d'espaces de stationnement		735 (24)
Société Parc-Auto		1 196 (24)
Concessions alimentaires		726 (24)
Hôtellerie		151 (24)
Soutien administratif et technique		443 (24)
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres		314 (24)
Biens cédés au Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec		1 169 (24)
Divers		44 (24)
		<u>7 498</u>
Intérêts		
Divers		40 (24)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures		53 (24)
Autres dépenses		210 (24)
Salaires — accidents de travail		182 (24)
Divers		4 (24)
		<u>449</u>
		<u>7 987</u>
<b>Revenus autonomes</b>		<u>7 987</u>

(24) La loi sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement (L.R.Q., c. M-29) a été abrogée le 1<sup>er</sup> octobre 1984 et la Société immobilière du Québec en a assumé les obligations et acquis les droits.



**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES**  
**PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE**  
**Année financière terminée le 31 mars 1986**

**AFFAIRES CULTURELLES**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-14

**ORGANISMES — CONSEILS ET GESTION INTERNE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Commission des biens culturels	342		311	187	44	20	42
2. Institut québécois de recherche sur la culture Permanents <sup>1</sup>	2 196		2 196				
3. Régie du cinéma	1 651		1 464	1 092	91	66	51
4. Gestion interne et soutien Permanents <sup>2</sup>	19 333	5	18 707 3	4 455	364	475	543
<b>TOTAL:</b>	<b>23 522</b>	<b>5</b>	<b>22 681</b>	<b>5 734</b>	<b>499</b>	<b>561</b>	<b>636</b>

<sup>1</sup> Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, L.R.Q., c. I-13.2.

<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

**PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-14

**DÉVELOPPEMENT CULTUREL**

1. Soutien à l'implantation et à l'amé- lioration des équipements culturels	10 161		8 021				
2. Soutien au fonctionnement des équipements culturels	21 162		21 162				
3. Patrimoine historique, archéologique et naturel	16 604		16 549			59	1 226
4. Soutien aux arts d'interprétation et de l'environnement visuel	5 895		5 874				
5. Soutien et expertise au réseau	15 906	1	15 562	6 783	1 233	520	363
<b>TOTAL:</b>	<b>69 728</b>	<b>1</b>	<b>67 168</b>	<b>6 783</b>	<b>1 233</b>	<b>579</b>	<b>1 589</b>

**PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-14

**INSTITUTIONS NATIONALES**

1. Archives nationales du Québec	4 953		4 558	3 188	542	132	85
2. Bibliothèque nationale du Québec	5 082		5 026	3 380	460	72	474
3. Conservatoires de musique et d'art dramatique du Québec	12 017	1	11 917	7 514	2 768	458	582
<b>TOTAL:</b>	<b>22 052</b>	<b>1</b>	<b>21 501</b>	<b>14 082</b>	<b>3 770</b>	<b>662</b>	<b>1 141</b>

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ainsi qu'à fournir des expertises dans le domaine culturel par divers organismes spécialisés.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
1	1	14	1						1			
												2 196
24	4	40	13						83			
157	10 536	457	164	14 3					135			1 407
182	10 541	511	178	17					219			3 603

**Ce programme vise à rendre accessibles, sur tout le territoire, les ressources disponibles nécessaires à la prise en charge de leur développement culturel par les individus, les groupes et les institutions.**

												8 021
												21 162
434	7	294	8	8		7			45	511	277	13 673
												5 874
18	36	162	54	8		1			104			6 280
452	43	456	62	16		8			149	511	277	55 010

**Ce programme vise à faciliter l'enseignement des arts d'interprétation, à favoriser l'essor de la littérature ainsi qu'à promouvoir la conservation et l'utilisation des archives.**

37	21	211	60	11					94			177
33	19	101	122	321					44			
59	114	208	36	31					147			
129	154	520	218	366					285			177

**AFFAIRES CULTURELLES**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 4

Sommaire: page 1-14

**SOUTIEN ET PROMOTION DES ARTS, LETTRES ET MUSÉES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Aide financière aux arts, lettres et musées	28 539		28 458	1 647	169	198	450
2. Aide financière aux sociétés d'État Permanents <sup>3</sup>	14 223 12 453		13 873 13 750				
3. Soutien et promotion des industries culturelles	16 667		16 445	485	42	41	35
<b>TOTAL:</b>	<b>71 882</b>		<b>72 526</b>	<b>2 132</b>	<b>211</b>	<b>239</b>	<b>485</b>

<sup>3</sup> Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, L.R.Q., c. S-12.1.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	172 535	7	167 927	28 731	5 713	2 041	3 851
Permanents	14 649		15 949				
	<b>187 184</b>	<b>7</b>	<b>183 876</b>	<b>28 731</b>	<b>5 713</b>	<b>2 041</b>	<b>3 851</b>

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
<b>34 444</b>	<b>19 894</b>



**AFFAIRES MUNICIPALES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-24**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Urbanisme et aménagement du territoire	41 117		29 626	2 177	270	216	96
2. Orientation gouvernementale en aménagement	859		818	384	361	17	
<b>TOTAL:</b>	<b>41 976</b>		<b>30 444</b>	<b>2 561</b>	<b>631</b>	<b>233</b>	<b>96</b>

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-24**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	4 271		3 827	3 282	245	204	20
2. Aide financière aux municipalités	4 562		3 099				
3. Fonds de péréquation	14 127		13 312				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	2 430	1	2 198	1 551	20	176	163
<b>TOTAL:</b>	<b>25 390</b>	<b>1</b>	<b>22 436</b>	<b>4 833</b>	<b>265</b>	<b>380</b>	<b>183</b>

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-24**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique Permanents <sup>1</sup>	3 197		2 987 291	1 652 56	174 52	107	468 183
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	18 096		17 676				180
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	216 128		214 897				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	14 000		14 000				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	5 277	1	4 815	3 202	400	214	43
<b>TOTAL:</b>	<b>256 698</b>	<b>1</b>	<b>254 666</b>	<b>4 910</b>	<b>626</b>	<b>321</b>	<b>874</b>

<sup>1</sup> Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 (Commission d'étude sur la ville de Québec).



**Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sation	Autres dépenses	
5	5	36	3						16			26 802
1	10	42	3									
6	15	78	6						16			26 802

**Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.**

1	16	29	6	6					18			3 099
												13 312
6	231	15	3						33			
7	247	44	9	6					51			16 411

**Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.**

5	8	273	9	1					132			158
												17 496
												214 897
												14 000
20	784	84	9						59			
25	792	357	18	1					191			246 551

**AFFAIRES MUNICIPALES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	4 669	2	4 392	2 798	264	395	293
2. Gestion	5 801	3	5 384	1 823	520	38	251
TOTAL:	10 470	5	9 776	4 621	784	433	544

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-24**AIDE INSTITUTIONNELLE ET RESTRUCTURATION DU TERRITOIRE**

1. Organisation municipale	1 422		1 394	363	79	30	1
2. Affaires nordiques et amérindiennes	10 678		10 463	295	21	53	1
3. Administration centrale et bureaux régionaux	1 660		1 488	1 198	111	111	26
TOTAL:	13 760		13 345	1 856	211	194	28

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX  
D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS**

TOTAL:	51 627		48 676				
--------	--------	--	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-26**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

TOTAL:	6 050		5 926				
--------	-------	--	-------	--	--	--	--

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-28**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	801		672	488	27	81	33
2. Aide aux municipalités	1 032		953	629	57	62	173
TOTAL:	1 833		1 625	1 117	84	143	206

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
4	45	73	3	1					8			508
67	2 323	223	40	13					86			
71	2 368	296	43	14					94			508

**Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.**

		1	1						2			917
1	2	3	1						3			10 083
3	1	9	20						9			
4	3	13	22						14			11 000

**Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.**

												48 676
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------

**Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.**

												5 926
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------

**Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.**

2		23	4									14
1				1					18			12
3		23	4	1					18			26

**AFFAIRES MUNICIPALES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9

**EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES  
ENVERS LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**

Sommaire: page 1-26

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit d'un ministère ou organisme en vue de défrayer la location des espaces mis à sa disposition par la Société immobilière du Québec *	10 043						
2. Projets d'aménagement des ministères et organismes	4 000		4 000				
Total:	14 043		4 000				

\* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	421 847	7	390 603	19 842	2 549	1 704	1 748
Permanents			291	56	52		183
	421 847	7	390 894	19 898	2 601	1 704	1 931

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
22 499	8 111

**Ce programme vise à doter les ministères et organismes des crédits requis aux fins d'assumer des dépenses reliées au service de gestion des espaces mis à leur disposition par la Société immobilière du Québec.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
												4 000
												4 000
116	3 425	811	102	22					384			359 900
116	3 425	811	102	22					384			359 900
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
					384						359 900	

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-8

**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Planification et études économiques	3 788	2	3 596	2 022	386	125	207
2. Recherche agricole	25 453	4	24 468	9 255	1 857	892	1 940
3. Enseignement agricole	13 246		13 079	7 694	1 507	144	520
TOTAL:	42 487	6	41 143	18 971	3 750	1 161	2 667

**PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien Permanents <sup>1</sup>	15 792 100	1	12 236 22	9 228	960	454	79
2. Crédit agricole Permanents <sup>2</sup>	9 460		6 604				
3. Crédit agricole par les institutions privées Permanents <sup>3</sup>	62 920 25 000		51 015 12 915				
4. Amélioration des fermes Permanents <sup>4</sup>	4 885 300		4 137 130				
5. Établissement de jeunes agriculteurs	5 000		3 817				
6. Crédit spécial Permanents <sup>5</sup>	143 9		9				
7. Prêt agricole	3 500		3 098				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	4 950		4 707				
TOTAL:	132 059	1	98 690	9 228	960	454	79

<sup>1</sup> Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77.<sup>2</sup> Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75.<sup>3</sup> Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.<sup>4</sup> Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18.<sup>5</sup> Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours des périodes critiques, L.R.Q., c. C-79.

**Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que de former des personnes compétentes en agriculture.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
3		29	10	8					42			764
180	273	1 640	72	53		147			557	1 593		6 009
404	126	1 205	38	50		31			164	134		1 062
587	399	2 874	120	111		178			763	1 727		7 835

**Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.**

25	911	193	63	223					51			49 22
												6 604
												51 015
												12 915
												4 137
												130
												3 817
												9
												3 098
												4 707
25	911	193	63	223					51			86 503

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Mise en valeur des productions Permanents <sup>6</sup>	40 979 6 667	25	40 443 7 408	316	180	11	4
2. Amélioration foncière, assainis- sement des sols et conservation des eaux	33 229		32 807	722	108	403	366
3. Santé animale	17 476		16 935	4 169	434	272	1 082
4. Administration et services régionaux	31 220	2	30 741	23 332	3 796	2 471	24
<b>TOTAL:</b>	<b>129 571</b>	<b>27</b>	<b>128 334</b>	<b>28 539</b>	<b>4 518</b>	<b>3 157</b>	<b>1 476</b>

<sup>6</sup> Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3.**PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-8

**ASSURANCES AGRICOLES**

1. Assurance-récolte	11 932		11 932				
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	87 268		87 268				
3. Gestion interne et soutien	16 769	4	16 751	3 069	776	362	7 198
<b>TOTAL:</b>	<b>115 969</b>	<b>4</b>	<b>115 951 (a)</b>	<b>3 069</b>	<b>776</b>	<b>362</b>	<b>7 198</b>

(a) Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 520 000 \$ après examen.

**PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-8

**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation Permanents <sup>7</sup>	6 978	53 200	5 483	1 435	32	142	41
2. Développement des marchés Permanents <sup>8</sup>	17 792 60	1	17 308 59	1 980	486	294	362
3. Contrôle de la qualité des produits	21 289	1	20 776	10 488	2 372	1 722	161
<b>TOTAL:</b>	<b>46 119</b>	<b>255</b>	<b>43 626</b>	<b>13 903</b>	<b>2 890</b>	<b>2 158</b>	<b>564</b>

<sup>7</sup> Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, L.R.Q., c. M-14.<sup>8</sup> Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25.



**Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et diversifier la production selon les possibilités.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
26	23	229	9	13		1			110	142		39 379 7 408
13	613	113	3	3					28			30 435
47	17	395	7	45					278			10 189
72	161	490	83	117					195			
158	814	1 227	102	178		1			611	142		87 411

**Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.**

												11 932
												87 268
90	633	353	283	6					117			3 864
90	633	353	283	6					117			103 064

**Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et extérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.**

	8	6	2	11					6			3 800
22	67	55	36	24					46			13 936 59
195	45	672	44	56					357			4 664
217	120	733	82	91					409			22 459

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	1 709		1 673	1 297	63	158	33

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	5 824	7	5 523	3 036	1 128	220	225
2. Protection du territoire	2 914		2 443	1 166	965	70	188
3. Contribution aux taxes municipales et scolaires sur les fermes	23 865		23 864				
4. Banque de terres arables Permanents <sup>9</sup>	950						
TOTAL:	33 553	7	31 830	4 202	2 093	290	413

<sup>9</sup> Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, L.R.Q., c. M-14.PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 366		2 351	2 103	4	203	38
2. Soutien administratif et technique Permanents <sup>10</sup>	23 166	54	22 862 227	8 479	1 030	851	961
TOTAL:	25 532	54	25 440	10 582	1 034	1 054	999

<sup>10</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 9  
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES GRAINS**

TOTAL:	1 443		1 245	863	64	137	21
--------	-------	--	-------	-----	----	-----	----

**Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
1	90	16	3	7					5		

**Ce programme vise à préserver la vocation agricole des sols arables et à favoriser la remise en exploitation des terres non cultivées.**

30	572	157	19	17					119		
2	7	36	1	6					2		
										23 864	
32	579	193	20	23					121		23 864

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

		1		2							
808	8 755	1 096	505	70 227					307		
808	8 755	1 097	505	299					307		

**Ce programme vise principalement à favoriser l'amélioration de la qualité des grains utilisés au Québec.**

2	96	34	9	6					13		
---	----	----	---	---	--	--	--	--	----	--	--

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 10  
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Gestion des ressources, développement et administration	11 140	9	10 942	5 012	1 717	703	458
2. Contribution à l'exploitation et à la transformation de la ressource	28 061	1 294	17 022	2 703	670	277	963
<b>TOTAL:</b>	<b>39 201</b>	<b>1 303</b>	<b>27 964</b>	<b>7 715</b>	<b>2 387</b>	<b>980</b>	<b>1 421</b>
<b>TOTAL DES PROGRAMMES:</b>							
Votés	525 097	1 457	488 531	98 369	18 535	9 911	14 871
Permanents	42 546	200	27 365				
	<b>567 643</b>	<b>1 657</b>	<b>515 896</b>	<b>98 369</b>	<b>18 535</b>	<b>9 911</b>	<b>14 871</b>
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
<b>TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:</b>				<b>116 904</b>		<b>50 661</b>	



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-22**SECRETARIAT GÉNÉRAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Services du secrétariat Permanents <sup>1</sup>	173 1 152		168 1 007	166 638	124	1 106	30
2. Protocole et relations parlementaires Permanents <sup>1</sup>	911		905	366	75	134	311
3. Indemnités et allocations des députés Permanents <sup>1</sup> Permanents <sup>2</sup>	4 897 13 151	154	4 123 13 133	71 13 133		1 887	
4. Services de recherche des partis Permanents <sup>1</sup>	573		571		403	60	80
5. Personnel des députés Permanents <sup>1</sup>	13 672	1	12 727	10 917		372	1 314
6. Service de la sécurité Permanents <sup>1</sup>	866		670	106	321	4	34
<b>TOTAL:</b>	<b>35 395</b>	<b>155</b>	<b>33 304</b>	<b>25 397</b>	<b>923</b>	<b>2 564</b>	<b>1 769</b>

<sup>1</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.<sup>2</sup> Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. C-52.1 et Loi sur la Législature, L.R.Q., c. L-1.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-22**SERVICES LÉGISLATIFS**

1. Législation Permanents <sup>3</sup>	173 1 039	157 977	153 538	71	1 356	5
2. Commissions et droit parlementaires Permanents <sup>3</sup>	204 1 232	189 865	186 621	159	1 16	1 48
3. Bibliothèque et informatique Permanents <sup>3</sup>	1 632 2 723	361 2 704	9 1 979	11 300	13 9	166 143
<b>TOTAL:</b>	<b>7 003</b>	<b>5 253</b>	<b>3 486</b>	<b>541</b>	<b>396</b>	<b>363</b>

<sup>3</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-22**INFORMATION**

1. Journal des débats Permanents <sup>4</sup>	194 2 922	193 2 440	191 1 684	144	1 47	8
2. Radiotélévision des débats Permanents <sup>4</sup>	2 033	1 690	1 133	281	3	1
3. Communications Permanents <sup>4</sup>	1 567 164	1 185 151	414	465 151	174	31
<b>TOTAL:</b>	<b>6 880</b>	<b>5 659</b>	<b>3 422</b>	<b>1 041</b>	<b>225</b>	<b>40</b>

<sup>4</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.

Ce programme vise à fournir aux membres de l'Assemblée nationale, aux services de recherche des partis, au secrétaire général, service du protocole et des relations parlementaires ainsi que les services de sécurité les ressources requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
		1 31	1	2								75
		14	2	1					2			
	1 703	462										
	14	13	1									
	31	64	15	2					12			
1		76	26						102			
1	1 748	661	45	5					116			75

Ce programme consiste à conseiller et assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs.

3		3 4										
5	1	13	2									
5	91	12 240	16 3	15					43 10			
13	92	273	21	15					53			

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale auprès des parlementaires et des citoyens.

77	42	1 270	1						167			
15	3	104	42						108			
3	3	89	1									5
95	48	464	44						275			5

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-22

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Services du personnel et financiers	3 197	42	2 352	2 016	236	3	33
2. Services auxiliaires	1 865		1 842	1 118	248	6	3
Permanents <sup>5</sup>	125		99	49		10	
3. Restaurants	1 399	1	1 211	450	335	2	6
4. Service de l'aménagement							
Permanents <sup>5</sup>	12 976		12 976	437	128	47	24
<b>TOTAL:</b>	<b>19 562</b>	<b>43</b>	<b>18 480</b>	<b>4 070</b>	<b>947</b>	<b>68</b>	<b>66</b>

<sup>5</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.**PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-22

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

1. Fonctionnement du Bureau	192		166	146	19	1	
2. Fonds de réserve	88						
Permanents <sup>6</sup>	69						
<b>TOTAL:</b>	<b>349</b>		<b>166</b>	<b>146</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	

<sup>6</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	10 684	43	7 824	4 849	1 314	203	240
Permanents	58 505	155	55 038	31 672	2 157	3 051	1 998
	<b>69 189</b>	<b>198</b>	<b>62 862</b>	<b>36 521</b>	<b>3 471</b>	<b>3 254</b>	<b>2 238</b>
<b>TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:</b>				<b>FONCTIONNEMENT — PERSONNEL</b>		<b>FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES</b>	
				<b>39 992</b>		<b>14 360</b>	



**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
	2	17	1	15					29			
7	5	382	3						70			
3		15							22			
3	15	381	4	4					11			
2 701	1 409	148	228						676	7 178		
2 714	1 431	943	236	19					808	7 178		

**Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Bureau et à établir une provision pour augmenter tout crédit voté susceptible d'apparaître aux programmes 1, 2, 3 et 4 de l'Assemblée nationale, ainsi que tout crédit voté ou permanent applicable aux traitements, salaires et allocations des employés de l'Assemblée nationale, avec l'approbation du Bureau.**

13	116	887	25	19					153			5
2 810	3 203	1 454	321	20					1 099	7 178		75
2 823	3 319	2 341	346	39					1 252	7 178		80
					CAPITAL							TRANSFERT
					— AUTRES DÉPENSES							
					8 430							80

**COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES  
ET COMMERCIALES AVEC L'EXTÉRIEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	30 037	147	25 136	8 253	369	3 301	2 089
<hr/>							
TOTAL DU PROGRAMME: Votés	30 037	147	25 136	8 253	369	3 301	2 089
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				8 622		7 281	

Ce programme vise à promouvoir l'expansion des marchés pour les biens et services produits au Québec, à favoriser la réalisation d'accords industriels avec des partenaires étrangers et à coordonner les activités économiques et commerciales des ministères et des entreprises publiques à l'extérieur du Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobi- lisations	Autres dépenses	
45	1 269	244	190	143					432			8 801
45	1 269	244	190	143					432			8 801
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
					432							8 801

**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-12**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Communautés culturelles et services aux immigrants	16 982	4	15 846	7 299	3 491	134	1 210
2. Recrutement et sélection des immigrants	4 591	23	4 315	3 406	568	189	117
3. Direction et gestion interne	8 255	2	8 089	3 192	449	337	269
<b>TOTAL:</b>	<b>29 828</b>	<b>29</b>	<b>28 250</b>	<b>13 897</b>	<b>4 508</b>	<b>660</b>	<b>1 596</b>

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-12**CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES  
ET DE L'IMMIGRATION**

<b>TOTAL:</b>	<b>550</b>	<b>426</b>	<b>220</b>	<b>86</b>	<b>25</b>	<b>57</b>
---------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	-----------

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE \***

1. Office de la langue française	16 408	5	15 899	9 961	940	489	1 377
2. Commission de protection de la langue française	1 585	7	1 473	1 084	90	59	15
3. Conseil de la langue française	2 535	2	2 448	1 276	64	212	559
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	136		15	15			
5. Commission de toponymie	1 513		1 482	872	210	60	159
<b>TOTAL:</b>	<b>22 177</b>	<b>14</b>	<b>21 317</b>	<b>13 208</b>	<b>1 304</b>	<b>820</b>	<b>2 110</b>

\* Ce programme était sous la juridiction de la vice-présidente du Conseil exécutif et ministre des Affaires culturelles du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 212 de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) et du décret 2631-85.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	52 555	43	49 993	27 325	5 898	1 505	3 763
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
<b>TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:</b>				<b>33 223</b>		<b>11 935</b>	

**Ce programme vise à assurer l'épanouissement des communautés culturelles et leur participation à la vie nationale, de même que le recrutement, la sélection et l'adaptation des immigrants.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
2	36	138	43	11					53			3 429
2		25	8									
120	2 888	274	73	30					88			369
124	2 924	437	124	41					141			3 798

**Ce programme vise à fournir au ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration les avis requis par la loi et ceux relatifs aux besoins des communautés culturelles et de l'immigration.**

1	5	31	1									
---	---	----	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.**

89	1 858	327	88	72					302			396
2	184	11	1	1					26			
2	161	32	3	2					49			88
3	104	33	4	2					5			30
96	2 307	403	96	77					382			514

220	5 232	845	251	119					523			4 312
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
					523							4 312

**COMMUNICATIONS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-26**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	1 653		1 490	894	18	139	95
2. Soutien administratif et technique	13 251	20	12 865	2 495	295	540	164
3. Courrier et messagerie gouvernementale	23 395		23 189	3 086	272	19 127	16
4. Entretien des machines de bureau	1 077		1 018	947	39	15	14
5. Fonds renouvelable <sup>1</sup>	500	500					
<b>TOTAL:</b>	<b>39 876</b>	<b>520</b>	<b>38 562</b>	<b>7 422</b>	<b>624</b>	<b>19 821</b>	<b>289</b>

<sup>1</sup> Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer certains des frais d'exploitation du service d'entretien et de réparation des machines de bureau du ministère, déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente des services d'entretien et de réparation, auprès des ministères et organismes, sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-26**INFORMATION ET PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Moyens de communication	4 977	1	4 868	3 388	126	213	279
2. Communication - Québec	8 394	2	8 236	4 996	1 463	507	296
3. Publications gouvernementales	4 564	4	4 434	3 446	377	135	59
4. Bibliothèque administrative	1 514		1 440	893	108	9	255
5. Reprographie gouvernementale	3 487	1	3 469	3 267	112	26	1
6. Secrétariat du comité ministériel permanent des communications	7 332		7 123	234	132	6 371	258
7. Fonds renouvelable <sup>2</sup>	5 000	2 400					
<b>TOTAL:</b>	<b>35 268</b>	<b>2 408</b>	<b>29 570</b>	<b>16 224</b>	<b>2 318</b>	<b>7 261</b>	<b>1 148</b>

<sup>2</sup> Le fonds renouvelable des services de placement média a pour objet de défrayer les coûts afférents à la diffusion de l'information et de la publicité gouvernementale. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-26**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

1. Coordination interministérielle	4 622		4 137	1 037	69	81	1 517
2. Traitement de l'information et expertise	17 604	1	17 451	6 106	829	77	1 840
<b>TOTAL:</b>	<b>22 226</b>	<b>1</b>	<b>21 588</b>	<b>7 143</b>	<b>898</b>	<b>158</b>	<b>3 357</b>

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-26**TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Services de télécommunications	60 020		58 086			52 327	249
2. Expertise et support en télécommunications	5 320	1	5 136	3 855	567	155	131
<b>TOTAL:</b>	<b>65 340</b>	<b>1</b>	<b>63 222</b>	<b>3 855</b>	<b>567</b>	<b>52 482</b>	<b>380</b>

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à fournir un service de courrier et messagerie aux ministères et organismes.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
4	8	67	10						60			195
65	8 375	136	29	5					761			
200	6	273	69						140			
				3								
269	8 389	476	108	8					961			195

**Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du gouvernement; il vise également à assister sur demande les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition et dans la réalisation de leurs programmes d'information ou de publicité.**

68	36	426	114	3					215		
56	80	295	367	2					25		149
66	12	91	107	6					95		40
3	5	98	11	24					34		
5	1	53	3	1							
12	3	105	8								
210	137	1 068	610	36					369		189

**Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.**

3	52	29	11	66					59		1 213
712	6 484	513	101	130					659		
715	6 536	542	112	196					718		1 213

**Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.**

1 316	129	142	417	65					2 913	528	
44	59	139	43	26					117		
1 360	188	281	460	91					3 030	528	

**COMMUNICATIONS**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 5

Sommaire: page 1-12

**POLITIQUES ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Politiques et recherches	2 144	1	2 054	1 284	257	172	190
2. Développement des communications	1 859		1 797	1 160	280	110	101
3. Aide financière pour les entreprises de communication	6 411		6 316				
TOTAL:	10 414	1	10 167	2 444	537	282	291

## PROGRAMME 6

Sommaire: page 1-12

**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL:	2 591		2 090	1 518	66	47	54
--------	-------	--	-------	-------	----	----	----

## PROGRAMME 7

Sommaire: page 1-12

**COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

TOTAL:	3 089	16	1 791	964	356	111	48
--------	-------	----	-------	-----	-----	-----	----

## PROGRAMME 8

Sommaire: page 1-14

**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

TOTAL:	60 984		60 984				
--------	--------	--	--------	--	--	--	--

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	239 788	2 947	227 974	39 570	5 366	80 162	5 567
-------	---------	-------	---------	--------	-------	--------	-------

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
44 936	108 364



**Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
4	16	64	16	4					47			
6	24	31	42	4					39			
												6 316
10	40	95	58	8					86			6 316

**Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.**

3	350	19		5					28		
---	-----	----	--	---	--	--	--	--	----	--	--

**Ce programme vise à permettre aux citoyens d'avoir accès aux documents des organismes publics tout en assurant la protection des renseignements personnels que détiennent ces organismes; il vise également à offrir aux citoyens un moyen de faire réviser les décisions des organismes publics en cette matière.**

2	190	38	21	4					57		
---	-----	----	----	---	--	--	--	--	----	--	--

**Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.**

											60 984
2 569	15 830	2 519	1 369	348					5 249	528	68 897
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					5 777						68 897

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-22**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	397		394	280	1	2	79

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-22**SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE  
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier ministre	3 530	1	3 379	2 311	5	263	124
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	6 364	4	6 288	4 545	574	394	526
3. Affaires amérindiennes et inuit	6 901		6 844	970	786	1 003	330
4. Gestion interne et soutien administratif	8 179	1	8 151	1 891	318	34	39
5. Indemnités de l'exécutif Permanents <sup>1</sup>	1 035		1 064	1 064			
6. Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation	882		774	572	141	14	15
7. Secrétariat à la jeunesse	10 289	2	10 069	51	1 674	411	504
8. Projet Archipel	3 927		3 922	266	698	24	2 851
9. Cabinet du ministre délégué et secrétariat à la Politique familiale	923		835	511	45	88	142
TOTAL:	42 030	8	41 326	12 181	4 241	2 231	4 531

<sup>1</sup> Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18.

**Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
5	2	24	1									

**Ce programme vise à fournir au Premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.**

		4		1								671
57	3	67	2	6					14			100
47	7	225	28						717	1 895		836
190	5 195	287	34	7					156			
	6	19	1						6			
3	49	164	18						30			7 165
3	6	46	4	2					22			
16	4	18	3						4			4
316	5 270	830	90	16					949	1 895		8 776

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-22**PROMOTION DES DROITS DES FEMMES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine	845	1	718	550		48	40
2. Secrétariat à la condition féminine	1 766	1	1 300	555	244	135	270
TOTAL:	2 611	2	2 018	1 105	244	183	310

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-22**RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

1. Cabinet du ministre délégué aux Relations avec les Citoyens	584		518	465	1	37	6
2. Secrétariat aux relations avec les citoyens	773		609	548	3	36	11
TOTAL:	1 357		1 127	1 013	4	73	17

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-22**RÉFORME ÉLECTORALE**

1. Cabinet du ministre délégué à la Réforme électorale	595	1	237	203		18	11
2. Secrétariat à la réforme électorale	278		219	192	7	8	8
TOTAL:	873	1	456	395	7	26	19

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-22**EMPLOI ET CONCERTATION**

1. Cabinet du ministre délégué à l'Emploi et à la concertation	591		506	442		38	15
2. Secrétariat à l'emploi et à la concertation	2 060	1	1 786	954	78	126	384
TOTAL:	2 651	1	2 292	1 396	78	164	399

**Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.**

					CAPITAL --- AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
	4	7	2									67
20	18	26	4	1					2			25
20	22	33	6	1					2			92

**Ce programme vise à humaniser les rapports entre l'administration publique et les citoyens.**

	4	5										
	3	6	1	1								
	7	11	1	1								

**Ce programme vise à examiner le fonctionnement des institutions politiques et de proposer, au ministre responsable et au Premier ministre, les réformes jugées souhaitables.**

	1	1	2	1								
			3	1								
	1	1	5	2								

**Ce programme vise à assurer l'élaboration d'une politique d'ensemble susceptible de favoriser le plein emploi, coordonner les politiques des ministères quant à la création d'emplois et à promouvoir la concertation entre le gouvernement, les agents socio-économiques et les partenaires sociaux.**

	3	6						2				
3	7	147	4	5				18				60
3	10	153	4	5				20				60

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7

Sommaire: page 1-26

**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	550		424	328		28	45
2. Secrétariat aux affaires intergouver- nementales canadiennes	5 807	151	5 497	2 858	261	685	805
3. Coopération interprovinciale et francophonie	1 144	3	1 077			62	125
<b>TOTAL:</b>	<b>7 501</b>	<b>154</b>	<b>6 998</b>	<b>3 186</b>	<b>261</b>	<b>775</b>	<b>975</b>
<b>TOTAL DES PROGRAMMES:</b>							
Votés	56 385	166	53 547	18 492	4 836	3 454	6 330
Permanents	1 035		1 064	1 064			
	<b>57 420</b>	<b>166</b>	<b>54 611</b>	<b>19 556</b>	<b>4 836</b>	<b>3 454</b>	<b>6 330</b>
<b>TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:</b>				<b>FONCTIONNEMENT — PERSONNEL</b>		<b>FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES</b>	
				<b>24 392</b>		<b>17 163</b>	

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Com-muni-cations	Services	Loyers	Fournitures	Équipe-ment	Immo-bitisa-tions	Autres dépenses	
1	11	9	1						1			
7	363	112	19	16					74			297
												890
8	374	121	20	16					75			1 187
353	5 686	1 177	124	39					1 046	1 895		10 115
353	5 686	1 177	124	39					1 046	1 895		10 115
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
					2 941							10 115

**CONSEIL DU TRÉSOR**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-24**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	2 780		2 592	2 389	71	48	25
2. Politique administrative	1 699	1	1 461	1 311	17	19	87
3. Politique de personnel, relations de travail et conditions de travail	6 295	3	4 938	3 547	382	132	642
4. Soutien administratif et technique	6 732	3	6 265	2 641	117	160	438
5. Développement de la productivité dans le secteur public	883		776	592	49	41	74
<b>TOTAL:</b>	<b>18 389</b>	<b>7</b>	<b>16 032</b>	<b>10 480</b>	<b>636</b>	<b>400</b>	<b>1 266</b>
TOTAL DU PROGRAMME:							
Votés	18 389	7	16 032	10 480	636	400	1 266
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				11 116		4 505	



Ce programme vise à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à déterminer l'allocation des ressources humaines, matérielles et financières conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent, les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
7		2	32	6					12		
8	4	1	13						1		
37	10	142	33	5					8		
90	1 982	307	100	46					384		
3		6	3	2					6		
145	1 996	458	181	59					411		
145	1 996	458	181	59					411		
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						
					411						

**ÉDUCATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	4 734		4 552	3 006	58	294	595
2. Planification	5 068	2	4 914	3 001	670	115	931
3. Administration interne	39 325	7	38 391	10 100	2 226	3 543	3 510
4. Administration de l'enseignement	28 278	4	28 075	20 209	930	1 091	1 714
5. Administration des ressources humaines des commissions scolaires	9 009	1	8 715	2 836	75	38	1 503
6. Administration des services interréseaux	10 160		9 987	3 760	476	135	3 972
7. Services informatiques aux réseaux	6 831		6 804	2 896	1 156	37	539
8. Administration de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie*	3 919	2	3 381	62	318	600	1 130
<b>TOTAL:</b>	<b>107 324</b>	<b>16</b>	<b>104 819</b>	<b>45 870</b>	<b>5 909</b>	<b>5 853</b>	<b>13 894</b>

\* Cet élément était sous la juridiction du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science du 1<sup>er</sup> avril 1985 au 31 mars 1986 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), du décret 2870-84 et du C.T. 157311.

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-14**CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**

<b>TOTAL:</b>	<b>2 073</b>	<b>1</b>	<b>2 029</b>	<b>1 050</b>	<b>39</b>	<b>141</b>	<b>484</b>
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	-----------	------------	------------

**Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à coordonner les différents réseaux d'enseignement de l'ordre pré-scolaire, primaire et secondaire et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
8	14	43	16	6					20			492
18	13	29	15	23					99			
1 131	14 654	1 290	340	400					581			616
123	110	236	105	58					143			3 356
9	16	29	10	12					46			4 141
17	13	484	29	28					73			1 000
1	4			4								2 167
29	20	401	143	7					196			475
1 336	14 844	2 512	658	538					1 158			12 247

**Ce programme vise à fournir au ministre de l'Éducation les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.**

6	190	46	26	14					33			
---	-----	----	----	----	--	--	--	--	----	--	--	--

**ÉDUCATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Enseignement primaire et secondaire	187 138		187 138				
Permanents <sup>1</sup>	25 802		20 800				
2. Enseignement collégial	57 988		57 632				
Permanents <sup>2</sup>	9 480		7 584				
<b>TOTAL:</b>	<b>280 408</b>		<b>273 149</b>				

<sup>1</sup>et<sup>2</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

1. Fonctionnement	3 479 051	3 478 384		
Permanents <sup>3</sup>	222 298	206 343		
2. Investissements	20 884	20 876		
3. Service de la dette	359 140	359 140		
4. Adultes	138 834	103 485		
<b>TOTAL:</b>	<b>4 220 207</b>	<b>4 168 228</b>		

<sup>3</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-14**ÉDUCATION POPULAIRE**

<b>TOTAL:</b>	<b>12 340</b>	<b>11 671</b>		
---------------	---------------	---------------	--	--

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-24**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE\***

<b>TOTAL:</b>	<b>2 145</b>	<b>1 744</b>	<b>1 402</b>	<b>15</b>	<b>34</b>	<b>52</b>
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	-----------

\* Ce programme était sous la juridiction de la Vice-présidente du Conseil exécutif du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 171 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et du décret 2658-85.

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-24**OFFICE DES RESSOURCES HUMAINES\***

<b>TOTAL:</b>	<b>21 651</b>	<b>105</b>	<b>19 324</b>	<b>13 252</b>	<b>805</b>	<b>874</b>	<b>1 171</b>
---------------	---------------	------------	---------------	---------------	------------	------------	--------------

\* Ce programme était sous la juridiction de la Vice-présidente du Conseil exécutif du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 171 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et du décret 2658-85.

**Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.**

CAPITAL — AUTRES DÉPENSES											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
												187 133
												20 800
												57 632
												7 584
												273 149

**Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.**

												3 478 384
												206 343
												20 876
												359 140
												103 485
												4 168 228

**Ce programme a pour objet la réalisation d'activités d'éducation populaire par des organismes volontaires.**

												11 671
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------

**Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à vérifier le caractère impartial et équitable des décisions affectant les fonctionnaires de même que l'observation de la loi et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion; il vise également à donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois des dispositions de la Loi sur la fonction publique.**

2	213	17	7					2				
---	-----	----	---	--	--	--	--	---	--	--	--	--

**Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique et la tenue des examens de changement de grade du personnel professionnel; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière de gestion des ressources humaines ainsi que le développement et le maintien d'un système intégré d'information pour la gestion des ressources humaines.**

58	2 234	402	133	46				249				100
----	-------	-----	-----	----	--	--	--	-----	--	--	--	-----

**ÉDUCATION**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-24**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Votés	148 430		145 728	131 848	13 880		
Permanents <sup>4</sup>	3 600		3 780	3 780			
TOTAL:	152 030		149 508	135 628	13 880		

<sup>4</sup> Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6.

\* Ce programme était sous la juridiction de la Vice-présidente du Conseil exécutif du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 171 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et du décret 2658-85.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	4 536 998	122	4 491 965	193 422	20 648	6 902	15 601
Permanents	261 180		238 507	3 780			
	4 798 178	122	4 730 472	197 202	20 648	6 902	15 601

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
217 850	45 785

**Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Recherche	3 287	1	3 175	2 167	352	73	20	54
2. Inventaire de base	5 398		5 218	2 124	382	151	2 070	35
TOTAL:	8 685	1	8 393	4 291	734	224	2 090	89

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Aménagement des forêts publiques	87 157	4	79 603	6 611	21 697	2 113	20 046	895
2. Aménagement des forêts privées	27 904	300	25 241	1 200	1 079	237	1 202	31
TOTAL:	115 061	304	104 844	7 811	22 776	2 350	21 248	926

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	10 078		10 041	507	59	82	9 305	9
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	23 615	1	21 883	1 515	3 728	1 030	606	434
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 368		2 353	802	851	120	92	17
TOTAL:	36 061	1	34 277	2 824	4 638	1 232	10 003	460

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	9 592	1	9 315	7 389	370	269	114	67
2. Contrôle de l'utilisation	9 726	1	9 315	7 308	456	382	26	156
3. Voirie forestière	12 068		11 395	1 164	229	115	1	35
TOTAL:	31 386	2	30 025	15 861	1 055	766	141	258



**Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
15	237	34	1							98	3		121
32	323	12	1							86		2	
47	560	46	2							184	3	2	121

**Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière, tant publiques que privées, de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.**

2 958	9 725	7 992	57		294	1	152	102	675	2 366	3 605		314
78	166	37	5							80		1	21 125
3 036	9 891	8 029	62		294	1	152	102	675	2 446	3 605	1	21 439

**Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.**

	11	4	2							61		1	
6 815	6 358	286	25							1 061			25
28	146	14	2							8			273
6 843	6 515	304	29							1 130		1	298

**Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation présentes et futures en tenant compte de la nature de la localisation, de la capacité de production des diverses sources de matière ligneuse ainsi que des besoins des autres utilisateurs de cette ressource.**

63	353	42	20				59			119	362		88
29	530	26	10							392			
38	96	16	2	10	67	19	2	194	41	204	324		8 838
130	979	84	32	10	67	19	61	194	41	715	686		8 926

## ÉNERGIE ET RESSOURCES

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-8

## GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Direction	7 378	18	7 078	5 421	273	510	93	79
2. Soutien administratif et technique Permanents <sup>1</sup>	28 095	8	27 790 28	12 131	1 637	700	988	304
TOTAL:	35 473	26	34 896	17 552	1 910	1 210	1 081	383

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-8

## FINANCEMENT FORESTIER

1. Gestion interne et soutien	1 128		1 093	910	29	94	3	5
2. Prêts forestiers Permanents <sup>2</sup>	340 1 761		324 1 545					
3. Prêts forestiers garantis Permanents <sup>2</sup> Permanents <sup>3</sup>	526 50		522 220					
TOTAL:	3 805		3 704	910	29	94	3	5

<sup>2</sup> Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78.<sup>3</sup> Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-8

## DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

TOTAL:	40 951	3 503	34 982	944	171	144	912	7
--------	--------	-------	--------	-----	-----	-----	-----	---

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-26

## CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

1. Levés et cartographie intégrés	13 749	28	13 308	5 138	1 067	366	2 571	199
2. Intégrité du territoire	371		349	313	21	6	4	
TOTAL:	14 120	28	13 657	5 451	1 088	372	2 575	199

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
38	79	61	4							7			513
9 561	1 697	478	50 28				26			216	2		
9 599	1 776	539	82				26			223	2		513

**Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.**

5	29	5	1							12			
													324
													1 545
													522
													220
5	29	5	1							12			2 611

**Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation du bois.**

4	48	13	4							17			32 718
---	----	----	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--------

**Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.**

183	498	72	6							311	17	58	2 822
2	3												
185	501	72	6							311	17	58	2 822

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9  
Sommaire: page 1-28**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
TOTAL:	6 831	1	6 437	4 608	1 025	144	19	59

PROGRAMME 10  
Sommaire: page 1-8**EXPLORATION GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levées et études géoscientifiques	10 841	1	10 438	1 533	850	1 242	5 642	156
2. Assistance à l'exploitation minérale	7 994	2	6 975	2 351	189	326	699	32
TOTAL:	18 835	3	17 413	3 884	1 039	1 568	6 341	188

PROGRAMME 11  
Sommaire: page 1-8**INDUSTRIE MINÉRALE ET ADMINISTRATION MINIÈRE**

1. Assistance à l'industrie minérale	50 767		48 319	1 197	77	32	73	1
2. Économie minérale	1 139		999	780	125	42	14	2
3. Fiscalité minière, permis et baux Permanents <sup>4</sup>	2 158		1 703 1 959	1 405	144	46	23	6
TOTAL:	54 064		52 980	3 382	346	120	110	9

<sup>4</sup> Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines L.Q., 1985, c. 39.PROGRAMME 12  
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE MINÉRALE, ANALYSES ET ESSAIS**

1. Analyses et contrôles	2 949		2 768	1 630	232	11	12	9
2. Recherche et développement	4 016		3 822	2 172	239	75	393	39
3. Technologie minière	970	1	816	374	169	50	142	3
TOTAL:	7 935	1	7 406	4 176	640	136	547	51

PROGRAMME 13  
Sommaire: page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

TOTAL:	1 687		1 477	920	100	47	25	3
--------	-------	--	-------	-----	-----	----	----	---

**Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES								TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
72	219	21	9						2	259			

**Ce programme vise à établir la connaissance géologique et minérale extensive du territoire et à faire la promotion de l'exploration minière au Québec.**

99	545	83	16							272			
27	243	108	6							128	4		2 862
126	788	191	22							400	4		2 862

**Ce programme vise à connaître et stimuler l'activité minière, à promouvoir avec l'industrie certains projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière.**

23	26	11	7	13	387	88	134	1 869	178	28	1 891		42 284
7	12	17											
27	31	13	3							5			
			1 959										
57	69	41	1 969	13	387	88	134	1 869	178	33	1 891		42 284

**Ce programme vise à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.**

	171	12	2							689			
12	361	30	21			2				412	66		
6	24	18	4							26			
18	556	60	27			2				1 127	66		

**Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.**

341	12	2	3							24			
-----	----	---	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--

**ÉNERGIE ET RESSOURCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 14  
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Politiques et stratégies	1 744		1 382	854	94	68	143	17
2. Énergies conventionnelles	4 669	1	4 344	1 984	131	187	34	
3. Développement des économies d'énergie	4 000	3	2 872	723	612	136	264	18
4. Développement des énergies nouvelles	1 539		1 300	346	24	130	50	
TOTAL:	11 952	4	9 898	3 907	861	521	491	35
TOTAL DES PROGRAMMES:								
Votés	385 035	3 874	356 637	76 521	36 412	8 928	45 586	2 672
Permanents	1 811		3 752					
	386 846	3 874	360 389	76 521	36 412	8 928	45 586	2 672
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
				112 933		111 438		



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	3 007	1	2 743	1 868	139	163	50
2. Administration interne	9 223	17	9 068	3 351	477	285	253
3. Administration de l'aide financière	5 438		5 394	3 386	1 638	34	220
4. Administration de l'enseignement supérieur Permanents <sup>1</sup>	12 014	3	11 931 2	8 583	387	230	1 221
5. Administration de la science et de la technologie	2 192	5	1 976	1 072	479	68	290
TOTAL:	31 874	26	31 114	18 260	3 120	780	2 034

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-14**CONSULTATION**

1. Conseil de la science et de la technologie	1 404		1 268	455	184	64	346
2. Conseil des collèges	1 254	1	1 220	484	231	116	360
3. Conseil des universités	1 208		1 161	595	97	46	364
TOTAL:	3 866	1	3 649	1 534	512	226	1 070

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses consécutives aux prêts Permanents <sup>2</sup>	205 900		204 330 278				
2. Intérêts et remboursements aux banques Permanents <sup>2</sup>	65 700	7 739	56 420 372				
3. Autres bourses	4 355		4 314				
TOTAL:	275 955	7 739	265 714				

<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.





**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-10

**SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Soutien à l'emploi scientifique et technique	22 159		20 733				363
2. Soutien à des projets de développement scientifique et technique	5 329	1 500	3 508				
3. Soutien à des centres de recherche appliquée	13 068		7 650				
4. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	11 041	8 000	1 041				
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de recherche et de développement scientifique et technologique	4 148						
<b>TOTAL:</b>	<b>55 745</b>	<b>9 500</b>	<b>32 932</b>				<b>363</b>

**PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL**

1. Fonctionnement au public	680 538	658 712		
Permanents <sup>3</sup>	37 326	52 178		
2. Service de la dette	93 490	93 489		
3. Formation des adultes	22 817	21 684		
<b>TOTAL:</b>	<b>834 171</b>	<b>826 063</b>		

<sup>3</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.**PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-14

**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

1. Fonctionnement	969 446	959 446		
Permanents <sup>4</sup>	1 333	1 848		
2. Investissements	2 195	2 053		
3. Service de la dette	88 110	86 933		
4. Rémunération des internes et résidents	56 595	56 595		
<b>TOTAL:</b>	<b>1 117 679</b>	<b>1 106 875</b>		

<sup>4</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-14**FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET  
L'AIDE À LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Aide à la recherche	19 053		19 053				
2. Bourses	10 609		10 609				
3. Subventions à la gestion	2 247		2 247				
TOTAL:	31 909		31 909				

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-28**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

TOTAL:	3 117	2 546	1 364	94	82	573
--------	-------	-------	-------	----	----	-----

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	2 315 657	17 266	2 246 124	21 158	3 726	1 088	4 040
Permanents	38 659		54 678				
	2 354 316	17 266	2 300 802	21 158	3 726	1 088	4 040

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
24 884	11 510

**Ce programme vise à promouvoir le développement de la recherche universitaire et la formation de chercheurs et de spécialistes.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
												19 053
												10 609
												2 247
												31 909

**Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.**

7	233	21	5	5					14			148
---	-----	----	---	---	--	--	--	--	----	--	--	-----

113	4 555	550	246	266 652		559	2 209 823 54 026
113	4 555	550	246	918		559	2 263 849
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
					559		2 263 849

**ENVIRONNEMENT**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-8

**PLANIFICATION, RECHERCHE ET PRÉVENTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Stratégies et évaluations environnementales	3 374		3 137	1 952	453	117	190	7
2. Recherche et laboratoires	4 974		4 731	2 443	325	58	127	48
TOTAL:	8 348		7 868	4 395	778	175	317	55

**PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-8

**GESTION DU MILIEU AQUATIQUE**

1. Ressources hydriques	30 830	6	27 365	9 776	1 520	1 366	1 467	316
2. Assainissement des eaux	103 670	1	102 239	7 003	1 648	554	312	39
TOTAL:	134 500	7	129 604	16 779	3 168	1 920	1 779	355

**PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-8

**GESTION DES MILIEUX ATMOSPHÉRIQUE ET TERRESTRE**

1. Milieu terrestre	8 695	2	8 126	2 742	1 096	451	1 318	51
2. Milieu atmosphérique	6 270	1	6 202	2 159	133	164	341	31
TOTAL:	14 965	3	14 328	4 901	1 229	615	1 659	82

**PROGRAMME 4**

Sommaire: page 1-8

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration centrale	13 741	9	13 587	5 748	396	423	396	139
2. Administration régionale	3 352	2	3 208	2 324	262	265	61	29
TOTAL:	17 093	11	16 795	8 072	658	688	457	168

**Ce programme vise à planifier et orienter les politiques et les interventions du ministère en fonction des besoins du milieu ambiant et à prévenir la détérioration de ce milieu par l'élaboration et l'application de mesures appropriées.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
6	67	11	12							13			309
10	573	27	12							832			276
16	640	38	24							845			585

**Ce programme vise à connaître, restaurer et mettre en valeur la ressource eau et le milieu aquatique de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisés pour les usages qui sont requis.**

185	808	180	15	261	109	487	145	132	461	8 644	55	1 438
70	227	47	21			262			266	1 280		90 510
255	1 035	227	36	261	109	749	145	132	727	9 924	55	91 948

**Ce programme vise à connaître et restaurer les milieux atmosphérique et terrestre de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisés pour les usages qui sont requis.**

213	249	64	15			9			101	388	18	1 411
7	147	28	7						121		2	3 062
220	396	92	22			9			222	388	20	4 473

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

5 296	469	84	22						94			520
9	86	48	47						77			
5 305	555	132	69						171			520

**ENVIRONNEMENT**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 5

Sommaire: page 1-8

**ORGANISMES-CONSEILS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1 266	1	984	689	70	59	123	1
2. Conseils consultatifs de l'environnement et des réserves écologiques	453		437	309	6	23	70	
TOTAL:	1 719	1	1 421	998	76	82	193	1

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	176 625	22	170 016	35 145	5 909	3 480	4 405	661
	176 625	22	170 016	35 145	5 909	3 480	4 405	661

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
41 054	17 651





**FINANCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-24**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Politiques fiscales	1 907		1 892	1 473	106	27	232	10
2. Recherche économique	983		972	735	24	4	169	4
TOTAL:	2 890		2 864	2 208	130	31	401	14

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-24**GESTION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Politiques et opérations financières Permanents <sup>1</sup>	4 842 23 448	2	4 578 30 056	3 689	191	46	147 4 786	49
2. Financement de la dette publique Permanents <sup>1</sup>	1 143 2 529 806	13	1 106 2 585 452	976	49	4	44	3
3. Gestion de certains emprunts à terme des organismes des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	141 574		141 087					
TOTAL:	2 700 813	15	2 762 279	4 665	240	50	4 977	52

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-24**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Services de comptabilité et gestion interne	17 541	1	16 998	15 507	501	119	10	98
2. Développement des systèmes et méthodes	2 579		2 462	1 538	191	8	601	3
3. Vérification des systèmes et des réclamations relatives aux ententes fédérales-provinciales	3 155	2	2 969	2 810	59	55	2	8
TOTAL:	23 275	3	22 429	19 855	751	182	613	109

**Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Équipe- ment	
	12	8	12		12	
	8	3	4		21	
	20	11	16		33	

**Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.**

22	278	34	76		46	
			21	25 249		
15	6	9		2 585 452		
						141 087
37	284	43	97	2 610 701	46	141 087

**Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.**

30	671	18	5		39	
1	20	26			74	
4	12	7			12	
35	703	51	5		125	

**FINANCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-24**FONDS DE SUPPLÉANCE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 100 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	15 204							
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	22 861							
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets de soutien et de développement économique	976							
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable au coût afférent aux arrérages dans les réseaux des affaires sociales et de l'éducation	2 427							
<b>TOTAL:</b>	<b>41 468</b>							

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

Votés	9 357	6	9 180	2 900	271	883	1 154	51
Permanents <sup>2</sup>			1					
<b>TOTAL:</b>	<b>9 357</b>	<b>6</b>	<b>9 181</b>	<b>2 900</b>	<b>271</b>	<b>883</b>	<b>1 154</b>	<b>51</b>

<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.



**FINANCES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-12**INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	3 680	1	3 408	2 992	155	111	59	9
2. Contrôle et surveillance des institutions de dépôts	5 093	4	4 495	4 033	45	338	6	12
3. Gestion du régime de l'assurance-dépôts	268		216	181	3	3	3	
4. Administration générale et enregistrement des entreprises	8 981	2	8 764	5 225	489	184	143	128
<b>TOTAL:</b>	<b>18 022</b>	<b>7</b>	<b>16 883</b>	<b>12 431</b>	<b>692</b>	<b>636</b>	<b>211</b>	<b>149</b>

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-12**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE  
DES VALEURS MOBILIÈRES**

Votés	4 690	2	4 476	2 933	201	141	549	16
Permanents <sup>3</sup>	133		100	100				
<b>TOTAL:</b>	<b>4 823</b>	<b>2</b>	<b>4 576</b>	<b>3 033</b>	<b>201</b>	<b>141</b>	<b>549</b>	<b>16</b>

<sup>3</sup> Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1.1.PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-10**STATISTIQUES, PRÉVISIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET  
RECHERCHES D'ENSEMBLE**

<b>TOTAL:</b>	<b>8 173</b>	<b>7 921</b>	<b>6 484</b>	<b>396</b>	<b>116</b>	<b>532</b>	<b>32</b>
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	-----------

**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	255 434	20	210 524	51 476	2 681	2 039	3 651	423
Permanents	2 553 387	13	2 615 609	100			4 786	
	<b>2 808 821</b>	<b>33</b>	<b>2 826 133</b>	<b>51 576</b>	<b>2 681</b>	<b>2 039</b>	<b>8 437</b>	<b>423</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	54 257
FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	2 629 503

**Ce programme vise à surveiller et inspecter les institutions financières et à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises au Québec.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Équipe- ment	
7	21	7	1		46	
6	8	6			41	
20		1			5	
1 694	367	76	29		429	
1 727	396	90	30		521	

**Ce programme vise à accorder aux épargnants une protection contre les pratiques déloyales et frauduleuses ainsi qu'à assurer le bon fonctionnement du marché.**

458	62	87	15	14	
458	62	87	15	14	

**Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.**

59	135	24	13	130	
----	-----	----	----	-----	--

5 407	1 875	379	220		1 202	141 171
			22	2 610 701		
5 407	1 875	379	242	2 610 701	1 202	141 171
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					1 202	141 171

**HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-20**ADMINISTRATION\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	5 961		5 479	2 143	104	176	348

\* Ce programme était sous la juridiction des ministres des Affaires municipales, de la Justice et du Travail du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2633-85.

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-20**SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC\***

1. Direction et gestion Permanents <sup>1</sup>	24 070	13	23 868 9	12 948	2 926	1 184	3 192
2. Aide à l'habitation Permanents <sup>2</sup>	315 612 1 740		286 904 1 324				
TOTAL:	341 422	13	312 105	12 948	2 926	1 184	3 192

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

<sup>2</sup> Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre des Affaires municipales du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2633-85.

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-20**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES\***

TOTAL:	12 717	1	11 507	7 815	693	355	174
--------	--------	---	--------	-------	-----	-----	-----

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre des Affaires municipales du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 144 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1) et du décret 2633-85.



**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
7	2 420	59	25	6					52			139

**Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.**

137	2 292	714	70	27 9					262			116
												286 904 1 324
137	2 292	714	70	36					262			288 344

**Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.**

112	1 790	177	93	71					227			
-----	-------	-----	----	----	--	--	--	--	-----	--	--	--

**HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-28**PROTECTION DU CONSOMMATEUR\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	11 170	2	11 060	6 076	734	312	1 841

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre de la Justice du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2640-85.

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-28**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS  
EN CONSTRUCTION\***

TOTAL:	4 858	4 697	2 963	702	207	82
--------	-------	-------	-------	-----	-----	----

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre du Travail du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2645-85.

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-28**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS\***

1. Application des règles de sécurité Permanents <sup>3</sup>	19 700	2	19 591 189	16 671	760	1 551	37
2. Soutien administratif et technique	5 692		5 604	4 678	409	127	70
TOTAL:	25 392	2	25 384	21 349	1 169	1 678	107

<sup>3</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre du Travail du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2645-85.

**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	399 780	18	368 710	53 294	6 328	3 912	5 744
Permanents	1 740		1 522				
	401 520	18	370 232	53 294	6 328	3 912	5 744

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
59 622	20 456

**Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
15	873	172	50	34	274	679

**Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.**

21	535	100	8	11	68	
----	-----	-----	---	----	----	--

**Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.**

43	44	303	107	16 189	59	
22	31	166	36	15	50	
65	75	469	143	220	109	

357	7 985	1 691	389	180 198	992	287 838 1 324
357	7 985	1 691	389	378	992	289 162
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					992	289 162

**INDUSTRIE ET COMMERCE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CROISSANCE DES SECTEURS MANUFACTURIERS, COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Gestion interne	11 475	16	11 023	6 361	332	619	276
2. Politiques et stratégies sectorielles Permanents <sup>1</sup>	10 071 6	3	9 252 7	6 819 7	348	832	826
3. Services aux entreprises manufacturières, aux commerces et aux coopératives	14 020	7	12 986	9 381	823	1 477	571
TOTAL:	35 572	26	33 268	22 568	1 503	2 928	1 673

<sup>1</sup> Loi sur le ministère du Tourisme, L.R.Q., c. M-31.1.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA CROISSANCE DES SECTEURS MANUFACTURIERS, COMMERCIAUX ET COOPÉRATIFS**

1. Société de développement industriel du Québec Permanents <sup>2</sup>	107 543	10 248	92 846 1 385	5 868	1 340	490	266
2. Société de développement des coopératives	3 010		3 010				
3. Assistance financière aux entre- prises et aux organismes	116 161		105 241				
TOTAL:	226 714	10 248	202 482	5 868	1 340	490	266

<sup>2</sup> Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce, L.R.Q., c. M-17.PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-10**SOUTIEN AUX SOCIÉTÉS ET ORGANISMES D'ÉTAT**

1. Centre de recherche industrielle du Québec Permanents <sup>3</sup>	17 303		17 500				
2. Institut national de productivité	984		984				
3. Société Inter-Port	850		850				
4. SIDBEC	66 500		64 282				
5. Société du parc industriel du centre du Québec	6 825		6 763	572	105	67	222
TOTAL:	92 462		90 379	572	105	67	222

<sup>3</sup> Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8.

**Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien professionnel et technique aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses
198	2 851	246	34	24					82		
33	48	218	21	58					49		
136	124	303	75	51					45		
367	3 023	767	130	133					176		

**Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel, commercial et coopératif.**

74	969	137	55	16 1 385					351		83 280
											3 010
											105 241
74	969	137	55	1 401					351		191 531

**Ce programme vise à fournir le soutien financier du gouvernement à des sociétés et des organismes d'État.**

											17 500
											984
											850
											64 282
257	43	348	7	5 121					21		
257	43	348	7	5 121					21		83 616

**INDUSTRIE ET COMMERCE**

(en milliers de dollars)

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts. Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	337 439	10 274	307 237	29 001	2 948	3 485	2 161
Permanents	17 309		18 892	7			
	<u>354 748</u>	<u>10 274</u>	<u>326 129</u>	<u>29 008</u>	<u>2 948</u>	<u>3 485</u>	<u>2 161</u>
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				<u>31 956</u>		<u>18 478</u>	



**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-22**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Magistrature Permanents <sup>1</sup>	9 022 19 145	5	8 703 20 948	8 703 19 490	164	1 264	30
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents <sup>1</sup>	57 486	20	57 488	100		72	242
TOTAL:	28 710	25	30 196	28 293	164	1 336	272

<sup>1</sup> Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-22**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	66 882	70	65 675	47 311	6 819	1 094	6 796
2. Soutien aux tribunaux administratifs	899		854	404	79	3	4
3. Tribunal de l'expropriation	1 801	2	1 676	1 024	49	66	55
TOTAL:	69 582	72	68 205	48 739	6 947	1 163	6 855

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-22**ENQUÊTES SUR LES DÉCÈS ET LES INCENDIES\***

TOTAL:	3 167	1	2 948	1 309	78	60	1 286
--------	-------	---	-------	-------	----	----	-------

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-22**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE\***

1. Commission des droits et libertés de la personne	5 788	5	5 429	3 388	618	230	415
2. Comité de la protection de la jeunesse	3 038	3	2 922	1 760	203	162	90
3. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	2 284		1 984				
TOTAL:	11 110	8	10 335	5 148	821	392	505



Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations dépenses	Autres
	57										
	1	3	2	68							
	58	3	2	68							

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice.

267	365	1 244	1 059	290					430	
6	336	3	6	1					12	
1	443	11	5	8					14	
274	1 144	1 258	1 070	299					456	

Ce programme vise à éclairer la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle.

	6	71	94	4					40	
--	---	----	----	---	--	--	--	--	----	--

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

1	650	37	64	14					12	
6	441	12	21	19					36	172
										1 984
7	1 091	49	85	33					48	2 156

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-22**AIDE AUX JUSTICIABLES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Commission des services juridiques	62 678		62 178				
2. Aide aux recours collectifs	398		318				
TOTAL:	63 076		62 496				

PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION**

1. Direction Permanents <sup>2</sup>	6 716 235	6	6 157 250	3 251	363	1 307 12	460 6
2. Administration du personnel	4 740	3	4 355	3 335	570	188	89
3. Gestion interne et soutien	73 851	1	73 423	2 267	129	223	40
4. Systèmes de gestion	20 690	4	18 223	4 027	394	208	3 924
TOTAL:	106 232	14	102 408	12 880	1 456	1 938	4 519

<sup>2</sup> Loi visant à favoriser le civisme, L.R.Q., c. C-20.PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-28**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de chan- gements de nom des individus	978	2	817	681	9	14	56
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	12 794	6	12 648	11 194	699	225	86
TOTAL:	13 772	8	13 465	11 875	708	239	142

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-28**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL\***

TOTAL:	4 377	5	4 363	2 823	97	316	25
--------	-------	---	-------	-------	----	-----	----

**Le programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.**

										CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Com-muni-cations	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immo-bili-sations	Autres dépenses		
												62 178	
												318	
												62 496	

**Le programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

7	25	79	52	253	21	339
				11		221
3	6	38	29	26	71	
2 228	66 866	1 314	288	5	63	
1 244	3 792	255	136	266	3 977	
3 482	70 689	1 686	505	561	4 132	560

**Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.**

2	2	14	3	2	34
26	101	232	35	23	27
28	103	246	38	25	61

**Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.**

12	846	60	30	4	150
----	-----	----	----	---	-----

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 9  
Sommaire: page 1-28**GARDE DES DÉTENUÉS ET RÉINSERTION SOCIALE  
DES DÉLINQUANTS\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Services correctionnels	104 017	70	103 557	75 818	6 588	1 184	10 401
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	1 258		1 239	798	9	110	186
TOTAL:	105 275	70	104 796(a)	76 616	6 597	1 294	10 587

(a) Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 805 000 \$ après examen.

PROGRAMME 10  
Sommaire: page 1-26**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

TOTAL:	15 452	12	14 969	12 278	1 386	490	663
--------	--------	----	--------	--------	-------	-----	-----

PROGRAMME 11  
Sommaire: page 1-26**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

1. Recherche, élaboration et révision des lois et des règlements du gouvernement	4 471	1	4 273	2 872	401	43	225
2. Refonte des lois et des règlements	1 696		1 164	659	326	54	18
TOTAL:	6 167	1	5 437	3 531	727	97	243

PROGRAMME 12  
Sommaire: page 1-28**AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Votés	18 235	4	17 644	15 181	965	505	571
Permanents <sup>3</sup>	1 094		1 391				
TOTAL:	19 329	4	19 035	15 181	965	505	571

<sup>3</sup> Code de la route, L.R.Q., c. C-24.

**Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
247	124	6 267	259	474					545			1 650
1	125	2		1					7			
248	249	6 269	259	475					552			1 650

**Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.**

24	7	42	10	54					15			
----	---	----	----	----	--	--	--	--	----	--	--	--

**Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.**

14	1	28	4	36					31			618
	100	3		4								
14	101	31	4	40					31			618

**Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.**

13	45	234	29	66					35			1 391
13	45	234	29	66					35			1 391

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 13  
Sommaire: page 1-28**SÉCURITÉ PUBLIQUE\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Recherche et programmation	2 792		2 643	687	59	78	39
2. Formation et perfectionnement des policiers	4 193	3	4 064	1 334	199	93	1 620
3. Sécurité et protection Permanents <sup>4</sup>	14 710 2 536	8	14 100 2 122	10 892 2 111	176 10	636 1	1 801
4. Expertises médico-légales et police scientifique	3 815		3 736	2 782	50	85	459
TOTAL:	28 046	11	26 665	17 806	494	893	3 919

<sup>4</sup> Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1.PROGRAMME 14  
Sommaire: page 1-28**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE  
DES FONCTIONS DE POLICE\***

TOTAL:	3 797	3 596	2 615	43	273	320
--------	-------	-------	-------	----	-----	-----

PROGRAMME 15  
Sommaire: page 1-28**SÛRETÉ DU QUÉBEC\***

1. Protection de la société, des ci- toyens et de leurs biens	255 826	186	254 452	248 098	546	4 828	
2. Gestion interne et soutien	79 527	3	77 567	24 618	1 454	2 895	1 842
TOTAL:	335 353	189	332 019	272 716	2 000	7 723	1 842

PROGRAMME 16  
Sommaire: page 1-28**PROTECTION CIVILE\*\***

Votés	5 113	8	4 813	2 746	524	163	242
Permanents <sup>5</sup>	11 925		13 198				
TOTAL:	17 038	8	18 011	2 746	524	163	242

<sup>5</sup> Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1.

Ce programme vise à remplir les obligations qui, selon la Loi sur le ministère de la Justice, incombent au procureur général en matière de sécurité publique; il vise également à assurer la formation des policiers, la sécurité de personnes et d'édifices du gouvernement et à fournir, pour des fins d'administration de la justice, des expertises de médecine légale et de police scientifique.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
1	1	23	8	4								1 743
40	20	553	64	6					135			
97	20	320	16	4					138			
40	10	211	7	11					81			
178	51	1 107	95	25					354			1 743

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

5	304	14	8	12					2			
---	-----	----	---	----	--	--	--	--	---	--	--	--

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

				980								
3 088	23 770	11 026	553	549					6 994			778
3 088	23 770	11 026	553	1 529					6 994			778

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

46	599	181	31	16					162			103 13 198
46	599	181	31	16					162			13 301

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 17

Sommaire: page 1-18

**INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Permanents <sup>6</sup>	15 187		15 857				2 176

<sup>6</sup> Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	795 062	403	780 547	492 855	22 833	15 533	31 713
Permanents	50 608	25	54 254	21 701	174	1 349	2 454
	<u>845 670</u>	<u>428</u>	<u>834 801</u>	<u>514 556</u>	<u>23 007</u>	<u>16 882</u>	<u>34 167</u>

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
<u>537 563</u>	<u>185 832</u>

\* Les programmes 3, 4, 8, 9, 13, 14 et 15 étaient sous la juridiction du Solliciteur général du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu des articles 5 et 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2642-85.

\*\* Ce programme était sous la juridiction du ministre délégué aux Services et Approvisionnements du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., c. P-38.17) et du décret 2655-85.





**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Soutien aux activités de loisir	7 246		7 172					
2. Soutien aux équipements de loisir	21 640		20 318			210	436	
3. Soutien aux organismes régionaux et de regroupement de loisir	4 625		4 625					
<b>TOTAL:</b>	<b>33 511</b>		<b>32 115</b>			<b>210</b>	<b>436</b>	

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Loisir socio-éducatif	4 988		4 875					
2. Loisir culturel	1 842		1 790					
3. Loisir scientifique	912		887					
4. Loisir touristique	3 752		3 750					
<b>TOTAL:</b>	<b>11 494</b>		<b>11 302</b>					

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-16**PLEIN AIR, PARCS ET RÉSERVES**

1. Promotion du plein air	1 463		1 280					
2. Parcs et réserves	61 116	6	55 658	19 982	14 936	1 182	2 516	1 322
3. Implantation et amélioration d'équipements	20 078		19 645		35		529	229
<b>TOTAL:</b>	<b>82 657</b>	<b>6</b>	<b>76 583</b>	<b>19 982</b>	<b>14 971</b>	<b>1 182</b>	<b>3 045</b>	<b>1 551</b>

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Activités physiques et dévelop- pement sportif de base	5 965		5 936					
2. Sport d'élite	8 426		8 404					
<b>TOTAL:</b>	<b>14 391</b>		<b>14 340</b>					



**LOISIR, CHASSE ET PÊCHE**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 5

Sommaire: page 1-16

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Administration centrale Permanents <sup>1</sup>	32 057	8	30 916 7	12 431	1 549	2 900	2 055	425
2. Administration régionale	8 886	2	8 862	6 723	1 142	308	65	49
3. Aide à la jeunesse et projets spéciaux	4 771		4 455	35	1 215	275	2 619	1
<b>TOTAL:</b>	<b>45 714</b>	<b>10</b>	<b>44 240</b>	<b>19 189</b>	<b>3 906</b>	<b>3 483</b>	<b>4 739</b>	<b>475</b>

<sup>1</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

## PROGRAMME 6

Sommaire: page 1-16

**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

<b>TOTAL:</b>	<b>2 831</b>	<b>2 348</b>	<b>1 334</b>	<b>173</b>	<b>318</b>	<b>170</b>	<b>3</b>
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	----------

## PROGRAMME 7

Sommaire: page 1-10

**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

1. Amélioration et exploitation de la faune	18 195	15	17 893	8 334	2 107	722	1 056	225
2. Territoires fauniques	1 219		1 182	635	95	88	62	
3. Protection et éducation	25 337	9	25 152	16 903	3 229	700	819	556
<b>TOTAL:</b>	<b>44 751</b>	<b>24</b>	<b>44 227</b>	<b>25 872</b>	<b>5 431</b>	<b>1 510</b>	<b>1 937</b>	<b>781</b>

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	235 349	40	225 148 7	66 377	24 481	6 703	10 327	2 810
Permanents	<u>235 349</u>	<u>40</u>	<u>225 155</u>	<u>66 377</u>	<u>24 481</u>	<u>6 703</u>	<u>10 327</u>	<u>2 810</u>

FONCTIONNEMENT  
— PERSONNELFONCTIONNEMENT  
— AUTRES DÉPENSES

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

90 858

40 165

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
5 909	879	266	58 7							196			4 248
143	269	42	20							101			
6	19	5											280
6 058	1 167	313	85							297			4 528

**Ce programme vise à assurer la sécurité dans la pratique des sports par la promotion, l'éducation, la recherche, l'assistance technique et la surveillance de certaines manifestations sportives.**

210	65	42	10							16			7
-----	----	----	----	--	--	--	--	--	--	----	--	--	---

**Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et la protection des ressources fauniques du territoire québécois en recherchant l'équilibre écologique du milieu et l'utilisation rationnelle de ces ressources.**

448	1 253	190	47							120			3 391
25	17	9								157	19		75
364	1 932	138	104							48			359
837	3 202	337	151							325	19		3 825

8 085	10 705	1 169	359 7	425	36	1 367	461	390	4 169	8 389	650		78 245
8 085	10 705	1 169	366	425	36	1 367	461	390	4 169	8 389	650		78 245
				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT		
				425	15 462						78 245		

**MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	3 028	1	2 863	2 241	36	222	89
2. Planification et programmes	22 225	6	20 677	12 952	1 211	425	990
3. Réseau Travail - Québec	113 871	42	110 741	65 054	32 496	3 483	573
4. Soutien administratif	26 285	2	25 499	8 112	933	2 708	484
<b>TOTAL:</b>	<b>165 409</b>	<b>51</b>	<b>159 780</b>	<b>88 359</b>	<b>34 676</b>	<b>6 838</b>	<b>2 136</b>

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-18**ADMINISTRATION DÉLÉGUÉE DE PROGRAMMES  
EN SÉCURITÉ DU REVENU**

1. Administration des allocations familiales	5 633		5 088				5 088
2. Administration des régimes supplémentaires de rentes	1 691		1 361				1 361
3. Administration de l'aide sociale à la Ville de Montréal	23 287		23 287				23 287
4. Administration de l'assistance-maladie	5 480		5 480				5 480
<b>TOTAL:</b>	<b>36 091</b>		<b>35 216</b>				<b>35 216</b>

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES  
AFFAIRES SOCIALES**

<b>TOTAL:</b>	<b>6 008</b>	<b>5 646</b>	<b>3 629</b>	<b>461</b>	<b>302</b>	<b>312</b>
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-18**ALLOCATIONS FAMILIALES**

1. Allocations familiales de base						
Permanents <sup>1</sup>	188 629		186 674			
Permanents <sup>2</sup>			2			
2. Allocations familiales supplémentaires pour enfants handicapés						
Permanents <sup>1</sup>	13 636		15 232			
<b>TOTAL:</b>	<b>202 265</b>		<b>201 908</b>			

<sup>1</sup> Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17.<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à leur mise en oeuvre.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
11	8	40	9	9					26			172
776	2 537	389	243	216					764			174
59	418	1 843	1 711	1 182					220			3 702
1 071	11 097	580	153	73					288			
1 917	14 060	2 852	2 116	1 480					1 298			4 048

**Ce programme vise à doter certains organismes administrant des programmes en sécurité du revenu des sommes nécessaires à cette administration.**

**Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.**

20	736	59	41	9					77		
----	-----	----	----	---	--	--	--	--	----	--	--

**Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.**

				14							186 660
				2							
											15 232
				16							201 892

**MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 5**

Sommaire: page 1-18

**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	10 242		9 284				

**PROGRAMME 6**

Sommaire: page 1-18

**PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE**

Votés	2 208 018	2 176 751		
Permanents <sup>3</sup>		578		
TOTAL:	2 208 018	2 177 329		

<sup>3</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.**PROGRAMME 7**

Sommaire: page 1-18

**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	98 955	98 955		
2. Prestations de services	39 459	39 459		
TOTAL:	138 414	138 414		

**PROGRAMME 8**

Sommaire: page 1-18

**SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

TOTAL:	12 859	12 037	86	
--------	--------	--------	----	--





**MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 9

Sommaire: page 1-12

**FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts. Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	103 005		100 196			28	

## PROGRAMME 10

Sommaire: page 1-12

**PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

1. Concertation, protection et reclassement	4 539		4 016				
2. Développement de l'employabilité et de l'emploi Permanents <sup>1</sup>	24 272		18 370 63				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'employabilité et l'emploi <sup>5</sup>	206						
4. Services externes de main-d'oeuvre	11 117		10 409				
TOTAL:	40 134		32 858				

<sup>4</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.<sup>5</sup> Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	2 720 180	51	2 670 119	92 074	35 137	7 168	37 664
Permanents	202 265		202 549				
	2 922 445	51	2 872 668	92 074	35 137	7 168	37 664

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
127 211	69 120



**ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VOIRIE DES RÉGIONS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-26**OFFICE DE PLANIFICATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction et soutien administratif	7 639	2	7 269	4 736	436	298	178
2. Aide à la consultation	3 201		3 175				
TOTAL:	10 840	2	10 444	4 736	436	298	178

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre des Transports du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2644-85.

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-26**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL  
ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL\***

1. Fonds de développement régional	45 149		36 321		2 303	119	73
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'amé- nagement et de développement régional**	17						
TOTAL:	45 166		36 321		2 303	119	73

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre des Transports du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2644-85.

\*\* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut-être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du Trésor.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	56 006	2	46 765	4 736	2 739	417	251
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				7 475		2 350	

**Ce programme vise à définir des politiques gouvernementales en matière de développement régional; il vise également à coordonner et diriger les ressources essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
28	1 297	131	36	51					78			3 175
28	1 297	131	36	51					78			3 175

**Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.**

67	13	19	40					62		33 625	
67	13	19	40					62		33 625	

28	1 364	144	55	91					140		36 800
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT	
					140					36 800	

**ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-18**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES  
DU QUÉBEC\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Services aux personnes handicapées	29 935		29 935				
2. Direction et administration	7 565	40	7 238	3 313	1 980	449	390
TOTAL:	37 500	40	37 173	3 313	1 980	449	390

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre de la Santé et des Services sociaux du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) et du décret 2643-85. De plus, des crédits de 1 700 000,00 \$ et des dépenses de 492 000,00 \$ sont inscrites au ministère de la Santé et des Services sociaux pour ce programme suite aux crédits accordés par la Loi sur les crédits (L.Q., 1985, c. 42 — programme 10).

TOTAL DU PROGRAMME:

Votés	37 500	40	37 173	3 313	1 980	449	390
-------	--------	----	--------	-------	-------	-----	-----

FONCTIONNEMENT  
— PERSONNELFONCTIONNEMENT  
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

5 293

1 806

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Communi- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immobili- sations	Autres dépenses	
												29 935
7	567	232	137	24					139			
7	567	232	137	24					139			29 935

7	567	232	137	24																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
---	-----	-----	-----	----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-28**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	3 391	3	3 237	1 859	495	239	190

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-20**OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE**

1. Services de garde à l'enfance	68 882		66 911				
2. Direction et administration	3 678	2	3 246	1 929	461	254	234
TOTAL:	72 560	2	70 157	1 929	461	254	234

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	75 951	5	73 394	3 788	956	493	424
-------	--------	---	--------	-------	-----	-----	-----

FONCTIONNEMENT  
— PERSONNELFONCTIONNEMENT  
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

4 744

1 685





**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 1

Sommaire: page 1-26

**SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Approvisionnement	8 449	1	7 907	5 482	174	336	148
TOTAL:	8 449	1	7 907	5 482	174	336	148

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre délégué aux Services et Approvisionnements du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu de l'article 1 de la Loi sur le service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4) et du décret 2655-85.

## PROGRAMME 2

Sommaire: page 1-24

**COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE  
RETRAITE ET D'ASSURANCES**

1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents <sup>1</sup>	202 459		197 244	197 244			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents <sup>2</sup>	2 281		2 276				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents <sup>3</sup>	111 766		113 452	113 452			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	10 267		9 876	3 278			
5. Administration Permanents <sup>3</sup>	13 968 50	3	13 760 354	9 582 688		257	1 087
TOTAL:	340 791	3	336 962	323 556 688		257	1 087

<sup>1</sup> Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, L.R.Q., c. R-12.

<sup>2</sup> Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16.

<sup>3</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

## PROGRAMME 3

Sommaire: page 1-14

**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Service courant Permanents <sup>4</sup>	110 123		91 537				
2. Service passé Permanents <sup>4</sup>	414 280		408 343				
TOTAL:	524 403		499 880				

<sup>4</sup> Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11.

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	32 684	4	31 543	18 342	862	593	1 235
Permanents	840 959		813 206	310 696			
	873 643	4	844 749	329 038	862	593	1 235
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				329 900		5 681	

**Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
46	1 289	246	32	15					139			
46	1 289	246	32	15					139			

**Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.**

												2 276
83	1 263	372	135	18 354					275			6 598
83	1 263	372	135	372					275			8 874

**Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.**

												91 537
												408 343
												499 880
129	2 552	618	167	33 354					414			6 598 502 156
129	2 552	618	167	387					414			508 754
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
									414			508 754

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

(en milliers de dollars)

**PROGRAMME 1**

Sommaire: page 1-22

**PROTECTEUR DU CITOYEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts. Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Votés	2 262		2 253	1 532	222	81	59
Permanents <sup>1</sup>			60	60			
<b>TOTAL:</b>	<b>2 262</b>		<b>2 313</b>	<b>1 592</b>	<b>222</b>	<b>81</b>	<b>59</b>

<sup>1</sup> Loi sur le Protecteur du citoyen, L.R.Q., c. P-32.**PROGRAMME 2**

Sommaire: page 1-22

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

Votés	8 686	2	8 495	6 797	73	270	568
Permanents <sup>2</sup>	832		495			13	322
<b>TOTAL:</b>	<b>9 518</b>	<b>2</b>	<b>8 990</b>	<b>6 797</b>	<b>73</b>	<b>283</b>	<b>890</b>

<sup>2</sup> Loi sur le vérificateur général L.R.Q., c. V-5.01.**PROGRAMME 3**

Sommaire: page 1-22

**ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**

1. Directeur général des élections Permanents <sup>3</sup>	58 989	2	50 847	4 995	854	408	739
2. Commission de la représentation électorale Permanents <sup>4</sup>	246		165			67	43
<b>TOTAL:</b>	<b>59 235</b>	<b>2</b>	<b>51 012</b>	<b>4 995</b>	<b>854</b>	<b>475</b>	<b>782</b>

<sup>3</sup> Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.2.<sup>4</sup> Loi sur la représentation électorale, L.R.Q., c. R-24.1.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	10 948	2	10 748	8 329	295	351	627
Permanents	60 067	2	51 567	5 055	854	488	1 104
	<b>71 015</b>	<b>4</b>	<b>62 315</b>	<b>13 384</b>	<b>1 149</b>	<b>839</b>	<b>1 731</b>

FONCTIONNEMENT  
— PERSONNELFONCTIONNEMENT  
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

14 533

45 947

**Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
7	227	35	49	3					38			
7	227	35	49	3					38			

**Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.**

14	280 22	98	23	24					348 138			
14	302	98	23	24					486			

**Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.**

228	623	250		41 439					160	27		1 124
		27		28								
228	623	277		41 467					160	27		1 124
21 228	507 645	133 277	72	27 41 467					386 298	27		1 124
249	1 152	410	72	41 494					684	27		1 124
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
					711							1 124

**RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-18**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		TRANSFERT
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents <sup>1</sup>	1 234 376		1 248 375	1 248 375
2. Services optométriques Permanents <sup>1</sup>	34 142		32 832	32 832
3. Services dentaires Permanents <sup>1</sup>	67 736		67 701	67 701
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents <sup>1</sup>	164 499		183 900	183 900
5. Autres services Permanents <sup>1</sup>	33 904		28 212	28 212
6. Administration Permanents <sup>1</sup>	41 933		47 311	47 311
<b>TOTAL:</b>	<b>1 576 590</b>		<b>1 608 331</b>	<b>1 608 331</b>

<sup>1</sup> Une prévision de 1 576 590 000 \$ et une dépense au Fonds des services de santé de 1 608 331 112 \$, y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 807 931 422 \$ pour les dépenses en excédent de la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé équivalent à 800 399 690 \$ (Voir page 1-46) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

**TOTAL DU PROGRAMME:**

Permanents	1 576 590	1 608 331	1 608 331
------------	-----------	-----------	-----------

TRANSFERT

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

1 608 331



**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES\***

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses		
TOTAL:	5 030		2 614		

\* Ce programme était sous la juridiction du ministre délégué aux Services et Approvisionnements du 13 décembre 1985 au 31 mars 1986, en vertu du paragraphe c) de l'article 1 et de l'article 32 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7) et du décret 2655-85.

TOTAL DU PROGRAMME:

Volés	5 030	2 614	FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				





**RELATIONS INTERNATIONALES**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 1

Sommaire: page 1-26

**AFFAIRES INTERNATIONALES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Représentation à l'étranger	24 756	1 103	23 621	6 291		4 521	5 605
2. Relations et coopération internationales	24 626	12	23 865	5 817	592	2 559	1 339
TOTAL:	49 382	1 115	47 486	12 108	592	7 080	6 944

## PROGRAMME 2

Sommaire: page 1-26

**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	961		961				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	949		949				
TOTAL:	1 910		1 910				

## PROGRAMME 3

Sommaire: page 1-26

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	2 394	1	2 254	1 778	37	188	81
2. Soutien administratif	7 165	1	7 069	3 469	277	787	154
3. Service du protocole	921		834	366	27	52	271
TOTAL:	10 480	2	10 157	5 613	341	1 027	506

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	61 772	1 117	59 553	17 721	933	8 107	7 450
-------	--------	-------	--------	--------	-----	-------	-------

				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				18 654		25 241	



**REVENU**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Perception	67 905	3	67 300	43 653	15 590	6 804	486
Permanents <sup>1</sup>	1 836		1 539				1 539
Permanents <sup>2</sup>	2 050		2 067				2 067
Permanents <sup>3</sup>	9 200		4 430				4 430
Permanents <sup>4</sup>	1 056		724				724
Permanents <sup>5</sup>	40 000		34 142				
Permanents <sup>6</sup>			500				
2. Vérification	38 437	153	37 679	34 113	490	2 452	173
3. Soutien technique	29 118	2	26 601	15 622	1 001	156	1 577
4. Direction et soutien administratif	30 663	2	29 857	7 987	530	245	431
5. Service au public et à l'entreprise	17 885	2	17 332	10 221	1 291	857	280
<b>TOTAL:</b>	<b>238 150</b>	<b>162</b>	<b>222 171</b>	<b>111 596</b>	<b>18 902</b>	<b>10 514</b>	<b>11 707</b>

<sup>1</sup> Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).<sup>2</sup> Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).<sup>3</sup> Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).<sup>4</sup> Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3. (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).<sup>5</sup> Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31. (Intérêts sur remboursements de revenus).<sup>6</sup> Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31. (Remise de dette).PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL**

<b>TOTAL:</b>	<b>26 025</b>	<b>22 319</b>		
---------------	---------------	---------------	--	--

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES  
D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DES RENTES  
DU QUÉBEC**

<b>TOTAL: Permanents<sup>7</sup></b>	<b>305</b>	<b>318</b>		
--------------------------------------	------------	------------	--	--

<sup>7</sup> Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1.



**REVENU**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4

Sommaire: page 1-28

**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Votés	3 214	1	3 007	1 672	208	122	840
Permanents <sup>8</sup>	3		1				
Permanents <sup>9</sup>			36				
<b>TOTAL:</b>	<b>3 217</b>	<b>1</b>	<b>3 044</b>	<b>1 672</b>	<b>208</b>	<b>122</b>	<b>840</b>

<sup>8</sup> Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, L.R.Q., c. L-6.<sup>9</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6. (Radiation de créances irrécouvrables émises après le 31 mars 1980).**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	213 247	163	204 095	113 268	19 110	10 636	3 787
Permanents	54 450		43 757				8 760
	<b>267 697</b>	<b>163</b>	<b>247 852</b>	<b>113 268</b>	<b>19 110</b>	<b>10 636</b>	<b>12 547</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
132 378	90 654

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations dépenses	Autres
25	15	94	13	1 1 36					17		
25	15	94	13	38					17		
2 288	22 678	6 416	930	480 34 679					2 177		22 325 318
2 288	22 678	6 416	930	35 159					2 177		22 643
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					2 177						22 643

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-18**SERVICES DES CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Frais d'exploitation	346 706		346 587				
Permanents <sup>1</sup>	21 613		14 951				
2. Service de la dette	2 274		2 265				
3. Loyers, équipement et rénovations	16 750		16 750				
<b>TOTAL:</b>	<b>387 343</b>		<b>380 553</b>				

<sup>1</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DES ORGANISMES BÉNÉVOLES**

1. Organismes de promotion et de services	19 606	19 606		
2. Organismes de maintien à domicile	4 821	4 821		
<b>TOTAL:</b>	<b>24 427</b>	<b>24 427</b>		

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-18**SERVICES DES CENTRES HOSPITALIERS DE COURTE DURÉE  
ET PSYCHIATRIQUES**

1. Frais d'exploitation	2 467 116	2 429 295		
Permanents <sup>2</sup>	225 182	243 522		
Permanents <sup>3</sup>	788 000	800 400		
2. Service de la dette	88 633	88 003		
3. Loyers, équipement et rénovations	10 315	9 272		
<b>TOTAL:</b>	<b>3 579 246</b>	<b>3 570 492</b>		

<sup>2</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.<sup>3</sup> Une prévision de 788 000 000 \$ et une dépense de 800 399 690 \$ représentant la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé (voir page 1-46) concernant la loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.





**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-18**SERVICES DES CENTRES DE SERVICES SOCIAUX**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Frais d'exploitation	230 837		228 150				
Permanents <sup>4</sup>	15 961		10 244				
2. Service de la dette	46		24				
3. Loyers, équipement et rénovations	9 826		9 826				
<b>TOTAL:</b>	<b>256 670</b>		<b>248 244</b>				

<sup>4</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-18**SERVICES DES CENTRES D'ACCUEIL D'HÉBERGEMENT ET DES  
CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE**

1. Frais d'exploitation des centres d'accueil d'hébergement	371 056	368 537		
Permanents <sup>5</sup>	33 879	30 965		
2. Frais d'exploitation des centres hospitaliers de soins de longue durée	457 197	449 884		
Permanents <sup>6</sup>	34 802	30 854		
3. Service de la dette	62 337	33 105		
4. Loyers, équipement et rénovations	14 664	14 664		
<b>TOTAL:</b>	<b>973 935</b>	<b>928 009</b>		

<sup>5</sup> et <sup>6</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-18**SERVICES DES CENTRES DE RÉADAPTATION**

1. Frais d'exploitation	528 359	527 447		
Permanents <sup>7</sup>	35 652	21 585		
2. Service de la dette	7 574	7 560		
3. Loyers, équipement et rénovations	17 273	17 273		
<b>TOTAL:</b>	<b>588 858</b>	<b>573 865</b>		

<sup>7</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-20**COORDINATION DE LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Fonds de la recherche en santé du Québec	22 353		22 353				
2. Recherche sociale	1 601		1 601				
TOTAL:	23 954		23 954				

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE ET NATIONALE**

1. Concertation et coordination faites par les conseils régionaux Permanents <sup>8</sup>	56 280 2 364		56 270 2 015				
2. Subventions à d'autres organismes	41 176		39 595				
3. Subventions aux associations d'établissements du réseau des affaires sociales	5 378		5 369				
TOTAL:	105 198		103 249				

<sup>8</sup> Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 9

Sommaire: page 1-20

**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction supérieure	4 678		4 386	3 617	182	217	369
2. Évaluation des programmes	1 473		1 443	1 344	52	16	31
3. Administration et systèmes d'information Permanents <sup>9</sup>	25 985 685	16	25 675 439	11 788	754 141	1 312	3 286 298
4. Programmes de santé	10 787	4	10 576	8 388	294	1 348	530
5. Programmes de services sociaux	9 458	1	9 328	8 417	306	252	353
6. Relations de travail	3 641		3 553	2 883	74	133	433
7. Budget et contrôles financiers Permanents <sup>10</sup>	2 107		2 086 14	1 975	73	38	
8. Conseil des affaires sociales et de la famille	808		772	400	62	75	132
<b>TOTAL:</b>	<b>59 622</b>	<b>21</b>	<b>58 272</b>	<b>38 812</b>	<b>1 938</b>	<b>3 391</b>	<b>5 432</b>

<sup>9</sup> Loi sur les Commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37 et sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 (Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux connexes).<sup>10</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

## PROGRAMME 10

Sommaire: page 1-18

**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC\***

1. Services aux personnes handicapées	1 500		492				
2. Direction et administration	200						
<b>TOTAL:</b>	<b>1 700</b>		<b>492</b>				

\* Des crédits et dépenses pour ce programme apparaissent à Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les Citoyens. (page 1-164)

## TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	4 842 815	21	4 756 568	38 812	1 797	3 391	5 134
Permanents	1 158 138		1 154 989		141		298
	<b>6 000 953</b>	<b>21</b>	<b>5 911 557</b>	<b>38 812</b>	<b>1 938</b>	<b>3 391</b>	<b>5 432</b>

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
40 750	16 838

**Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler ses programmes de santé et de services sociaux.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
				1								
322	5 165	1 876	377	111					684			
			16									
			30									
				14								
2	93	7	1									
324	5 258	1 883	424	126					684			

**Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.**

												492
												492
324	5 258	1 883	424	112 14					684			4 698 749 1 154 536
324	5 258	1 883	424	126					684			5 853 285
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
					684							5 853 285

**TOURISME**

(en milliers de dollars)

## PROGRAMME 1

Sommaire: page 1-10

**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction et soutien administratif Permanents <sup>1</sup>	1 706 6 946	14	1 680 6 615	16 2 174	20 530	317	582
2. Promotion et développement Permanents <sup>1</sup>	526 30 928	683	442 26 998	53 5 007	1 957	9 962	97 2 384
3. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec Permanents <sup>1</sup>	2 099 15 051	1	2 099 15 029	5 799	2 544	251	759
4. Société du Palais des congrès de Montréal Permanents <sup>1</sup>	23 110		22 710				
<b>TOTAL:</b>	<b>80 366</b>	<b>698</b>	<b>75 573</b>	<b>13 049</b>	<b>5 051</b>	<b>10 530</b>	<b>3 822</b>

<sup>1</sup> Loi sur le ministère du Tourisme, L.R.Q., c. M-31.1.

## TOTAL DU PROGRAMME:

Votés	4 331		4 221	69	20		97
Permanents	76 035	698	71 352	12 980	5 031	10 530	3 725
	<b>80 366</b>	<b>698</b>	<b>75 573</b>	<b>13 049</b>	<b>5 051</b>	<b>10 530</b>	<b>3 822</b>

## TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	18 100
FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	24 725



**Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
18	1 582 52	290	193	11					317			62 2 131
10	55	361	62	184					287	200		92 6 729
1 816	2 099 291	3 205	54	90					140			80
												22 710
1 844	4 079	3 856	309	285					744	200		31 804
1 844	3 681 398	3 856	309	285					744	200		154 31 650
1 844	4 079	3 856	309	285					744	200		31 804
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
					944						31 804	

**TRANSPORTS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-12**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Recherches et développement	11 844	2	9 307	4 216	332	316	402	40
2. Transport des personnes Permanents <sup>1</sup>	394 006 400	1	390 391 469	1 309	321	115	5 082	2
3. Transport des marchandises	1 822	2	1 587	899	191	145	152	6
TOTAL:	408 072	5	401 754	6 424	844	576	5 636	48

<sup>1</sup> Loi sur la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3.PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-12**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL:	10 200	1	9 596	6 901	480	442	93	108
--------	--------	---	-------	-------	-----	-----	----	-----

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-12**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	107 059	25	104 319					
2. Construction de routes principales	121 666	9	120 436					
3. Construction de routes régionales	60 845	3	57 169					
4. Construction d'autres routes	105 030	154	101 287					
TOTAL:	394 600	191	383 211					

**Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
222	79	31	17			566	602		2	139	1 742	10	591
379	14	7	10			30	170		2	302	6 690	5	375 953 469
7	16	46	8							82			35
608	109	84	35			596	772		4	523	8 432	15	377 048

**Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.**

1 327	157	32	7						49			
-------	-----	----	---	--	--	--	--	--	----	--	--	--

**Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.**

	20 303	3 208	1 775	6 044	788	3 616	1 250	64 784	2 551	
	19 224	6 972	2 245	4 775	2 454	7 307	998	75 742	719	
	11 458	6 280	1 299	2 326	2 117	4 276	649	28 515	249	
	10 084	2 825	1 081	2 272	9 816	10 730	3 998	60 056	425	
	61 069	19 285	6 400	15 417	15 175	25 929	6 895	229 097	3 944	

**TRANSPORTS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-12**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Conservation des infrastructures routières de transport	340 466	40	339 319	68 142	27 595	3 280	321	68 558
2. Activités de soutien	59 956	6	59 781	25 091	3 647	210	3 079	1 496
3. Soutien en matériel	53 945	4	53 616	17 871	1 451	194	410	2 816
<b>TOTAL:</b>	<b>454 367</b>	<b>50</b>	<b>452 716(a)</b>	<b>111 104</b>	<b>32 693</b>	<b>3 684</b>	<b>3 810</b>	<b>72 870</b>

(a) Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 1 860 000 \$ après examen.

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 945	6	3 658	2 561	113	425	218	15
2. Soutien administratif Permanents <sup>2</sup>	29 714	15	25 485 15	15 933	2 290	1 024	1 491	102
3. Soutien technique	6 283	2	6 205	2 951	476	65	1 740	157
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	28 897		27 125		508	12	7	2 150
<b>TOTAL:</b>	<b>68 839</b>	<b>23</b>	<b>62 488</b>	<b>21 445</b>	<b>3 387</b>	<b>1 526</b>	<b>3 456</b>	<b>2 424</b>

<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6  
Sommaire: page 1-14**TRANSPORT SCOLAIRE**

1. Aide au transport scolaire	300 185		293 068					
2. Soutien administratif	1 183		909	752	10	37	1	2
<b>TOTAL:</b>	<b>301 368</b>		<b>293 977</b>	<b>752</b>	<b>10</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

\* Les surplus résultant de la rationalisation administrative des activités du transport scolaire peuvent être transférés au fonds du secteur pré-scolaire, primaire et secondaire et au fonds du secteur de l'éducation des adultes des commissions scolaires; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

**Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.**

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT		
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
12 213	77 659	495	57				2	4	12 560	602	33 847	6	33 978
23 560	1 605	591	299							203			
130	21 133	571	6							9 034			
35 903	100 397	1 657	362				2	4	12 560	9 839	33 847	6	33 978

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.**

50	110	55	3							12			96
3 607	415	136	67 15				2		1	417			
102	222	101	23							368			
360	848	4	1										23 235
4 119	1 595	296	109				2		1	797			23 331

**Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.**

													293 068
	7	6								94			
	7	6								94			293 068

**TRANSPORTS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 7  
Sommaire: page 1-12**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Transport maritime	36 818		36 049	690	69	38	62	215
2. Transport aérien	28 918	1	25 160	728	368	65	1 364	283
<b>TOTAL:</b>	<b>65 736</b>	<b>1</b>	<b>61 209</b>	<b>1 418</b>	<b>437</b>	<b>103</b>	<b>1 426</b>	<b>498</b>

PROGRAMME 8  
Sommaire: page 1-26**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	7 276		5 055	4 442	441			
2. Protection de la forêt	7 108	73	6 700	1 890	507	349	209	2 401
3. Fonds renouvelable <sup>3</sup>	500	500						
<b>TOTAL:</b>	<b>14 884</b>	<b>573</b>	<b>11 755</b>	<b>6 332</b>	<b>948</b>	<b>349</b>	<b>209</b>	<b>2 401</b>

<sup>3</sup> Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien gouvernemental déterminés par le Conseil du Trésor. Les recettes provenant de la vente des services aériens et de la location d'appareils sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	1 717 666	844	1 676 222	154 376	38 799	6 717	14 631	78 351
Permanents	400		484					
	<b>1 718 066</b>	<b>844</b>	<b>1 676 706</b>	<b>154 376</b>	<b>38 799</b>	<b>6 717</b>	<b>14 631</b>	<b>78 351</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
193 175	248 856



**TRAVAIL**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 1  
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	3 978		3 817	3 340	97	219	24
2. Relations du travail Permanents <sup>1</sup>	5 025 150	1	4 232 57	2 678	74	384	658 57
3. Soutien aux relations du travail dans la construction	512		317	220	33	7	47
TOTAL:	9 665	1	8 423	6 238	204	610	786

<sup>1</sup> Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57.  
— Syndicat du transport de Montréal «Employés des services d'entretien, C.S.N.».

PROGRAMME 2  
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET  
DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

TOTAL:	5 418	5 418		
--------	-------	-------	--	--

PROGRAMME 3  
Sommaire: page 1-12**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

Votés	131	131		
Permanents <sup>2</sup>	2 001	1 466	1 093	40
TOTAL:	2 132	1 597	1 093	40

<sup>2</sup> Code du travail, L.R.Q., c. C-27.



**Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
3	13	57	16	12					36			
1	39	45	85	12					241			15
1		4	1	1					3			
5	52	106	102	25					280			15

**Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.**

											5 418
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------

**Ce programme vise à permettre aux citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels, lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de santé, dans les services sociaux et dans certains services publics.**

5	131 19	38	45	1					4		
5	150	38	45	1					4		

**TRAVAIL**

(en milliers de dollars)

PROGRAMME 4  
Sommaire: page 1-12**DIRECTION ET GESTION INTERNE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Recherche et planification Permanents <sup>3</sup>	3 970 887		3 904 1 770	2 876 31	220 355	170	369 1 384
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	411		403	263	9	23	55
3. Direction	1 278		1 226	1 022	22	102	49
4. Soutien administratif et technique	3 797	6	3 644	1 079	111	316	69
5. Institut de recherche et d'information sur la rémunération	785		785				
<b>TOTAL:</b>	<b>11 128</b>	<b>6</b>	<b>11 732</b>	<b>5 271</b>	<b>717</b>	<b>611</b>	<b>1 926</b>

<sup>3</sup> Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6.

— Commission consultative et Conférence socio-économique sur le travail.

— Commission d'enquête sur la tragédie du pont de la rivière Ste-Marguerite à Sept-Îles.

1 281 374

489 168

PROGRAMME 5  
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT  
DE L'OFFICE DE LA CONSTRUCTION**

<b>TOTAL:</b>	<b>4 355</b>	<b>4 355</b>		
---------------	--------------	--------------	--	--

**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	29 660	7	28 232	11 478	566	1 221	1 271
Permanents	3 038		3 293	1 124	395	166	1 496
	<b>32 698</b>	<b>7</b>	<b>31 525</b>	<b>12 602</b>	<b>961</b>	<b>1 387</b>	<b>2 767</b>

**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	13 563	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	6 952
-------------------------------	--------	-------------------------------------	-------

**Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en oeuvre de programmes et d'activités dans le domaine des relations du travail.**

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bili- sations	Autres dépenses	
18	30	98	47	12					9			55
	37	12	1	1					2			
1	4	15	4	2					5			
17	1 860	75	15	20					82			
												785
36	1 931	200	67	35					98			840

**Ce programme vise à aider financièrement l'Office de la construction pour ses activités reliées au placement.**

												4 355
41	2 114	306	169	60					378			10 628
5	19	38	45	1					4			
46	2 133	344	214	61					382			10 628
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
					382							10 628

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

AFFAIRES CULTURELLES	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Subventions diverses	160	160	315
<b>Municipalités</b>			
Aide à la mise en valeur du patrimoine	7 523	7 523	6 373
Aide à l'implantation et à l'amélioration d'équipements culturels	3 374	1 234	4 126
Aide au fonctionnement des bibliothèques publiques	13 825	13 825	14 088
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Aide à la diffusion du livre, des arts plastiques, de la chanson et du disque	5 041	4 850	3 533
Aide à la formation	1 904	1 891	1 144
Aide à la musique et à la danse	7 329	7 329	6 316
Aide à l'amélioration d'équipements culturels et à la mise en valeur du patrimoine	12 953	12 937	3 387
Aide au fonctionnement des bibliothèques centrales de prêt et bibliothèques spécialisées	7 338	7 338	5 444
Aide au théâtre	4 888	4 888	3 823
Aide aux musées et centres d'exposition	7 595	7 595	8 122
Intervention régionale	4 169	4 143	2 331
Soutien aux arts d'interprétation et de l'enseignement visuel	4 394	4 373	4 999
Soutien et promotion du cinéma	9 221	9 221	8 939
Autres	5 564	5 147	10 024
<b>Personnes</b>			
Aide aux artistes et aux créateurs	2 835	2 810	
Protection et mise en valeur du patrimoine archivistique			18
Restauration d'immeubles historiques	1 227	1 227	3 037
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Institut québécois de recherche sur la culture	2 196	2 196	1 996
Institut québécois du cinéma	250	250	210
Musée d'Art contemporain de Montréal	2 715	2 715	1 351
Musée de la Civilisation	2 977	2 977	442
Musée du Québec	5 178	5 178	2 366
Société de la Place des Arts de Montréal	12 453	13 750	9 965
Société du Grand Théâtre de Québec	3 003	3 003	2 692
Société générale du cinéma (frais d'administration)	1 500	1 500	1 500
<b>Total</b>	<b>129 612</b>	<b>128 060</b>	<b>106 541</b>

**AFFAIRES MUNICIPALES****Municipalités**

Aide financière aux garderies	700	90	
Amélioration des équipements communautaires	3 240	2 633	5 202
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	2 684	2 607	1 508
Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	14 000	14 000	12 902
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	17 582	17 496	49 778

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Municipalités (suite)</b>			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	216 129	214 897	207 149
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts	51 627	48 676	51 229
<i>Crédits de taxes foncières pour les villes de Montréal et Québec</i>	2 584	1 059	
Élaboration des schémas d'aménagement	4 050	3 907	5 009
Financement des services municipaux nordiques	4 960	4 859	4 793
Fonctionnement des municipalités régionales de comté	9 602	9 538	7 975
Fonds de péréquation	14 127	13 312	14 600
Implantation des rôles d'évaluation	197	158	7 124
Programme d'initiative municipale pour l'emploi			10 535
Remboursement des taxes d'affaires pour les PME	100	57	1 190
Rémunération des élus des municipalités régionales de comté	2 677	2 274	2 050
Restructuration municipale	917	917	1 221
<i>Revitalisation des centres-villes</i>	19 000	9 895	4 937
Subvention à l'Administration régionale Kativik	2 636	2 617	2 255
Travaux communautaires en milieu municipal	522	320	
Autres	137	137	238
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions aux diverses associations oeuvrant dans le secteur municipal	597	521	445
<b>Personnes</b>			
Autres	5	4	
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société d'aménagement de l'Outaouais	6 050	5 926	5 488
Société immobilière du Québec			
— Travaux d'aménagement et autres	4 000	4 000	
— Frais de fonctionnement			83 750
<b>Total</b>	<b>378 123</b>	<b>359 900</b>	<b>479 378</b>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION****Entreprises**

Améliorations foncières	23 999	23 788	24 856
Assurance-récolte	11 932	11 932	11 218
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	87 268	87 268	68 304
Banque de terres arables	950		
Céréales: production, entreposage et transformation	8 229	8 189	6 629
Crédit agricole: mise en valeur des exploitations agricoles	4 950	4 707	5 467
Crédit agricole: prise en charge d'une partie de l'intérêt	86 317	68 861	65 643
Déplacement de la main-d'oeuvre	910	909	783
Développement de la pomiculture	1 935	1 935	2 074
Développement de l'industrie des courses de chevaux	6 667	7 408	6 686
Exécution de garantie de remboursement d'emprunt (Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers)	25 000	12 915	7 997
Fourrages: conservation	2 830	2 824	2 500
Fruits et légumes: production, entreposage et mise en marché	2 209	1 918	1 937
Pêches maritimes: construction de bateaux	2 939	2 697	2 978
Pêches maritimes: normalisation des usines de transformation	9 435	6 090	7 348

# DÉPENSES DE TRANSFERT SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (suite)	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises (suite)</b>			
Pêches maritimes: paiement de primes d'assurance	741	741	599
Production bovine	5 520	5 515	4 729
Production de vison	589	558	460
Production laitière: analyse des troupeaux	2 367	2 249	2 256
Production laitière: entreposage des fumiers	500	388	335
Production laitière: insémination artificielle	2 000	1 999	2 117
Promotion des produits agro-alimentaires	1 552	1 330	2 206
Réduction de la production porcine dans le Bassin de la rivière l'Assomption	4 500	4 482	
Services-conseils en gestion agricole	871	764	765
Services vétérinaires	10 058	9 810	9 484
Taxes municipales et scolaires: remboursement partiel	23 865	23 864	22 976
Transformation des produits laitiers	236	21	419
Transformation des viandes	1 456	1 199	775
Autres	15 164	8 348	5 327
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Formation d'exploitants agricoles	1 062	1 062	985
Recherche universitaire	3 703	3 531	3 498
<b>Municipalités</b>			
Aménagement de cours d'eau	7 475	7 471	10 400
Inspection des aliments	4 714	4 664	4 241
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions à des associations et organismes oeuvrant dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	2 027	1 971	986
<b>Personnes</b>			
Bourses de recherche	127	117	116
Lait — école	10 403	10 403	10 764
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Madépêche Inc. (modernisation des usines)	812	812	5 508
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (aide à l'investissement)	547	547	153
Société du parc des expositions agro-alimentaires (infrastructure)	9 500	9 438	
<b>Total</b>	<b>385 359</b>	<b>342 725</b>	<b>303 519</b>
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>			
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Travaux de recherche	75	75	
<b>Personnes</b>			
Autres	5	5	
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	

COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Aide à la mise en place d'une stratégie de marketing à l'exportation	4 594	1 799	2 523
Aide à la promotion des exportations	2 087	1 387	1 742
Aide financière au développement des exportations	5 383	4 548	578
<b>Municipalités</b>			
Subventions diverses	13	13	4
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions diverses	754	754	163
<b>Personnes</b>			
Subventions diverses	275	266	40
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Subventions diverses	34	34	
<b>Total</b>	<b>13 140</b>	<b>8 801</b>	<b>5 050</b>
<b>COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION</b>			
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Subventions à la recherche terminologique et socio-linguistique	149	148	308
<b>Municipalités</b>			
Études et recherches sur la toponymie	30	30	
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Accueil et adaptation des immigrants	1 139	1 139	1 189
Fonds d'aide aux sinistrés	369	369	3 776
Programmes des communautés culturelles	2 252	2 251	1 762
Soutien à la participation des travailleurs aux comités de francisation des entreprises	250	197	
Autres	82	82	28
<b>Personnes</b>			
Prix et autres subventions	96	96	72
<b>Total</b>	<b>4 367</b>	<b>4 312</b>	<b>7 135</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

COMMUNICATIONS	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Centre serveur d'informations scientifiques et catalographiques	1 199	913	1 027
Programme d'aide à la recherche appliquée	1 641	1 611	1 639
Programme d'aide à l'informatisation	500	488	
Programme d'aide à l'innovation	1 251	1 209	
Autres			1 533
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Programme d'aide aux média communautaires	2 661	2 641	2 347
Développement des communications en milieu autochtone	280	280	
Autres	456	451	1 130
<b>Personnes</b>			
Prix des communications	20	20	18
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société de radio-télévision du Québec	60 984	60 984	57 755
Société du Palais des congrès de Montréal (développement des systèmes intégrés de vidéotex-télédon et de bureautique)	300	300	200
<b>Total</b>	<b>69 292</b>	<b>68 897</b>	<b>65 649</b>
<b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>			
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Aide financière à l'École nationale d'administration publique	100	100	100
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Aide financière au fonctionnement des conseils régionaux de développement	50	50	
Coopération interprovinciale	917	890	993
Subventions au Secrétariat permanent des peuples francophones, à l'Institut d'administration publique du Canada et à divers autres associations et organismes	1 115	878	692
Subventions aux associations et organismes autochtones	754	754	563
Subventions aux associations et organismes féminins	171	97	50
Programme d'aide visant la réalisation de l'année internationale de la jeunesse	7 266	7 165	2 092
<b>Personnes</b>			
Convention de la Baie James et du Nord québécois et Convention du Nord-Est québécois	68	68	1 790
Stages de formation pour les autochtones	14	13	41
Autres	100	100	
<b>Total</b>	<b>10 555</b>	<b>10 115</b>	<b>6 321</b>



ÉDUCATION	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Autres	141	141	
<b>Commissions scolaires et institutions d'enseignement</b>			
<b>Fonctionnement</b>			
Enseignement collégial privé	67 468	65 216	62 636
Enseignement primaire et secondaire privé	212 940	207 933	191 352
Enseignement primaire et secondaire public	3 701 349	3 684 727	3 312 198
Enseignement primaire et secondaire public — Formation des adultes	138 834	103 485	132 018
Éducation populaire	2 323	2 323	
Autres	1 877	1 552	
<b>Investissements</b>			
Enseignement primaire et secondaire public	20 884	20 876	13 738
<b>Service de la dette</b>			
Enseignement primaire et secondaire public	359 140	359 140	298 783
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Éducation populaire	10 017	9 348	9 866
Subventions à des associations et organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation	10 569	10 568	8 364
<b>Personnes</b>			
Autres	86	86	
<b>Total</b>	<b>4 525 628</b>	<b>4 465 395</b>	<b>4 028 955</b>

## ÉNERGIE ET RESSOURCES

<b>Entreprises</b>			
Accélération des projets dans le secteur de l'énergie	1 500	1 313	7 591
Aide à la production forestière privée	22 253	20 985	18 935
Aide à l'exploration minérale	2 617	2 233	1 019
Assistance à l'industrie minérale	44 135	42 284	35 632
Crédit forestier	2 677	2 611	2 366
Développement de l'industrie forestière	34 157	32 366	45 639
Développement des énergies nouvelles	214	214	
Programme d'économie d'énergie	1 741	1 418	1 886
Voirie forestière	9 171	8 838	8 848
Autres			210

# DÉPENSES DE TRANSFERT SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Travaux de recherche	1 216	1 188	1 076
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Développement des énergies nouvelles	150	139	393
Autres	750	692	900
<b>Municipalités</b>			
Programme d'économie d'énergie	100	90	
<b>Institutions de santé et établissements de services sociaux</b>			
Programme d'économie d'énergie	22	22	
<b>Personnes</b>			
Programme d'économie d'énergie			5 796
Autres	40	37	36
<b>Fonds spécial</b>			
Fonds de la réforme du cadastre québécois	2 810	2 802	
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — REXFOR			350
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM:			
Aide à l'exploration minérale	622	622	62
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP:			
Développement des énergies nouvelles	555	555	
<b>Total</b>	<b>124 730</b>	<b>118 409</b>	<b>130 739</b>

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

### Entreprises

Projets de développement scientifique et technique	504	207	1 528
Provision pour la réalisation de projets de recherche et de développement scientifique et technologique	4 148		
Soutien à l'emploi scientifique et technique	13 975	12 700	11 705

### Institutions d'enseignement

#### Fonctionnement

Aide à la recherche	19 053	19 053	18 999
Enseignement collégial	717 864	710 890	731 307
Enseignement collégial — Formation des adultes	22 817	21 684	33 754
Enseignement et recherche universitaire	970 779	961 294	888 254
Projets de développement scientifique et technique	605	603	
Soutien à l'emploi scientifique et technique	4 500	4 469	3 642
Autres	241	230	

#### Investissement

Enseignement universitaire	2 195	2 053	907
----------------------------	-------	-------	-----

<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE (suite)</b>	<b>Crédits autorisés</b>	<b>Dépenses</b>	
		<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>Service de la dette</b>			
Enseignement collégial	93 490	93 489	79 285
Enseignement universitaire	88 110	86 933	79 263
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Projets de développement scientifique et technique	2 660	2 656	
Soutien à des centres de recherche appliquée	550	550	
Soutien à l'emploi scientifique et technique	1 253	1 253	2 885
Autres	1 532	1 300	1 906
<b>Personnes</b>			
Aide financière aux étudiants	266 555	264 890	235 009
Formation des chercheurs	10 609	10 609	10 513
Projets de développement scientifique et technique	45	42	
Rémunération des internes et résidents	56 595	56 595	57 525
Autres	15	13	
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	3 041	1 041	1 041
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur*	300	300	
Centre québécois de la valorisation de la bio-masse*	900	900	
Centre québécois pour l'informatisation de la production*	11 318	5 900	200
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (frais d'administration)	2 247	2 247	2 246
Société de la maison des sciences et des techniques**	1 948	1 948	650
<b>Total</b>	<b>2 297 849</b>	<b>2 263 849</b>	<b>2 160 619</b>
<b>ENVIRONNEMENT</b>			
<b>Entreprises</b>			
Travaux de recherche	94	94	20
<b>Commissions scolaires et institutions d'enseignement</b>			
Travaux de recherche	209	209	76
<b>Municipalités</b>			
Assainissement de l'air	3 062	3 062	3 104
Assainissement de l'eau	91 100	90 510	70 230
Programme d'amélioration des rives	1 593	1 090	
Autres	1 161	557	960
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Programme de récupération et de recyclage	1 623	1 387	950
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de l'environnement	618	617	782
<b>Total</b>	<b>99 460</b>	<b>97 526</b>	<b>76 122</b>

\* Soutien à des centres de recherche appliquée.

\*\* Soutien à l'emploi scientifique et technique.

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

<b>FINANCES</b>	<b>Crédits autorisés</b>	<b>Dépenses</b>	
		<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>Institutions de santé et établissements de services sociaux</b>			
Centres d'accueil d'hébergement	1 791	1 791	214
Centres de réadaptation	1 324	1 324	138
Centres de services sociaux	2 753	2 753	388
Centres hospitaliers	114 313	113 827	17 928
Centres locaux de services communautaires	514	514	150
<b>Commissions scolaires</b>			
Enseignement primaire et secondaire public	20 878	20 878	7 512
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Bureau des établissements financiers internationaux	35	35	
Soutien financier à la mise sur pied d'un marché à terme de bois de sciage			125
Autres	50	49	
<b>Provisions de crédits pour pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux</b>	22 488		
<b>Total</b>	<b>164 146</b>	<b>141 171</b>	<b>26 455</b>
<b>HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR</b>			
<b>Municipalités</b>			
Aide à la rénovation urbaine			226
Amélioration des conditions d'habitation	510	510	
Financement des déficits d'exploitation des logements sociaux	149 097	146 332	140 329
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Acquisition de logements sous forme coopérative	9 519	9 518	9 069
Financement des déficits d'exploitation des logements sociaux	3 840	3 811	3 101
Subventions à des organismes oeuvrant dans les secteurs de la consommation et de l'habitation	985	934	845
<b>Personnes</b>			
Accession à la propriété résidentielle	35 390	31 625	33 615
Corvée-Habitation	37 000	20 637	19 980
Programme d'encouragement québécois à la restauration résidentielle	22 980	20 202	28 219
Remise partielle d'intérêts en vertu de la Loi sur l'habitation familiale	1 740	1 324	1 565
Restauration de logements	32 956	31 931	20 089
Subventions au loyer pour personnes âgées	16 980	16 233	10 764
Supplément au loyer	7 340	6 105	5 614
<b>Total</b>	<b>318 337</b>	<b>289 162</b>	<b>273 416</b>

INDUSTRIE ET COMMERCE	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Aide financière à l'industrie pétrochimique	37 000	37 000	29 785
Aide financière pour la création d'une industrie de pointe relative aux hélicoptères	37 708	30 592	29 531
Compensation du gouvernement à l'égard des prêts consentis sans intérêt ou à des taux inférieurs à celui du marché	5 225	5 186	898
Concrétisation de projets industriels	1 768	1 395	1 330
Participation financière au programme gestion marketing	2 912	2 683	2 601
Participation financière au programme UNI-PME	3 725	2 907	1 490
Programme d'aide à la capitalisation des corporations	7 982	7 978	6 807
Programme d'aide à la PME	9 300	8 375	11 623
Programme d'aide à l'exportation	2 071	2 070	3 200
Programme d'aide à l'investissement pour les entreprises à technologie moderne et entreprises dynamiques	29 850	28 738	37 240
Programme d'aide à l'investissement pour les entreprises touristiques	4 030	4 026	3 221
Programme d'aide aux associations coopératives	268	157	1 200
Programme d'aide aux coopératives de jeunes travailleurs	2 620	2 569	
Programme d'aide aux industries du textile, bonneterie, vêtement, meuble et chaussure	4 779	3 478	6 055
Programme d'aide «Outils de gestion»	5 000	5 000	1 450
Programme d'aide pour le développement des industries électroniques et du tertiaire moteur	928	476	418
Programme d'aide pour le financement des entreprises	1 432	1 425	
Programme d'aide pour le regroupement d'entreprises	1 756	1 749	2 664
Programme de bourses d'affaires aux jeunes entrepreneurs	1 947	1 944	467
Programme de développement et de promotion du design québécois	1 125	1 046	331
Autres	15	5	
<b>Municipalités</b>			
Infrastructure d'accueil à l'industrie	15 192	13 333	13 333
Programme d'aide à la rénovation de zones industrielles vétustes dans la région de Montréal	500	500	
Programme d'aide financière aux commissariats industriels	4 134	4 128	3 697
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Programme d'aide à l'exportation	55	49	
Programme de bourses d'affaires aux jeunes entrepreneurs	60	60	
Société de création d'entreprises du Saguenay Lac St-Jean	100	100	
Soutien financier aux associations industrielles	734	544	373
Autres	442	365	1 062
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Sidbec	66 500	64 282	98 496
Centre de recherche industrielle du Québec	17 303	17 500	15 730
Institut national de productivité	984	984	983
Société de développement des coopératives	3 010	3 010	2 160
Société de développement industriel du Québec (compensation versée d'avance à l'égard d'un prêt consenti sans intérêt)	18 550	18 550	
Société générale de financement (concrétisation de projets industriels et autres)	2 093	2 093	
Société Inter-Port	850	850	1 985
<b>Total</b>	<b>291 948</b>	<b>275 147</b>	<b>278 130</b>

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

<b>JUSTICE</b>	<b>Crédits autorisés</b>	<b>Dépenses</b>	
		<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>Entreprises</b>			
Indemnités aux victimes d'inondations	2 963	2 806	3 560
<b>Municipalités</b>			
Financement de certains corps de police	2 769	2 521	1 798
Indemnités aux victimes d'inondations	8 505	9 724	2 503
Remboursement à certaines municipalités des infractions au Code de la route	1 094	1 391	892
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Réinsertion sociale	1 650	1 650	1 448
Autres	960	829	741
<b>Personnes</b>			
Aide juridique	41 393	40 893	39 145
Indemnisation à des victimes d'actes criminels	13 148	13 681	11 144
Indemnités aux victimes d'inondations	637	771	932
Autres	235	221	278
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	2 284	1 984	
Commission des services juridiques	21 285	21 285	19 819
Société québécoise d'information juridique	618	618	653
<b>Total</b>	<b>97 541</b>	<b>98 374</b>	<b>82 913</b>

  

<b>LOISIR, CHASSE ET PÊCHE</b>			
<b>Entreprises</b>			
Infrastructures de ski alpin	5 273	5 273	4 984
<b>Commissions scolaires et institutions d'enseignement</b>			
Subventions diverses	207	207	
<b>Municipalités</b>			
Soutien aux activités de loisir municipal	3 414	3 414	6 475
Soutien aux équipements de loisir municipal	10 199	9 834	6 654
Soutien aux parcs urbains	9 847	5 178	
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Gestion des ressources fauniques	3 787	3 700	1 882
Loisir socio-culturel	11 395	11 202	11 618
Organismes de loisir	15 997	15 978	15 442
Organismes de plein air	2 676	2 355	8 688
Soutien aux équipements de loisir	5 520	4 565	7 595
Sport de base	5 565	5 548	6 088
Sport d'élite	8 025	8 003	7 696
Autres	389	280	1 173
<b>Personnes</b>			
Subventions diverses	270	266	137
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société des établissements de plein air du Québec	2 600	2 442	
<b>Total</b>	<b>85 164</b>	<b>78 245</b>	<b>78 432</b>

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Programmes de création d'emplois	14 087	8 029	27 677
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Fonctionnement des Commissions de formation professionnelle	25 111	25 110	25 663
Programmes de formation professionnelle	77 795	75 058	11 426
Programmes favorisant l'emploi	25 322	23 692	22 065
Subventions aux comités de reclassement de la main-d'oeuvre	4 539	4 016	2 240
Subventions aux organismes autochtones pour le développement des ressources humaines	426	419	370
Autres	347	346	404
<b>Personnes</b>			
Allocations de maternité	10 242	9 284	9 334
Allocations familiales de base	188 629	186 660	186 638
Allocations familiales supplémentaires pour enfants handicapés	13 636	15 232	13 301
Prestations d'aide sociale	2 159 918	2 129 005	1 996 531
Prestations d'aide sociale reliées aux programmes favorisant l'emploi	48 000	47 746	20 522
Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	98 955	98 955	83 674
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	12 768	11 951	11 534
Services dentaires et optométriques	39 459	39 459	35 140
<b>Total</b>	<b>2 719 234</b>	<b>2 674 962</b>	<b>2 446 519</b>
<b>ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VOIRIE DES RÉGIONS</b>			
<b>Entreprises</b>			
Aide du fonds de développement régional au secteur privé de production des biens et services	250	221	200
Programme de création d'emplois	25 000	22 522	26 465
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Aide du fonds de développement régional	500	476	
<b>Municipalités</b>			
Aide du fonds de développement régional à des fins d'acquisition, d'immobilisations et d'aménagement d'équipements collectifs	5 250	4 432	5 507
Aide du fonds de développement régional à des fins de rénovation urbaine			50
Provision de crédits à des fins de développement régional	17		
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Aide du fonds de développement régional à des fins d'immobilisations	9 549	4 580	5 824
Aide du fonds de développement régional au fonctionnement de divers organismes	1 500	1 394	3 206
Aide financière au fonctionnement des conseils régionaux de développement	3 201	3 175	2 619
<b>Total</b>	<b>45 267</b>	<b>36 800</b>	<b>43 871</b>

# DÉPENSES DE TRANSFERT SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

## ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	1 703	1 703	1 896
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions aux Centres de travail adapté pour les immobilisations et le fonctionnement	17 656	17 656	17 140
Subventions aux organismes de promotion des droits des personnes handicapées	1 759	1 759	1 676
<b>Personnes</b>			
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	8 817	8 817	6 384
<b>Total</b>	<b>29 935</b>	<b>29 935</b>	<b>27 096</b>

## ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

<b>Entreprises</b>			
Aide aux garderies privées	772	502	
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions au fonctionnement des garderies	25 359	25 341	19 729
Subventions de soutien aux garderies pour les enfants handicapés, le maintien des pouponnières, l'implantation, le logement et d'autres besoins spéciaux	11 392	9 833	6 861
<b>Personnes</b>			
Subventions aux parents pour les frais de garde	31 359	31 235	24 605
<b>Total</b>	<b>68 882</b>	<b>66 911</b>	<b>51 195</b>

## ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ADMINISTRATION

<b>Institutions de santé et établissements de services sociaux</b>			
Contribution au régime d'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	3 563	3 530	1 679
<b>Commissions scolaires et institutions d'enseignement</b>			
Contribution au régime d'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	3 102	3 068	2 136
Contribution au régime de retraite des enseignants	524 403	499 880	458 034
Protection à la retraite de certains enseignants	2 281	2 276	1 885
<b>Total</b>	<b>533 349</b>	<b>508 754</b>	<b>463 734</b>

## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Financement des partis politiques	1 099	1 124	1 095
<b>Total</b>	<b>1 099</b>	<b>1 124</b>	<b>1 095</b>

## RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

<b>Personnes</b>			
Bourses d'études, de recherche et primes	15 821	11 350	7 371
Médicaments et services aux personnes âgées	164 499	183 900	142 241
Prothèses et orthèses	18 083	16 862	14 044
Services dentaires	67 736	67 701	68 034
Services médicaux	1 234 376	1 248 375	1 148 969
Services optométriques	34 142	32 832	30 543



	<b>Crédits autorisés</b>	<b>Dépenses</b>	
		<b>1985-1986</b>	<b>1984-1985</b>
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance-maladie	41 933	47 311	45 308
<b>Total</b>	<b>1 576 590</b>	<b>1 608 331</b>	<b>1 456 510</b>

## RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Régie des installations olympiques	5 030	2 614	6 902
<b>Total</b>	<b>5 030</b>	<b>2 614</b>	<b>6 902</b>

## RELATIONS INTERNATIONALES

### Entreprises

Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération

64 64

### Institutions d'enseignement

Collèges Stanislas et Marie-de-France

4 887 4 887 4 752

Autres

296 290 598

### Organismes sans but lucratif

Relations et coopération internationales

3 975 3 941 4 295

Subventions à l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse pour l'organisation de stages

1 910 1 910 2 017

Autres

625 625 250

### Personnes

Accords internationaux concernant les médecins résidents

1 163 927 1 269

Bourses et allocations de séjour dans le cadre des programmes de coopération

1 555 1 432 2 104

Autres

998 994

### Entreprises et organismes d'État

Centre de recherche industrielle du Québec (recherche pour l'organisation de stages)

200 200 250

<b>Total</b>	<b>15 673</b>	<b>15 270</b>	<b>15 535</b>
--------------	---------------	---------------	---------------

## REVENU

### Organismes sans but lucratif

Subventions à des organismes reliés à la fiscalité

10 6 10

### Personnes

Remboursement à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au Régime des rentes du Québec

305 318 455

Supplément au revenu de travail

26 025 22 319 25 074

<b>Total</b>	<b>26 340</b>	<b>22 643</b>	<b>25 539</b>
--------------	---------------	---------------	---------------

# DÉPENSES DE TRANSFERT SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	500	164	
Transporteurs ambulanciers	11 060	9 546	4 602
<b>Institutions de santé et établissements de services sociaux</b>			
<b>Fonctionnement</b>			
Centres d'accueil d'hébergement	405 941	400 508	378 483
Centres de réadaptation	571 000	556 021	533 013
Centres de services sociaux	255 697	247 293	277 305
Centres hospitaliers	3 976 423	3 958 081	3 880 973
Centres locaux de services communautaires	379 007	372 226	298 091
Conseils régionaux de services sociaux et de santé	58 644	58 285	48 434
<b>Investissement</b>			
Centres d'accueil d'hébergement	13 658	13 658	14 448
Centres de réadaptation	10 284	10 284	10 017
Centres de services sociaux	927	927	705
Centres hospitaliers	6 189	5 146	16 609
Centres locaux de services communautaires	6 062	6 062	5 635
<b>Service de la dette</b>			
Centres d'accueil d'hébergement et centres hospitaliers de soins de longue durée	62 337	33 105	65 243
Centres de réadaptation	7 574	7 560	12 925
Centres de services sociaux	46	24	25
Centres hospitaliers	88 633	88 003	96 053
Centres locaux de services communautaires	2 274	2 265	4 988
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Centres et instituts de recherche	18 342	18 342	16 623
Organismes de maintien à domicile	4 821	4 821	4 622
Organismes de promotion et de services	19 606	19 606	13 703
Société canadienne de la Croix-Rouge	23 092	23 092	19 521
Autres	14 002	13 927	7 683
<b>Personnes</b>			
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins	1 000	328	
Bourses d'études et de perfectionnement	3 163	3 163	2 360
<b>Entreprises et sociétés d'État</b>			
Fonds de la recherche en santé du Québec — Frais d'administration	848	848	775
<b>Total</b>	<b>5 941 130</b>	<b>5 853 285</b>	<b>5 712 836</b>

TOURISME	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>Entreprises</b>			
Participation à des opérations de promotion	3 210	3 057	1 418
Support aux congrès	89	73	
Autres	143	143	
<b>Municipalités</b>			
Système de réservations	320	303	
Travaux d'infrastructures	950	950	
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Associations touristiques régionales	2 206	2 131	1 667
Soutien financier à l'organisation et à la tenue d'événements constituant des attractions touristiques et au fonctionnement de divers organismes	2 507	2 437	1 406
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société du Palais des congrès de Montréal	23 110	22 710	31 265
<b>Total</b>	<b>32 535</b>	<b>31 804</b>	<b>35 756</b>
<b>TRANSPORTS</b>			
<b>Entreprises</b>			
Transport terrestre (rachat de permis de taxi)	2 600	2 587	2 115
Transport aérien	690	647	87
Transport maritime	11 095	10 800	6 558
<b>Commissions scolaires et institutions d'enseignement</b>			
Transport terrestre (aide à la recherche)	180	180	178
Transport scolaire	300 184	293 068	292 793
Autres	9	9	
<b>Municipalités</b>			
Transport terrestre (transport en commun)			
Fonctionnement	206 350	204 151	192 323
Investissements	5 000	4 940	5 168
Service de la dette — métro	109 105	109 105	102 886
Service de la dette — autres équipements	42 000	41 342	35 508
Transport adapté aux personnes handicapées	11 856	11 674	10 713
Entretien des chemins d'hiver	34 013	33 978	32 412
Amélioration du réseau municipal	26 880	25 599	20 438
Transport maritime	148	148	129
Transport aérien	375	375	170
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Transport terrestre	700	696	382
Transport maritime	115	115	124
Transport aérien	125	125	134
Autres	90	90	28

**DÉPENSES DE TRANSFERT  
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1985-1986	1984-1985
<b>TRANSPORTS (suite)</b>			
<b>Personnes</b>			
Autres	11	11	7
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société des traversiers du Québec	20 713	20 712	13 943
Société québécoise des transports	11 168	9 384	16 062
<b>Total</b>	<b>783 407</b>	<b>769 736</b>	<b>732 158</b>
<b>TRAVAIL</b>			
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions diverses	83	70	209
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Commission de la santé et de la sécurité du travail — financement des activités d'inspection	5 418	5 418	20 361
Institut de recherche et d'information sur la rémunération	785	785	
Office de la construction du Québec — financement des activités de placement	4 355	4 355	5 519
<b>Total</b>	<b>10 641</b>	<b>10 628</b>	<b>26 089</b>
<b>TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT</b>			
<b>Organismes sans but lucratif</b>			
Subventions diverses			81
<b>Entreprises et organismes d'État</b>			
Société immobilière du Québec (frais de fonctionnement)			38 485
<b>Total</b>			<b>38 566</b>

# SECTION 2

---

## OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes\*), à l'exception de l'encaisse.

---

### TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6



**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

---

**SOMMAIRE**

---

Placements	+ 169 874
Compte des régimes de retraite	+ 1 268 987
Autres comptes	+ 17 835
Surplus	+ 1 456 696

N.B.: Le signe (–) signifie un besoin de financement et  
le signe (+) signifie une source de financement.

# OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

## PLACEMENTS

## SOMMAIRE

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	129 773	(293)	(305 321)	(175 841)(2)
Municipalités et organismes municipaux		(1 939)	515	(1 424)
Particuliers, sociétés et autres	(2)		7 393	7 391 (3)
	<u>129 771</u>	<u>(2 232)</u>	<u>(297 413)</u>	<u>(169 874)(2),(3)</u>

## DÉTAIL

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments	Total
<b>Entreprises du gouvernement du Québec</b>				
Actions et mise de fonds				
Madelpêche Inc.	1 292			1 292
Raffinerie de sucre du Québec	14 000			14 000
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société de développement des industries de la culture et des communications	3 000			3 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	18 750			18 750
Société des établissements de plein air du Québec (**)	2 275			2 275
Société générale de financement du Québec	49 335			49 335
Société nationale de l'amiante	35 300			35 300
Société québécoise des transports	1 571			1 571
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	4 000			4 000
	<u>129 773</u>			<u>129 773*</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec		712	419 (4)	(293)
Prêts et avances				
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	8 000			8 000
Hydro-Québec			6 500 (6)	6 500
Madelpêche Inc.	2 000	2 603		(603)
Office de l'électrification rurale		309		(309)
Office du crédit agricole du Québec		159 950		(159 950)
Québecair Inc.		125		(125)
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		6 400		(6 400)
Sidbec	11 306	26 891	6 018 (5)	(9 567)
Société de développement des coopératives		3 486		(3 486)
Société de développement industriel du Québec	10 963			10 963
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	4 250		(6 388)(6)	(2 138)
Société des établissements de plein air du Québec	50	50		
Société d'habitation du Québec	492	1 279	(419)(4)	(1 206)
Société du parc des expositions agro-alimentaires	9 190	9 190		
Société immobilière du Québec		147 000		(147 000)
Société québécoise des transports	5 181	5 181		
	<u>51 432</u>	<u>362 464</u>	<u>5 711</u>	<u>(305 321)</u>
	<u>181 205</u>	<u>363 176</u>	<u>6 130</u>	<u>(175 841)</u>



## DÉTAIL (suite)

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments	Total
<b>Municipalités et organismes municipaux</b>				
Obligations et billets		1 939		(1 939)
Prêts et avances	600	85		515
	<u>600</u>	<u>2 024</u>		<u>(1 424)</u>
<b>Particuliers, sociétés et autres</b>				
Actions et mise de fonds				
Dentrite Associates Inc.			(2)	(2)
			(2)	(2)
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	8 345	3 062	1 246 (7)	6 529
Pêcheurs	6 570	3 727		2 843
	<u>14 915</u>	<u>6 789</u>	<u>1 246</u>	<u>9 372</u>
Sociétés et autres				
Avances et fonds locaux aux employés du Gouvernement	3 234	2 734	(2)	498
Comité organisateur du congrès 1984 de la F.M.V.J. - Cités Unies Inc.		376		(376)
Coopératives	200	1 988	(209)(8)	(1 997)
Corporations industrielles	1 600	6 705	(1 385)(9)	(6 490)
Corporations minières			68	68
Fonds de la réforme du cadastre québécois	2 000			2 000
Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement		1 864	(736)(10)	(2 600)
Fonds renouvelable de la reprographie			231 (11)	231
Fonds renouvelable des services de Placement-Média	5 000	2 600		2 400
Fonds renouvelable du Parc du Mont-St-Anne			(100)(10)	(100)
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental	500			500
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau	500			500
Groupe Gérard Saucier Ltée,	3 500			3 500
Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation	43	35		8
Pêcheurs	327	367		(40)
Syndicats des producteurs de bois	300	381		(81)
	<u>17 204</u>	<u>17 050</u>	<u>(2 133)</u>	<u>(1 979)</u>
	<u>32 119</u>	<u>23 839</u>	<u>(887)</u>	<u>7 393</u>
	<u>32 119</u>	<u>23 839</u>	<u>(889)</u>	<u>7 391</u>

\* Excluant un montant de 1 525 553 \$ porté à la dette nette pour l'inscription des placements en actions à la valeur de consolidation au 31 mars 1986.

\*\* Excluant 25 100 000 \$ d'actions à la Société des établissements de plein air du Québec porté au crédit de la dette nette lors de la cession des biens à la Société.

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances douteuses de 2 648 880 \$ portée à la dette nette.

(3) Excluant la variation de la provision pour créances douteuses de 4 763 727 \$ portée à la dette nette.

(4) Obligations émises par la Société d'habitation du Québec en règlement d'avances consenties.

(5) Intérêts capitalisés.

(6) Montant formé principalement d'un transfert de créances au montant de 6 500 000 \$ de Rexfor à Hydro-Québec et d'intérêts capitalisés de 111 866 \$.

(7) Montant formé principalement de revenus d'intérêts capitalisés de 1 893 621 \$ et de créances radiées de 650 195 \$ inscrites aux dépenses.

(8) Montant formé de créances radiées de 208 465 \$ inscrites aux dépenses.

(9) Montant formé de remises de dettes de 1 384 979 \$.

(10) Montant débité aux revenus de ventes de biens et services.

(11) Montant transféré de comptes à recevoir à prêts et avances.

**OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

## COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

## DÉTAIL

	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	Contributions du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Excédent
	+	-	=	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.E.G.O.P.)	802	756 891	34 194	723 499
Régime de retraite des enseignants (R.R.E.)	92 386	514 530	234 797	372 119
Régime de retraite des fonctionnaires (R.R.F.)	64 166(1)	197 567	159 669	102 064
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 322	67 013	12 388	65 947
Régime de retraite des membres de la Législature	611	3 564	4 175	
Régime de retraite des juges et coroners	1 643	8 703	4 988	5 358
	<u>170 930</u>	<u>1 548 268(2)</u>	<u>450 211</u>	<u>1 268 987</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 5 039 642 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

	Service courant(a)	Service passé	Intérêt(b)	Manque à gagner	Total
R.R.E.G.O.P.					
Affaires sociales	146 043		206 767	1 327	354 137
Education	110 841(d)		171 116	7 346	289 303
Fonction publique	44 104		60 867	8 480	113 451
	<u>300 988</u>		<u>438 750</u>	<u>17 153</u>	<u>756 891</u>
Autres régimes					
Enseignants (R.R.E.)	103 912(c)	229 028	179 315	2 275	514 530
Fonctionnaires (R.R.F.)	37 244	101 335	58 988		197 567
Membres de la Sûreté du Québec	15 851	24 925	26 237		67 013
Membres de la Législature	855	2 690		19	3 564
Juges et coroners	2 301	2 333	2 567	1 502	8 703
	<u>160 163</u>	<u>360 311</u>	<u>267 107</u>	<u>3 796</u>	<u>791 377</u>
	<u>461 151</u>	<u>360 311</u>	<u>705 857</u>	<u>20 949</u>	<u>1 548 268</u>

(a) 140% des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et du R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1982 (L.R.Q., c. R-10, R-11 et R-12).

(b) Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

(c) Y compris 12 374 248 \$ à titre de troisième paiement pour couvrir les frais de retraite anticipée accordée aux employés des commissions scolaires.

(d) Y compris 549 772 \$ à titre de paiement pour couvrir les frais de retraite anticipée accordée aux employés des commissions scolaires.

## AUTRES COMPTES

## DÉTAIL

	31 mars 1986	31 mars 1985	Montant porté à la dette nette	Variation(1)
Comptes de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	30 949	69 203		+ 38 254
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	1 214 926	1 110 551		- 104 375
Autres débiteurs	778 125	728 513	(81 486)(2)	- 131 098
Intérêts courus	14 076	18 249		+ 4 173
	<u>2 038 076</u>	<u>1 926 516</u>	<u>(81 486)</u>	<u>- 193 046</u>
Comptes du passif: (3)				
Chèques en circulation	351 011	312 961		+ 38 050
Avances des fonds en fidéicomis	56 343	54 380		+ 1 963
Compte d'accords de perception fiscale	232 420	193 900		+ 38 520
Comptes à payer	1 172 435	1 125 289		+ 47 146
Intérêts courus	1 096 704	1 011 502		+ 85 202
	<u>(2 908 913)</u>	<u>(2 698 032)</u>		<u>+ 210 881</u>
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(870 837)</u>	<u>(771 516)</u>	<u>(81 486)</u>	<u>+ 17 835</u>

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(2) Variation de la provision pour créances douteuses au montant de 81 486 \$.

(3) Excluant des montants de 1 310 211 000 \$ et 363 283 000 \$ portés à la dette nette suite à l'inscription de comptes à payer au 31 mars 1986 et de la provision pour perte sur placements en actions.

# SECTION 3

---

## FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

---

### TABLE DES MATIÈRES

---

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-10



**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

## SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	- 3 141 400
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 1 456 696
		<u>- 1 684 704</u>
	<b>Financement</b>	
3-4	Variation de l'encaisse	- 18 032
3-4	Nouveaux emprunts	+ 2 992 557
3-6	Remboursements d'emprunts (1)	- 1 289 821
		<u>+ 1 684 704 (2)</u>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(1) Y compris 82 082 961 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

(2) Excluant un montant de 1 306 657 \$ porté à la dette nette suite à l'inscription en équivalent canadien au 31 mars 1986 des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement en monnaie étrangère.

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

## VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1986	31 mars 1985	Variation
Espèces en banque	69 759	66 807	- 2 952
Placements temporaires	495 000	479 920	- 15 080
Encaisse	564 759	546 727	- 18 032

N.B. : Le signe (-) indique une augmentation de l'encaisse.

## NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE		
Bons du trésor		230 000
Obligations négociables	2 047 661	
remboursables à demande	657 493	
non négociables	5 792	2 710 946
Autres emprunts		51 611
		2 992 557

## DÉTAIL

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
<b>Bons du trésor</b>						
Émis						5 800 000
Remboursés						5 570 000
Augmentation nette						230 000
<b>Obligations</b>						
Négociables						
En monnaie du Canada						
	1985-05-08	2004-11-29	12,75	102,98		100 000
	1985-05-30	2005-06-30	12,25	100,72		100 000
	1985-06-26	1995-06-26	10,50	98,396		109 000
	1985-06-26	2009-06-26	10,75	97,938		171 000
	1985-07-31	1990-07-31	10,50	99,81		50 000
	1985-07-31	1998-07-31	10,75	98,63		50 000
	1985-07-31	2009-06-26	10,75	97,06		50 000
	1985-10-03	1990-10-03	10,75	100,11		75 000
	1985-10-03	2005-10-03	11,375	99,65		75 000
	1985-12-23	1991-01-15	9,75	99,11		50 000
	1985-12-23	1997-01-15	10,50	99,885		100 000
	1985-12-23	2001-01-15	10,50	99,17		225 000
						1 155 000

## NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
En monnaie des États-Unis					
1985-06-15	2015-06-15	11,00	98,875	200 000	273 125
1986-01-10	1995-01-10	8,25 A		744	1 041 (1)
1986-01-29	1995-01-29	8,05 A		806	1 137 (2)
1986-02-25	1992-02-25	8,1436 A		2 139	2 984 (3)
1986-03-12	2001-03-12	7,15 A	76,885	99,950 (4)	141 340
				<u>303 639 \$ É.-U.</u>	<u>419 627 (5)</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1986-03-01	1998-03-01	6,50 A	100,00	300 000 D.M.	182 080 (5)
En monnaie de la Suisse					
1985-11-06	1990-2005-11-06	5,50 A	100,00	200 000 F.S.	126 319 (5)
En monnaie du Japon					
1985-06-07	1991-1995-06-07	7,00	99,80	30 000 000 Yens	164 635 (5)
					<u>2 047 661</u>
Remboursables à la demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1984-06-01	1994-06-01	11,75—8,50 A (6), (7)	100,00		1 174
1985-06-01	1995-06-01	9,00—7,50 A (8)	100,00		656 319
					<u>657 493</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1985-1986	2005-2006	10,58—12,57	100,00		5 792
					<u>2 710,946</u>
<b>Autres emprunts</b>					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1985-06-14	1988—1992-06-14	8,50 A			1 611 (9)

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

## NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
En monnaie des États-Unis 1985-05-31	1997-05-31	11,00	100,00	36 500 \$ É.-U.	50 000 (5)
					51 611
					2 992 557

A Intérêts payables annuellement.

(1) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 63 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 50 015 070 \$ É.-U. le 10 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,88%.

(5) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(6) Le taux est de 11,75% pour les mois d'avril et mai 1985.

(2) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 64 100 000 \$ É.-U. réalisé pour 49 998 000 \$ É.-U. le 29 janvier 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 11,93%.

(7) Le taux a été porté à 9,00% du 1<sup>er</sup> juin 1985 au 28 février 1986 et à 10,00% jusqu'au 31 mai 1986.

(8) Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne a été haussé à 10,00% pour la période du 1<sup>er</sup> mars 1986 au 31 mai 1986.

(3) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 122 000 000 \$ É.-U. réalisé pour 100 406 000 \$ É.-U. le 29 février 1985. Le taux effectif pour l'acheteur est de 12,03%.

(9) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 50 000 000 \$ réalisé pour 33 404 500 \$ le 14 juin 1982. Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,29%.

(4) Emprunts à fort taux d'escomptes: Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,23% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 130 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 99 950 000 \$ É.-U.

## REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

## SOMMAIRE

Obligations — négociables	603 052	
— remboursables à demande	594 870	1 197 922
Autres emprunts		9 816
		1 207 738
Emprunts remboursés		
Contributions aux fonds d'amortissement: obligations	79 410	
autres emprunts	2 673	82 083
		1 289 821



## REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL

		Valeur nominale	
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien *
<b>Obligations</b>			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1985-04-01	1978-04-05 (1)		3 400
1985-05-01	1979-05-01 (1)		1 764
1985-05-01	1979-05-01 (1)		1 380
1985-05-01	1979-05-01 (1)		1 328
1985-06-01 (2)	1966-12-01		5
1985-08-01	1961-08-01		30 631 (3)
1985-10-01	1970-10-01		453
1985-11-01	1975-11-01		15 000 (4)
1985-12-01 (2)	1966-12-01		135
1985-12-22	1980-12-22		115 (5)
1985-12-22	1980-12-22		1 564 (6)
1985-12-22	1981-02-24		1 622 (7)
1986-02-01	1961-02-01		27 062 (8)
1986-02-15	1982-02-15		150 000
1986-02-27	1980-02-27		150 000
1986-03-12	1982-03-12		50 000 (9)
1986-03-30	1981-03-30 (1)		50 000
1986-03-31	1976-03-31		50 000
			534 459
Assumées			
En monnaie du Canada			
Institut Armand-Frappier			
1985-04-01			198
			534 657
Négociables			
En monnaie des États-Unis			
1985-06-01	1972-06-01 (1)	6 000	5 902
1985-07-15	1975-07-15	2 000	2 042 (10)
1985-11-01	1977-11-01 (1)	1 800	2 002
1985-11-15	1973-11-15	15 000	7 478 (11)
1986-01-15	1973-01-15 (1)	6 000	5 994
		30 800 \$ É.-U.	23 418 (12)
Assumées			
En monnaie des États-Unis			
Construction du boulevard			
Métropolitain de Montréal			
1985-11-01	1962-11-01 (1)	1 777 \$ É.-U.	1 799 (12)
		32 577 \$ É.-U.	25 217

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

## REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

## DÉTAIL ( suite)

		Valeur nominale		
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien *	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1985-05-01	1978-05-01 (1)	25 000	13 609	
1985-07-01	1972-07-01 (1)	10 000	3 123	
		<u>35 000 D.M.</u>	<u>16 732 (12)</u>	
En monnaie de la France				
1985-06-15	1972-06-15 (1)	<u>15 000 F.F.</u>	<u>3 019 (12)</u>	
En monnaie du Japon				
1985-05-23	1978-05-23 (1)	2 400 000	11 708	
1986-01-30	1980-01-30 (1)	2 000 000	9 707	
		<u>4 400 000 Yens</u>	<u>21 415 (12)</u>	
En unités de compte européennes				
1985-12-17	1979-12-17 (1)	<u>1 000 U.C.E.</u>	<u>2 012 (12)</u>	603 052
Remboursables à demande				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1988-06-01	1978-06-01		3 950	
1989-06-01	1979-06-01		3 216	
1993-06-01	1983-06-01		78 810	
1994-06-01	1984-06-01		295 419	
1995-06-01	1985-06-01		143 999	
1995-06-01	1980-06-01		26 803	
1996-06-01	1981-06-01		8 363	
1997-06-01	1982-06-01		<u>34 310</u>	594 870
				<u>1 197 922</u>

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

**REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)****DÉTAIL (suite)****AUTRES EMPRUNTS**

En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1985-04-01	1972-1979-04-01		2 194	
Institutions universitaires				
(assumées)			546	
			2 740	
Office des autoroutes du Québec				
1985-07-15	1982-04-01		1 250	
En monnaie des États-Unis				
Convention de crédit				
1985-11-02	1978-11-02	5 000 \$ É.-U.	5 826 (1)	9 816
<b>Emprunts remboursés</b>				1 207 738
<b>Contributions aux fonds d'amortissement</b>				
Obligations (voir page 4-41)			79 410	
Autres emprunts (voir page 4-41)			2 673	82 083
<b>Total</b>				<b>1 289 821</b>

\* À la date de réalisation des emprunts.

(1) Remboursements contractuels.

(2) Obligations encaissables par anticipation à toutes dates de paiement d'intérêt.

(3) Excluant 146 940 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.

(4) Obligations encaissables par anticipation le 1<sup>er</sup> novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.

(5) Obligations remboursées le 22 décembre 1985 sur une émission de 63 000 000 \$ à 13,25% dont les détenteurs ne se sont pas prévalus de l'option d'échange le 22 octobre 1985 pour des obligations venant à échéance le 22 décembre 1994.

(6) Obligations remboursées le 22 décembre 1985 sur une émission de 137 000 000 \$ à 13,25% dont les détenteurs ne se sont pas prévalus de l'option d'échange le 22 octobre 1985 pour des obligations venant à échéance le 22 décembre 1994.

(7) Obligations remboursées le 22 décembre 1985 sur une émission de 118 000 000 \$ à 13,25% dont les détenteurs ne se sont pas prévalus de l'option d'échange le 22 octobre 1985 pour des obligations venant à échéance le 22 décembre 1994.

(8) Excluant 527 615 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.

(9) Obligations échéant le 12 mars 1988 rachetées par anticipation à 101 par le gouvernement.

(10) Obligations encaissables par anticipation le 15 juillet 1985 si le coupon boni est attaché.

(11) Obligations encaissables par anticipation le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois. De plus, ce montant exclut 7 300 524 \$ de contributions du Fonds d'amortissement.

(12) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page 3-10.

**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

**Variation du change sur les remboursements  
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivalent canadien de la valeur nominale			
		Valeur nominale	À la date de réalisation	À la date du remboursement	Variation
<b>En monnaie des États-Unis</b>					
Obligations négociables					
1985-06-01	1972-06-01	6 000	5 902	8 261	2 359
1985-07-15	1975-07-15	2 000	2 042	2 702	660
1985-11-01	1977-11-01	1 800	2 002	2 458	456
1985-11-15	1973-11-15	15 000	14 778	20 665	5 887
1986-01-15	1973-01-15	6 000	5 994	8 350	2 356
Obligations assumées					
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal		1 777	1 799	2 426	627
Autres emprunts					
1985-11-02	1978-11-02	5 000	5 826	6 836	1 010
		<u>37 577 \$ É.-U.</u>	<u>38 343</u>	<u>51 698</u>	<u>13 355</u>
<b>En monnaie de la République fédérale d'Allemagne</b>					
1985-05-01	1978-05-01	25 000	13 609	11 081	(2 528)
1985-07-01	1972-07-01	10 000	3 122	4 466	1 344
		<u>35 000 D.M.</u>	<u>16 731</u>	<u>15 547</u>	<u>(1 184)</u>
<b>En monnaie de la France</b>					
1985-06-15	1972-06-15	<u>15 000 F.F.</u>	<u>3 019</u>	<u>2 736</u>	<u>(283)</u>
<b>En monnaie du Japon</b>					
1985-05-23	1978-05-23	2 400 000	11 708	13 139	1 431
1986-01-30	1980-01-30	2 000 000	9 707	13 916	4 209
		<u>4 400 000 Yens</u>	<u>21 415</u>	<u>27 055</u>	<u>5 640</u>
<b>En unités de compte européennes</b>					
1985-12-17	1979-12-17	<u>1 000 U.C.E.</u>	<u>2 012</u>	<u>1 434</u>	<u>(578)</u>
Total			81 520	98 470	16 950 (1)

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

## SECTION

## 4

## ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

AU 31 MARS 1986

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	4-3
Comptes à recevoir	4-4
Intérêts courus	4-5
Placements	4-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	4-26
Autres éléments d'actif	4-27
PASSIF	
Emprunts temporaires	4-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	4-28
Comptes à payer	4-29
Intérêts courus	4-29
Continuité du compte des régimes de retraite	4-30
Bons du trésor	4-31
Obligations moins fonds d'amortissement	4-32
Autres emprunts	4-47
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	4-50
Passifs éventuels	4-51
Engagements financiers	4-70
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	4-71
Détail des engagements financiers	
Budgétaires	4-72
Non budgétaires	4-91



**ACTIF****PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1986	1985
<b>Détail</b>					
En monnaie du Canada					
Banque Nationale du Canada	1986-03-27	1986-04-01	11,50	50 000	} 95 000
Banque Nationale du Canada	1986-03-27	1986-04-01	12,375	50 000	
Banque Nationale du Canada	1986-03-27	1986-04-02	11,75	65 000	
Banque Toronto-Dominion	1986-03-31	1986-04-02	11,625	110 000	55 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1986-03-27	1986-04-01	11,625	100 000	30 000
Banque de Nouvelle-Ecosse					90 000
Midland Doherty Ltée	1986-03-27	1986-04-01	11,625	20 000	45 000
Merrill Lynch Canada Inc.	1986-03-27	1986-04-01	11,65	50 000	85 000
Wood Gundy Inc.	1986-03-27	1986-04-01	12,15	50 000	
Banque d'Amérique du Canada					25 000
Levesque Beaubien Inc.					24 920
Crédit Lyonnais Canada Ltée					25 000
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal					5 000
				495 000	479 920

**COMPTES À RECEVOIR**

(en milliers de dollars)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1986	1985	1986	1985	1986	1985
<b>Revenus</b>						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	629 764	599 861	678 787	609 946	1 308 551	1 209 807
Contributions des employeurs au						
Fonds des services de santé	127 420	126 585			127 420	126 585
Impôt des sociétés			103 817	110 295	103 817	110 295
Droits de successions			6 753	7 115	6 753	7 115
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	260 474	207 451	120 669	114 639	381 143	322 090
Carburants	91 463	86 503	10 700	6 991	102 163	93 494
Tabacs	41 009	34 456	3 625	2 454	44 634	36 910
Repas et hôtellerie	25 310	23 926	81 864	74 227	107 174	98 153
Autres	10 846	9 772	78	64	10 924	9 836
Droits et permis						
Ressources forestières			11 727	13 514	11 727	13 514
Véhicules automobiles	22 009	16 827			22 009	16 827
Autres	6 621	5 134	6 543	7 914	13 164	13 048
Revenus divers						
Ventes de biens et services	10	36	65 685	41 970	65 695	42 006
Autres			125 292	114 851	125 292	114 851
Transferts des sociétés d'État						
Loto-Québec			29 000		29 000	
Société des alcools du Québec				52 000		52 000
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 214 926	1 110 551	1 244 540	1 155 980	2 459 466	2 266 531
Transferts du gouvernement du Canada						
Aide au transport urbain				8 967		8 967
Aide juridique			14 777	7 042	14 777	7 042
Assurance-récolte			3 777	2 842	3 777	2 842
Bilinguisme			17 861		17 861	
Bilinguisme en éducation			3 076		3 076	
Condition physique et du sport amateur			1 125		1 125	
Coopération internationale				1 363		1 363
Déficits d'exploitation de logements			18 116	29 246	18 116	29 246
Déficits d'exploitation — habitations nordiques				1 397		1 397
Développement des transports			2 029		2 029	
Développement forestier			20 363		20 363	
Développement industriel			10 946		10 946	
Développement minéral			1 223		1 223	
École de médecine vétérinaire de St-Hyacinthe				1 246		1 246
Économies d'énergie				1 790		1 790
Enseignement aux enfants indiens			8 895	15 385	8 895	15 385
Formation professionnelle des adultes			15 226	19 339	15 226	19 339
Immobilisations Côte-des-Neiges				1 000		1 000
Indemnisation — victimes d'actes criminels			1 312	1 307	1 312	1 307
Infrastructures industrielles			1 753	4 709	1 753	4 709
Jeunes délinquants			11 149	11 149	11 149	11 149
Protection civile			3 201	1 249	3 201	1 249
Réseau routier de l'Outaouais			4 587	4 195	4 587	4 195
Trains de banlieue			1 385		1 385	
Transport aérien			2 624		2 624	
Autres (1)			8 160	5 999	8 160	5 999
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			151 585	118 225	151 585	118 225
<b>Dépenses et autres</b>			98 723	91 633	98 723	91 633
Total des comptes à recevoir	1 214 926	1 110 551	1 494 848 (2)	1 365 838	2 709 774	2 476 389
<b>Moins:</b>						
<b>Provision pour créances douteuses</b>			716 723 (2)	637 325	716 723	637 325
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	1 214 926	1 110 551	778 125	728 513	1 993 051	1 839 064

(1) Comprend des montants inférieurs à 1 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 2 087 489 \$ au cours de l'année financière 1985-1986 contre la provision.



**INTÉRÊTS COURUS**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office du crédit agricole		4 483
Sidbec	534	406
Société d'habitation du Québec	6 970	7 007
Autres	587	362
	8 091	12 258
Municipalités et organismes municipaux	4 607	4 575
Particuliers, sociétés et autres	675	551
Gouvernement du Canada	46	46
Placements temporaires et comptes de banques	657	819
	14 076	18 249

## PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

		Actions et mise de fonds	
		1986	1985
		Valeur de consolidation	Au coût
<b>Sommaire</b>			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	7 758 604	6 078 178
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 4-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 4-24)		2
		7 758 604	6 078 180

		Actions et mise de fonds	
		1986	1985
		Valeur de consolidation	Au coût
1	Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000 (2)	10 000 (2)
3	Hydro-Québec	6 720 109	4 374 109
4	Loto-Québec	5 771	170
5	Madélipêche Inc.	4 846	5 175
6	Office de l'électrification rurale		
7	Office du crédit agricole		
8	Raffinerie de sucre du Québec	14 475	36 000
9	Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
10	Sidbec		582 000
11	Société de cartographie du Québec		3 000
12	Société de développement autochtone de la Baie James	4 229	3 250
13	Société de développement de la Baie James		60 000
14	Société de développement des coopératives		
15	Société de développement des industries de la culture et des communications	17 163	15 500
16	Société de développement industriel du Québec	32 944 (2)	32 944 (2)
17	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor)	85 385	59 250
18	Société des alcools du Québec	31 884	30 000
19	Société des établissements de plein air du Québec	27 375	
20	Société des traversiers du Québec	1 835	1 500
21	Société d'habitation du Québec		
22	Société du parc industriel du centre du Québec		
23	Société générale de financement du Québec	413 287	274 434
24	Société immobilière du Québec	80 787 (2)	87 667 (2)
25	Société nationale de l'amiante		94 769
26	Société québécoise des transports	8 558	42 108
27	Société québécoise d'exploration minière	67 716	110 600
28	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	61 304	51 800
29	Société québécoise d'initiatives pétrolières	160 065	203 900
30	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	8 098(4)	1
31	Société inter-port de Québec	2 773	1
		7 758 604	6 078 178
Moins Provisions: (3)			
Créances douteuses			
Autres			
		7 758 604	6 078 178

(1) Montant redressé pour fins de comparaison.

(2) Dotation au coût dont 7 666 100 \$ à la Société immobilière du Québec.

(3) Pour appliquer en premier lieu la portion de l'excédent du déficit accumulé sur le coût des actions détenues dans Sidbec (61 268 244 \$) et dans la Société nationale de l'amiante (1 825 420 \$).

(4) Ce chiffre provient d'états non vérifiés.

(5) Après avoir déduit des créances radiées de 409 412 \$ pour les étudiants au cours de l'année financière 1985-1986.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1986	1985	1986	1985	1986	1985
128 689	128 982	495 828	866 890	8 383 121	7 074 050
12 807	13 627			12 807	13 627
47 316	48 355	7 530	7 015	54 846	55 370
492	572			492	572
60 615	62 554	7 530	7 015	68 145	69 569
		148 290 (5)	145 661 (5)	148 290	145 663 (5)
189 304	191 536	651 648	1 019 566	8 599 556	7 289 282

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1986	1985	1986	1985	1986	1985
		16 000	8 000	16 000	8 000
		6 500	6 500(1)	10 000	10 000
		7 275	7 878	6 726 609	4 380 609(1)
		1 041	1 350	5 771	170
		550	160 500	12 121	13 053
				1 041	1 350
			6 400	550	160 500
		61 268	70 835	14 475	36 000
				6 400	6 400
				61 268	652 835
				4 229	3 000
		16 392	19 878		3 250
		13 349	2 385	16 392	60 000
		18 042	13 680(1)	17 163	19 878
				46 293	15 500
					35 329
				103 427	72 930(1)
				31 884	30 000
				27 375	
				1 835	1 500
128 689	128 982		1 206	128 689	130 188
		36 043	36 043	36 043	36 043
		15 000	15 000	428 287	289 434
		367 985	514 985	448 772	602 652
		1 825	1 825	1 825	96 594
			125	8 558	42 233
				67 716	110 600
		300	300	61 604	52 100
				160 065	203 900
				8 098	1
				2 773	1
128 689	128 982	561 570	866 890	8 448 863	7 074 050
		2 649		2 649	
		63 093		63 093	
128 689	128 982	495 828	866 890	8 383 121	7 074 050

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

## Entreprises du Gouvernement du Québec

	1986	1985 au coût
<b>1</b> <b>Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche</b> L.R.Q., c. A-7.1, a.40		
Pour l'exécution de son mandat, des prêts ont été consentis par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science à même les crédits votés. Ces prêts ne portent pas intérêt et seront remboursés annuellement selon les disponibilités du compte de revenus de l'Agence et à la demande du Gouvernement. Au 31 mars 1986, le total des prêts est de 16 000 000 \$.	<b>Prêts</b> 16 000 000 \$	8 000 000 \$
<b>2</b> <b>Fonds d'assurances-prêts agricoles et forestiers</b> L.R.Q., c. A-29.1, a. 20		
Le Ministre des Finances est autorisé à verser au fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en 3 versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du fonds. Au 31 mars 1986, le Ministre a versé au fonds 10 000 000 \$.	<b>Dotation</b> 10 000 000	10 000 000
<b>3</b> <b>Hydro-Québec</b> L.R.Q., c. H-5, a. 3		
Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au Ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement. Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au Ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$. Au 31 mars 1986, ces actions ont une valeur de consolidation de 6 720 109 000 \$. Au 31 mars 1986, les avances en cours s'élèvent à 6 500 000 \$ (valeur nominale) suite au transfert de Rexfor à Hydro-Québec des droits et obligations relatifs à ces avances. Ces avances sont sans intérêt et remboursables jusqu'en l'an 2000.	<b>Actions</b> 6 720 109 000 <b>Avances</b> 6 500 000 6 726 609 000	4 374 109 000
<b>4</b> <b>Loto-Québec</b> L.R.Q. c. S-13.1 a. 5 et 6		
Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société. Au 31 mars 1986, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ et une valeur de consolidation de 5 771 000 \$.	<b>Actions</b> 5 771 000	170 000
<b>5</b> <b>Madelipêche Inc.</b>		
Lors de la réorganisation financière de Madelipêche Inc. dont les actionnaires à ce moment étaient la Société québécoise des pêches et la Société de développement industriel du Québec, le gouvernement du Québec a autorisé le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à acquérir des actions à même les crédits votés. Au 31 mars 1986, le ministre détient 3 certificat totalisant 64 670 actions pour un coût de 6 467 000 \$ et une valeur de consolidation de 4 846 000 \$. En vertu de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le Gouvernement a consenti des avances à Madelipêche Inc. pour l'achat, la réparation et la transformation de ses bateaux et pour couvrir les pertes d'opérations de la Société pour les années 1978 à 1982. Au 31 mars 1986, le total des avances consenties s'établit à 7 274 790 \$ dont une portion de 532 193 \$ sera convertie en capital-actions au cours de l'exercice 1986-1987. Le solde ne portant pas intérêt est remboursable jusqu'en 1993.	<b>Actions</b> 4 846 000 <b>Avances</b> 7 274 790 12 120 790	5 175 000 7 878 139 13 053 139
<b>6</b> <b>Office de l'électrification rurale</b> L.Q. 9, Geo. VI, C. 48, a. 15		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances, sur autorisation du Gouvernement, à même les crédits votés.	<b>Avances</b> 1 040 595	1 350 050

	1986	1985 au coût
<b>7</b>		
<b>Office du crédit agricole du Québec</b>		
L.R.Q., c. C-75, a. 18		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le Ministre des finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement au montant de 550 000 \$.		
<b>Avances</b>	550 000 \$	160 500 000 \$
<b>8</b>		
<b>Raffinerie de sucre du Québec</b>		
L.R.Q., C. R-0.1, a. 16 à 21		
Le fonds social autorisé de la Société est de 50 000 000 \$ divisé en 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, pouvant être acquises par le Ministre des Finances dont 160 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 500 000 actions pour un coût de 50 000 000 \$ et une valeur de consolidation de 14 475 000 \$.		
<b>Actions</b>	14 475 000	36 000 000
<b>9</b>		
<b>Régie de l'assurance-dépôts du Québec</b>		
L.R.Q., c. A-26, a. 53 et 55		
<b>Avances</b>		6 400 000
<b>10</b>		
<b>Sidbec</b>		
L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et 14		
	<b>Actions</b>	582 000 000
	<b>Avances</b>	70 835 290
	61 218 244	
	61 218 244	652 835 290
Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances avait acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ et une valeur de consolidation nulle tenant compte du déficit accumulé de 883 828 000 \$ de cette entreprise.		
Pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.		
Au 31 mars 1986, les avances consenties par le Ministre des Finances totalisent 61 268 244 \$ et portent intérêt au taux bancaire préférentiel. L'intérêt est payable mensuellement et capitalisé s'il demeure impayé à l'échéance.		
<b>11</b>		
<b>Société de cartographie du Québec</b>		
L.R.Q., C. S-9, a. 4 et 5		
Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1986, le Ministre détient 6 certificats pour 300 000 actions pour un coût de 3 000 000 \$ et une valeur de consolidation nulle tenant compte du déficit accumulé de 3 512 000 \$ de cette entreprise.		
<b>Actions</b>		3 000 000

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

## Entreprises du Gouvernement du Québec

	1986	1985 au coût
<b>12</b> <b>Société de développement autochtone de la Baie James</b> L.R.Q., c. S-9.1, a. 11, 15 et 16	<b>Actions</b> 4 229 000 \$	3 250 000 \$
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1986, le Ministre détient 8 certificats totalisant 3 500 actions de catégorie A pour un coût de 3 500 000 \$ et une valeur de consolidation de 4 229 000 \$. Un solde de 500 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-91.</p>		
<b>13</b> <b>Société de développement de la Baie James</b> L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25	<b>Actions</b>	60 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1986, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ et une valeur de consolidation nulle tenant compte du déficit accumulé de 68 661 000 \$ de cette entreprise. Le Ministre des Finances a cessé de souscrire le 2 mars 1977.</p>		
<b>14</b> <b>Société de développement des coopératives</b> L.R.Q., c. S-10.001 a. 42 et 47	<b>Avances</b> 16 392 147	19 877 938
<p>Le 6 juin 1984, la Société a remplacé la Société de développement coopératif et en acquiert les droits et en assume les obligations dont celle de rembourser, à même les remboursements des aides financières consenties, les avances consenties par les coopérateurs-souscripteurs et le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1986 les avances consenties par le Ministre des Finances et non remboursées totalisent 16 392 147 \$.</p> <p>Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles ont été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3 % et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1 %.</p>		
<b>15</b> <b>Société de développement des industries de la culture et des communications</b> L.R.Q., c. S-10.01, a. 17, 18 et 19	<b>Actions</b> 17 163 000	15 500 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 19 certificats pour 185 000 actions au coût de 18 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 17 163 000 \$.</p>		
<b>16</b> <b>Société de développement industriel du Québec</b> L.R.Q., c. S-11.01, a. 45 et 46	<b>Dotation</b> 32 944 115 <b>Prêts</b> 13 348 633	32 944 115 2 385 336
	46 292 748	35 329 451
<p>Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1986, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui furent appliqués au remboursement des avances consenties par le Ministre. La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaires d'une entreprise à fonds social.</p> <p>De plus, le Ministre de l'Industrie et du Commerce a prêté à divers taux à la Société, 13 348 633 \$ à même les crédits votés.</p>		

**17****Société de récupération d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor)**

L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 1 250 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 1 112 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 28 certificats totalisant 672 500 actions pour un coût de 78 000 000 \$ et une valeur de consolidation de 85 385 000 \$. Un solde de 27 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-91.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1986, les avances en cours totalisent 18 041 866 \$ dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée (13 680 000 \$ au 31 mars 1985) et 4 361 866 \$ pour Forex-Leroy Inc. (6,500 000 \$ au 31 mars 1985 pour le financement de Nouveler Inc.). Ces avances sont sans intérêt et remboursables jusqu'en l'an 2000.

	1986	1985 au coût
<b>Actions</b>	85 385 000 \$	59 250 000 \$
<b>Avances</b>	18 041 866	13 680 000
	103 426 866	72 930 000

**18****Sociétés des alcools du Québec**

L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6

Le fonds social autorisé de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ et une valeur de consolidation de 31 884 000 \$.

<b>Actions</b>	31 884 000	30 000 000
----------------	------------	------------

**19****Société des établissements de plein air du Québec**

L.R.Q., c. S-13.01, a. 20, 21, 24 et 26

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du gouvernement.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, le 8 juin 1985, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 25 100 000 \$. À titre de paiement, la Société a émis 251 000 actions en faveur du Ministre des Finances. Depuis cette date, le Ministre des Finances a versé 2 275 000 \$ pour 22 750 actions.

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 3 certificats totalisant 263 750 actions.

<b>Actions</b>	27 375 000
----------------	------------

**20****Société des traversiers du Québec**

L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au Ministre des Finances.

Au 31 mars 1986, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ et une valeur de consolidation de 1 835 000 \$.

<b>Actions</b>	1 835 000	1 500 000
----------------	-----------	-----------

**21****Société d'habitation du Québec**

L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. De plus, le Ministre des Finances est autorisé à verser, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas 1 500 000 \$ pour la constitution d'un fonds de roulement destiné à protéger les investissements de la Société. Les sommes avancées au 31 mars 1985 sont composées d'avances temporaires et portent intérêt aux taux de la majorité des banques à charte canadienne.

Une partie de ces avances temporaires est retournée au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée et l'autre partie est convertie sur autorisation du gouvernement en obligations.

Au 31 mars 1986, le taux d'intérêt sur les obligations détenues par le Gouvernement, varie de 6,875 % à 15,125 % et l'échéance la plus éloignée est le 1<sup>er</sup> juillet 2032.

<b>Obligations</b>	128 689 034	128 982 118
<b>Avances</b>		1 206 128
	128 689 034	130 188 246

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

## Entreprises du Gouvernement du Québec

	1986	1985 au coût
<b>22</b>		
<b>Société du parc industriel du centre du Québec</b>		
L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31		
Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 1986, les avances en cours se chiffrent à 36 042 930 \$.		
Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3 % à 17,12 % dans la majorité des cas, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de 10 ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.		
<b>23</b>		
<b>Société générale de financement du Québec</b>		
L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 11 et 12		
Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au Gouvernement. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.		
Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances a versé 323 768 481 \$ et détient 45 certificats totalisant 31 266 495 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 413 287 000 \$.		
De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de St-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10 1/4 % l'an payable semi-annuellement et remboursable en 5 versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.		
<b>24</b>		
<b>Société immobilière du Québec</b>		
L.R.Q., c. S-17.1, a. 24, 31, 32 et 64		
Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.		
Le 1 <sup>er</sup> octobre 1984, la Société est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs et les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$ ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement avait été versée par le Ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec. Ce montant avait servi à l'acquisition de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars 1986 une dotation du Ministre des Finances en faveur de la nouvelle Société. De plus, le Ministre des Finances avait avancé à la Société de développement immobilier du Québec des sommes totalisant 67 000 000 \$. Au 31 mars 1986, ces avances présentent les mêmes taux d'intérêt et conditions de remboursement que les débiteures de Place Desjardins Inc. détenues par la Société.		
Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. A titre de paiement, la Société a émis 80 000 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$, ne portant pas intérêt, en faveur du Ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est de 367 984 632 \$ au 31 mars 1986.		
Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ et une valeur de consolidation de 73 121 000 \$.		
<b>Avances</b>	36 042 930 \$	36 042 930 \$
<b>Actions</b>	413 287 000	274 433 501
<b>Prêts</b>	15 000 000	15 000 000
	428 287 000	289 433 501
<b>Actions</b>	73 121 000	80 001 000
<b>Dotation</b>	7 666 100	7 666 100
<b>Avances</b>	367 984 632	514 984 632
	448 771 732	602 651 732



**25**  
**Société nationale de l'amiante**  
 L.R.Q., c. S-18.2, a. 11, 13 et 15

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 52 certificats totalisant 94 769 actions pour un coût de 130 069 000 \$ et une valeur de consolidation nulle tenant compte du déficit accumulé de 245 444 000 \$ de cette entreprise. Un solde de 21 500 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-91.

Les avances portent intérêt au taux bancaire préférentiel plus  $\frac{1}{2}$  de 1 %.

	1986	1985 au coût
<b>Actions</b>		
<b>Avances</b>	1 825 420 \$	94 769 000 \$ 1 825 420
	1 825 420	96 594 420

**26**  
**Société québécoise des transports**  
 L.R.Q., c. S-22, a. 23 et 25

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le Ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie «B», participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1986 est de 8 558 000 \$.

<b>Actions</b>	8 558 000	42 108 400 125 000
<b>Avances</b>	8 558 000	42 233 400

**27**  
**Société québécoise d'exploration minière**  
 L.R.Q., c. S-19, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 11.1

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre détient 22 certificats totalisant 11 060 000 actions pour un coût de 110 600 000 \$ et une valeur de consolidation de 67 716 000 \$.

<b>Actions</b>	67 716 000	110 600 000
----------------	------------	-------------

**28**  
**Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires**  
 L.R.Q., c. S-21, a. 5 et 7

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre détient 23 certificats totalisant 558 000 actions pour un coût de 55 800 000 \$ et une valeur de consolidation de 61 304 000 \$.

De plus, le Ministre de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation a prêté sans intérêt à la Société, 300 000 \$ à même des crédits votés.

<b>Actions</b>	61 304 000	51 800 000
<b>Prêts</b>	300 000	300 000
	61 604 000	52 100 000

**29**  
**Société québécoise d'initiatives pétrolières**  
 L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1, et 9.3

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1986, le Ministre détient 20 certificats totalisant 4 078 000 actions pour un coût de 203 900 000 \$ et une valeur de consolidation de 160 065 000 \$. Un solde de 36 100 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 4-91.

<b>Actions</b>	160 065 000	203 900 000
----------------	-------------	-------------

## NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

## Entreprises du Gouvernement du Québec

		1986	1985
			au coût
<b>30</b>			
<b>Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel</b>			
L.R.Q., c. S-16, a. 22 et 23	<b>Actions</b>	8 098 000 \$	1 000 \$
<b>31</b>			
<b>Société inter-port de Québec</b>			
L.R.Q., c. S-18, a. 11 et 12	<b>Actions</b>	2 773 000	600
		10 871 000	1 600

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du Ministre de l'Expansion économique régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces sociétés.

Conformément aux dispositions de la Loi, le Ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (S.P.I.C.A.M.).

Au 31 mars 1986, le Ministre des Finances avait versé 1 000 \$ dans S.P.I.C.A.M. et 600 \$ dans la Société inter-port de Québec. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce détient 2 certificats totalisant 1 000 actions de S.P.I.C.A.M. pour un coût de 1 000 \$ et une valeur de consolidation de 8 098 000 \$ et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société inter-port de Québec pour un coût de 600 \$ et une valeur de consolidation de 2 773 000 \$.

**NOTE:**

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume «états financiers des entreprises du gouvernement du Québec» publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.



**PLACEMENTS** (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>2</b>	<b>Municipalités et organismes municipaux</b>		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
8	Bernierville	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
9	Berthier-sur-Mer	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
10	Berthierville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
11	Boisbriand	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
12	Bonaventure	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
13	Boucherville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
14	Cap-aux-Meules	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
17	Chambly	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
20	Charny	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
21	Châteauguay	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
24	Ciudadome	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
25	Delisle (St-Cœur-de-Marie)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
26	Deux-Montagnes	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
29	Dorion	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
30	East Broughton	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
31	Escoumins	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
32	Gaspé	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
33	Gatineau	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
34	Grande-Île	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
35	Grande-Rivière	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
38	Iberville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
39	Kingsbury	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
40	La Baie (Bagotville)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
41	Lachute	B	9,6455
42	Lachute	B	8,1152
43	Lac-Mégantic	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
44	La Pocatière	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
45	Lauzon	B	7,9396
46	Lebel-sur-Quévillon	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
47	Lévis	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
48	Lévis	B	7,4869
49	Longue-Pointe	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
50	Lorraine	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
51	Louiseville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
52	Macamic	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
53	Maniwaki	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1986	1985	1986	1985	1986	1985
1994-12-15	621 782 \$	667 209 \$			621 782 \$	667 209 \$
2002-03-31	310 469	310 469			310 469	
1995-11-01	12 134	12 884			12 134	12 884
2002-03-31	148 335	148 335			148 335	148 335
1995-03-01	100 403	107 623			100 403	107 623
2006-04-01	202 047	205 509			202 047	205 509
1995-12-01	141 470	150 210			141 470	150 210
1994-12-01	36 402	39 061			36 402	39 061
1995-03-01	36 997	39 658			36 997	39 658
1996-02-01	99 876	106 046			99 876	106 046
1994-12-15	24 847	26 662			24 847	26 662
1996-03-01	31 122	33 045			31 122	33 045
1995-06-01	48 682	51 689			48 682	51 689
1995-05-01	144 190	153 098			144 190	153 098
2005-04-01	164 448	168 067			164 448	168 067
1995-11-01	26 123	27 737			26 123	27 737
1995-05-01	111 435	118 319			111 435	118 319
2005-04-01	1 116 574	1 139 634			1 116 574	1 139 634
1995-08-01	702 524	745 924			702 524	745 924
1995-03-01	51 432	55 131			51 432	55 131
1995-04-01	37 129	39 422			37 129	39 422
1991-11-01	92 000	104 500			92 000	104 500
1995-10-01	337 159	357 988			337 159	357 988
1994-12-01	12 572	13 491			12 572	13 491
1995-12-01	125 641	133 402			125 641	133 402
1994-12-01	16 516	17 723			16 516	17 723
2007-04-01	180 493	183 312			180 493	183 312
1995-03-01	85 400	91 542			85 400	91 542
1995-11-01	224 595	238 470			224 595	238 470
1995-12-01	55 325	58 742			55 325	58 742
1994-12-01	15 079	16 180			15 079	16 180
1996-02-01	68 984	73 245			68 984	73 245
1994-12-15	75 516	81 033			75 516	81 033
1995-06-01	102 123	108 432			102 123	108 432
1996-03-31	310 352	329 525			310 352	329 525
1994-04-01	41 305	44 446			41 305	44 446
1995-03-01	36 609	39 242			36 609	39 242
1996-03-31	67 428	71 594			67 428	71 594
1994-12-15	108 130	116 030			108 130	116 030
1995-10-01	513 473	545 194			513 473	545 194
2007-04-01	509 084	515 887			509 084	515 887
2005-04-01			295 337 \$	301 230 \$	295 337	301 230
1995-03-01	46 918	50 292			46 918	50 292
1994-09-01	159 640	171 303			159 640	171 303
2006-04-01	791 801	806 453			791 801	806 453
1994-12-01	172 502	185 105			172 502	185 105
1995-12-01	266 640	283 112			266 640	283 112
2004-04-01	2 171 130	2 222 527			2 171 130	2 222 527
1995-10-01	113 147	120 137			113 147	120 137
1995-05-01	49 905	52 988			49 905	52 988
1996-03-31	89 585	95 119			89 585	95 119
1995-12-01	52 829	56 093			52 829	56 093
1996-03-01	827 809	878 949			827 809	878 949

**PLACEMENTS** (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>2</b>	<b>Municipalités et organismes municipaux</b>		
	Municipalités (suite)		
54	Maple Grove	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
55	Matagami	C	5,5
56	Matane	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
57	McMasterville	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
58	Métabetchouan	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
59	Mirabel	B	10,0095
60	Mistassini	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
61	Montréal	C	
62	Murdochville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
63	Normandin	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
64	Notre-Dame-du-Lac	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
65	Oka	B	8,2812
66	Pont-Rouge	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Port-Cartier	B	7,3540
74	Port-Cartier	B	9,4738
75	Port-Cartier	B	9,9874
76	Princeville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
77	Québec	B	7,5744
78	Québec	B	7,5846
79	Québec	B	7,9737
80	Québec	B	9,9091
81	Québec	B	9,4283
82	Rivière-du-Loup	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
83	Rouyn	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
84	Sacré-Coeur	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
85	Sayabec	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
86	Schefferville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
87	Sept-Îles	B	7,0181
88	Sept-Îles	B	7,2127
89	Sept-Îles	B	7,3766
90	Sept-Îles	B	7,5324
91	Sept-Îles	B	8,6548
92	Sept-Îles	B	9,831
93	Shipshaw	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
94	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
95	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
96	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
97	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
98	St-Basile-le-Grand	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
99	St-Bernard	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
100	St-Bruno-de-Montarville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
101	St-Bruno-de-Montarville	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
102	Ste-Catherine	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
103	St-Césaire	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
104	St-David-de-L'Auberivière	B	7,2694

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1986	1985	1986	1985	1986	1985
1995-05-01	33 628 \$	35 706 \$			33 628 \$	35 706 \$
1990-12-01	398 042	465 644			398 042	465 644
1995-04-01	361 790	384 141			361 790	384 141
1994-09-01	30 091	32 289			30 091	32 289
1995-11-01	210 795	223 817			210 795	223 817
1997-04-01	298 995	311 697			298 995	311 697
1995-10-01	12 173	12 925			12 173	12 925
			600 000 \$		600 000	
1996-02-01	377 749	401 085			377 749	401 085
1994-09-01	38 167	40 956			38 167	40 956
1995-07-01	41 113	43 653			41 113	43 653
2005-04-01	449 275	458 064			449 275	458 064
1995-07-01	243 188	258 211			243 188	258 211
2003-04-01	383 836	393 993			383 836	393 993
2006-04-01	2 581 420	2 627 606			2 581 420	2 627 606
2005-04-01	216 908	221 440			216 908	221 440
2005-04-01	291 005	296 779			291 005	296 779
2007-04-01	246 522	250 450			246 522	250 450
2007-04-01	434 985	441 002			434 985	441 002
2004-04-01			8 194	8 391 \$	8 194	8 391
2009-04-01			1 508 370	1 525 150	1 508 370	1 525 150
2009-04-01			1 546 219	1 562 133	1 546 219	1 562 133
1995-06-01	33 029	35 070			33 029	35 070
2004-04-01	493 774	505 349			493 774	505 349
2004-04-01	3 379 266	3 451 128			3 379 266	3 451 128
2005-04-01	1 179 642	1 203 586			1 179 642	1 203 586
2007-04-01	7 218 355	7 311 410			7 218 355	7 311 410
2009-04-01	375 853	380 063			375 853	380 063
1995-05-01	123 381	131 003			123 381	131 003
1995-06-01	114 184	121 238			114 184	121 238
1995-05-01	189 010	200 686			189 010	200 686
1994-12-01	31 519	33 822			31 519	33 822
1995-11-01	102 441	108 769			102 441	108 769
2002-03-31	412 324	424 797			412 324	424 797
2003-04-01	100 158	102 850			100 158	102 850
2004-04-01	1 282 544	1 313 284			1 282 544	1 313 284
2004-04-01	3 331 280	3 409 738			3 331 280	3 409 738
2006-04-01	210 881	214 443			210 881	214 443
2009-04-01	3 035 997	3 067 995			3 035 997	3 067 995
1994-12-01	61 868	66 388			61 868	66 388
1995-05-01	29 619	31 449			29 619	31 449
1994-12-01	21 811	23 405			21 811	23 405
1995-03-01	16 002	17 153			16 002	17 153
1996-03-31	89 585	95 119			89 585	95 119
1995-07-01	256 760	272 622			256 760	272 622
1996-03-31	37 198	39 496			37 198	39 496
1995-07-01	146 861	155 934			146 861	155 934
1996-03-31	173 837	184 576			173 837	184 576
1995-12-01	123 631	131 269			123 631	131 269
1996-02-01	173 474	184 191			173 474	184 191
2003-04-01	408 876	419 800			408 876	419 800

**PLACEMENTS** (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
<b>2</b>	<b>Municipalités et organismes municipaux</b>		
	Municipalités (suite)		
105	St-Eugène	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
106	St-Eustache	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
107	St-Eustache	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
108	St-Eustache	B	8,5359
109	St-Eustache	B	9,2891
110	St-Eustache	B	9,1454
111	St-Fabien-de-Panet	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
112	St-Félicien	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
113	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
114	Ste-Foy	B	8,2850
115	Ste-Foy	B	9,3614
116	St-Georges	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
117	St-Henri	B	7,1832
118	St-Hyppolyte	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
119	St-Hyacinthe	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
120	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
121	St-Jérôme	B	8,5155
122	St-Jérôme	B	9,6175
123	St-Jovite	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
124	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
125	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
126	St-Narcisse	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
127	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
128	St-Pascal	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
129	St-Philémon	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
130	St-Raymond	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
131	St-Romuald	B	7,2694
132	Ste-Thècle	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
133	Ste-Thérèse	B	9,3594
134	Ste-Thérèse	B	9,4146
135	Ste-Thérèse	B	8,2758
136	Ste-Thérèse	B	8,6546
137	St-Timothée	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
138	St-Tite	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
139	St-Zénon	A	8 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>
140	Terrebonne	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
141	Terrebonne	B	8,2094
142	Tingwick (Chénier)	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
143	Trois-Rivières	B	6,9939
144	Trois-Rivières	B	7,6297
145	Trois-Rivières	B	7,2551
146	Trois-Rivières	B	7,4796
147	Trois-Rivières	B	6,3008
148	Trois-Rivières	B	9,5147
149	Trois-Rivières-Ouest	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
150	Vaudreuil	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
151	Vaudreuil	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
152	Warwick	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>
153	Waterloo	A	8 <sup>27</sup> / <sub>64</sub>



Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1986	1985	1986	1985	1986	1985
1995-03-01	62 787 \$	67 303 \$			62 787 \$	67 303 \$
1995-05-01	71 600	76 023			71 600	76 023
1996-02-01	288 487	306 309			288 487	306 309
2006-04-01	263 453	263 453			263 453	263 453
2007-04-01	407 517	407 517			407 517	407 517
2007-04-01	46 252	46 252			46 252	46 252
1996-03-31	18 471	19 612			18 471	19 612
1996-03-01	180 733	191 899			180 733	191 899
2005-04-01	344 690	351 761			344 690	351 761
2006-04-01	536 486	545 987			536 486	545 987
2006-04-01	2 413 512	2 450 747			2 413 512	2 450 747
1995-06-01	409 309	434 595			409 309	434 595
2002-03-31	14 448	14 878			14 448	14 878
1995-11-01	63 388	67 304			63 388	67 304
1996-03-01	47 649	50 593			47 649	50 593
1995-08-01	433 573	460 358			433 573	460 358
2006-04-01	678 905	678 905			678 905	678 905
2009-04-01	77 375	77 375			77 375	77 375
1996-02-01	146 538	155 591			146 538	155 591
2000-11-01	1 500	1 600			1 500	1 600
1996-02-01	18 417	19 555			18 417	19 555
1995-03-01	30 330	32 511			30 330	32 511
1985-05-01		2 318				2 318
1995-12-01	106 410	112 983			106 410	112 983
1995-11-01	37 019	39 306			37 019	39 306
1995-05-01	64 519	68 505			64 519	68 505
2003-04-01	103 084	105 838			103 084	105 838
1996-02-01	35 607	37 806			35 607	37 806
2006-04-01	55 694	56 553			55 694	56 553
2006-04-01	164 954	167 481			164 954	167 481
2005-04-01	110 381	112 542			110 381	112 542
2006-04-01			365 418 \$	371 591 \$	365 418	371 591
1994-09-01	25 016	26 843			25 016	26 843
1995-03-01	61 665	66 100			61 665	66 100
1994-09-01	15 216	16 328			15 216	16 328
1995-03-01	158 238	169 617			158 238	169 617
2006-04-01	364 086	370 597			364 086	370 597
1995-06-01	28 986	30 777			28 986	30 777
2002-03-01	868 838	895 184			868 838	895 184
2005-04-01	266 543	272 180			266 543	272 180
2003-04-01	436 823	448 512			436 823	448 512
2004-04-01	203 961	208 793			203 961	208 793
2005-04-01	68 963	70 670			68 963	70 670
2007-04-01	1 840 804	1 865 849			1 840 804	1 865 849
1995-03-01	223 597	239 677			223 597	239 677
1995-12-01	346 064	367 443			346 064	367 443
1996-02-01	75 089	79 728			75 089	79 728
1996-02-01	293 064	311 169			293 064	311 169
1996-03-01	332 071	352 586			332 071	352 586
	54 533 065	56 159 392	4 323 538	3 768 495	58 856 603	59 927 887

**PLACEMENTS** (suite)**DÉTAIL** (suite)

				Obligations et billets
				Taux
				%
<b>2</b>	<b>Municipalités et organismes municipaux (suite)</b>			
	Organismes municipaux			
154	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B		9,9821
155	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B		9,7125
156	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B		7,445
157	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B		7,4754
158	Communauté urbaine de Québec	B		7,3589
159	Communauté urbaine de Québec	B		8,3052

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1986	1985	1986	1985	1986	1985
2009-04-01			455 301 \$	459 522 \$	455 301 \$	459 522 \$
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526
2002-03-31	4 370 908 \$	4 642 270 \$			4 370 908	4 642 270
2004-04-01	716 546	733 531			716 546	733 531
2004-04-01	994 477	1 018 360			994 477	1 018 360
2007-04-01			2 261 557	2 297 803	2 261 557	2 297 803
	<u>6 081 931</u>	<u>6 394 161</u>	<u>3 206 384</u>	<u>3 246 851</u>	<u>9 288 315</u>	<u>9 641 012</u>
	<u>60 614 996 \$</u>	<u>62 553 553 \$</u>	<u>7 529 922 \$</u>	<u>7 015 346 \$</u>	<u>68 144 918 \$</u>	<u>69 568 899 \$</u>

**PLACEMENTS** (suite)**DÉTAIL** (suite)

		Actions	
		1986	1985
<b>3</b>	<b>Particuliers, sociétés et autres</b>		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances et fonds locaux aux employés du Gouvernement		
6	Comité organisateur du congrès 1984 de la F.M.V.J. — Cités Unies Inc.		
7	Comterm Inc.		
8	Coopératives		
9	Corporations agricoles		
10	Corporations industrielles		
11	Corporations minières		
12	Dentrite Associates Inc.		1 900 \$
13	Éditions Quinze Inc.		
14	Fonds de la réforme du cadastre québécois		
15	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)		
16	Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement		
17	Fonds renouvelable de la reprographie		
18	Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants		
19	Fonds renouvelable des moyens d'enseignement		
20	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
21	Fonds renouvelable des services de Placement-Média		
22	Fonds renouvelable du Parc du Mont-Ste-Anne		
23	Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental		
24	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
25	Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec		
26	Fonds renouvelable pour l'entretien de machines de bureau		
27	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
28	Fonds renouvelables — Télécommunications		
29	Groupe Gérard Saucier Ltée		
30	Hôpitaux (fonds de roulement)		
31	Librairie Dussault Ltée		
32	Organismes voués aux intérêts et à la promotion de l'agriculture et de l'alimentation		
33	Pêcheurs		
34	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1 \$	1
35	Syndicats des producteurs de bois		
36	Université de Sherbrooke		
		-----	-----
		1	1 901
		-----	-----
		1	1 901
		-----	-----
		1 \$	1 901 \$
37	Moins provision pour créances douteuses		

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1986	1985	1986	1985	1986	1985
		30 018 994 \$ (1)	23 898 957 \$ (1)	30 018 994 \$ (1)	23 898 957 \$
		25 625 670	22 783 494	25 625 670	22 783 494
		1 066 545	1 066 545	1 066 545	1 066 545
		56 711 209	47 748 996	56 711 209	47 748 996
		12 248 000 (1)	8 439 000 (1)	12 248 000 (1)	8 439 000
		44 463 209	39 309 996	44 463 209	39 309 996
		17 858 221	17 360 815	17 858 221	17 360 815
			376 226		376 226
		1 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000
		1 428 238	3 424 347	1 428 238	3 424 347
		829 225	829 225	829 225	829 225
		26 413 039	32 902 988	26 413 039	32 902 988
		1 261 002	1 192 752	1 261 002	1 192 752
					1 900
		81 694	81 694	81 694	81 694
		2 000 000		2 000 000	
		10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
			2 600 000		2 600 000
		1 500 000	1 268 750	1 500 000	1 268 750
		200 000	200 000	200 000	200 000
		1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
		1 951 427	1 951 427	1 951 427	1 951 427
		2 400 000		2 400 000	
			100 000		100 000
		3 484 000	2 984 000	3 484 000	2 984 000
		448 436	448 436	448 436	448 436
		3 943 379	3 943 379	3 943 379	3 943 379
		500 000		500 000	
		14 693 000	14 693 000	14 693 000	14 693 000
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
		3 500 000		3 500 000	
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000
		2 508 440	2 508 440	2 508 440	2 508 440
		567 299	559 018	567 299	559 018
		2 698 368	2 738 179	2 698 368	2 738 179
				1	1
		425 000	506 500	425 000	506 500
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330
		111 493 098	113 471 506	111 493 099	113 473 407
		7 666 000	7 121 000	7 666 000	7 121 000
		103 827 098	106 350 506	103 827 099	106 352 407
		148 290 307 \$	145 660 502 \$	148 290 308 \$	145 662 403 \$

(1) Après avoir déduit des créances radiées de 409 412 \$ pour les étudiants au cours de l'année financière 1985-1986.

**CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 1985	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1986	Montant porté à la dette nette
<b>COMPTES À RECEVOIR</b>					
<b>Ministères</b>					
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 349	1	1 348	1 425	77
Commerce extérieur et Développement technologique	104		104	104	
Énergie et Ressources	670	2	668	672	4
Environnement	388		388	387	(1)
Habitation et Protection du consommateur	1 282	54	1 228	1 115	(113)
Industrie et Commerce	208		208	396	188
Loisir, Chasse et Pêche	288		288	297	9
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	100 404	1 937	98 467	107 743	9 276
Organismes relevant du Ministre délégué aux Relations avec les citoyens				116	116
Revenu	532 187	14	532 173	603 884	71 711
Santé et Services sociaux	159	27	132	127	(5)
Transports	143	53	90	211	121
Autres (1)	143		143	246	103
	<u>637 325</u>	<u>2 088</u>	<u>635 237</u>	<u>716 723</u>	<u>81 486</u>
<b>PRÊTS ET AVANCES</b>					
<b>Entreprises du gouvernement</b>					
Société de développement des coopératives				2 649	2 649
<b>Particuliers</b>					
Étudiants	8 281	409	7 872	11 487	3 615
Pêcheurs	158		158	276	118
Producteurs agricoles				485	485
	<u>8 439</u>	<u>409</u>	<u>8 030</u>	<u>12 248</u>	<u>4 218</u>
<b>Sociétés et Autres</b>					
Coopératives	1 192		1 192	964	(228)
Corporations agricoles	63		63	145	82
Corporations industrielles	3 257		3 257	3 899	642
Librairie Dussault	2 508		2 508	2 508	
Autres	101		101	150	49
	<u>7 121</u>		<u>7 121</u>	<u>7 666</u>	<u>545</u>
	<u>15 560</u>	<u>409</u>	<u>15 151</u>	<u>22 563</u>	<u>7 412</u>
<b>Total</b>	<u>652 885</u>	<u>2 497</u>	<u>650 388</u>	<u>739 286</u>	<u>88 898</u>

**Tableau comparatif des comptes à recevoir  
(autres débiteurs)**

	31 mars 1986	31 mars 1985
<b>Ministères</b>		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	8 989	7 344
Commerce extérieur et Développement technologique	357	471
Énergie et Ressources	23 752	24 561
Environnement	2 725	2 184
Habitation et Protection du consommateur	21 004	33 883
Industrie et Commerce	1 469	1 169
Loisir, Chasse et Pêche	1 851	5 209
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	185 514	172 521
Organismes relevant du ministre délégué aux Relations avec les Citoyens	1 932	12
Revenu	1 010 597	930 815
Santé et Services sociaux	42 601	13 497
Transports	24 055	21 794
Autres (1)	169 902	152 379
	<u>1 494 848</u>	<u>1 365 839</u>

(1) «Autres» comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

**AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>GOVERNEMENT DU CANADA</b>		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 134	1 134
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicomis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le Fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du Fonds a été faite après le recensement de 1981.		
	2 210	2 210

**PASSIF****EMPRUNTS TEMPORAIRES****Année financière terminée le 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

	Émissions	Remboursements	Solde
Détail			
En monnaie du Canada			
Banque Royale du Canada	657 711	657 711	
Banque de Montréal	2 329 879	2 329 879	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	673 035	673 035	
Banque Nationale du Canada	1 825 182	1 825 182	
Banque Toronto-Dominion	351 691	351 691	
Banque de Nouvelle-Écosse	391 977	391 977	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	642 725	642 725	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal	100 000	100 000	
Banque Continentale du Canada	20 000	20 000	
Banque Mercantile du Canada	45 000	45 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec	449 433	449 433	
Banque Morgan du Canada	115 000	115 000	
Banque d'Amérique du Canada	50 000	50 000	
Banque Barclay du Canada Ltée	60 000	60 000	
Banque Chase Manhattan du Canada	52 750	52 750	
Banque Nationale de Paris (Canada)	155 000	155 000	
Crédit Lyonnais Canada Ltée	337 000	337 000	
Société Générale S.A. (Canada) Ltée	80 000	80 000	
Banque B T du Canada	48 000	48 000	
Molson Rousseau Inc.	2 000	2 000	
Crédit Commercial de France (Canada)	115 000	115 000	
Fonds d'amortissement des emprunts des hôpitaux	54 186	54 186	
Fonds d'amortissement des emprunts du Québec	603 170	603 170	
Fonds d'amortissement des emprunts de commissions scolaires	182 020	182 020	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	381 650	381 650	
Merrill Lynch Royal Securities Ltée	356 400	356 400	
Midland Doherty Ltée	815 100	815 100	
Dominion Securities	235 750	235 750	
Citibanque du Canada	25 000	25 000	
Hydro-Québec	318 099	318 099	
Fonds de relance industrielle du Québec	49 188	49 188	
Burns Fry Ltée	105 000	105 000	
Nesbitt, Thompson, Bongard Ltée	374 225	374 225	
McLeod, Young, Weir Ltée	501 300	501 300	
Wood Gundy Inc.	747 546	747 546	
Levesque Beaubien Inc.	167 200	167 200	
Bell Gouinlock Ltée	362 500	362 500	
Banque Canadienne Impériale de Commerce (synd.)	250 000	250 000	
Fonds d'amortissement des emprunts des universités du Québec	367	367	
Fonds d'amortissement des emprunts des Cegeps	45 445	45 445	
	<u>14 075 529</u>	<u>14 075 529</u>	<u>—</u>

**CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE**

(en milliers de dollars)

	Diverses municipalités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	198 414		(2 654)	(1 860)	193 900
Encaissements	216 215 (1)	2 187	112 410	1 404 379 (1)	1 735 191
Remises	204 379	2 187	106 325	1 383 780	1 696 671
Solde à la fin	<u>210 250</u>	<u>—</u>	<u>3 431</u>	<u>18 739</u>	<u>232 420</u>

(1) Les frais de perception portés aux revenus «Ventes de biens et services» ont été diminués des encaissements de 3 203 749 \$ pour les Diverses municipalités et de 20 952 918 \$ pour la Régie des rentes du Québec.



**COMPTES À PAYER**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Affaires culturelles	12 176	10 613
Affaires municipales	7 313	14 032
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	27 369	22 894
Assemblée nationale	6 931	3 538
Commerce extérieur et Développement technologique	3 088	3 246
Communautés culturelles et Immigration	4 461	3 429
Communications	13 783	13 757
Conseil exécutif	3 026	4 774
Conseil du trésor	1 118	685
Éducation	931 393	241 967
Énergie et Ressources	43 075	56 230
Enseignement supérieur et Science	189 031	79 141
Environnement	25 344	6 694
Finances	19 802	11 105
Habitation et Protection du consommateur	11 237	12 869
Industrie et Commerce	17 083	40 014
Justice	35 051	26 981
Loisir, Chasse et Pêche	26 449	25 884
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	50 204	19 175
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	8 959	11 112
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	1 612	3 555
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	3 906	3 508
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	2 813	2 379
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	6 188	1 641
Régie de l'assurance-maladie du Québec	174 841	162 510
Relations internationales	7 560	3 389
Revenu	8 917	7 409
Santé et Services sociaux	619 302	234 564
Tourisme	7 685	5 749
Transports	210 169	89 867
Travail	2 760	2 533
Travaux publics et Approvisionnement		45
	<u>2 482 646</u>	<u>1 125 289</u>

**INTÉRÊTS COURUS**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Bons du trésor	(25 884)	(21 654)
Obligations	1 064 350	982 433
Autres emprunts	58 238	50 723
	<u>1 096 704</u>	<u>1 011 502</u>

**CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	4 182 557	723 499	4 906 056
Régime de retraite des enseignants	1 709 392	372 119 (1)	2 081 511
Régime de retraite des fonctionnaires	562 330	102 064	664 394
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	250 112	65 947	316 059
Régime de retraite des juges et coroners	24 474	5 358	29 832
	<u>6 728 865</u>	<u>1 268 987 *</u>	<u>7 997 852</u>

\* Voir le détail à la page 2-6.

(1) Incluant 12 374 248 \$ à titre de second paiement pour couvrir les frais de retraite anticipée accordée aux employés des commissions scolaires.

**BONS DU TRÉSOR**

(en milliers de dollars)

## Continuité

Solde du début		1 405 000
Plus: Émis	5 800 000	
Remboursés	<u>5 570 000</u>	<u>230 000</u>
Solde à la fin		<u><u>1 635 000</u></u>

## Détail

Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
1986-04-03	1985-10-03	9,1570	50 000
1986-05-01	1985-10-31	8,7823	50 000
1986-06-05	1985-12-05	9,2145	50 000
1986-06-05	1985-03-27	10,7174	50 000
1986-06-12	1986-03-27	10,6681	50 000
1986-06-19	1986-03-27	10,6210	50 000
1986-07-03	1985-12-31	9,3480	50 000
1986-07-31	1986-01-30	10,6300	50 000
1986-09-04	1986-03-06	10,8171	50 000
1986-04-03	1985-12-31	9,3438	85 000
1986-04-10	1986-01-09	9,8758	85 000
1986-04-17	1986-01-16	10,2454	85 000
1986-04-24	1986-01-23	10,1756	85 000
1986-05-01	1986-01-30	10,6037	85 000
1986-05-08	1986-02-06	11,2317	85 000
1986-05-15	1986-02-13	11,8660	85 000
1986-05-22	1986-02-20	11,9229	85 000
1986-05-29	1986-02-27	11,5760	85 000
1986-06-05	1986-03-06	11,7469	85 000
1986-06-12	1986-03-13	10,7925	85 000
1986-06-19	1986-03-20	10,0421	85 000
1986-06-26	1986-03-27	10,5650	85 000
1986-06-26	1986-03-27	10,5633	80 000
			<u><u>1 635 000</u></u>

**OBLIGATIONS**

(en milliers de dollars)

**Sommaire**

Obligations	20 030 249
Moins:	
Fonds d'amortissement (voir page 4-41)	229 153
	<u>19 801 096</u>

**Continuité**

Solde au début		17,639,549 (1)
Plus:		
Emprunts effectués (voir page 3-4)		2,710,946
Inscription de l'écart entre l'équivalent canadien des monnaies étrangères au 31 mars 1986 par rapport à la réalisation des emprunts		942,470
		<u>21,292,965</u>
Moins:		
Emprunts remboursés (voir page 3-9)	1,205,897	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>56,819 (3)</u>	<u>1,262,716</u>
Solde à la fin		<u><u>20,030,249 (1)</u></u>

**Détail**

Négociables		
En monnaie du Canada	11,228,796	
En monnaie des États-Unis	3,216,888 (2)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	854,030 (2)	
En monnaie de la France	5,613 (2)	
En monnaie du Japon	891,224 (2)	
En unités de compte européennes (U.C.E.)	52,826 (2)	
En monnaie de la Suisse	358,000 (2)	
En monnaie du Royaume-Uni	248,102 (2)	
En monnaie des Pays-Bas	41,182 (2)	
En unités monétaires européennes (E.C.U.)	<u>65,455 (2)</u>	16,962,116
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		2,729,551
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222,916	
Régime de pensions du Canada	<u>115,666</u>	<u>338,582</u>
		<u><u>20,030,249</u></u>

(1) Y compris, en obligations assumées 7,992,177 \$ au début et 7,474,016 \$ à la fin.

(2) Converti en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1986 et considérant les contrats d'échange de devises.

(3) Voir liste détaillée à la page 4-33.

Obligations annulées		Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
<b>Négociables</b>			
En monnaie du Canada			
1986-06-15	1964		284
1986-12-01	1966		4
1988-01-15	1968		13
1988-10-15	1963		161
1989-01-15	1965		110
1989-12-01	1967		44
1990-04-01	1965		1,283
1990-10-15	1965		144
1991-06-01	1966		96
1991-08-01	1970		47
1991-08-01	1967		350
1991-10-01	1966		1
1992-04-01	1967		892
1992-06-01	1967		1,412
1992-08-01	1970		3,387
1992-08-01	1976		500
1992-08-01	1974		4,630
1992-10-01	1971		2,000
1993-04-07	1983		3,549
1993-08-01	1972		442
1993-09-15	1968		285
1994-02-08	1973		316
1994-02-08	1971		380
1995-01-01	1973		445
1995-09-05	1973		578
1995-11-19	1976		2,480
1995-11-19	1974		1,115
1995-11-19	1975		1,000
1995-12-02	1970		528
1995-12-02	1975		1,500
1996-03-15	1972		428
1996-12-15	1971		8,808
1998-12-15	1973		853
1999-03-01	1974		428
1999-09-04	1974		21
1999-09-04	1974		344
1999-09-04	1976		1,737
1999-09-04	1975		1,489
2000-09-09	1975		1,180
2000-09-09	1975		28
2000-11-10	1976		4
2000-11-10	1975		8
2001-03-01	1976		15
2001-05-04	1976		203
2003-04-07	1983		1,109
2003-04-07	1984		3,280
2003-04-07	1984		2,735
			50,646
En monnaie des États-Unis			
Aux États-Unis			
1989-04-15	1968	545	586
1993-11-15	1973	1,150	1 132
1997-03-01	1967	547	591
1997-06-01	1971	815	830
1999-05-01	1969	405	435
2000-05-15	1975	1,150	1 183
2001-06-15	1976	1,200	1 164
2003-04-01	1973	150	150
2004-04-15	1974	105	102
			6,173
			56,819

**OBLIGATIONS (suite)**

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES											
Conventionnelles											
En monnaie du Canada											
1986-04-15	1979 (A)	10,25						50 000			50 000
1986-06-15	1964	5,50	1					39 584		1 278	38 306
1986-12-01	1966	6,75	1		1			1 586		2 351	(765)
1986-12-05	1983	10,65						100 000			100 000
1987-03-22	1977	9,25						15			15
1987-03-22	1982	16,25			1			175 000			175 000
1987-10-15	1981 (A)	18,00	86					50 000			50 000
1987-11-10	1982	12,75						150 000			150 000
1987-11-15	1981 (A)	17,50	86					50 000			50 000
1987-12-15	1962	5,25	1 84					30 010		326	29 684
1988-01-15	1968	7,50	1 85					37 257		389	36 868
1988-03-30	1981	14,35				1		100 000*			100 000
1988-05-01	1973	6,00						363			363
1988-05-01	1973	7,00						4 940			4 940
1988-05-01	1973	8,00						7 023			7 023
1988-05-01	1982	17,20						150 000			150 000
1988-06-15	1983	11,55						125 000			125 000
1988-07-25	1983	11,00						125 000			125 000
1988-09-01	1982 (A)	16,75	86					50 000			50 000
1988-10-15	1963	6,00	1 86					45 561		1 413	44 148
1989-01-15	1965	5,50	1 86					39 247		1 329	37 918
1989-04-15	1982 (A)	16,50	87					50 000			50 000
1989-04-18	1982	14,45						150 000			150 000
1989-09-08	1982	15,25						125 000			125 000
1989-11-15	1969	8,50	1 88					16		1	15
1989-12-01	1967	7,50	1 86					4 252		1	4 251
1990-03-09	1981	14,00						100 000			100 000
1990-04-01	1965	5,50	1 87					38 437		1	38 436
1990-07-31	1985	10,50						50 000			50 000
1990-10-03	1985	10,75						75 000			75 000
1990-10-15	1965	5,75	1 87					38 826		438	38 388
1991-01-15	1985	9,75						50 000			50 000
1991-06-01	1966	6,00	1					31 307		257	31 050
1991-06-01	1970	9,25	1 90					1 120		397	723
1991-06-23	1981	15,25						50 000			50 000
1991-08-01	1970	9,25	1 90					436		1	435
1991-08-01	1967	6,75	1 88					34 599			34 599
1991-09-30	1981	13,75						100 000			100 000
1991-10-01	1966	6,50	1 88					36 026		403	35 623
1992-04-01	1967	6,25	1 89					39 785			39 785
1992-06-01	1967	6,50	1 89					23 611		212	23 399
1992-08-01	1970	9,75	1 89					19 461		4 787	14 674
1992-08-01	1974	9,75	1 89					19 070		37	19 033
1992-08-01	1976	9,75	1 89					74 462		16 453	58 009
1992-10-01	1971	8,375	1 89					47 750		24 599	23 151
1992-11-23	1982	13,75						50 000			50 000
1992-12-22	1982	12,75						160 000			160 000
1993-03-15	1983	12,35						50 000			50 000
1993-04-01	1981	17,25						100 000			100 000
1993-04-07	1983	12,00	2					169 749		1	169 748
1993-07-06	1983 (A)	12,00						50 000			50 000
1993-08-01	1972	8,375	1 90					43 747			43 747
1993-08-25	1983	12,50						150 000			150 000
1993-09-15	1968	7,50	1 90					27 954		1	27 953
1993-11-05	1980	13,25						34 039			34 039
1993-11-07	1981	15,00				2		100 000			100 000
1993-11-07	1981	15,00				3		100 000			100 000
1993-12-05	1983	12,125						125 000			125 000

\* Le capital, la prime et les intérêts sont payés sans déduction de taxes ou droits, présents ou futurs, établis par une autorité fiscale au Canada. Si de tels droits ou taxes viennent à être imposés, le Québec devra payer les fonds complémentaires pour couvrir ces droits ou taxes. Devant cette obligation, le Québec aura le privilège de racheter la totalité des obligations en cours à leur valeur nominale.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIABLES											
Conventionnelles (suite)											
En monnaie du Canada											
1993-12-05	1983	12,125							75 000		75 000
1994-02-08	1971	8,00	1	90					37 854	3	37 851
1994-02-08	1973	8,00	1	90					42 652	1 317	41 335
1994-02-27	1984	12,25							62 192		62 192
1994-02-27	1984	12,25							132 000		132 000
1994-05-01	1979	10,60		89			2		40 331		40 331
1994-05-25	1984	14,00							50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,25		91					50 000		50 000
1994-05-27	1976	10,25		91					50 000		50 000
1994-08-31	1984	13,25							150 000		150 000
1994-11-29	1984	12,50							155 000		155 000
1994-11-29	1984	12,50							75 000		75 000
1994-10-01	1968	7,50	1	91					29 200	19 274	9 926
1994-10-01	1968	7,00	1	91					24 925	279	24 646
1994-10-17	1979	11,25							75 000		75 000
1994-12-22	1981	13,25							32 000		32 000
1994-12-22	1980	13,25							62 885		62 885
1994-12-22	1981	13,25							116 378		116 378
1994-12-22	1980	13,25							135 436		135 436
1994-12-28	1984	12,15							75 000		75 000
1995-01-01	1973	8,00	1	92					44 105	5	44 100
1995-01-15	1984	12,00							150 000		150 000
1995-05-28	1980	12,78							200 000		200 000
1995-06-26	1985	10,50							109 000		109 000
1995-09-05	1973	8,75	1	91					46 110	3	46 107
1995-10-01	1970	9,50	1	92					33 234	372	32 862
1995-11-19	1976	10,25	1	91					95 345	66	95 279
1995-11-19	1974	10,25	1	91					58 364	692	57 672
1995-11-19	1975	10,25	1	91					74 000	3 047	70 953
1995-12-02	1970	9,50	1	92					21 627	11	21 616
1995-12-02	1975	9,50	1	92					38 500	4 075	34 425
1995-12-22	1980	13,75					3		62 000		62 000
1995-12-22	1980	13,75					3		63 000		63 000
1995-12-22	1981	13,75					3		82 000		82 000
1995-12-22	1981	13,75					3		93 000		93 000
1996-03-15	1972	8,00	1	93					42 367	1	42 366
1996-06-18	1981	16,50							149 015		149 015
1996-10-08	1980	13,40							200 000		200 000
1996-10-20	1981	17,25							149 656		149 656
1996-10-20	1981	17,25							50 000		50 000
1996-11-01	1976	10,15					4		15 000		15 000
1996-11-06	1976	10,25		93					50 000		50 000
1996-12-15	1971	7,75	1	93					24 594	108 439*	(83 845)
1996-12-16	1977	9,75		93					125 000		125 000
1996-12-16	1978	9,75		93					110 000		110 000
1997-01-15	1985	10,50							100 000		100 000
1997-03-22	1977	9,75	1	93					1		1
1997-07-15	1977	9,75		94					100 000		100 000
1997-07-15	1977	9,75		94					100 000		100 000

\* Montant viré du fonds d'amortissement du système routier depuis le 20 mars 1973

**OBLIGATIONS (suite)**

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIALES											
Conventionnelles (suite)											
En monnaie du Canada											
1997-08-15	1980	12.15							200 000		200 000
1997-11-01	1977	9.80				5			15 000		15 000
1998-02-01	1978	10.00				6			600		600
1998-04-01	1978	10.25		93			4		68 000		68 000
1998-06-12	1978	10.00		95					100 000		100 000
1998-06-12	1978	10.00		95					100 000		100 000
1998-07-31	1985	10.75							50 000		50 000
1998-11-01	1978	10.35				7			15 000		15 000
1998-12-15	1973	8.50	1	95					44 491	456	44 035
1999-02-01	1979	10.55				8			600		600
1999-03-01	1974	8.625	1	96					42 367	1	42 366
1999-05-01	1979	10.70		94			5		51 720		51 720
1999-05-01	1979	10.70		94			5		66 115		66 115
1999-09-04	1974	10.375	1	95					2 120	1	2 119
1999-09-04	1974	10.75	1	95					33 898	1 873	32 025
1999-09-04	1974	10.75	1	95					35 000	3 825	31 175
1999-09-04	1975	10.75	1	95					67 660	13	67 647
1999-09-04	1976	10.75	1	95					78 937	16	78 921
1999-11-01	1979	12.00				9			15 000		15 000
2000-02-01	1980	12.85				10			600		600
2000-09-09	1975	9.50	1	96					1 288	1	1 287
2000-09-09	1975	10.50	1	96					53 779	14	53 765
2000-10-16	1978	10.00		96					125 000		125 000
2000-11-10	1975	9.875	1	96					750	1	749
2000-11-10	1976	9.875	1	96					406		406
2001-01-15	1985	10.50							225 000		225 000
2001-02-01	1981	13.77				11			600		600
2001-03-01	1976	9.375	1	97					1 435		1 435
2001-03-15	1977	9.75	92	97		12			125 000		125 000
2001-05-04	1976	10.25	1	97					91 268	852	90 416
2001-05-04	1976	10.25	1	97					114 812	2 007	112 805
2002-02-01	1982	16.90				13			600		600
2002-06-15	1979	10.35		97					150 000		150 000
2002-12-15	1978	10.00		98					150 000		150 000
2002-12-15	1979	10.00		98					150 000		150 000
2002-12-22	1982	13.25							40 000		40 000
2003-04-07	1983	13.00	3						50 841	1	50 840
2003-04-07	1984	13.00	3						89 085	1	89 084
2003-04-07	1984	13.00	3						71 720	10	71 710
2003-04-07	1984	13.00	3						50 000	1 201	48 799
2003-04-17	1979	10.625		98					150 000		150 000
2004-05-31	1984	14.625							150 000		150 000
2004-09-24	1979	10.90		99		14			125 000		125 000
2004-11-29	1984	12.75	3						95 000	2 078	92 922
2004-11-29	1984	12.75	3						75 000	1 640	73 360
2004-11-29	1985	12.75	3						100 000	2 187	97 813
2004-12-27	1979	11.70		98					75 000		75 000
2004-12-28	1984	12.60							75 000		75 000
2005-06-30	1985	12.25							100 000		100 000
2005-10-03	1985	11.375							75 000		75 000
2009-06-26	1985	10.75		96 04					171 000		171 000
2009-06-26	1985	10.75		96 04					50 000		50 000
									11 226 696	208 437	11 018 259
Assumées											
En monnaie du Canada											
Institut Armand-Frappier											
1987-04-01	1964	6.25	1						2 100	407	1 693
Total des obligations en monnaie du Canada									11 228 796	208 844	11 019 952



Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
NÉGOCIALES											
Conventionnelles (suite)											
En monnaie des États-Unis											
Aux États-Unis											
								\$ É.-U.			
1989-04-15	1968	7,00	1	83				41 495	57 980	3	57 977
1989-09-22	1982	14,25 (A)						50 000	69 865		69 865
1993-10-01	1983	12,125						100 000	139 730		139 730
1993-11-15	1973note 1		1					350	489	3 083	(2 594)
1994-09-15	1984	12,75						100 000	139 730		139 730
1995-01-03	1974note 2			85		15		3 000	4 192		4 192
1995-07-15	1975note 3		1					1 000	1 397	75	1 322
1995-07-15	1975note 4		1					14 000	19 562	1 670	17 892
1997-03-01	1967	5,875	1	87				35 718	49 911	1	49 910
1997-06-01	1971	9,00	1	86				59 186	82 701	3	82 698
1997-06-01	1972	8,125		87		6		102 000	142 525		142 525
1999-05-01	1969	7,875	1	84				31 008	43 327	1	43 326
2000-05-15	1975	9,875	1	90				84 938	118 684	24	118 660
2001-06-15	1976	9,50	1	91				85 674	119 712	41	119 671
2003-04-01	1973	7,90	1	88				105 718	147 720	2 044	145 676
2004-04-15	1974	9,20	1	89				127 896	178 709	2 278	176 431
2013-10-01	1983	13,00	2	98				100 000	139 730	6 439	133 291
2014-09-15	1984	13,25	2	99				150 000	209 595	4 647	204 948
2015-06-15	1985	11,00	2	00				200 000	279 460		279 460
								1 391 983	1 945 019	20 309	1 924 710
En Europe											
1986-07-01	1981	14,75 (A)						4 760	6 651		6 651
1988-01-15	1973	7,50 (A)	81			7		12 000	16 768		16 768
1989-12-15	1981	15,25 (A)	88					150 000	209 595		209 595
1990-11-01	1982	13,00 (A)						150 000	209 595		209 595
1992-02-25	(1)1985	8,1436 (A)						102 545	143 286		143 286
1993-07-01	1981	14,75 (A)						70 240	98 146		98 146
1994-02-01	1984	12,25 (A)				8		145 000	202 608		202 608
1995-01-10	(2)1985	8,25 (A)						50 759	70 926		70 926
1995-01-29	(3)1985	8,05 (A)						50 804	70 988		70 988
1995-05-24	1983	10,00 (A)						50 000	69 865		69 865
1995-11-01	1977	9,00 (A)	87			9		42 000	58 687		58 687
2001-03-12*	(4)1986	7,15 (A)						99 950	109 380		109 380
								928 058	1 266 495		1 266 495

\* Cet emprunt permet au détenteur à partir du 12 mars 1996 de déterminer en tout temps et ce, en fonction de la valeur de la monnaie du Japon, le montant de remboursement en dollars des États-Unis de son obligation, à l'échéance le 12 mars 2001. Un contrat d'échange de monnaie en date du 12 mars 1986 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût de 18,070,000,000 Yens (en monnaie du Japon) lors du remboursement de l'échéance. De plus, afin de suppléer aux coûts additionnels engendrés par l'option au gré du détenteur mentionné précédemment, un contrat d'échange optionnel de devises a été conclu le 12 mars 1986.

- (1) Le taux effectif pour l'acheteur est 12,03% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 122 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 100 406 000 \$ É.-U.  
(2) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,88% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 63 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 50 015 070 \$ É.-U.  
(3) Le taux effectif pour l'acheteur est 11,93% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 64 100 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 49 998 000 \$ É.-U.  
(4) Le taux effectif pour l'acheteur est de 10,23% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 130 000 000 \$ É.-U. à l'échéance pour un capital versé de 99 950 000 \$ É.-U.

**OBLIGATIONS** (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
<b>Assumées</b>											
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal											
1986 — 1987-11-01	1962	5,00						3 846	5 374		5 374
Total des obligations en monnaie des États-Unis								2 323 887	3 216 888	20 309	3 196 579
Notes (taux):											
1 — 8% le 1973-11-15 et 8,25% le 1980-11-15											
2 — 9,75% le 1974-11-15, 9,875% le 1980-01-03 et 10% le 1985-01-03											
3 — 8,25% le 1975-07-15 et 9,375% le 1980-07-15											
4 — 8,75% le 1975-07-15 et 9,375% le 1985-07-15											
<b>Conventionnelles</b>											
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne								D.M.			
1986 — 1987-07-01	1972	6,50 (A)	78		10			20 000	11 918		11 918
1987-02-01	1977	7,50 (A)	82					150 000	89 385		89 385
1987-06-01	1977	7,25 (A)	82					150 000	89 385		89 385
1986 — 1990-05-01*	1978	6,00 (A)	85		11			125 000	67 442		67 442
1991-04-15	1983	7,50 (A)						200 000	119 180		119 180
1991-09-01	1981	10,75 (A)						150 000	89 385		89 385
1992-02-15	1982	10,125(A)						150 000	89 385		89 385
1995-02-15	1985	7,625(A)						200 000	119 180		119 180
1998-03-01	1986	6,50 (A)						300 000	178 770		178 770
								1 445 000	854 030		854 030
* Un contrat d'échange de monnaie en date du 16 décembre 1983 est rattaché à cet emprunt pour 100 000 000 D.M. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 52 544 381 \$.											
En monnaie de la France								F.F.			
1986 — 1987-06-15*	1972	7,50 (A)	78		12			32 000	5 613		5 613
* Un contrat d'échange de monnaie est rattaché à cet emprunt pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 4 017 104 \$ É.-U. Le contrat d'échange en date du 7 décembre 1982 couvrirait 74 000 000 F.F. dont l'équivalent en monnaie des États-Unis à cette date était de 10 825 836 \$ É.-U.											
En monnaie du Japon								Yens			
1986 — 1990-05-23	1978	6,40	84		14			25 200 000	198 400		198 400
1986 — 1990-01-30	1980	8,30	86		13			18 000 000	141 714		141 714
1987 — 1993-07-27	1981	8,60	87		15			20 000 000	157 460		157 460
1988 — 1992-08-27	1982	8,70	88		16			20 000 000	157 460		157 460
1991 — 1995-06-07	1985	7,00	91		17			30 000 000	236 190		236 190
								113 200 000	891 224		891 224
En unités de compte européennes								U.C.E.			
1986 — 1994-12-17	1979	9,25 (A)	85		18			34 000	52 826		52 826
En monnaie de la Suisse								F.S.			
1986 — 1992-03-11	1982	7,375(A)	88		19			100 000	71 600		71 600
1986 — 1992-12-29	1982	5,75 (A)	87		19			100 000	71 600		71 600
1986 — 1993-11-16	1983	5,625(A)	88		20			100 000	71 600		71 600
1990 — 2005-11-06	1985	5,50 (A)	90		21			200 000	143 200		143 200
								500 000	358 000		358 000
En monnaie du Royaume-Uni								L.S.			
1987-04-01	1982	15,50 (A)						35 000	71 988		71 988
1989-08-15*	1982	14,50 (A)						30 000	73 274		73 274
2020-03-15	1984	12,25						50 000	102 840		102 840
								115 000	248 102		248 102

\* Un contrat d'échange de monnaie en date du 8 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 52 440 000 \$ É.-U.

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	En monnaie étrangère (1)	En équivalent canadien (2)		
En monnaie des Pays-Bas								Florins			
1988-02-15*	1983	7,50 (A)						100 000	41 182		41 182
* Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 41 182 348 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 4 505 349 \$ en monnaie du Canada.											
En unités monétaires européennes								É.C.U.			
1989-03-10	1983	11,50 (A)						50 000	65 455		65 455
									16 962 116	229 153	16 732 963

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Selon le cours en vigueur au 31 mars 1986.

#### NOTES

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

3) 2% du solde en cours jusqu'à l'échéance.

1) 1% du solde en cours jusqu'à l'échéance.

92 — 1% du solde en cours commençant l'année indiquée, à la date anniversaire de l'émission.

2) 2% du solde en cours pour les 10 premières années et 1% jusqu'à l'échéance.

96 — 2% du solde en cours commençant l'année indiquée, à la date anniversaire de l'émission.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation à compter de l'année indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois.

c) Échangeables

Le ou avant

Pour des obligations  
venant à échéance

Taux  
%

1 —

1986-09-22

1997-03-22

16,50 ou plus

d) Encaissables par anticipation à 100 au gré du détenteur

1 — Le 1<sup>er</sup> décembre 1978 ou à toutes dates de paiement

2 — Le 7 novembre 1987 sur préavis de 6 à 12 mois

3 — Le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois

4 — Le 1<sup>er</sup> novembre 1986 ou le 1<sup>er</sup> novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois

5 — Le 1<sup>er</sup> novembre 1987 ou le 1<sup>er</sup> novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois

6 — Le 1<sup>er</sup> février 1988 ou le 1<sup>er</sup> février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois

7 — Le 1<sup>er</sup> novembre 1988 ou le 1<sup>er</sup> novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois

8 — Le 1<sup>er</sup> février 1989 ou le 1<sup>er</sup> février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois

9 — Le 1<sup>er</sup> novembre 1989 ou le 1<sup>er</sup> novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois

10 — Le 1<sup>er</sup> février 1990 ou le 1<sup>er</sup> février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois

11 — Le 1<sup>er</sup> février 1991 ou le 1<sup>er</sup> février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois

12 — Le 15 mars 1991 sur préavis de 6 à 9 mois

13 — Le 1<sup>er</sup> février 1992 ou le 1<sup>er</sup> février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois

14 — Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois

15 — Le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.

**OBLIGATIONS (suite)**

(en milliers de dollars)

**NOTES (suite)**

## e) Échéant en série à raison de

1 —	50 000 000 \$ par année de 1986 à 1988
2 —	1 328 250 \$ par année de 1980 à 1993
3 —	20% de la valeur nominale initiale
4 —	4% de la valeur nominale initiale
5 —	2,3% de la valeur nominale initiale
6 —	6 000 000 \$ É.-U. par année
7 —	1 000 000 \$ É.-U. par année de 1961 à 1983
	2 000 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1985
	6 000 000 \$ É.-U. par année de 1986 à 1988
8 —	Possibilités d'annuités d'amor- tissement de 1986 à 1989
9 —	2 400 000 \$ É.-U. par année de 1978 à 1983
	1 800 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1989
10 — D.M.	10 000 000 par année de 1978 à 1987
11 — D.M.	25 000 000 par année de 1985 à 1990
12 — F.F.	9 000 000 par année de 1978 à 1980
	F.F. 12 000 000 par année de 1981 à 1983
	F.F. 15 000 000 par année de 1984 à 1986
	F.F. 17 000 000 en 1987
13 — Yens	2 000 000 000 par année de 1986 à 1989
14 — Yens	2 400 000 000 par année de 1984 à 1989
15 — Yens	1 600 000 000 par année de 1987 à 1992
16 — Yens	2 000 000 000 par année de 1988 à 1991
17 — Yens	3 000 000 000 par année de 1991 à 1994 et 18 000 000 000 le 1995-06-07
18 — U.C.E.	1 000 000 par année de 1980 à 1988
	U.C.E. 2 000 000 en 1989
	U.C.E. 5 000 000 en 1990
	U.C.E. 6 000 000 par année de 1991 à 1994
19 — F.S.	4 000 000 par année de 1985 à 1991 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
20 — F.S.	4 000 000 par année de 1986 à 1992 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins
21 — F.S.	5 000 000 par année de 1990 à 2004 si les obligations peuvent être rachetées au pair ou moins

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
<b>NON NÉGOCIABLES</b>					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi					
	Diverses dates				
	1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada					
	Diverses dates				
	1987 — 2006	1967 — 1986	5,36 — 17,51	b	115 666
					338 582

**REMBOURSABLES À DEMANDE**

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec\*

1988-06-01	1978	9,0 (A)	c	57 108
1989-06-01	1979	10,0 9,0 (A)	c	46 450
1993-06-01	1983	9,5 8,5 (A)	d	389 887
1994-06-01	1984	11,75 8,5 (A)	e	748 060
1995-06-01	1980	14,0 10,5 (A)	c	412 498
1995-06-01	1985	9,0 7,5 (A)	f	512 320
1996-06-01	1981	16,0 10,5 (A)	c	130 807
1997-06-01	1982	16,5 10,5 (A)	g	432 421
				2 729 551

(A) Intérêts payables annuellement.

\* Remboursables au pair et sur demande, à toute banque.

- a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.
- b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.
- c) Les taux d'intérêts sur les obligations d'épargne ont été fixés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1978 à 10,0%, 1<sup>er</sup> novembre 1979 à 12%, 1<sup>er</sup> juin 1980 à 14,0%, 1<sup>er</sup> juin 1981 à 16,0%, 1<sup>er</sup> août 1981 à 18,0%, 1<sup>er</sup> octobre 1981 à 19,5%, 1<sup>er</sup> octobre 1982 à 16,5%, 1<sup>er</sup> juin 1983 à 10,5%, 1<sup>er</sup> juin 1984 à 11,75%, et du 1<sup>er</sup> juin 1985 jusqu'à l'échéance à 10,5%.
- d) Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne émises le 1<sup>er</sup> juin 1983 est de 9,5% pour la première année, 11,75% pour la deuxième année, 9% du 1<sup>er</sup> juin 1985 au 28 février 1986, 10% du 1<sup>er</sup> mars 1986 au 31 mai 1986 et 8,5% jusqu'à l'échéance.
- e) Le taux d'intérêt sur les obligations émises le 1<sup>er</sup> juin 1984 est de 11,75% pour la première année, 9% du 1<sup>er</sup> juin 1985 au 28 février 1986, 10% du 1<sup>er</sup> mars 1986 au 31 mai 1986 et 8,5% jusqu'à l'échéance.
- f) Le taux d'intérêt sur les obligations émises le 1<sup>er</sup> juin 1985 est de 9,0% jusqu'au 28 février 1986, de 10,0% du 1<sup>er</sup> mars 1986 au 31 mai 1986 et de 7,5% jusqu'à l'échéance.
- g) Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne émises le 1<sup>er</sup> juin 1982 est de 16,5% pour la première année, de 10,5% pour la deuxième année, de 11,75% pour la troisième année et 10,5% jusqu'à l'échéance.

**FONDS D'AMORTISSEMENT**

(en milliers de dollars)

**Continuité**

	Obligations	Autres Emprunts	Total
Solde au début	205 699	17 281	222 980
Plus:			
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements			
Versements	48 237		48 237
Escomptes sur achats et ventes	9 168	723	9 891
Intérêts gagnés	22 005	1 950	23 955
	79 410	2 673	82 083
Inscription des obligations en monnaie étrangère en équivalent canadien au 31 mars 1986.	8 838	801	9 639
	88 248(1)	3 474	91 722
Moins:			
Obligations annulées au cours de l'année financière (voir page 4-33)	56 819		56 819 (3)
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques (voir page 4-44)	7 975		7 975
	64 794		64 794
Solde à la fin	229 153	20 755	249 908

**Situation au 31 mars 1986**

Obligations	
Gouvernement du Québec	211 430 (2)
Office des autoroutes	5 662 (2)
Garanties par le gouvernement du Québec	140 (2)
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert 3,5% — 1986 — 1995-03-01	148
Encaisse	1 660
Intérêts courus	5 856
Comptes à recevoir	12
Certificat de dépôt	25 000
	249 908

(1) Voir le détail par fonds aux pages 4-45 et 4-46.

(2) Voir le détail aux pages 4-42 et 4-43.

(3) Le Ministre des Finances a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

**FONDS D'AMORTISSEMENT** (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5.500	1990-04-01		379
	5.500	1989-01-15		151
	5.500	1986-06-15		340
	5.750	1990-10-15		227
	5.875	1997-03-01	3 É.-U. (1)	4 (3)
	6.000	1991-06-01		10
	6.000	1988-10-15		9
	6.250	1992-04-01		772
	6.400	1990-05-23	1,769,000 Yens (2)	13,927 (3)
	6.500	1992-06-01		102
	6.500	1991-10-01		3,245
	6.750	1991-08-01		3,114
	7.000	1989-04-15	1,292 É.-U. (1)	1,806 (3)
	7.000	1994-10-01		274
	7.000	1988-05-01		872
	7.500	1993-09-15		2,662
	7.500	1989-12-01		3,491
	7.500	1988-01-15		292
	7.500	1994-10-01		1,000
	7.500	1988-01-15	300 É.-U. (1)	419 (3)
	7.750	1996-12-15		1,069
	7.875	1999-05-01	4,892 É.-U. (1)	6,836 (3)
	7.900	2003-04-01	67 É.-U. (1)	94 (3)
	8.000	1994-02-08		2,316
	8.000	1995-01-01		5,163
	8.000	1996-03-15		851
	8.000	1988-05-01		451
	8.375	1992-10-01		2,000
	8.375	1993-08-01		2,014
	8.500	1998-12-15		1,603
	8.625	1999-03-01		2,192
	8.750	1995-09-05		668
	9.000	1997-06-01	819 É.-U. (1)	1,145 (3)
	9.000	1995-11-01	589 É.-U. (1)	823 (3)
	9.200	2004-04-15	10 É.-U. (1)	14 (3)
	9.250	1991-08-01		46
	9.250	1991-06-01		660
	9.375	2001-03-01		1,034
	9.500	1995-12-02		2,563
	9.500	2000-09-09		524
	9.500	2001-06-15	681 É.-U. (1)	952 (3)
	9.500	1995-10-01		5,555
	9.750	1992-08-01		16,300
	9.750	1996-12-16		3,000
	9.875	2000-11-10		657
	9.875	2000-05-15	3,806 É.-U. (1)	5,318 (3)
	10.000	1998-06-12		3,000
	10.250	1995-11-19		9,410
	10.250	2001-05-04		6,449
	10.250	1998-04-01		3,640

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds) (suite)			Valeur nominale	
	Taux %	Échéance	En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	10.375	1999-09-04		483
	10.500	2000-09-09		12,265
	10.500	1995-06-26		9,479
	10.600	1994-05-01		2,922
	10.700	1999-05-01		8,749
	10.750	1999-09-04		5,311
	10.750	2009-06-26		6,654
	12.000	1993-04-07		11,564
	12.250	1994-02-27		11,380
	12.500	1994-11-29		47
	12.750	1992-12-22		4,550
	13.250	1994-12-22		8,728
	13.250	2002-12-22		53
	13.750	1995-12-22		4,111
	13.750	1991-09-30		5,000
	15.250	1989-12-15	11 É.U. (1)	15 (3)
	16.500	1996-06-18		626
	16.500	1989-04-15		5
	17.250	1996-10-20		45
				<u>211,430</u>
Office des autoroutes du Québec	5.750	1989-07-15		<u>5,662</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec:				
Hydro-Québec		2009-02-01	100 E.U. (1)	<u>140 (3)</u>

(1) En dollars des États-Unis.

(2) En yens japonais

(3) Converti en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au 31 mars 1986.

**PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT**

(en milliers de dollars)

**Provenance des fonds**

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements	91 722
Plus:	
Diminution des comptes à recevoir	4
Diminution des intérêts courus	319
	<u>92 045</u>
Valeurs échues ou vendues	<u>2 303 233</u>
	<u><u>2 395 278</u></u>

**Utilisation des fonds**

Achats d'obligations et de billets	2 386 280	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>7 975</u>	2 394 255
Plus:		
Augmentation du solde de banque		<u>1 023</u>
		<u><u>2 395 278</u></u>



## (1) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Inscription de la variation du change de devises étrangères	Total
En monnaie du Canada						
1985-08-01	1961	5,25	6			6
1986-02-01	1961	5,75	60			60
1986-06-15	1964	5,50	164	399		612
1986-12-01	1966	6,75	301	17	91	409
1987-04-01	1964	6,25	52	21	16	89
1987-12-15	1962	5,25	13	300	13	326
1988-01-15	1968	7,50	12	373	15	400
1988-10-15	1963	6,00	162	457	55	674
1989-01-15	1965	5,50	142	394	51	587
1989-11-15	1969	8,50	1			1
1989-12-01	1967	7,50	1	43		44
1990-04-01	1965	5,50	30	397	1	428
1990-10-15	1965	5,75	39	390	17	446
1991-06-01	1966	6,00	29	314	9	352
1991-06-01	1970	9,25	51	11	15	77
1991-08-01	1970	9,25	2	5		7
1991-08-01	1967	6,75		349		349
1991-10-01	1966	6,50	27	360	16	403
1992-04-01	1967	6,25	21	407		428
1992-06-01	1967	6,50	64	250	9	323
1992-08-01	1970	9,75	747	228	186	1 161
1992-08-01	1974	9,75	187	237	1	425
1992-08-01	1976	9,75	2 109	750	634	3 493
1992-10-01	1971	8,375	3 272	498	948	4 718
1993-04-07	1983	12,00	84	3 466		3 550
1993-08-01	1972	8,375		442		442
1993-09-15	1968	7,50	3	282		285
1994-02-08	1971	8,00		382	1	383
1994-02-08	1973	8,00	157	430	50	637
1994-10-01	1968	7,50	2 463	292	743	3 498
1994-10-01	1968	7,00	19	249	11	279
1995-01-01	1973	8,00	5	445		450
1995-09-05	1973	8,75	12	467		479
1995-10-01	1970	9,50	26	332	14	372
1995-11-19	1976	10,25	203	978	3	1 184
1995-11-19	1974	10,25	163	595	26	784
1995-11-19	1975	10,25	439	750	118	1 307
1995-12-02	1970	9,50	40	222		262
1995-12-02	1975	9,50	657	400	157	1 214
1996-03-15	1972	8,00		428		428
1996-12-15	1971	7,75	14 459	334	4 183	18 976
1998-12-15	1973	8,50	112	453	17	582
1999-03-01	1974	8,625		428		428
1999-09-04	1974	10,375		22		22
1999-09-04	1974	10,75	204	342	73	619
1999-09-04	1974	10,75	472	350	147	969
1999-09-04	1975	10,75	63	691		754
1999-09-04	1976	10,75	73	807	1	881
2000-09-09	1975	9,50		13		13
2000-09-09	1975	10,50	50	550		600
2000-11-10	1975	9,875		8		8
2000-11-10	1976	9,875		4		4
2001-03-01	1976	9,375		15		15
2001-05-04	1976	10,25	107	915	32	1 054
2001-05-04	1976	10,25	249	1 148	78	1 475
2003-04-07	1983	13,00	26	1 039		1 065
2003-04-07	1984	13,00	64	1 836	1	1 901
2003-04-07	1984	13,00	78	1 500		1 578
2003-04-07	1984	13,00	155	1 000	46	1 201
2004-11-29	1984	12,75	103	2 000	84	2 187
2004-11-29	1984	12,75	98	1 900	80	2 078
2004-11-29	1984	12,75	77	1 500	63	1 640
			28 153	33 215	8 054	69 422

**FONDS D'AMORTISSEMENT** (suite)

(en milliers de dollars)

**(1) Détail par fonds** (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Inscription de la variation du change de devises étrangères	Total
En monnaie des États-Unis						
1989-04-15	1968	7.00	14	574		588
1993-11-15	1973	8.25	524	21	119	664
1993-11-15	1973	8.25	653			653
1995-07-15	1975	9.375	9	14	3	26
1995-07-15	1975	9.375	209	216	64	489
1997-03-01	1967	5.875	9	516		525
1997-06-01	1971	9.00	6	826		832
1999-05-01	1969	7.875	7	429		436
2000-05-15	1975	9.875	21	1 184	1	1 206
2001-06-15	1976	9.50	12	1 189	2	1 203
2003-04-01	1973	7.90	267	1 453	79	1 799
2004-04-15	1974	9.20	296	1 747	88	2 131
2013-01-10	1983	13.00	641	2 737	249	3 627
2014-09-15	1984	13.25	351	4 116	180	4 647
			3 019	15 022	785	18 826
			31 172	48 237	8 839	88 248

Moins:

Contribution au Fonds consolidé  
du revenu pour le remboursement  
d'emprunt

7 975

80 273

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire  
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1986**

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Fiducie du Québec		185 739
Bank of Montreal New-York	11 681 \$ É.-U.	16 323
Bank of Tokyo Japon	1 769 000 Yens	13 927
Bank of Montreal Londres	889 \$ É.-U.	1 243
Banque Nationale du Canada		25 000
		242 232 (*)

(\*) Excluant un billet au montant de 147 942 \$ de la cité  
de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

**AUTRES EMPRUNTS**

(en milliers de dollars)

**Sommaire**

Emprunts	2 216 620
Moins:	
Fonds d'amortissement	20 755
	<u>2 195 865</u>

**Continuité**

Solde au début	1 800 999 (1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	51 611
Inscription de l'écart entre l'équivalent canadien des monnaies étrangères au 31 mars 1986 par rapport à la réalisation des emprunts	373 826
	<u>2 226 436</u>
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	9 816
Solde à la fin	<u>2 216 620</u>

**Détail**

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales	119 249	
Institutions universitaires (assumées)	40 645	
Emprunts à fort taux d'escompte	37 592	
Office des autoroutes du Québec	30 000	
	<u>227 486</u>	
En monnaie des États-Unis	\$ É.-U.	
Euro-dollars	1 178 500	1 651 504 (2)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	
	150 000	89 385 (2)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	
	25 000	51 420 (2)
En monnaie du Japon	Yen	
	25 000 000	196 825 (2)
		<u>2 216 620</u>

(1) Y compris en emprunts assumés 41 190 641 \$ au début et 40 644 921 \$ à la fin.

(2) Converti en équivalent canadien au cours en vigueur au 31 mars 1986 et considérant les contrats d'échange de devises.

**AUTRES EMPRUNTS** (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amor- tissement	Solde
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
Projets terminés							
1986 — 2009-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		119 249		119 249
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1986 — 2017-03-01	1960	5,125-5,75		37 845			
Université Concordia							
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	40 645		40 645
Emprunts escomptés							
1988 — 1992-06-14	1982	8,50 (A)	(f)		37 592		37 592
Office des autoroutes du Québec							
1986 — 1989-07-15	1982	5,75			30 000	20 755 (h)	9 245
					227 486	20 755	206 731
En monnaie des États-Unis							
Aux États-Unis							
\$ É.-U.							
1986-06-30	1983	11,25	2 000	2 794			
1988-08-03	1983	12,20	2 000	2 795			
1988-08-18	1983	12,625	2 000	2 795			
1988-09-15	1983	12,375	1 000	1 397			
			7 000	9 781			9 781
En Europe							
1991 — 1994-12-13	1981	8,3125	(b) 150 000	209 595			
1991 — 1994-12-13	1977	7,8125	(b) 300 000	419 190			
1991 — 1994-12-13	1978	7,8125	(b) 100 000	139 730			
1991 — 1994-12-13	1980	8,3125	(b) 300 000	419 190			
1986 — 1993-11-02	1978	9,75 (A)	(c) 90 000	125 757			
1989 — 1994-06-15	1979	9,75 (A)	(d) 70 000	97 811			
1989 — 1994-08-09	1979	9,85 (A)	(e) 75 000	104 798			
1991 — 1995-12-04	1983	8,4375	(g) 50 000	63 152			
— 1997-05-31	1985	11,00 (A)	(i) 36 500	62 500			
			1 171 500	1 641 723			1 641 723
			1 178 500	1 651 504			1 651 504

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amortissement	Solde
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			D.M.				
1992-02-17	1982	10,65 (A)	150 000		89 385		89 385
En monnaie du Royaume-Uni			L.S.				
1992-07-09	1982	15	25 000		51 420		51 420
En monnaie du Japon			Yens				
1989 — 1994-07-27	1984	8,10	(j) 10 000 000		78 730		78 730
1990 — 1995-02-28	1985	7,60	(j) 15 000 000		118 095		118 095
			25 000 000		196 825		196 825
					2 216 620	20 755	2 195 865

(A) Intérêt payable annuellement

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977, en monnaie des États-Unis, pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du LIBOR plus 1,125% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 300 000 000 \$ É.-U. par substitution et 100 000 000 \$ É.-U. encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus 0,625% pour les 2 premières années et de 0,75 de 1% pour les années subséquentes. Substitué en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ É.-U. par substitution et 300 000 000 \$ É.-U. encaissés en 1980 et 150 000 000 \$ É.-U. encaissés en 1981 échéant à raison de 10% en 1986, 15% en 1987, 20% en 1988, 25% en 1989 et 30% en 1990 au taux du LIBOR plus 0,375% jusqu'au 21 novembre 1984 et 0,5% pour les années subséquentes. Substitué à nouveau en 1984 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 850 000 000 \$ par substitution, échéant à raison de 25% en 1991, 35% en 1992 et 40% en 1994 au taux du LIBOR plus 0,25% du 13 décembre 1984 au 12 décembre 1986 et 0,375% pour les années subséquentes.

(c) Emprunt contracté de banques européennes en 1978, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 5% de 1984 à 1987, 10% de 1988 à 1992 et 30% en 1993 de la valeur initiale 100 000 000 \$

(d) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 300 000 \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7 000 000 \$ le 15 juin 1994.

(e) Emprunt contracté de banques européennes en 1979, en monnaie des États-Unis, échéant à raison de 6 750 000 \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7 500 000 \$ le 9 août 1994.

(f) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8,5%, vendu le 14 juin 1982 à 66,809 pour 33 404 500 \$ donnant un rendement de 16,2888%. L'escompte est ajouté à la date d'anniversaire de l'emprunt jusqu'à l'échéance.

(g) La convention de crédit autorise le Gouvernement à contracter auprès de diverses banques un montant en monnaie du Canada de 500 000 000 \$ et de 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis dont 50 000 000 \$ É.-U. ont été encaissés en 1983 échéant en 14 versements semestriels égaux de 1987 à 1993 au Taux du LIBOR plus 0,375% pour les 5 premières années, 0,50% pour les 5 années suivantes et 0,625% pour les autres années. Substitué en 1985, pour une convention de crédit de 1 000 000 000 \$ Can. (ou l'équivalent en certaines monnaies) dont 50 000 000 \$ É.-U. par substitution, au Taux du LIBOR plus 0,25% pour les 4 premières années et 0,375% pour les années suivantes et échéant en 5 versements égaux de 1991 à 1995. Un contrat d'échange de monnaie prévoit les paiements d'intérêt et les remboursements en dollars canadiens. Ce contrat d'échange concerne 47 743 902 \$ É.-U. pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 60 000 000 \$.

(h) voir continuité page 4-41.

(i) Un contrat d'échange de monnaie en date du 31 mai 1985 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 62 500 000 \$.

(j) Échéant à raison de 11 versements semestriels dont les 10 premiers seront de 9% du solde en capital en cours et le solde lors du 11<sup>ème</sup> versement. Le premier versement s'effectuera à la date du cinquième anniversaire de l'emprunt.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS  
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT  
Au 31 mars 1986**

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume-Uni (1)	En unités de compte européennes (U.C.E.) (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie des Pays-Bas (1)	En unités monétaires européennes (E.C.U.) (1)	Total
1986-1987	706 620	66 085	110 242	34 641		1 553	8 592	2 631			930 364
1987-1988	876 385	56 470	110 242	47 238	71 988	1 553	8 592	2 982	41 182		1 216 632
1988-1989	933 874	58 964	14 898	62 984		1 553	8 592			65 455	1 146 320
1989-1990	865 148	420 481	14 898	165 877	73 274	3 106	8 592				1 551 376
1990-1991	637 652	287 342	7 850	180 843		7 765	12 172				1 133 624
1986-1991	4 019 679	889 342	258 130	491 583	145 262	15 530	46 540	5 613	41 182	65 455	5 978 316
1991-1996	5 573 851	2 555 868	506 515	596 466	51 420	37 296	189 740				9 511 156
1996-2001	2 719 089	542 145	178 770				17 900				3 457 904
2001-2006	1 770 017	403 476					103 820				2 277 313
2006-2011	203 133	22 953									226 086
2011 et plus	9 047	434 299			102 840						546 186
	<u>14 294 816</u>	<u>4 848 083</u>	<u>943 415</u>	<u>1 088 049</u>	<u>299 522</u>	<u>52 826</u>	<u>358 000</u>	<u>5 613</u>	<u>41 182</u>	<u>65 455</u>	<u>21 996 961</u>

NOTE: Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande, dont 409,4M \$ (millions de dollars) en 1986-1987, 348,0M \$ en 1987-1988, 330,9M \$ en 1988-1989, 270,4M \$ en 1989-1990 et 205,6M \$ en 1990-1991.

De plus, il tient compte des dates les plus éloignées dans le cas des options d'échange.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien selon le taux de conversion au 31 mars 1986. Toutefois les emprunts faisant l'objet de contrat d'échange de devises sont convertis au taux de change établis selon les conditions du contrat.

## PASSIFS ÉVENTUELS

### EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

#### Sommaire

Détail  
page

		1986	1985
			(redressé)
<b>ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>			
4-52	Commission municipale du Québec	47 087	50 215
4-52	Hydro-Québec	21 388 318 (1),(2)	19 873 434
4-58	Madélipêche Inc.	8 356	1 491
4-58	Office du crédit agricole du Québec	14 000	14 000
4-59	Régie de l'assurance-dépôts du Québec	14 500	10 400
4-59	Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 083	17 359
4-60	Régie des installations olympiques	663 028 (1)	667 159
4-61	Sidbec	275 724	578 883
4-62	Société de développement de la Baie James	7 739	12 600
4-62	Société de développement industriel du Québec	63 250	51 800
4-62	Société du Grand Théâtre du Québec	3 950	
4-63	Société du Palais des congrès de Montréal	86 500 (1)	86 500
4-63	Société générale de financement du Québec	131 346 (4)	30 074
4-64	Société nationale de l'amiante		23 500
4-64	Société québécoise d'assainissement des eaux	52 550 (1)	16 294
		<u>22 773 431</u>	<u>21 433 709</u>
<b>MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS</b>			
4-65	Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 057	1 247
4-66	Agriculteurs	4 068	8 306
4-66	Éditeurs et libraires	305	325
4-66	Étudiants	769 079 (3)	638 221
4-66	Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	589	688
4-67	Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	629	966
4-68	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	7 147	1 285
4-68	Usines laitières régionales	1 260	1 520
		<u>784 134</u>	<u>652 558</u>
		<u>23 557 565</u>	<u>22 086 267</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1986 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadien(s):

En monnaie des États-Unis, dollar É.-U.	= 1,3973
En monnaie du Japon, yen	= 0,007873
En monnaie des Pays-Bas, florin néerlandais	= 0,5295
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	= 0,5959
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	= 2,0568
En monnaie de la Suisse, franc suisse	= 0,716
En unités monétaires européennes, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,30909

(2) Y compris 139 730 \$ (4 719 644 \$ en 1985) pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir pages 4-43).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(4) Emprunt effectué par la Société Québécoise d'Aluminium Inc., filiale de la Société générale de financement du Québec.

## ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

## Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Solde au 31 mars	47 087 *	50 215

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

## \* Détail

Montréal métropolitain: 25 153

Anjou, 30; Beaconsfield, 1; Blainville, 456; Boisbriand, 522; Boucherville, 478; Brossard, 15; Chambly, 48; Châteauguay, 106; Côte-St-Luc, 550; Dollard-Des-Ormeaux, 37; Dorval, 282; Greenfield-Park, 16; Île-Perrot, 61; Lachenaie, 20; Lachine, 23; L'Assomption, 224; Laval, 452; L'Épiphanie, 1; Longueuil, 1 302; Mascouche, 118; McMasterville, 42; Mercier, 13; Montréal, 16 391; Montréal-Est, 47; Mont-Royal, 12; Mont-St-Hilaire, 42; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 59; Otterburn-Park, 42; Outremont, 19; Pierrefonds, 249; Pinckney, 128; Pointe-Claire, 334; Repentigny, 14; Rosemère, 259; St-Basile-le-Grand, 161; St-Bruno-de-Montarville, 150; Ste-Catherine, 49; St-Constant, 3; St-Eustache, 74; St-Hubert, 179; St-Lambert, 14; St-Laurent, 394; St-Léonard, 10; Ste-Thérèse, 495; Terrasse-Vaudreuil, 119; Terrebonne, 331; Verdun, 578; Westmount, 203.

Québec métropolitain: 5 844

Ancienne-Lorette, 98; Beauport, 923; Charlesbourg, 1 167; Charny, 728; Lévis, 278; Loretteville, 5; Québec, 1 185; Ste-Brigitte-de-Laval, 107; St-Félix-du-Cap-Rouge, 215; Ste-Foy, 203; St-Jean-de-Boischatel, 54; St-Romuald, 1; Sillery, 267; Val-Bélair, 613.

Diverses circonscriptions électorales: 16 090

Abitibi-Est, 97; Abitibi-Ouest, 103; Argenteuil, 99; Arthabaska, 185; Beauce-Nord, 511; Beauharnois, 21; Bellechasse, 1 099; Berthier, 28; Bonaventure, 757; Brôme-Missisquoi, 265; Champlain, 322; Charlevoix, 1 180; Chauveau, 193; Chicoutimi, 123; Drummond, 45; Dubuc, 326; Duplessis, 183; Gaspé, 611; Gatineau, 51; Hull, 345; Huntingdon, 78; Iberville, 48; Îles-de-la-Madeleine, 282; Johnson, 253; Joliette, 21; Jonquière, 33; Kamouraska-Témiscouata, 109; Labelle, 411; Lac-St-Jean, 68; Laprairie, 2; Laviolette, 199; Lotbinière, 604; Maskinongé, 120; Matane, 122; Matapédia, 11; Mégantic-Compton, 26; Montmagny-L'Islet, 177; Nicolet, 11; Orford, 286; Papineau, 633; Pontiac, 69; Portneuf, 78; Pré-vost, 244; Rousseau, 200; Richelieu, 431; Richmond, 175; Rimouski, 330; Rivière-du-Loup, 175; Roberval, 204; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 299; Saguenay, 474; St-Hyacinthe, 28; St-Jean, 380; St-Maurice, 522; Shefford, 331; Sherbrooke, 1 552; Trois-Rivières, 110; Ungava, 16; Vaudreuil-Soulanges, 134; Verchères, 300.

## Hydro-Québec

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers) *	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		7 379 725		6 929 339
En monnaie des États-Unis	7 471 281 \$ É.-U.	10 439 620	7 334 242 \$ É.-U.	10 025 909
En monnaie de la Suisse	1 130 165 F.S.	809 198	1 736 665 F.S.	913 138
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 504 550 D.M.	896 561	1 346 000 D.M.	597 893
En monnaie du Royaume-Uni	150 000 L.S.	308 520	150 000 L.S.	254 370
En monnaie du Japon	42 000 000 Yens	330 666	32 000 000 Yens	174 304
En unités monétaires européennes	90 000 E.C.U.	117 818	90 000 E.C.U.	89 489
En monnaie des Pays-Bas	150 000 Florins	79 425	150 000 Florins	59 010
		20 361 533		19 043 452
Autres emprunts		1 095 353		895 607
Total avant fonds d'amortissement		21 456 886		19 939 059
Moins fonds d'amortissement		68 568		65 625
Total		21 388 318		19 873 434

\* Les montants pour monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant l'amortissement des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.



**Hydro-Québec**

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

**Obligations négociables**

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1986-06-01	1963-06-26	746-63	5 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	AM	26 464
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	AN-2	1 033
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	AQ	33 404
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	AR-1	6 412
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	28 345
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	28 656
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	25 267
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	AZ	22 793
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC-1	21 696
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC-2	10 677
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	22 349
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BH	199
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BK	21 965
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BM	5 177
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BO	22 725
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BT	36 800
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BU	42 059
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	BY	40 646
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	BZ	50 950
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	CA	46 545
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	CL	80 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 <sup>7</sup> / <sub>4</sub>	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	CY	21 399
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV-1	154 711
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW-1	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	50 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	ED	85 000
1991-09-24	1981-03-24	705-81	13 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	EF-1	52 118
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	EL-1	127 762
1986-11-24	1981-11-24	3019-81	17 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	EN-1	130 000
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1987-01-21	1982-01-21	40-82	16 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	ER	100 000
1989-05-15	1982-05-15	1069-82	16 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	EU	50 000
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
1987-09-15	1982-09-15	2006-82	15 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EZ-1	154 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	EZ-2	46 000
1987-10-13	1982-10-13	2264-82	15	FB	100 000
1992-11-15	1982-11-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	FE	42 420
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF-1	98 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF-2	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FFA	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	FJ	79 772
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EA-1	125 000
1988-09-30			11 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	FI-1	103 000
1993-09-30			12 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	FI-2	67 000
1988-03-15	1983-12-15	2512-83	11,15	FK	50 000
1993-09-30	1984-02-15	284-84	12 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	FIA	50 000
1989-03-16	1984-03-16	529-84	Flottant	FN	125 000

**Hydro-Québec** (suite)  
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

**Obligations négociables**

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EA-2	50 000
2005-09-30	1984-03-30	655-84	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EA-3	50 000
2005-09-30	1984-03-30	939-84	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000
1991-07-05	1984-07-05	1266-84	14	FP	75 000
1989-08-16	1984-08-16	1701-84	13 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	FQ-1	80 000
1994-08-16	1984-08-16	1701-84	14 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
1991-01-03	1985-01-03	2731-84	12 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	FS	50 000
1997-06-01	1985-01-15	2732-84	10	DD-1	88 676
1990-02-06	1985-02-06	126-85	11	FT-1	117 000
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	FT-2	153 000
1995-05-01	1985-05-01	700-85	12 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	FX	100 000
1990-05-06	1985-05-06	699-85	Flottant	FW	100 000
1990-02-06	1985-07-10	1374-85	11	FT	55 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	50 259
1995-08-15	1985-08-15	1579-85	11	GA	100 000
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	GC	170 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	GC	100 000
					<u>7 379 725</u>

**Hydro-Québec** (suite)  
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

**Obligations négociables** (suite)  
(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant: en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	121 397	169 628
1994-04-01	1964-04-01	{ 661-64	4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	AO	50 000	69 865
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	AP	30 900	43 177
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	AT	33 491	46 797
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	AV	38 939	54 409
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	AX	24 141	33 732
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	AY	37 726	52 715
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	BA	33 198	46 388
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BB	32 472	45 373
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	BD	42 563	59 473
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BF	18 779	26 240
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	BG	33 724	47 123
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BI	36 492	50 990
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BL	38 392	53 645
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	BN	45 570	63 675
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BP	57 738	80 677
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	BR	56 637	79 139
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BV	57 374	80 169
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	BW	6 000	8 384
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	BX	78 126	109 165
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	CC	96 803	135 263
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	CF	79 913	111 662
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CI	100 643	140 629
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	CJ	17 000	23 754
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	22 701	31 720
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CQ	175 453	245 160
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	CT	173 678	242 680
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	218 033	304 658
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	CX	610 929	853 651
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	221 043	308 863
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	DB	125 000	174 663
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DC	30 575	42 722
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	82 500	115 277
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	DF	175 500	245 226
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	DI	34 904	48 771
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	94 106	131 494
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DK	36 500	51 001
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	194 817	272 218
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	61 897	86 489
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	139 730
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	DQ	195 295	272 886
1986-10-15	1979-10-15	2820-79	11 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	DS	199 044	278 124
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	DX	72 750	101 654
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	DY	250 000	349 325
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	EC-1	200 000	279 460
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EC-2	138 404	193 392
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	88 750	124 010
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EI	200 000	279 460
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	EK	250 000	349 325
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	EM	150 000	209 595
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16 <sup>1</sup> / <sub>8</sub>	EO	200 000	279 460
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 <sup>5</sup> / <sub>8</sub>	EQ	200 000	279 460
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	ES	100 000	139 730
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	EY	150 000	209 595
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	FD	88 825	119 923
1989-02-15	1983-02-15	200-83	11 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	FG-1	175 000	244 528
2013-02-15	1983-02-15	{ 201-83 1843-83	13 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	FG-2	97 500	136 237
1993-12-15	1983-12-15	{ 2576-83 2580-83	12 <sup>3</sup> / <sub>8</sub>	FL-1	100 000	139 730
2013-12-15	1983-12-15	{ 1843-83 2576-83 2580-83	13 <sup>1</sup> / <sub>4</sub>	FL-2	147 800	206 521
2012-02-01	1985-02-01	{ 1843-83 2580-83	11 <sup>3</sup> / <sub>4</sub>	FU	200 000	279 460
2005-05-01	1985-05-01	158-85		FV	200 000	279 460
2002-07-19	1985-07-19	410-85	Flottant	FY	200 000	279 460
1995-07-17	1985-10-17	1260-85	8	GB	105 259	147 078*
2026-03-01	1986-03-01	1885-85 251/2-86	8 <sup>7</sup> / <sub>8</sub>	GF	240 000	335 352
					7 471 281	10 439 620

(\*) En monnaie étrangère.

**Hydro-Québec** (suite)  
 L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

**Obligations négociables** (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	72 665	52 028
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	80 000	57 280
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 1/2	97 500	69 810
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	71 600
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6 3/4	100 000	71 600
1992-08-11	1982-08-11	1736-82	6 5/8	100 000	71 600
1993-05-04	1983-05-04	753-83	5 1/2	100 000	71 600
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	71 600
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	150 000	107 400
1990-10-19	1984-10-19	2165-84	5 1/2	150 000	107 400
1987-12-19	1985-12-19	2184-85	5	80 000	57 280
				1 130 165	809 198
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 1/2	20 000	11 918
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 1/2	20 000	11 918
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 1/2	151 000	89 981
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 1/4	115 000	68 528
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 1/4	150 000	89 385
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 1/2	150 000	89 385
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 1/4	300 000	178 770
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	119 180
1989-05-01	1984-05-01	908-84	7 1/2	100 000	59 590
1994-05-01	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	58 726
1995-06-20	1986-02-20	972-85	7 1/8	200 000	119 180
				1 504 550	896 561
En monnaie du Japon				Yens	
1994-07-31	1984-07-31	1699-84	8,1	12 000 000	94 476
1995-03-20	1985-03-20	125-85	7,6	20 000 000	157 460
1994-02-28	1986-02-28	74-86	6 5/8	10 000 000	78 730
				42 000 000	330 666
En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	82 272
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	102 840
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	123 408
				150 000	308 520
En unités monétaires européennes				E.C.U.	
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14 1/4	40 000	52 364
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13 1/2	50 000	65 454
				90 000	117 818
En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	150 000	79 425

(\*) En monnaie étrangère.

**Hydro-Québec** (suite)  
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

**Obligations négociables** (suite)  
(en milliers de dollars)

	<u>Montant</u>
En monnaie du Canada et des États-Unis	
<b>Autres emprunts</b>	
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:	
a) En vertu des décrets 1501-83 et 1841-83 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou, du taux majoré de 1,75% des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le « prime rate » de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas trois ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$. Au 31 mars 1986, ces emprunts totalisent 148 787 000 \$ canadiens et 490 700 000 \$ É.-U.	834 442
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 <sup>3</sup> / <sub>16</sub> % à 7 <sup>15</sup> / <sub>16</sub> %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, depuis le 25 mars 1975.	14 960
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 <sup>13</sup> / <sub>16</sub> % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, depuis le 7 avril 1984.	147 476
d) En vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils portent intérêt à compter de leur date respective d'émission à un taux qui n'est pas supérieur au taux majoré de 2,25% des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1986, ces emprunts totalisent 70 475 000 \$ É.-U.	98 475
Total autres emprunts	<u>1 095 353</u>
Total avant fonds d'amortissement	21 456 886
Moins fonds d'amortissement	<u>68 568 (1)</u>
Total obligations négociables	<u><u>21 388 318</u></u>

(1) Y compris 43 482 000 \$ en monnaie du Canada, 22 116 464 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 15 828 000 \$ en monnaie des États-Unis, 595 900 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 1 000 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 2 373 540 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 3 315 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

**Madelipèche Inc.**

L.Q., 1983, c. 6

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à la Loi assurant la reprise des activités de Madelipèche inc. (L.Q., 1983, c. 6), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Compagnie.		
En vertu du décret 1635-84 modifié par le décret 114-85, la Compagnie peut contracter un emprunt sous forme de crédit rotatif jusqu'à concurrence de 7 500 000 \$. La garantie du Gouvernement se terminera le 30 juin 1986 et toute réclamation du prêteur en vertu de ladite garantie devra avoir été produite au garant au plus tard le 31 juillet 1986.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	6 513	1 491
En vertu du décret 1896-85, la Compagnie peut contracter un emprunt à terme jusqu'à concurrence de 1 900 000 \$. La garantie du Gouvernement se terminera le 5 juin 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	1 843	
	8 356	1 491

**Office du crédit agricole du Québec**

L.R.Q., c. C-75 et L.R.Q., c. C-78

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>Financement agricole</b>		
Conformément à la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), l'Office a les pouvoirs de contracter des emprunts par obligations avec l'autorisation préalable du Gouvernement. Ces emprunts peuvent être garantis par le Gouvernement.		
En vertu du décret 313-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A», d'une valeur nominale globale de 3 850 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	3 850	3 850
<b>Financement forestier</b>		
Conformément à la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78), l'Office peut, avec l'autorisation préalable du Gouvernement, contracter des emprunts par obligations. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office.		
En vertu du décret 350-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B», d'une valeur nominale globale de 10 150 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 150	10 150
	14 000	14 000

**Régie de l'assurance-dépôts du Québec**

L.R.Q., c. A-26

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le Ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.		
En vertu des décrets 1323-82 et 2415-82, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts contractés ou à être contractés par la Régie, vu l'insuffisance de ses ressources, pour consentir des avances temporaires d'argent à la Fédération des caisses d'entraide économique, à la Fédération des sociétés d'entraide économique, à leurs caisses et sociétés affiliées de même qu'à toute institution qui est inscrite à la Régie, pour faire face à ses obligations à l'égard des personnes qui ont fait, auprès des caisses d'entraide économique, des sociétés d'entraide économique et de toute institution inscrite, des dépôts d'argent garantis par la Régie au sens de la Loi, pour rembourser des emprunts contractés par elle afin de venir en aide de quelque façon que ce soit à ces Fédérations, caisses, sociétés et institutions ou, généralement, pour toutes fins relatives aux problèmes encourus par ces fédérations, caisses, sociétés et institutions.		
Le montant total, en capital en cours desdits emprunts à un moment donné, ne devra pas excéder 200 000 000 \$ en monnaie du Canada.		
Le taux d'intérêt sur ces emprunts ne devra pas être supérieur au taux préférentiel de la banque à charte canadienne choisie, en vigueur de temps à autre ou, si le prêteur n'est pas une banque à charte canadienne à un taux correspondant à la moyenne arithmétique des taux préférentiels de trois des cinq principales banques à charte canadiennes en vigueur de temps à autre pour des prêts consentis en dollars canadiens.		
Le terme de ces emprunts ne doit pas excéder un an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	14 500	10 400
	<u>14 500</u>	<u>10 400</u>

**Régie de l'assurance-maladie du Québec**

L.R.Q., c. R-5

(en milliers de dollars)

	1986	1985
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté, en vertu des décrets 2784-79 et 1467-83, un emprunt hypothécaire garanti par le Gouvernement au taux de 12 1/4%, remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 20 ans. Le solde du capital et intérêts deviendra exigible le 1 <sup>er</sup> août 1988.		
Au 31 mars, le solde en capital est de	17 083	17 359
	<u>17 083</u>	<u>17 359</u>

**Régie des installations olympiques**

L.R.Q., c. R-7

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	1986	1985
<b>Emprunt sur obligations</b>			
Emprunt de la Compagnie Trust National — 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de $\frac{5}{8}\%$ au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 10 juillet 1987 et échéant le 10 juillet 1990.	820-85	50 000	
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal et du Trust Général du Canada — 50 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de $\frac{5}{8}\%$ au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 12 février 1987 et échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 1991.	1580-85	50 000	
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Ltée en monnaie du Canada.	3299-79		60 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal en monnaie du Canada.	2829-81		50 000
<b>Emprunts sur billets</b>			
Billets en devises des États-Unis au montant de 360 000 000 \$, intérêt au taux annuel de $\frac{3}{8}\%$ au-dessus du taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres jusqu'au 15 juillet 1987 et $\frac{1}{8}\%$ par la suite, payable trimestriellement, semestriellement ou annuellement selon l'option exercée par la Régie, remboursables en 13 versements semestriels à partir du 16 juillet 1986 échéant le 16 juillet 1992.	1627-82	97 811	492 120
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 60 millions de dollars, en monnaie du Canada, taux annuel de $\frac{5}{8}\%$ au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 3 juin 1986 et échéant le 3 juin 1990.	977-85	60 000	
Billets en devises des États-Unis au montant de 250 000 000 \$, intérêt au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursable par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.	2243-85	349 325	
Billets en devises des États-Unis au montant de 40 000 000 \$, intérêt au taux de 7,9866% et échéant le 21 février 1994.	105-86	55 892	
Emprunts de Canada Permanent Trust Company en monnaie du Canada.	944-80		50 000
Marge d'emprunt en monnaie du Canada.	2250-83		9 300
Marge d'emprunt en monnaie du Canada.	2844-84		5 739
		<u>663 028</u>	<u>667 159</u>



**Sidbec**

L.R.Q., c. E-14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1986	1985
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 $\frac{1}{4}$	A	8 250	8 450
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 $\frac{3}{4}$	B	8 450	8 650
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	8 450	8 650
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 $\frac{3}{4}$	D	20 000	21 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 $\frac{1}{4}$	E	30 000	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 $\frac{3}{4}$	F	30 000	30 000
					105 150	106 750

En vertu du décret 1108-83 modifié par le décret 317-86 le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars, le solde dû en capital sur l'emprunt à terme est de

140 000 160 000

et celui de l'emprunt sur crédit rotatif de

80 000

140 000 240 000

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de 18 500 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

25 076

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de francs suisses dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1<sup>er</sup> novembre 1985, portent intérêt au taux annuel de 7,597% et viennent à échéance au 1<sup>er</sup> novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis d'Amérique est rattaché à cet emprunt.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 67 717 352 \$ É.-U.

94 621

En vertu du décret 1259-85, le gouvernement du Québec a approuvé la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur nominale globale de 134 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 28 juin 1985 et viennent à échéance le 15 mai 1988.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 108 378 360 \$ É.-U.

151 437

271 134

En vertu du décret 2783-84 en monnaie des États-Unis d'Amérique

201 633

En monnaie du Canada

30 500

232 133

516 284

578 883

Moins: Montant inscrit au passif — « Provision pour perte sur placements en actions »

240 560

275 724

578 883

**Société de développement de la Baie James**

L.R.Q., c. D-8

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83 et 1469-85, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt jusqu'à concurrence de 17,1 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde du principal des emprunts contractés par la S.D.B.J. garantis par le Gouvernement est de	16 400	12 600
Moins: Montant inscrit au passif — «Provision pour perte sur placements en actions».	8 661	
	7 739	12 600

**Société de développement industriel du Québec**

L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2610-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «C» d'une valeur nominale globale de 16 800 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 3 décembre 1984, portant intérêt au taux de 12½% payable semestriellement et échéant le 3 décembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	16 800	16 800
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «D» d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie du Canada, à zéro coupon, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital garanti par le Gouvernement est de	11 450	
En vertu du décret 264-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «E» d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1986 et portant intérêt à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8% payable semestriellement et échéant le 24 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	35 000	
En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» en monnaie du Canada, rachetables par anticipation au gré de la Société.		35 000
	63 250	51 800

**Société du Grand Théâtre de Québec**

L.R.Q., c. S-14.01

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 24 de la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 297-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «1», d'une valeur nominale globale de 3 950 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 27 mars 1986, composées d'une tranche d'une valeur nominale de 1 825 000 \$, venant à échéance le 27 mars 1991 et portant intérêt au taux de 10,00% l'an (les obligations 1991) et d'une tranche d'une valeur nominale de 2 125 000 \$, venant à échéance le 27 mars 1996 et portant intérêt au taux de 10,25% l'an (les obligations 1996); les intérêts étant payables dans tous les cas, semestriellement les 27 mars et 27 septembre de chaque année et pour la première fois le 27 septembre 1986.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement est de	3 950	

**Société du Palais des congrès de Montréal**

L.R.Q., c. S-14.1

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique auprès de The Industrial Bank of Japan, Limited. Le prêt porte intérêt à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13% l'an, payable semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le solde au 31 mars est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2446-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série «B» de la Société d'une égale valeur nominale globale de 12 000 000 \$.		
Les obligations datées du 16 novembre 1984 portent intérêt au taux de 12,85% payable semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	12 000	12 000
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt de 12 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série «C» de la Société d'une égale valeur nominale globale de 12 000 000 \$.		
Les obligations datées du 16 novembre 1984 portent intérêt au taux de 13,20% payable semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	12 000	12 000
De plus, en vertu du décret 210-86, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$ par l'émission et la vente d'obligations série «D» de la Société d'une égale valeur nominale globale de 30 000 000 \$.		
Les obligations datées du 14 mars 1986 portent intérêt à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 5/8%, à compter du 14 mars 1986, lesquels intérêts seront payables le 14 mars et le 14 septembre de chaque année.		
Ces obligations viendront à échéance le 14 mars 1991 et elles seront remboursables par anticipation à compter du 15 mars 1988 au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	30 000	
En vertu du décret 701-84, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Canada auprès de Victoria and Grey Trust Company remboursable par anticipation au seul gré de la Société.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de		30 000
	<u>86 500</u>	<u>86 500</u>

**Société générale de financement du Québec**

L.R.Q., c. S-17

(en milliers de dollars)

	1986	1985
En vertu de la Loi de la Société générale de financement du Québec (SGF), le gouvernement du Québec peut garantir le paiement de sommes qui se rapportent à des engagements financiers contractés par la SGF, ou par une filiale dont elle détient 100% des actions pour l'établissement et le financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour (le Projet).		
En vertu du décret 2126-84, la Société québécoise d'Aluminium Inc., filiale de la SGF, a conclu une convention de crédit jusqu'à concurrence de 215 000 000 \$ en monnaie légale des États-Unis d'Amérique. Cet emprunt bancaire est garanti par le Gouvernement jusqu'à la date d'achèvement du projet.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de 94 000 000 \$ É.-U.	131 346	30 074

**Société nationale de l'amiante**

L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins $\frac{3}{8}\%$ , rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	23 500	23 500
Moins: Montant inscrit au passif — «Provision pour perte sur placements en actions».	113 550	
		23 500

**Société québécoise d'assainissement des eaux**

L.R.Q., c. S-18.21

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «A» d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada, datés du 31 octobre 1983, au taux de 8,125% l'an et venant à échéance le 31 octobre 1988.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	35 856	34 769
En vertu du décret 1265-84, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «B» d'une valeur nominale globale de 25 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 5 juin 1984, au taux de 13,15% et venant à échéance le 5 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	31 993	31 905
En vertu des décrets 1420-84 et 1421-84, la Société a contracté le 27 juin 1984 un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 6 688 500 000 Yens au taux de 8,55% et venant à échéance le 27 juin 1989.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	40 130	38 289
En vertu du décret 2611-84, la Société a contracté à escompte un emprunt sous forme de prêt de 29 999 290 \$ daté du 30 novembre 1984 au taux de 10,5559998% et venant à échéance le 30 novembre 1989.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	30 501	29 833
De plus, en vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique daté du 31 janvier 1985 au taux de 12% et venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	30 147	29 840

**Société québécoise d'assainissement des eaux** (suite)

L.R.Q., c. S-18.2

(en milliers de dollars)

	1986	1985
En vertu du décret 978-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «F» d'une valeur nominale globale de 60 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datés du 10 juin 1985, portant intérêt au taux de 8% payable annuellement et venant à échéance le 15 mars 1992. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	70 361	
En vertu du décret 1091-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «G» d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique, datées du 18 juin 1985, portant intérêt au taux de 8,254% payable annuellement et venant à échéance le 18 décembre 1992. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	34 777	
En vertu du décret 1929-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «H» d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$, datées du 1 <sup>er</sup> octobre 1985, portant intérêt au taux de 10,625% payable semestriellement et venant à échéance le 1 <sup>er</sup> octobre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	49 500	
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté, le 29 novembre 1985, un emprunt en monnaie du Japon, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 Yens portant intérêt au taux de 7,2% payable semestriellement et venant à échéance le 29 novembre 1995. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	34 038	
En vertu du décret 2677-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «J» d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$, datées du 23 décembre 1985, portant intérêt au taux de 9,75% payable semestriellement et venant à échéance le 14 décembre 1990.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	49 607	
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt en monnaie du Japon sous forme de prêt d'une somme de 4 550 000 000 Yens, portant intérêt à compter du 14 avril 1986 au taux de 7,2% payable semestriellement et venant à échéance le 13 mars 1996. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	34 960	
En vertu du décret 263-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «M» d'une valeur nominale globale de 120 000 000 \$, datées du 25 mars 1986, portant intérêt au taux de 9,875% payable semestriellement et venant à échéance le 25 mars 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	119 325	
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté, le 27 mars 1986, un emprunt en monnaie des États-Unis d'Amérique sous forme de prêt d'une somme de 25 491 600 \$ É.-U., portant intérêt au taux de 10,5% payable annuellement et venant à échéance le 27 mars 1996. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	34 831	
	596 026	164 636
Moins: Montant indiqué aux engagements financiers pour les municipalités et organismes municipaux dans le cadre du programme d'assainissement des eaux à la page 4-84	543 476	148 342
	52 550	16 294

## MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

**Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)**

1966, c. 22

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1986	1985
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	1 057	1 247

**Agriculteurs**

L.R.Q., c. A-18

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente Loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1986, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élèvent à 575 085 111 \$ et les remboursements à 571 017 352 \$.	4 068	8 306

**Éditeurs et libraires**

L.R.Q., c. G-1

(en milliers de dollars)

	1986	1985
En vertu du chapitre G-1 des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du Ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le Ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.		
Au 31 mars, ces garanties de prêts forment un montant total de	305	325

**Étudiants**

L.R.Q., c. P-21

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec est de	769 079	638 221

**Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
a) Tanguay		
Des emprunts de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	247	301
b) St-Jérôme		
Des emprunts de 415 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1984-1985 auprès de la Caisse populaire de St-Jérôme par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention de St-Jérôme du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du ministère à même les crédits votés.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	342	387
	589	688

**Producteurs agricoles et propriétaires forestiers**

L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-79, L.R.Q., c. C-78

(en milliers de dollars)

	1986	1985
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières sont de	127	159
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 sont de	14	28
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de	488	779
	629	966

**Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires**

L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom et adresse de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	1986	1985
<b>Sociétés coopératives agricoles</b>						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10,5	130	150
	1991	1976-01-05	3951-75	11	50	60
Société coopérative agricole Chaudière-Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1986	1971-10-21	3200-71	8,5	16	31
Société coopérative agricole de Ft-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11,25		41
Société coopérative agricole des Bois-Francis, Victoriaville, Arthabaska	1985	1965-04-14	392-65	6,5		6
					196	288
<b>Corporations exerçant des activités similaires</b>						
Les Abattoirs Charlemagne Ltée et Viandes Lépine (1983) Ltée	1986	1985-10-04	1948-85	12	1 000	
J.C. Martin Grossiste Inc.	1986	1985-09-09	1771-85	12	40	
Pêcheries Coop Rivière-au-Tonnerre, Sheldrake	1985	1984-06-05	1162-84	13		997
	1986	1985-07-10	1122-85	12	1 045	
Produits laitiers Labrie Inc.	1988	1985-09-11	1603-85	13,3	90	
Privanor Inc.	1986	1985-07-03	1179-85	12	103	
Provalcid Inc.	1988	1985-08-29	2509-84	13,5	130	
Société des pêches de Newport	2005	1985-06-01	285-85	11,238	4 476	
Syndicat des producteurs caprins de la région de Québec	1989	1986-02-20	88-86	12,5	67	
					6 951	997
					7 147	1 285

\* Le taux d'intérêt maximum n'excède pas le taux préférentiel bancaire, plus 0,5%.

**Usines laitières régionales**

L.R.Q., c. A-19

(en milliers de dollars)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1986	1985
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	9,75-10-10,5	1 200	1 400
Agroдор, Coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides, Thurso, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8,5	60	120
					1 260	1 520





**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

(en milliers de dollars)

**SOMMAIRE****BUDGÉTAIRES****NON BUDGÉTAIRES**

	1986	1985
	10 583 751	9 676 695
	85 100	56 350
	<u>10 668 851 (1)</u>	<u>9 733 045</u>

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1986	1985
<b>BUDGÉTAIRES</b>					(redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital					
Commissions scolaires	4-72	56 951	1 926 687	1 983 638 (7)	1 925 921
Collèges d'enseignement général et professionnel	4-76	275 446	413 465	688 911 (7)	756 542
Universités	4-77	764 840	7 866	772 706 (7)	703 849
Institutions de santé	4-78	430 188 (4)	405 886	836 074 (7)	744 074
Établissements de services sociaux	4-81	224 614 (4)	119 370	343 984 (7)	301 144
Municipalités et organismes municipaux	4-83	2 246 880		2 246 880	1 652 592
Sociétés d'État et divers organismes	4-85	79 832		79 832	71 707
		<u>4 078 751</u>	<u>2 873 274</u>	<u>6 952 025 (5)</u>	<u>6 155 829</u>
<b>Pour des dépenses en capital</b>					
Commissions scolaires					
Marges de crédit bancaire	4-72		455 082	455 082	417 112
Collèges d'enseignement général et professionnel					
Marges de crédit bancaire	4-76		125 662	125 662	
Universités					
Marges de crédit bancaire	4-77		48 350	48 350	
Institutions de santé					
Marges de crédit bancaire	4-78		135 870	135 870	128 949
Établissements de services sociaux					
Marges de crédit bancaire	4-81		14 271	14 271	12 936
Municipalités et organismes municipaux	4-86	2 337 150		2 337 150	2 351 059
Divers organismes et sociétés	4-89	129 457		129 457	194 001
		<u>2 466 607</u>	<u>779 235</u>	<u>3 245 842</u>	<u>3 104 057</u>
<b>Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres:</b>					
<b>Imputable à des crédits permanents</b>	4-90			95 393	51 809
<b>Autres engagements (pour engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)</b>				299 991	365 000
				10 593 251	9 676 695
<b>NON BUDGÉTAIRES</b>					
<b>Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec imputable à des crédits permanents</b>	4-91			85 100	56 350
				<u>10 678 351 (6)</u>	<u>9 733 045</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.

(2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou de l'Éducation ou de la Santé et des services sociaux.

(4) Excluant 7 794 000 \$ (4 579 000 \$ en 1985) pour les institutions de santé et 187 231 000 \$ (190 040 000 \$ en 1985) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsqu'indiqué autrement.

(7) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 5 696 858 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 189 784 \$, d'universités 983 877 \$, d'institutions de santé 211 000 \$, et d'établissements de services sociaux 70 000 \$.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS  
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL  
DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL  
Au 31 mars 1985**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Institutions de santé	Établis- sements de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1986-1987	335 609 (1)*	128 742 (1)*	69 716 (1)*	265 655 (1)*	107 953 (1)*	170 889*	5 255	1 083 819
1987-1988	241 496	85 304	113 958	109 892	9 232	87 079	5 538	652 499
1988-1989	275 819	44 418	58 762	75 832	13 852	126 883	4 910	600 476
1989-1990	250 185	81 180	68 316	69 610	41 692	237 654	21 205	769 842
1990-1991	153 742	83 389	73 893	78 125	40 254	501 509	6 461	937 373
1986 — 1991	1 256 851 (1)*	423 033 (1)*	384 645 (1)*	599 114 (1)*	212 983 (1)*	1 124 014*	43 369	4 044 009
1991 — 1996	513 980	213 677	220 529	169 199	48 191	676 196	10 522	1 852 294
1996 — 2001	153 537	37 036	75 700	37 240	17 236	173 025	15 237	509 011
2001 — 2006	50 137	13 444	72 234	28 841	9 500	118 204	10 704	303 064
2006 — 2011	6 883	803	14 579	1 680	5 685	27 200		56 830
2011 — 2016	840	383	2 212		6 413	42 668		52 516
2016 — 2021	1 052	126	2 807		9 493	51 346		64 824
2021 — 2026	358	164			14 051	16 091		30 664
2026 — 2031		245			18 944	14 672		33 861
2031 — 2036					1 488	3 464		4 952
	<u>1 983 638*</u>	<u>688 911*</u>	<u>772 706*</u>	<u>836 074*</u>	<u>343 984*</u>	<u>2 246 880*</u>	<u>79 832</u>	<u>6 952 025</u>

\* Incluant des emprunts temporaires de 68 594 000 \$ aux commissions scolaires, de 59 736 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, de 8 850 000 \$ aux universités, de 117 525 000 \$ aux institutions de santé, de 54 593 000 \$ aux établissements de services sociaux et de 58 147 235 \$ aux municipalités et organismes municipaux qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

(1) Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires 5 696 858 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 189 784 \$, d'universités 983 877 \$, d'institutions de santé 211 000 \$ et d'établissements de services sociaux 70 000 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance, le montant soit refinancé modifiant d'autant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS  
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

**Légende:** A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Baie-des-Chaleurs	1 052	8 760	9 812	1 551	11 363	11 280
Mrg-Matte		894	894	688	1 582	1 547
Ristigouche		296	296	482	778	662
Tracadieche		1 698	1 698	1 605	3 303	2 653
Val-d'Accueil		89	89	598	687	569
Bas-St-Laurent	775	17 587	18 362	1 744	20 106	19 523
La Mitis		829	829	702	1 531	1 353
La Neigette		8 843	8 843	2 524	11 367	9 457
Blainville-Deux-Montagnes	1 555	22 745	24 300	2 149	26 449	26 225
Deux-Montagnes		3 377	3 377	5 679	9 056	3 445
St-Eustache		14 024	14 024	950	14 974	14 630
Ste-Thérèse		9 376	9 376	4 255	13 631	11 341
Carignan	119	8 757	8 876	1 191	10 067	9 871
Sorel		5 116	5 116	732	5 848	5 693
Tracy		1 207	1 207	499	1 706	1 521
Chambly	1 737	42 555	44 292	7 714	52 006	49 515
Greenfield-Park		1 148	1 148	909	2 057	1 770
Jacques-Cartier	785	7 850	8 635	940	9 575	12 832
Mont-Fort		7 808	7 808		7 808	8 398
St-Exupéry		6 434	6 434	1 249	7 683	7 509
Taillon		11 833	11 833	888	12 721	11 762
Varennas		25 384	25 384	794	26 178	26 283
Charlevoix	1 021	6 078	7 099	2 393	9 492	9 239
Du Gouffre		922	922	813	1 735	1 669
Laure-Conan		904	904	783	1 687	1 495
Châteauguay-Valley	355	6 465	6 820	418	7 238	5 632
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		130	130	510	640	485
Ormstown		1 195	1 195	209	1 404	1 171
Chaudière	1 040	14 716	15 756	3 779	19 535	19 131
Beauceville		1 193	1 193	267	1 460	1 085
des Cèdres		1 216	1 216	474	1 690	1 499
des Érables		4 348	4 348	1 451	5 799	4 300
Langevin		1 393	1 393	931	2 324	2 156
St-Joseph		991	991	1 446	2 437	1 646
Chauveau	1 754	11 924	13 678	2 876	16 554	16 367
Ancienne-Lorette		8 949	8 949	2 103	11 052	10 359
La Jeune-Lorette		12 646	12 646	1 639	14 285	13 617
Montcalm		1 555	1 555	436	1 991	1 921
District of Bedford	233	3 261	3 494	1 978	5 472	4 970
Du Golfe	983	26 726	27 709	1 777	29 486	28 989
Fermont		69	69	453	522	1 311 (1)
Louis-Joliet		1 604	1 604	782	2 386	2 131
Port-Cartier		3 523	3 523	980	4 503	3 955
Sept-Iles		9 117	9 117	1 435	10 552	9 756
Eastern Québec		76	76	4 948	5 024	3 883
Greater Québec		200	200	1 206	1 406	1 023
Greater Seven Islands		1 296	1 296	240	1 536	1 515
Saguenay		106	106	267	373	583
St-Maurice		28	28	692	720	657

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Estrie	1 631	63 407	65 038	5 565	70 603	70 299
Asbesterie				2 225	2 225	1 817
Coaticook		130	130	387	517	673
Lac-Mégantic		1 913	1 913	604	2 517	1 850
La Sapinière		295	295	985	1 280	970
Magog		2 710	2 710	586	3 296	2 984
Montiac		5 457	5 457	798	6 255	6 100
Sherbrooke (catholique)		15 117	15 117	2 930	18 047	16 708
Gaspésie Prot.		1 492	1 492	982	2 474	2 377
Bonaventure (anc. Chaleur Bay)				176	176	371
Gaspé				121	121	271
Grand-Portage	1 532	26 882	28 414	1 293	29 707	30 242
des Basques		607	607	392	999	1 195
des Frontières		119	119	186	305	450
des Montagnes		1 147	1 147	383	1 530	1 162
Jean-Chapais		1 468	1 468	690	2 158	1 825
Rivière-du-Loup		7 308	7 308	1 541	8 849	7 629
Témiscouata		1 640	1 640	2 198	3 838	3 219
Harricana	1 759	32 730	34 489	4 719	39 208	36 992
Amos		2 744	2 744	385	3 129	2 887
Barraute-Senneterre		1 086	1 086	361	1 447	1 285
Joutel-Matagami		1 457	1 457	2 591	4 048	2 112
Quévillon		19	19	189	208	307
Honoré-Mercier	577	17 683	18 260	1 635	19 895	19 482
Des Rivières		1 142	1 142	1 047	2 189	1 985
Iberville		3 380	3 380	1 862	5 242	3 742
Marieville		3 035	3 035	833	3 868	3 726
St-Jean-sur-Richelieu		8 937	8 937	2 561	11 498	9 079
Lac-St-Jean		9 659	9 659	2 654	12 313	11 971
Alma		691	691	1 131	1 822	1 681
Belle-Rivière		1 039	1 039	958	1 997	1 866
Delisle		724	724	1 276	2 000	1 434
Lapointe	1 104	13 016	14 120	1 321	15 441	15 601
Arvida		974	974	1 261	2 235	1 859
Jonquière		2 162	2 162	2 971	5 133	4 098
les Deux-Rives		2 959	2 959	3 421	6 380	5 704
La Vérendrye	797	6 855	7 652	818	8 470	8 167
Malartic		1 356	1 356	420	1 776	1 645
Val-d'Or		1 661	1 661	1 038	2 699	2 647
Lignery	635	19 219	19 854	2 821	22 675	21 937
Brossard		7 656	7 656	720	8 376	8 412
Laprairie		16 014	16 014	1 293	17 307	17 449
Napierville		4 757	4 757	864	5 621	5 583
Louis-Fréchette	2 521	13 756	16 277	3 623	19 900	19 446
Abénakis		63	63	3 558	3 621	1 096
Bellechasse		1 347	1 347	1 281	2 628	2 392
Élan		75	75	2 366	2 441	1 969
Nouvelle-Beauce		3 103	3 103	468	3 571	3 445
Pointe-Lévy		3 964	3 964	1 970	5 934	4 913
Louis-Hémon	3 157	11 294	14 451	1 155	15 606	15 548
Dolbeau		2 393	2 393	428	2 821	2 598
La Vallière		2 028	2 028	468	2 496	2 181
Normandin		149	149	978	1 127	904
Roberval		1 291	1 291	2 218	3 509	2 655
Vallée-de-Mistassini		930	930	2 460	3 390	2 594

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Mauricie	2 036	19 588	21 624	1 634	23 258	22 658
Grand-Mère		2 338	2 338	1 576	3 914	3 649
Haut-St-Maurice		1 578	1 578	383	1 961	1 926
Normandie		2 198	2 198	619	2 817	2 073
Shawinigan		1 376	1 376	330	1 706	1 635
Val-Mauricie		1 032	1 032	1 447	2 479	2 056
Meilleur	165	12 623	12 788	6 344	19 132	18 489
Granby		2 599	2 599	1 757	4 356	2 938
Provençal		3 794	3 794	456	4 250	4 242
Waterloo		123	123	237	360	494
Outaouais	4 194	43 047	47 241	8 307	55 548	52 110
Aylmer		2 562	2 562	2 133	4 695	4 369
Champlain		14 723	14 723	865	15 588	15 605
Gatineau		7 960	7 960	2 638	10 598	8 070
Outaouais-Hull		5 171	5 171	807	5 978	5 418
Pontiac		2 267	2 267	636	2 903	2 844
Portage-du-Fort				31	31	28
Pascal-Taché	248	16 356	16 604	319	16 923	16 552
La Pocatière		1 316	1 316	584	1 900	1 597
L'Islet-Sud		292	292	530	822	664
Montmagny		3 488	3 488	1 624	5 112	3 413
Trois-Saumons		1 312	1 312	242	1 554	1 234
Péninsule	1 597	11 026	12 623	1 726	14 349	14 140
Anses		150	150	282	432	698
Forillon		225	225	846	1 071	902
Grande-Hermine		2 027	2 027	865	2 892	2 826
Rocher-Percé		911	911	2 199	3 110	2 836
Provencher	1 359	5 996	7 355	1 391	8 746	8 273
Lac-St-Pierre		1 245	1 245	425	1 670	1 530
Les Becquets		716	716	268	984	1 138
Port-Royal		2 632	2 632	1 361	3 993	3 517
St-François	485	10 970	11 455	1 999	13 454	13 281
Acton-Vale		155	155	350	505	669
Drummondville		5 641	5 641	2 618	8 259	6 647
South Shore Prot.	398	6 484	6 882	1 373	8 255	8 038
Richelieu-Valley		298	298	864	1 162	1 099
St-Lawrence Prot.		3 769	3 769	1 068	4 837	4 728
South Central		103	103	1 481	1 584	1 372
Tardivel	419	6 981	7 400	1 066	8 466	9 958
Grand-Bois		1 569	1 569	795	2 364	1 595
Mgr-Vachon		2 511	2 511	259	2 770	2 559
Portneuf		281	281	748	1 029	819
Tilly	715	30 634	31 349	1 645	32 994	33 337
Chaudière-Etchemin		18 990	18 990	8 955	27 945	25 236
Lotbinière		3 174	3 174	3 549	6 723	4 500
Marie-Victorin		1 174	1 174	869	2 043	1 849
Ste-Foy		10 050	10 050	2 133	12 183	11 376
Vaudreuil-Soulanges	178	15 405	15 583	3 466	19 049	16 541
Île-Perrot		1 463	1 463	3 776	5 239	3 365
Soulanges		208	208	1 085	1 293	688
Vaudreuil		1 147	1 147	1 041	2 188	1 966
Vieilles-Forges	1 047	15 559	16 606	3 326	19 932	19 863
Cap-de-la-Madeleine		6 341	6 341	1 195	7 536	7 445
Chavigny		8 850	8 850	1 381	10 231	9 263
des Chenaux		183	183	587	770	838
Grand-pré		1 183	1 183	964	2 147	1 712
Trois-Rivières		1 417	1 417	1 169	2 586	2 456
Western Québec Prot.	137	3 254	3 391	2 492	5 883	5 283
Greater Hull		4 238	4 238	480	4 718	3 588
North Western Québec		24	24	74	98	101
Pontiac				792	792	625
Yamaska	1 019	18 333	19 352	1 695	21 047	20 775
Argile-Bleu		9 320	9 320	1 753	11 073	10 280
St-Hyacinthe		5 897	5 897	1 454	7 351	7 138
Val-Monts		2 135	2 135	370	2 505	2 262

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
<b>Intégrées</b>						
Abitibi	360	9 336	9 696	920	10 616	10 634
Baie-des-Ha! Ha!		4 530	4 530	1 421	5 951	5 503
Beauport	143	20 934	21 077	3 738	24 815	22 867
Bersimis		1 475	1 475	2 420	3 895	3 266
Blake-Lake-Disraëli	291	4 212	4 503	938	5 441	10 322
Chapais-Chibougamau		3 505	3 505	828	4 333	4 055
Charlesbourg	612	4 113	4 725	1 267	5 992	8 295
Châteauguay	429	10 453	10 882	1 815	12 697	11 731
Chicoutimi	1 721	13 394	15 115	3 920	19 035	18 472
Chomedey-de-Laval	2 015	17 604	19 619	4 124	23 743	23 853
Chutes-Montmorency		3 441	3 441	3 664	7 105	6 239
Commission des écoles catholiques de Québec		33 944	33 944	6 535	40 479	38 617
Côte-de-Beaupré		4 107	4 107	1 621	5 728	4 742
Crie				1 386	1 386	1 695
Davignon	299	4 630	4 929	643	5 572	5 353
Des Cascades-L'Achigan		10 197	10 197	1 639	11 836	10 658
Des Îles	166	4 863	5 029	1 061	6 090	5 906
Des Îlets		24 721	24 721	5 239	29 960	27 310
Haute-Gatineau		3 441	3 441	1 589	5 030	4 116
Huntingdon		4 282	4 282	1 088	5 370	4 076
Industrie	703	13 983	14 686	5 035	19 721	19 588
Jean-Rivard		2 761	2 761	1 438	4 199	9 324
Kativik				2 650	2 650	2 773
Lac-Témiscamingue		15 642	15 642	1 264	16 906	16 722
La Tourelle	484	5 661	6 145	1 898	8 043	5 728
Laurentian	245	5 373	5 618	628	6 246	6 058
des Laurentides	459	8 077	8 536	1 341	9 877	9 229
Laurenval	588	21 852	22 440	4 270	26 710	26 609
Le Gardeur	515	18 786	19 301	5 226	24 527	23 304
Lennoxville	636	6 289	6 925	2 394	9 319	9 016(2)
Les Écores	539	9 480	10 019	1 919	11 938	11 981
du Littoral				2 020	2 020	291
du Long-Sault		3 851	3 851	2 546	6 397	4 735
Manicouagan	176	25 814	25 990	5 401	31 391	30 253
des Manoirs		25 170	25 170	12 736	37 906	31 044
Matane	560	8 153	8 713	3 857	12 570	13 757
des Mille-Îles	414	24 770	25 184	2 204	27 388	26 886
Moissons		8 083	8 083	2 665	10 748	8 227
Nord-Joli		9 784	9 784	5 559	15 343	13 613
Pierre-Neveu	225	8 231	8 486	2 096	10 582	9 709
Prince-Daveluy	345	4 006	4 351	771	5 122	5 372
Rouyn-Noranda	981	10 297	11 278	2 131	13 409	12 116
St-Jérôme	388	15 177	15 565	5 676	21 241	18 824
Seigneurie	817	3 196	4 013	1 584	5 597	4 078
Tadoussac		78	78	700	778	667
Thetford-Mines		6 116	6 116	4 797	10 913	5 031
Valin		8 771	8 771	3 160	11 931	10 495
Vallée-de-la-Lièvre	693	6 981	7 674	661	8 335	9 247
Vallée-de-la-Matapédia	358	7 218	7 576	405	7 981	8 475
Valleyfield	819	7 766	8 585	1 652	10 237	9 914
Victoriaville		17 052	17 052	4 414	21 466	12 150
Warwick	48	820	868	751	1 619	2 272
<b>Non régionalisées</b>						
Baie-Comeau				87	87	101
Laurentienne				144	144	150
<b>Conseil Scolaire</b>						
Ile de Montréal	1 773	413 271	415 044	60 118	475 162	499 872
	56 951	1 932 384	1 989 335	455 082	2 444 417	2 344 415
Moins: le revenu du fonds d'amor-						
tissement afférent à des emprunts						
de commissions scolaires						
		5 697	5 697		5 697	1 382
	56 951	1 926 687	1 983 638	455 082	2 438 720	2 343 033

(1) Y compris Gagnon et Schefferville en 1985.

(2) Y compris Eastern Townships et St-Francis en 1985.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL**

(en milliers de dollars)

**Légende:** A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Abitibi-Témiscamingue	2 250	5 000	7 250	5 503	12 753	12 535
Ahuntsic, Montréal	15 500	12 500	28 000	3 165	31 165	29 344
Alma	287	6 283	6 570		6 570	6 787
André-Laurendeau, Lasalle	10 500	15 798	26 298	2 035	28 333	27 491
Bois-de-Boulogne, Montréal	2 775	6 760	9 535	328	9 863	10 199
Champlain (Régional), Sherbrooke	8 600	7 733	16 333		16 333	16 600
Chicoutimi	3 919	19 100	23 019	684	23 703	21 941
Dawson, Montréal	21 775	4 633	26 408	1 242	27 650	27 356
Drummondville	1 000		1 000	21 423	22 423	18 337
Edouard-Montpetit, Longueuil	13 725	17 600	31 325	3 771	35 096	32 217
François-Xavier-Garneau, Québec	8 000	7 167	15 167	382	15 549	15 333
Gaspésie, Gaspé	2 595	11 700	14 295		14 295	11 370
Granby	231	3 121	3 352	1 227	4 579	3 490
Hauterive	2 500	8 267	10 767		10 767	9 779
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	22 900	9 667	32 567	3 806	36 373	38 012
Joliette	5 700	3 100	8 800	625	9 425	9 239
Jonquière	4 241	11 377	15 618	4 555	20 173	17 933
La Pocatière	7 792	3 867	11 659	2 706	14 365	14 328
Lévis-Lauzon, Lauzon	2 500	14 000	16 500	5 621	22 121	17 285
Limoilou, Québec	3 560	20 446	24 006	3 243	27 249	24 956
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de- Blainville	4 265	5 000	9 265	9 338	18 603	13 268
Maisonnette, Montréal	7 597	10 326	17 923	610	18 533	18 932
Matane	1 000	4 133	5 133	617	5 750	4 944
Montmorency, Laval	6 500	12 909	19 409	2 028	21 437	19 643
Oulouais	3 566	15 510	19 076	2 343	21 419	20 554
Région de l'Amiante, Thetford- Mines	7 700	4 750	12 450	4 472	16 922	16 922
Rimouski	14 154	11 200	25 354		25 354	22 856
Rivière-du-Loup	935	9 000	9 935	620	10 555	9 355
Rosemont, Montréal	15 654	4 200	19 854	1 896	21 750	20 824
St-Félicien	6 427	3 400	9 827	197	10 024	9 653
Ste-Foy	5 830	12 611	18 441	2 937	21 378	20 381
St-Hyacinthe		7 000	7 000	7 410	14 410	13 365
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1 960	6 500	8 460	270	8 730	5 176
St-Jérôme	1 152	16 000	17 152	918	18 070	16 537
St-Laurent, Montréal	4 160	2 000	6 160	10 776	16 936	14 735
Sept-Îles		16 267	16 267	2 213	18 480	17 915
Shawinigan	2 500	10 200	12 700	148	12 848	11 123
Sherbrooke	8 720	15 685	24 405	665	25 070	23 042
Sorel-Tracy	200	12 567	12 767	1 514	14 281	14 252
Trois-Rivières	6 025	2 000	8 025	6 169	14 194	12 631
Valleyfield	6 257	8 500	14 757	1 880	16 637	16 054
Vanier, Montréal	10 906	6 000	16 906	1 455	18 361	17 109
Victoriaville	7 733	2 500	10 233	3 687	13 920	13 000
Vieux-Montréal	11 855	27 278	39 133	3 183	42 316	39 739
	<u>275 446</u>	<u>413 655</u>	<u>689 101</u>	<u>125 662</u>	<u>814 763</u>	<u>756 542</u>
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel		190	190		190	
	<u>275 446</u>	<u>413 465</u>	<u>688 911</u>	<u>125 662</u>	<u>814 573</u>	<u>756 542</u>



**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**UNIVERSITÉS**

(en milliers de dollars)

**Légende:** A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Bishops, Lennoxville	1 400		1 400	130	1 530	1 400
Concordia, Montréal	46 500		46 500	293	46 793	37 500
Écoles des hautes études commerciales, Montréal	8 000		8 000	5 601	13 601	8 234
École polytechnique, Montréal	34 961		34 961	223	35 184	31 356
Laval, Ste-Foy	119 172		119 172	507	119 679	99 979
McGill, Montréal	99 678		99 678	17 194	116 872	97 578
Montréal	147 349		147 349	8 184	155 533	132 110
Sherbrooke	51 491		51 491	1 592	53 083	46 323
Université du Québec	256 289	7 866 *	264 155 *	14 626	278 781 *	249 369
	<u>764 840</u>	<u>7 866 *</u>	<u>772 706 *</u>	<u>48 350</u>	<u>821 056 *</u>	<u>703 849</u>

\* Après avoir déduit le revenu du fonds d'amortissement de 983 877 \$.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS**  
**DE SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

**Légende:** A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre des Affaires sociales.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ministre des Affaires sociales.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
<b>Institutions de santé</b>						
Alma: Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos: Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050	52	2 102	161	2 263	2 161
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui						300
Arthabaska: Hôtel-Dieu	3 975		3 975		3 975	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000		1 000		1 000	1 000
Baie-Comeau: Centre hospitalier régional Baie-Comeau — incluant les pavillons Boisvert et le Royer	6 030	3 718	9 748	186	9 934	9 858
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard	8 906	5 219	14 125	1 115	15 240	14 316
Centre hospitalier St-Augustin	2 030		2 030		2 030	2 030
Bedford: Centre hospitalier de Bedford	1 500	1 550	3 050		3 050	3 100
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	2 960		2 960		2 960	3 360
Caughnawaga: Katéri Memorial Hospital						1 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	4 800	1 237	6 037		6 037	6 080
Charny: Hôpital Notre-Dame de Charny		4 392	4 392	7 707	12 099	12 183
Chicoutimi:						
Hôpital de Chicoutimi Inc. incluant la Buanderie communautaire	8 400	6 017	14 417	82	14 499	14 787
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	1 360	1 530	2 890		2 890	2 860
Cowansville: Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	520		520		520	550
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		1 315	1 315		1 315	1 360
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric	2 000	2 230	4 230		4 230	4 210
Hôpital Ste-Croix	3 100	4 675	7 775	217	7 992	7 780
Gaspé: Hôtel-Dieu de Gaspé	3 885	2 650	6 535		6 535	6 535
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	10 900	45 973	56 873	2 320	59 193	59 977
Granby: Centre hospitalier de Granby	5 500		5 500		5 500	5 500
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafèche-Grand-Mère	2 100	1 025	3 125		3 125	3 100
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	7 850	1 246	9 096	391	9 487	9 680
Havre St-Pierre: Centre de santé St-Jean-Eudes		960	960	375	1 335	1 320
Hull:						
Centre hospitalier de la Piéta	1 000	2 857	3 857		3 857	3 900
Centre hospitalier régional de l'Outaouais Corporation centre local de services communautaires	8 500	5 838	14 338	4 228	18 566	14 964
Hôpital Pierre-Jannet	2 400	2 046	2 046	94	2 140	1 834
			2 400		2 400	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional de Lanaudière	14 030	11 323	25 353	1 552	26 905	26 303
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	1 600		1 600		1 600	1 600
Kuujuaq: Centre hospitalier de l'Ungava		11 222	11 222	120	11 342	11 620
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.	950	1 170	2 120		2 120	2 075
LaSalle: Hôpital Général Lasalle	3 000	7 486	10 486	324	10 810	9 916
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise						600
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		1 230	1 230		1 230	1 190

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Laval:						
Cité de la Santé de Laval	4 265	11 127	15 392		15 392	15 465
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	7 101	1 727	8 828	447	9 275	9 122
Longueuil: Centre hospitalier Pierre-Boucher	23 397	25 589	48 986	2 295	51 281	53 160
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord	450		450		450	450
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	3 000	2 900	5 900		5 900	6 000
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane	1 300	1 715	3 015	102	3 117	3 086
C.L.S.C. Matane		324	324	64	388	10
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	2 000	1 800	3 800		3 800	3 750
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny	3 020	69	3 089	1 075	4 164	4 163
Montréal:						
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		3 186	3 186	3 476	6 662	4 000
Centre hospitalier Fleury		8 902	8 902	3 392	12 294	10 400
Centre hospitalier Jacques-Viger	3 000	3 781	6 781	74	6 855	6 500
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	2 200	1 240	3 440		3 440	3 600
Centre hospitalier gériatrique Maimonidès	2 000	3 378	5 378	4	5 382	6 844
Centre hospitalier Neurologique		2 190	2 190		2 190	3 941
Centre hospitalier St. Mary's	4 800	1 085	5 885	173	6 058	5 900
Centre de Santé St-Henri Inc.	3 900		3 900		3 900	3 900
Centre local de services communautaires St-Henri		1 797	1 797	117	1 914	1 809
Corporation de l'Hôpital St-Charles Borromée		6 750	6 750		6 750	5 552
Hôpital Chinois de Montréal		2 600	2 600		2 600	2 500
Hôpital Général Juif	5 232	1 397	6 629	78	6 707	6 545
Hôpital Général de Montréal	1 000	6 563	7 563		7 563	6 333
Hôpital Jean-Talon	6 260	5 925	12 185		12 185	12 150
Hôpital Louis H.-Lafontaine		847	847	3 520	4 367	
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	3 535	3 702	7 237	5 162	12 399	7 180
Hôpital Marie-Clarac	1 725		1 725		1 725	1 725
Hôpital de Montréal pour enfants	1 500	2 057	3 557		3 557	3 300
Hôpital Notre-Dame	14 000	3 781	17 781	1 938	19 719	19 137
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Reddy Memorial	2 056		2 056		2 056	2 097
Hôpital Rivière-des-Prairies	90		90		90	140
Hôpital Royal Victoria		5 876	5 876	1 928	7 804	3 200
Hôpital du Sacré-Coeur	7 056	4 166	11 222	5 882	17 104	11 603
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc de Montréal	3 000	1 187	4 187	113	4 300	4 072
Hôpital Ste-Justine	15 167	6 246	21 413	2 051	23 464	18 466
Hôpital St-Luc	2 450	3 473	5 923	1 404	7 327	7 060
Hôpital St-Michel	1 500		1 500	465	1 965	1 500
Hôpital Santa Cabrini	1 021		1 021		1 021	1 531
Hôtel-Dieu de Montréal	2 275	5 587	7 862	3 214	11 076	9 922
Institut de cardiologie de Montréal	1 325	1 498	2 823	4 719	7 542	1 513
Institut Philippe-Pinel	4 050	2 088	6 138		6 138	6 210
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda incluant le Pavillon Youville	8 575	7 047	15 622	41	15 663	18 484
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	1 000	1 236	2 236	89	2 325	2 285
Povungnituk: Centre hospitalier Baie-d'Hudson		10 449	10 449	2 249	12 698	10 065

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS**  
**DE SERVICES SOCIAUX (suite)**

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Québec:						
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	1 250		1 250		1 250	1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	6 189	3 996	10 185	8 016	18 201	10 038
Hôpital St-François-d'Assise	14 923	1 607	16 530	198	16 728	16 820
Hôpital du St-Sacrement	1 600	2 775	4 375	520	4 895	4 700
Hôtel-Dieu de Québec	7 600	709	8 309	435	8 744	8 100
Hôpital Général de Québec		155	155	989	1 144	1 000
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur	20 425	10 993	31 418	9 682	41 100	41 223
Rimouski:						
Hôpital St-Joseph de Rimouski	3 200		3 200		3 200	4 508
Centre hospitalier Régional de Rimouski		807	807	718	1 525	
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		1 749	1 749	677	2 426	2 191
Rivière-du-Loup: Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup	4 800		4 800		4 800	4 800
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	3 410		3 410		3 410	3 427
Saguenay: Centre santé Haute Côte-Nord		500	500	3 371	3 871	94
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		160	160	4 677	4 837	126
Ste-Agathe Sud: Hôpital Mont Sinai		2 050	2 050		2 050	
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 615		3 615		3 615	3 615
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières	2 150		2 150		2 150	2 150
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		2 000	2 000		2 000	1 950
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien incluant Centre d'accueil Maison du Sacré-Coeur		1 993	1 993	326	2 319	2 044
Ste-Foy:						
Centre hospitalier de l'Université Laval	1 500	10 517	12 017	7 180	19 197	10 168
Hôpital Laval (1975)		10 439	10 439	1 077	11 516	9 490
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce		3 727	3 727	703	4 430	3 600
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré- Mercier Inc.	7 740	3 350	11 090		11 090	11 040
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		99	99	2 834	2 933	43
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	10 615	2 435	13 050		13 050	13 015
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 600		1 600		1 600	1 600
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu de St-Jérôme	7 515	3 095	10 610	18 078	28 688	10 240
St-Laurent: Centre hospitalier St-Laurent		2 450	2 450		2 450	2 375
St-Louis-du-Parc: Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 550	2 550	16	2 566	2 435
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf	1 500		1 500		1 500	1 500
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires		1 844	1 844		1 844	2 029
Sept-Îles: Corporation de l'Hôpital de Sept-Îles	6 750	13 125	19 875	2 623	22 498	21 641
Shawinigan: Hôpital régional de la Mauricie	3 530	4 675	8 205		8 205	8 175
Sherbrooke:						
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	6 025	2 625	8 650		8 650	8 675
Corporation de l'hôpital d'Youville	1 565		1 565		1 565	1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul-de-Sherbrooke	725	2 264	2 989	52	3 041	2 593
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	4 416		4 416		4 416	4 433

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Sorel:						
Hôpital Général de Sorel	104		104		104	201
Hôtel-Dieu de Sorel	6 500		6 500		6 500	6 550
Témiscaming: Centre local de services communautaires de Témiscaming	1 350		1 350		1 350	1 350
Thetford-Mines: Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	7 754	1 194	8 948	1	8 949	8 927
Trois-Rivières:						
Centre hospitalier Ste-Marie	1 055		1 055		1 055	1 055
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		507	507	4 129	4 636	
Val-D'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	5 796	921	6 717	380	7 097	6 993
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	13 000	17 681	30 681	1 526	32 207	33 964
Verdun:						
Centre hospitalier Douglas	1 650		1 650	4 394	6 044	3 295
Centre hospitalier de Verdun		9 087	9 087	240	9 327	9 400
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	1 100	1 550	2 650		2 650	2 700
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	4 375		4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	2 530	176	2 706	78	2 784	2 880
Vimont: C.L.S.C. du Marizot		2 046	2 046	6	2 052	1 851
	430 188	406 097	836 285	135 870	972 155	873 023
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des institutions de santé		211	211		211	
	430 188	405 886	836 074	135 870	971 944	873 023
<b>Établissements de services sociaux</b>						
Andréville: Foyer Desjardins		309	309	95	404	353
Austin: Le Centre Butters Inc.		1 117	1 117	70	1 187	915
Baie-Comeau: Centre d'accueil N.A. Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Baie James: Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James						1 690
Chicoutimi: Beaumanoir de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	1 155
Farnham: Foyer Farnham Inc.		109	109	103	212	250
Forestville: Centre d'accueil Forestville		1 101	1 101	62	1 163	1 163
Fortierville: Foyer Fortierville		11	11	2	13	275
Gaspé: Centre d'accueil Le Cabestan	500		500		500	500
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Joliette: Centre d'accueil St-Eusèbe		349	349	3 475	3 824	2 824
Laval-des-Rapides: Centre d'accueil Cartier		41	41	699	740	19
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir		2 154	2 154	222	2 376	1 931
Institut Nazareth et Louis-Braille		589	589	74	663	631
Louiseville: Centre d'accueil de Louiseville		454	454	1	455	455
Montréal:						
Centre d'accueil Charlevoix		11	11	1 270	1 281	1 068
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	2 200		2 200	668	2 868	2 440
Centre d'accueil Mont St-Antoine		1 541	1 541		1 541	2 258
Centre d'accueil Pavillon Sung Pei		1 616	1 616		1 616	1 797
Centre Maronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		73	73	43	116	450
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	8 800		8 800		8 800	8 800
Domrémy Montréal	157		157		157	229
Institut Canadien-Polonais du bien-être Inc.		2 443	2 443		2 443	2 096
Manoir de l'Âge d'or		19	19	1 710	1 729	1 512
Résidence Christophe-Colomb				2 818	2 818	2 923
Résidence Jean-de-la-Lande		6 500	6 500		6 500	7 332
Villa Notre-Dame-de-Grâce	233		233		233	266
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	675	18	693	5	698	754
Québec:						
Centre d'accueil St-Antoine	500		500		500	500

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS**  
**DE SERVICES SOCIAUX (suite)**

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1986	1985
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin	484		484		484	678
St-Alexandre: Foyer Villa Maria		362	362	23	385	320
St-André-Avelin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800
St-Damien-de-Buckland: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes	547		547		547	766
Ste-Foy: Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	480		480		480	635
St-Hyacinthe: Les Pavillons Bois-Joly		309	309	52	361	
St-Jacques: Les C.A. Montcalm		9	9	337	346	
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir Pointe-Bleue (1978)	500	1 030	1 530		1 530	1 510
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame de la Protection		461	461	8	469	432
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	185		185		185	259
Sherbrooke: Résidence de l'Estrie		437	437	10	447	429
Sorel: Les Ateliers Riverains		560	560	78	638	631
Trois-Rivières: Foyer Joseph-Denys Inc.		300	300		300	
Val-d'Or: Foyer de Val-d'Or Inc.				76	76	383
Windsor: Centre d'accueil de Windsor		200	200	2 370	2 570	50
	224 614	119 440	344 054	14 271	358 325	314 080
Moins: le revenu du fonds d'amortissement afférent à des emprunts des établissements de services sociaux		70	70		70	
	224 614	119 370	343 984	14 271	358 255	314 080
	654 802 *	525 256	1 180 058	150 141	1 330 199 *	1 187 103

\* Excluant la compensation financière aux communautés religieuses (voir tableau ci-après) pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

**COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES**  
**POUR LEUR DÉSINTÉRESSEMENT DE L'OEUVRE CONCERNÉE**

	1986	1985
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	1 016	1 285

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS**  
**CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL**  
**MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>Municipalités</b>		(redressé)
Montréal Métropolitain		
Beauharnois	7 207	757
Blainville	373	137
Boisbriand	961	961
Bois-des-Filion	75	
Boucherville	9 414	2 320
Brossard	8 584	666
Chambly	599	
Châteauguay	11 721	6 122
Deux-Montagnes	2 165	
Dorion	3 935	1 564
Greenfield-Park	3 455	230
Île-Perrot	361	159
LaSalle	119	
Laval	79 667	15 705
Lemoyne	1 111	37
Longueuil	40 963	6 028
Lorraine	139	61
Maple Grove	1 938	5
Marieville	2 250	1 738
Notre-Dame de l'Île Perrot	2 229	38
Pincourt	883	11
Richelieu	102	
Rosemère	238	81
St-Constant	28	29
St-Eustache	338	343
St-Hubert	9 807	1 237
St-Julie	2 299	1 887
St-Lambert	3 296	200
St-Thérèse	522	229
Terrasse-Vaudreuil	484	5
Varennes (ville)	2 702	
Vaudreuil	3 900	1 130
Verchères	177	
Québec Métropolitain		
Ancienne-Lorette	446	
Beauport	122	
Cap-Rouge	725	533
Charlesbourg	1 087	137
Charny	32	47
Lauzon	972	
Lévis	699	839
Loretteville	1 029	58
Québec	7 013 (1)	930
St-David-de-l'Auberivière	328	174
St-Foy	5 760	4 069
St-Nicolas	17	26
St-Romuald	37	55
Val-Bélair	143	55
Vanier	329	14
Diverses circonscriptions électorales		
Abitibi-Est	17 438 (1)	14 539
Abitibi-Ouest	101	
Arthabaska	19 463	774
Beauce-Nord	13 809	2 045
Beauce-Sud	24 401	6 146
Beauharnois	24 331	11 458
Bellechasse	3 100	2 266
Berthier	5 434	3 720
Brome-Missisquoi	15 701	5 810
Champlain	2 507	2 286
Charlevoix	827	
Chauveau	2 174	838
Chicoutimi	13 437	4 255
Deux-Montagnes	201	169
Drummond	4 110	912
Dubuc	6 415	1 147
Frontenac	27 230	7 040
Gatineau	1 338	253
Gaspé	538	

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS**  
**CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL**  
**MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Diverses circonscriptions électorales		
Hull	547 (1)	
Iberville	14 180	4 954
Johnson	16 454	9 595
Joliette	1 790	325
Jonquière	24 545	14 516
Kamouraska-Témiscouata	8 265	2 162
Labelle	19 537	8 416
Lac-St-Jean	34 330	11 386
L'Assomption	8 489	1 350
Laviolette	10 255	2 534
Lévis	31	46
Lotbinière	674	113
Maskinongé	287	57
Matane	11 926	6 114
Matapédia	6 789	865
Mégantic-Compton	10 300	7 858
Montmagny-L'Islet	1 400	
Nicolet	1 227	29
Orford	23 103 (1)	12 432
Papineau	2 711	286
Pontiac	1 003	108
Portneuf	6 278	781
Prévost	1 435	1 059
Richelieu	768	
Richmond	4 797	917
Rimouski	11 277	1 035
Rivière-du-Loup	8 770	437
Roberval	22 175	11 683
Rousseau	9 114	3 054
Rouyn-Noranda	3 431	324
Saguenay	67	
Shelford	31 187	27 758
Sherbrooke	6 971	2 912
St-François	5 659	445
St-Hyacinthe	32 596	21 643
St-Jean	201	
St-Maurice	43	
Terrebonne	408	342
Trois-Rivières	3 896	548
Ungava	9 809	6 286
Vaudreuil-Soulanges	607	
Verchères	1 838	137
	762 506 (1)	274 782 (1)
<b>Organismes municipaux</b>		
Commission de transports de la Communauté régionale de l'Outaouais	8 938	7 100
Commission de transports de la Communauté urbaine de Montréal	80 426	80 549
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec	35 906	21 432
Commission de transports de la Rive-Sud de Montréal	17 301	18 652
Commission de transports de la Ville de Laval	15 595	16 259
Communauté régionale de l'Outaouais	65 336 (2)	64 177 (2)
Communauté urbaine de Montréal	1 215 164 (2)	1 131 179 (2)
Communauté urbaine de Québec	26 009 (2)	22 939 (2)
Corporation intermunicipale de transports des Forges	5 042	4 874
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec	1 859	929
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay	5 920	4 406
Corporation municipale de transports de Sherbrooke	6 878	5 314
	1 484 374	1 377 810
	2 246 880	1 652 592

(1) Assainissement des eaux sauf 3 997 000 \$ pour d'autres projets.

(2) Assainissement des eaux (incluant un montant de 420 765 000 \$ en 1986 et de 373 903 000 \$ en 1985 pour la Communauté urbaine de Montréal).



**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS** (suite)  
**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS**  
**CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL**  
**SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>Sociétés d'État</b>		
Société de la Place des Arts de Montréal	39 980	42 092
Société québécoise d'assainissement des eaux	34 728	23 578
Société de radio-télévision du Québec	3 950	4 200
	<u>78 658</u>	<u>69 870</u>
<b>Divers organismes</b>		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	394	707
Séminaire de Québec	780	1 130
	<u>1 174</u>	<u>1 837</u>
	<u>79 832</u>	<u>71 707</u>

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)****AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL  
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX**

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1986	1985 (redressé)
<b>Municipalités</b>				
Montréal métropolitain				
Beauharnois	1 474	938	2 412	5 834
Beloeil		267	267	353
Blainville	7 332	67	7 399	8 398
Boisbriand	1 568	200	1 768	2 102
Bois-des-Filion		91	91	196
Boucherville	24 114	375	24 489	28 794
Brossard	23 140	679	23 819	28 047
Candiac	13 160	50	13 210	10 206
Carignan		178	178	231
Chambly	10 044	147	10 191	286
Châteauguay	15 046	19	15 065	4 055
Côte-St-Luc		1 249	1 249	1 249
Delson	6 630	119	6 749	5 312
Deux-Montagnes	1 847		1 847	
Dorion	1 833	203	2 036	4 626
Dorval		375	375	
Greenfield-Park	8 189	138	8 327	11 003
Île-Perrot	3 380	89	3 469	4 026
Lachenaie		206	206	283
Lachine		495	495	495
Laprairie	11 732		11 732	8 762
LaSalle	2 593		2 593	
Laval	93 254	3 500	96 754	114 395
Le Gardeur		272	272	389
Lemoyne	1 660		1 660	2 287
L'Épiphanie, ville		547	547	573
Longueuil	81 595	9 106	90 701	114 139
Lorraine	3 268	145	3 413	3 756
Maple-Grove	1 385		1 385	2 852
Marieville	2 334	375	2 709	2 520
Mascouche				35
McMasterville				142
Montréal		36 459	36 459	4 474
Mont-St-Hilaire		30	30	58
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	4 317	1 505	5 822	4 512
Outremont		375	375	
Pincourt	3 618	546	4 164	5 355
Pointe-Calumet		2 634	2 634	1 239
Pointe-Claire				10
Richelieu	2 011		2 011	
Rosemère	4 245		4 245	4 745
St-Amable		5 387	5 387	5 783
Ste-Anne de Bellevue		429	429	403
Ste-Catherine	7 135		7 135	5 538
St-Constant	9 172	39	9 211	7 051
St-Eustache	9 263	653	9 916	11 876
St-Hubert	37 064	1 492	38 556	42 420
St-Joseph-du-Lac		106	106	
Ste-Julie	1 693	1 382	3 075	3 927
St-Lambert	8 444	667	9 111	11 605
St-Laurent				750
St-Mathieu-de-Beloeil		254	254	284
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		151	151	288
Ste-Thérèse	13 123	531	13 654	15 491
Terrasse-Vaudreuil	293		293	806
Terrebonne		686	686	525
Varenes	3 540	1 698	5 238	8 392
Vaudreuil	2 415		2 415	5 353
Vaudreuil-sur-le-Lac		543	543	598
Verchères	5 615		5 615	6 173
Verdun		750	750	
<b>Québec Métropolitain</b>				
Ancienne-Lorette	1 026	682	1 708	2 140
Beauport	4 086	1 107	5 193	4 739
Beaupré		219	219	
Cap-Rouge	858	688	1 546	1 320
Charlesbourg	4 246	1 837	6 083	2 983
Lac-Delage		375	375	
Lac-St-Charles	499	1 373	1 872	197
Lauzon	13 249	823	14 072	628
Lévis	13 704	1 019	14 723	1 031
Loretteville	2 154		2 154	3 439
Québec	3 200	5 195	8 395	12 151
St-Augustin-de-Desmaures		197	197	
Ste-Brigitte-de-Laval		220	220	220
Ste-Catherine		277	277	277
St-David-de-l'Auberivière	4 409	362	4 771	585
St-Dunstan-du-Lac-Beauport		439	439	598
Ste-Foy	1 209	550	1 759	5 393

## DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL  
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1986	1985 (redressé)
St-Nicolas		310	310	144
St-Pierre		116	116	
St-Romuald-d'Etchemin		122	122	343
Sillery		1 616	1 616	640
Val-Bélair	301	375	676	347
Vanier	212	679	891	565
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	1 193	1 567	2 760	5 018
Abitibi-Ouest	39	2 618	2 657	1 902
Argenteuil		1 933	1 933	2 068
Arthabaska	13 693	1 593	15 286	29 753
Beauce				984
Beauce-Nord	21 655	13 838	35 493	33 823
Beauce-Sud	12 949	4 293	17 242	25 762
Beauharnois	19 431	1 244	20 675	21 727
Bellechasse	2 677	7 143	9 820	6 519
Berthier	6 225	3 353	9 578	7 571
Bonaventure		1 604	1 604	1 382
Brome-Missisquoi	10 923	7 492	18 415	27 378
Champlain	14 110	1 290	15 400	1 144
Chapleau		986	986	880
Charlevoix	3 236	977	4 213	4 534
Châteauguay		24	24	24
Chauveau	2 581	200	2 781	2 766
Chicoutimi	16 185	2 524	18 709	24 540
Deux-Montagnes	1	586	587	1 675
Drummond	8 217	4 909	13 126	10 513
Dubuc	12 337	2 280	14 617	19 788
Duplessis		2 809	2 809	4 009
Frontenac	6 966	4 358	11 324	27 048
Gaspé	13 056	3 612	16 668	6 243
Gatineau	2 262	540	2 802	2 637
Hull	1 883	770	2 653	2 878
Huntingdon		2 211	2 211	2 626
Jiberville	10 441	1 820	12 261	17 414
Îles-de-la-Madeleine		23	23	25
Johnson	5 398	1 796	7 194	14 078
Joliette	33 182	4 622	37 804	28 837
Jonquière	6 071	1 446	7 517	8 563
Kamouraska-Témiscouata	6 963	6 307	13 270	19 365
Labelle	9 821	2 273	12 094	16 843
Lac-St-Jean	8 600	2 413	11 013	21 077
Laporte		46	46	
L'Assomption	29 530	226	29 756	28 026
Lavolette	13 788	1 178	14 966	22 122
Lévis		2 745	2 745	3 146
Lotbinière	2 586	5 363	7 949	7 062
Maskinongé	14 043	891	14 934	371
Matane	1 184	1 166	2 350	8 523
Matapédia	4 062	2 982	7 044	10 075
Mégantic-Compton	4 909	2 229	7 138	5 945
Montmagny-L'Islet	569	4 040	4 609	3 397
Montmorency		935	935	976
Nelligan		165	165	165
Nicolet	2 838	2 820	5 658	6 125
Orford	10 597	6 945	17 542	23 833
Papineau	1 032	784	1 816	2 098
Pontiac	1 506	685	2 191	2 785
Portneuf	4 496	6 725	11 221	16 508
Prévost	2 046	4 581	6 627	6 786
Richelieu	51 156	2 929	54 085	4 638
Richmond	11 445	4 834	16 279	19 694
Rimouski	21 051	2 131	23 182	32 313
Rivière-du-Loup	10 740	8 459	19 199	28 257
Roberval	8 753	6 101	14 854	21 892
Rousseau	10 702	3 878	14 580	12 525
Rouyn-Noranda — Témiscamingue	7 741	7 060	14 801	11 050
Saguenay	24 330	1 925	26 255	2 234
St-François	11 176	954	12 130	16 799
St-Hyacinthe	19 151	3 235	22 386	27 483
St-Jean	1 296	808	2 104	1 744
St-Maurice	2 519	809	3 328	439
Shefford	8 147	2 632	10 779	15 178
Sherbrooke	34 813	750	35 563	40 062
Terrebonne	413	880	1 293	1 451
Trois-Rivières	41 843	4 701	46 544	48 534
Ungava	4 100	18 902	23 002	26 996
Vaudreuil-Soulanges	2 105	1 573	3 678	4 555
Verchères	1 157	3 264	4 421	3 348
	1 092 598	310 513	1 403 111	1 419 271

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)****AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL  
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)**

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1986	1985 (redressé)
<b>Organismes municipaux</b>				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu		243	243	444
Commission de transports de la Communauté régionale de l'Outaouais		4 418	4 418	3 272
Commission de transports de la Communauté urbaine de Montréal		9 794	9 794	775
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec		17 505	17 505	15 000
Commission de transports de la Rive-Sud de Montréal				2 800
Commission intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec		4 266	4 266	1 278
Communauté régionale de l'Outaouais	179		179	1 642
Communauté urbaine de Montréal	618 146	52 287	670 433	672 742
Communauté urbaine de Québec	227 201		227 201	230 361
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay				830
Corporation municipale de transports de Sherbrooke				2 644
	845 526	88 513	934 039	931 788
	1 938 124	399 026	2 337 150	2 351 059

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS** (suite)**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT  
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL  
DIVERS ORGANISMES ET SOCIÉTÉS**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>Aide à l'industrie</b>		(redressé)
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	53 646	84 238
Assistance à l'industrie minérale	35 000	75 806
Développement de l'industrie forestière — Modernisation des usines de pâtes et papiers	1 044	22 683
Développement des économies de l'énergie	46	1 499
Développement des pêches maritimes	8 020	1 318
Rationalisation du secteur de la transformation des produits de la pêche	1 400	
<b>Aide aux loisirs et à la culture</b>	22 060	7 161
<b>Autres</b>	8 241	1 296
	<u>129 457</u>	<u>194 001</u>

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS** (suite)  
**POUR DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT**  
**DU QUÉBEC, À L'HABITATION FAMILIALE ET AUTRES**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
<b>Imputable à des crédits permanents</b>		
Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1		
Engagements au 31 mars 1986	278 568	278 568
Moins:		
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	88 731	88 303
Engagements réels au 31 mars 1986	189 837(1)	190 265(1)
Moins:		
Montant payé	184 255(2)	182 932(2)
	5 582	7 333
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3 subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 254 et représentant la partie capital du remboursement d'emprunt	2 311	2 506
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8	87 500	41 970
	95 393	51 809

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**  
**SOLDE À VERSER POUR DES APPORTS DE CAPITAUX À DES ENTREPRISES**  
**DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS**

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Raffinerie de sucre du Québec, L.R.Q., c. R-0.1		3 000
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1	500	750
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec L.R.Q., c. S-12	27 000	12 500
Société nationale de l'amiante L.R.Q., c. S-18.2	21 500	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaire L.R.Q., c. S-21		4 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22	36 100	36 100
	<u>85 100</u>	<u>56 350</u>

**NOTE**

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte «Placements», de 85 100 000 \$ concernant le capital-actions.

Excluant 500 000 \$ pour la Société de développement des industries de la culture et des communications pour lequel une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés.





# INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
<b>A</b>		Commission d'accès à l'information	1-94
Accès à l'information	1-94	Commission d'appel de francisation des entreprises	1-90
Actif et passif	20	Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	1-142
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	1-156	Commission de la fonction publique	1-106
Activité physique et sport, Promotion	1-152	Commission de la protection du territoire	1-80
Administration		Commission de la représentation électorale	1-170
Affaires municipales (générale)	1-172	Commission de la santé et de la sécurité du travail Aide financière	1-198
Éducation	1-104	Commission de protection de la langue française	1-90
Enseignement supérieur et Science	1-118	Commission de toponymie	1-90
Habitation et protection du consommateur	1-134	Commission des affaires sociales	1-156
Justice	1-144	Commission des biens culturels	1-166
Administration du système électoral	1-170	Commission des droits et libertés de la personne	1-142
Administration fiscale	1-178	Commission des services juridiques	1-144
Affaires criminelles et pénales	1-146	Commission des transports	1-192
Affaires culturelles, Ministère	1-36, 1-66	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-146
Affaires intergouvernementales canadiennes	1-100	Communautés culturelles et Immigration, Ministère	1-39, 1-90
Affaires internationales	1-176	Communications, Ministère	1-40, 1-92
Affaires législatives	1-146	Comptabilité gouvernementale	1-128
Affaires municipales, Ministère	1-36, 1-70, 1-202	Compte des régimes de retraite, Continuité du	4-30
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	1-120	Comptes à payer	4-29
Agriculture, Pêches et Alimentation, Ministère	1-37, 1-76	Comptes à recevoir	4-4
Aide à la production agricole	1-78	Compte d'accords de perception fiscale, Continuité du	4-28
Aide aux justiciables	1-144	Conciliation entre locataires et propriétaires	1-134
Aide et surveillance administratives et financières (Municipalités)	1-70	Connaissance de la forêt	1-110
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-198	Connaissance géographique du territoire	1-112
Aide financière à la construction de réseaux d'égout et d'égouts	1-72	Conseil consultatif de l'environnement	1-126
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-72	Conseil consultatif des réserves écologiques	1-126
Aide financière aux étudiants	1-118	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	1-200
Aide financière relative aux activités de placement de l'Office de la construction du Québec	1-200	Conseil de la langue française	1-90
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-72	Conseil de la science et de la technologie	1-118
Aide sociale	1-158	Conseil des collèges	1-118
Allocations de maternité	1-158	Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	1-90
Allocations familiales	1-156	Conseil des services essentiels	1-198
Amélioration de la forêt	1-110	Conseil des universités	1-118
Aménagement du territoire municipal	1-70	Conseil du statut de la femme	1-166
Annexes de l'actif et du passif	4-1	Conseil du trésor, Ministère	1-41, 1-102
Arquents et égouts, Réseaux	1-72	Conseil exécutif, Ministère	1-40, 1-96
Archives nationales du Québec	1-66	Conseil supérieur de l'éducation	1-104
Assemblée nationale, Ministère	1-38, 1-84	Conservation du réseau routier	1-194
Assistance-maladie	1-158	Construction du réseau routier	1-192
Assurances agricoles	1-78	Consultation (Ens. sup. et S.)	1-118
Autres éléments d'actif	4-27	Continuité de la provision pour créances douteuses	4-26
Autres emprunts	4-47	du compte des régimes de retraite	4-30
		Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-108
<b>B</b>		Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-180
Besoins financiers et financement	23	Contrôle des permis d'alcool	1-144
Bibliothèque nationale du Québec	1-66	Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	1-132
Bons du trésor	4-31	Conventions comptables	1-13
Bureau central de l'informatique	1-92	Coordination de la recherche (Santé et S. s.)	1-186
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1-126	Coordination du développement économique et régional et interventions	1-162
Bureau de l'Assemblée nationale	1-86	Coordination régionale et nationale (Santé et S. s.)	1-186
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-96	Crédits, dépenses et variations	1-8
		Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
<b>C</b>		<b>D</b>	
Catégories et super-catégories de dépenses		Dépenses non pourvues par des crédits	29
Liste et définitions	1-30	Dépenses, Sommaire	19, 1-4, 1-7, 1-32
Sommaire	1-32	Dépenses par super-catégories et catégories	1-32
Centre de recherche industrielle du Québec	1-138	Dépenses de transfert: Etat sommaire des dépenses effectuées	1-7
Centre locaux de services communautaires	1-182	Sommaire des crédits et dépenses par ministère	1-202
Charte de la langue française	1-90	Dettes nettes	22
Chèques en circulation	21	Développement culturel	1-66
Comité de la protection de la jeunesse	1-142	Développement de l'industrie forestière	1-112
Commerce extérieur et Développement technologique, Ministère	1-39, 1-88, 1-205	Développement de l'industrie touristique	1-190
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-78	Développement des pêches maritimes	1-82
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1-168	Développement des relations économiques et commerciales avec l'extérieur	1-88
		Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-156
		Droits et libertés de la personne, Commission	1-142

## INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
<b>E</b>		<b>H</b>	
Échéancier sommaire		Habitation et Protection du consommateur, Ministère	1-51, 1-134, 1-210
des obligations et autres emprunts moins			
les fonds d'amortissement	4-50	<b>I</b>	
des engagements financiers pour le remboursement du		Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-150
principal des emprunts contractés pour des dépenses		Industrie et Commerce, Ministère	1-52, 1-138, 1-211
en capital	4-71	Industrie minière et administration minière	1-114
Éducation, Ministère	1-42, 1-104, 1-207	Information (Ass. nat.)	1-84
Éducation populaire	1-106	Information et publications gouvernementales	1-92
Emploi et concertation	1-98	Inspecteur général des institutions financières	1-132
Emploi, Protection et développement	1-160	Institut de recherche et d'information sur la rémunération,	1-200
Emprunts		Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1-190
effectués	23, 3-4	Institut national de productivité	1-138
garantis	4-51	Institut québécois de recherche sur la culture	1-66
remboursés	23, 3-6	Institutions nationales (Aff. cult.)	1-66
temporaires	4-28	Intérêts courus (actif)	4-5
autres	4-47	Intérêts courus (passif)	4-29
Énergie et Ressources, Ministère	1-42, 1-110, 1-207	Introduction	9
Engagements	4-70		
Budgétaires	4-72	<b>J</b>	
Non budgétaires	4-91	Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-180
Enquêtes sur les décès et les incendies	1-142	Justice, Ministère	1-53, 1-142, 1-212
Enregistrement officiel	1-144		
Enseignement		<b>L</b>	
collégial	1-120	Liste des ministères et organismes du Gouvernement	27
primaire et secondaire public	1-106	Liste et définitions des catégories et super-catégories	de dépenses
privé	1-106		1-30
universitaire	1-120	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-54, 1-152, 1-212
Enseignement supérieur et Science			
Ministère	1-44, 1-118, 1-208	<b>M</b>	
Entrepreneurs en construction, Qualification		Main-d'œuvre et Sécurité du revenu, Ministère	1-56, 1-156, 1-213
professionnelle des	1-136	Mandats spéciaux	1-6
Environnement, Ministère	1-45, 1-124, 1-209	Mission, domaine, secteur et programme	1-8
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-116		
Études des politiques économiques et fiscales	1-128	<b>N</b>	
Évaluation foncière	1-70	Normalisation et surveillance de l'exercice	
Exécution des obligations envers la société		des fonctions de police	1-148
immobilière du Québec	1-74	Normes de travail, Relations et	1-198
Exploitation des immeubles	1-74	Notes complémentaires	
Exploration géologique et minière	1-114	Notes	21
		Annexe 1	27
<b>F</b>		Annexe 2	28
Financement agricole	1-76	Annexe 3	29
Financement, Besoins financiers et	23	Annexe 4	30
Financement forestier	1-112	Notes explicatives sur les placements	4-8
Financement, Sommaire	23, 3-3	Nouveaux emprunts	
Finances, Ministère	1-46, 1-128, 1-210	Détail	3-4
Fonctions de police, Normalisation et surveillance	1-148	Sommaire	3-4
Fonds d'amortissement		<b>O</b>	
Continuité,	4-41	Obligations	4-32
Détail	4-42	Observations du Vérificateur général	
Provenance et utilisation des,	4-44	sur les états financiers	
Répartition des valeurs détenues par fiduciaire	4-46	du gouvernement du Québec	34
Fonds de développement régional	1-162	Office de la construction, Aide financière	1-200
Fonds de la recherche en santé du Québec	1-186	Office de la langue française	1-90
Fonds de péréquation	1-70	Office de la protection du consommateur	1-136
Fonds de suppléance	1-130	Office des personnes handicapées du Québec	1-164, 1-188
Fonds pour la formation de chercheurs et		Office des ressources humaines	1-106
l'aide à la recherche	1-122	Office des services de garde à l'enfance	1-166
Forêts		O.P.D.Q.	1-162
Amélioration	1-110	Opérations budgétaires, Sommaire	1-2
Connaissance	1-110	Opérations non budgétaires	
Protection	1-110	Sommaire	2-3
Utilisation	1-110	Placements, sommaire et détail	2-4
Formation professionnelle de la main-d'œuvre	1-160	Régimes de retraite, Compte des	2-6
Formulation de jugements	1-142	Autres comptes	2-6
		Opinion du Vérificateur général	
<b>G</b>		sur les états financiers du gouvernement du Québec	31
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-146	Organisation et réglementation des professions	1-122
Gestion budgétaire et politique administrative	1-102	Organisme relevant du ministre délégué au Développement	
Gestion de certains emprunts des réseaux des affaires		et à la Voie des régions	1-56, 1-162, 1-213
sociales et de l'éducation	1-128		
Gestion de la trésorerie et de la dette publique	1-128		
Gestion des milieux atmosphériques et terrestre	1-124		
Gestion des ressources fauniques	1-154		
Gestion des terres publiques	1-114		
Gestion du milieu aquatique	1-124		
Gestion du territoire agricole	1-80		

	PAGE		PAGE
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	1-57, 1-164, 1-214	Conservation	1-194
Organismes-conseils (Environnement)	1-126	Construction	1-192
Organismes conseils et gestion interne (Affaires culturelles)	1-66	Réseau Travail-Québec	1-156
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	1-57, 1-166, 1-214	Ressources fauniques. Gestion des	1-154
Organismes relevant du Ministre délégué à l'Administration	1-57, 1-168, 1-214	Revenu. Ministère	1-59, 1-178, 1-215
<b>P</b>		Revenus. Détail par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-36
Passifs éventuels	4-51	Revenus. Sommaire par ministère et par catégorie	1-2
Passifs éventuels et engagements financiers	30	Revenus. Sommaire par catégorie	18
Pêches maritimes. Développement des	1-82	<b>S</b>	
Permis d'alcool. Contrôle	1-144	Santé et Services sociaux. Ministère	1-61, 1-182, 1-216
Personnes déquignées par l'Assemblée nationale	1-58, 1-170, 1-214	Science et technologie	1-120
Placements		Secrétariat général (Ass. nat.)	1-84
Sommaire	4-6	Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-136
Entreprises du Gouvernement	4-6	Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-158
Municipalités et organismes municipaux	4-16	Sécurité-incendie	1-72
Notes explicatives	4-8	Sécurité publique	1-148
Particuliers, sociétés et autres	4-24	Service des achats du Gouvernement	1-168
Placements en actions	28	Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	1-96
Placements temporaires	4-3	Services des centres d'accueil, d'hébergement et des centres hospitaliers de soins de longue durée	1-184
Plan comptable (voir Conventions comptables)	13	Services des centres de réadaptation	1-184
Planification, recherche et enseignement (Agriculture)	1-76	Services des centres de services sociaux	1-184
Planification, recherche et prévention	1-124	Services des centres hospitaliers de courte durée et psychiatriques	1-182
Pram, parcs et réserves	1-152	Services des C.L.S.C.	1-182
Policiers		Services essentiels. Conseil des	1-198
Formation et perfectionnement	1-148	Services juridiques du Gouvernement	1-146
Normalisation et surveillance	1-148	Services législatifs	1-84
Ponctues et développement des communications	1-94	Sidbec	1-138
Prestations d'aide sociale	1-158	Société d'aménagement de l'Outaouais	1-72
Prêts et avances	4-7	Société de développement des coopératives	1-138
Professions. Organisation et réglementation	1-122	Société de développement industriel du Québec	1-138
Promotion de l'activité physique et du sport	1-152	Société de radio-télévision du Québec	1-94
Promotion des droits des femmes	1-98	Société d'habitation du Québec	1-134
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-190	Société du Palais des congrès de Montréal	1-190
Promotion du loisir socio-culturel	1-152	Société du parc industriel du centre du Québec	1-138
Protecteur du citoyen	1-170	Société Inter-Port	1-138
Protection civile	1-148	Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec	4-91
Protection de la forêt	1-110	Sommaire	
Protection de la jeunesse. Comité de la	1-142	des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Protection des droits et libertés de la personne	1-142	des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Protection du consommateur	1-136	des crédits et dépenses de transfert par ministère	1-202
Protection et développement de l'emploi	1-160	des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-32
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	4-44	des engagements financiers	4-70
Provision pour créances douteuses.		des opérations budgétaires	1-2
Continuité de la	4-26	des opérations non budgétaires	2-3
Publications gouvernementales. Information et	1-92	Emprunts garantis	4-51
<b>Q</b>		Financement	3-3
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-136	Nouveaux emprunts	23, 3-4
<b>R</b>		Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-142
Radio-Québec	1-94	Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-152
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	31	Soutien aux sociétés et organismes d'état	1-138
Recherche minière, analyses et essais	1-114	Soutien des organismes bénévoles	1-182
Réforme électorale	1-98	Soutien et promotion des arts, lettres et musées	1-68
Régie de la sécurité dans les sports	1-154	Soutien financier au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	1-138
Régie de l'assurance-maladie du Québec. Ministère	1-172, 1-214	Soutien technique et professionnel au développement et à la croissance des secteurs manufacturiers, commerciaux et coopératifs	1-138
Régie de l'électricité et du gaz	1-114	Statistiques, prévisions socio-économiques et recherches d'ensemble	1-132
Régie des grains	1-80	Statut de la femme. Conseil	1-166
Régie des installations olympiques. Ministère	1-174, 1-215	Supplément au revenu de travail	1-178
Régie des marchés agricoles du Québec	1-80	Sûreté du Québec	1-146
Régie des services publics	1-94	Suspension du droit d'engager	1-9
Régie du cinéma	1-66	Systèmes de transports terrestres	1-192
Régime de retraite des enseignants	1-168	<b>T</b>	
Relations avec les citoyens	1-98	Télécommunications gouvernementales	1-92
Relations et normes du travail	1-198	Terres publiques. Gestion des	1-114
Relations internationales. Ministère	1-58, 1-176, 1-215	Tourisme. Ministère	1-62, 1-199, 1-217
Remboursements à certains travailleurs autonomes	1-178	Transport aérien gouvernemental	1-196
Remboursements d'emprunts	3-6	Transport scolaire	1-194
Répartition des valeurs détenues par fiduciaire dans les fonds d'amortissement	4-46	Transports. Commission des	1-192
Réseaux d'aqueduc et d'égouts. Aide financière	1-72		
Réseaux routiers			

Variation de l'encaisse	3-4
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-10
Vérificateur général	1-170

Veillez rapporter ou renouveler ce volume avant ou à la dernière date ci-dessous indiqués.